

SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE

RAPPORT ANNUEL

2022

Société Tunisienne de Banque

Société Anonyme au capital de 776.875.000 Dinars

Siège Social : Rue Hédi Nouira - 1001 TUNIS - **RCB** 182331996

Tél : 70.140.000 - **Adresse télégraphique** : SOTUBANK

Code : Peterson 4th Edition Acmé

Télex : N° 14135 - 14815 - 15376 - 15377

Adresse SWIFT : STBK TN TT - **FAX** : 71.348.400 - 71.340.009

Sites Web :

- Commercial : www.stb.com.tn
- Commerce électronique : ecom.stb.com.tn
- Banque en ligne : stbnet.stb.com.tn
- Facebook : STB BANK-page autotisée



SOMMAIRE

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| ORGANES DE GOUVERNANCE | 4 |
| LE CONSEIL D'ADMINISTRATION | 4 |
| LES COMITÉS | 5 |
| DIRECTION GÉNÉRALE | 6 |
| CO-COMMISSAIRES AUX COMPTES | 7 |
| MOT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL | 8 |
| MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL | 10 |
| PROFIL DE LA SOCIÉTÉ TUNISINNE DE BANQUE | 14 |
| RAPPORT D'ACTIVITÉ DU CONSEIL D'ADMINISTRATION EXERCICE 2022 | 15 |
| ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE | 30 |
| ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL | 30 |
| ÉCONOMIE TUNISIENNE | 32 |
| SITUATION FINANCIÈRE EXERCICE 2022 | 35 |
| CHIFFRES CLÉS | 36 |
| BILAN | 37 |
| ÉTAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN | 38 |
| ÉTAT DE RÉSULTAT | 39 |
| ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE | 40 |
| RESSOURCES | 41 |
| EMPLOIS | 42 |
| CAPITAUX PROPRES | 45 |
| QUALITÉ DE L'ACTIF | 45 |
| SOLVABILITÉ | 47 |
| LIQUIDITÉS | 48 |
| RÉSULTAT | 49 |
| CONTRÔLE INTERNE | 54 |
| GESTION DES RISQUES | 56 |
| DÉVELOPPEMENT ET MODERNISATION | 59 |
| CAPITAL HUMAIN | 61 |
| RESPONSABILITÉ SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE -RSE- | 62 |
| L'IMPLEMENTATION DU NOUVEAU REFERENTIEL -IFRS | 64 |
| PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT | 65 |
| ÉTATS FINANCIERS INDIVIDUELS | |
| NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2022 | 67 |
| RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES | 96 |
| RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES | 101 |
| RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DE LA STB | 110 |
| RAPPORT DE GESTION DU GROUPE STB | 113 |
| PRÉSENTATION DU PÉRIMÈTRE DU GROUPE STB | 114 |
| APERÇU SUR L'ÉVOLUTION DES INDICATEURS DU GROUPE STB | 121 |
| PERSPECTIVES DU GROUPE | 124 |
| ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2022 | 125 |
| BILAN CONSOLIDÉ | 126 |
| ÉTAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN CONSOLIDÉ | 127 |
| ÉTAT DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ | 128 |
| ÉTAT DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ | 129 |
| NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2022 | 130 |
| ÉTAT DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ PAR PÔLE 2022 | 170 |
| ÉTAT DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ PAR PÔLE 2021 | 171 |
| INDICATEURS CONSOLIDÉS 2022 | 172 |
| INDICATEURS CONSOLIDÉS 2021 | 172 |
| RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU GROUPE STB EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2022 | 174 |

ORGANES DE GOUVERNANCE

Le Conseil d'Administration



Mr Atef MAJDOUB
Président du Conseil
Représentant l'Etat



Mme. Moufida ALOUI
Membres représentant l'Etat



M. Mohamed MRAIDHA
Membres représentant l'Etat



M. Hatem SALAH
Membres représentant l'Etat



M. Tarek BEN LARBI
Membres représentant l'Etat



Mme Rym OUESLATI
Membre indépendante



Mr. Mohamed Jilani EL BEJI
Membre indépendant



Mr. Hassene FEKI
Représentant la Société Tunisienne
d'Assurance et de Réassurance



M. Lassaad ZARROUK
Représentant MAE



M. Moez BEN ZID
Membre représentant les
actionnaires minoritaires



M. Ilyes CHERIF
Contrôleur d'Etat

Le Comités

Le Comité d'Audit

La mission fondamentale du Comité est de Veiller à la mise en place et au bon fonctionnement du système de contrôle interne, d'assurer le suivi et la supervision des activités de contrôle interne.

Le Comité des Risques

Il a pour mission d'aider le Conseil d'Administration à s'acquitter de ses responsabilités relatives à la gestion et à la surveillance des risques et au respect de la réglementation et des politiques arrêtées en la matière

Le Comité des Nominations et des Rémunérations

Il a pour mission d'aider le Conseil d'Administration à arrêter une politique de rémunération en adéquation avec les performances à moyen et long termes de la Banque.

Le Comité Stratégique

Il a pour rôle d'assister le Conseil d'administration dans le suivi de la mise en place de la stratégie et du Business Plan de la Banque.

Comité Supérieur de Résolution

Il a pour mission d'assurer le suivi de l'exécution du plan d'action issu de la stratégie de la Banque en matière de recouvrement, d'examiner les propositions en matière de radiation et de cession ainsi qu'en matière de règlement transactionnel

Commission des marchés

Elle a pour mission d'examiner la régularité des procédures de recours à la concurrence, l'attribution des marchés, la sincérité et la transparence des procédures de passation des marchés et de s'assurer du caractère acceptable des conditions administratives, financières et Techniques.

Le Comité de Gouvernance et de Restructuration des Filiales

La mission fondamentale de ce Comité est de suivre la performance des filiales et participations et l'évaluation des systèmes de gouvernance au sein du groupe STB en se basant sur les meilleures pratiques en la matière.

Direction Générale

Directeur Général



M. Lassaad ZNATI JOUINI ⁽¹⁾

Secrétaire Général



M. Nabil FRINI

Directeur Général Adjoint



M. Lassaad ZNATI JOUINI

(1) : M. Lassaad ZNATI JOUINI est nommé Directeur Général par intérim par le Conseil d'Administration du 07/10/2022 en remplacement de M. Mohamed CHOUIKHA

Co-Commissaires aux Comptes

Le groupement : CFA-CBC

Représenté par M. Fathi SAIDI



- **Cabinet «CFA»**
représenté par M. Fathi SAIDI



- **Cabinet «CBC»**
représenté par M. Chokri BEN LAKHAL

Le Groupement : CSL - CNH

Représenté par M. Samir LABIDI



- **Cabinet «CSL»**
représenté par M. Samir LABIDI



- **Cabinet «CNH»**
représenté par Mme Nour El Houda HANAN

Missions

Les Co-Commissaires Aux Comptes (CAC) ont pour mission principale de certifier les comptes annuels de la banque en réalisant un audit légal, dont la procédure est strictement définie par la loi et en accord avec les principes comptables généralement admis en Tunisie.

La certification des comptes par le CAC consiste à valider la sincérité, la régularité et la véracité des données financières fournies dans la comptabilité et les comptes annuels de la banque (bilan, compte de résultat, hors bilan, état de flux de trésorerie et annexes légales).

MOT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL



Œuvrant dans un contexte économiquement morose des suites des retombées négatives des crises récentes liées à la pandémie Covid et les instabilités géopolitiques à l'échelle internationale, la Société Tunisienne de Banque a pu relever les défis en parvenant à clôturer l'exercice 2022 avec des réalisations en ligne avec les objectifs escomptés tant opérationnels que prudentiels.

Animée d'un souci d'amélioration continue de sa rentabilité, la banque a été à même de consolider davantage ses assises financières tout en s'attelant à satisfaire les exigences réglementaires en matière de solvabilité et ce, grâce à la constatation d'un résultat bénéficiaire conjuguée à une meilleure maîtrise de l'évolution des risques encourus.

Pleinement ancrée dans un processus de transformation, la STB a étendu, en tant que banque citoyenne, ses efforts de soutien à l'ensemble des secteurs économiques aussi bien public que privé moyennant une politique de crédits beaucoup plus rigoureuse basée sur des critères d'appréciation plus objectifs du profil risque et de rentabilité. Cet effort a été en parallèle, accompagné par une présence active et une contribution assez forte de la banque dans les émissions d'emprunts et des titres de l'Etat.

Sur le plan prudentiel, la STB a été à même de toujours afficher des indicateurs respectant strictement les seuils exigés et de dégager en corollaire, des excédents de fonds propres assez confortables qui attestent du rétablissement de ses équilibres financiers et de sa bonne résilience face aux risques majeurs. A cet égard, force est de constater que les capitaux propres ont presque doublé depuis 2015 pour s'établir à 1 296 MD à fin 2022 et ce, grâce à l'accumulation des résultats au fil des années et leur affectation en totalité à la résorption des pertes reportées. Cette situation traduit l'atteinte de l'objectif escompté et tant recherché consistant à conférer à la banque la faculté de renouer avec la distribution des dividendes durant les exercices à venir.

Parallèlement et sur le plan qualitatif, la banque a continué à œuvrer pour la protection des intérêts des déposants, des créanciers, des actionnaires et du personnel et ce, via une gestion saine, prudente et transparente basée sur une culture solide du risque et de la conformité.

S'inscrivant dans une démarche d'amélioration continue et confortée par ces réalisations abouties, la STB a amorcé la mise en place d'une nouvelle stratégie couvrant la période

2022-2026, conçue autour d'une vision plus ambitieuse de devenir la meilleure banque de la place, une banque pro-active et responsable et orientée vers un développement durable.

A travers cette nouvelle stratégie, la STB s'appliquera, entre autres objectifs, à consolider davantage son positionnement et à exploiter les différents leviers de performance et à renforcer les synergies au sein du groupe STB. Elle accordera également une attention

particulière au développement du more business à travers le lancement de nouveaux métiers et l'imagination d'un service bancaire à l'ère numérique et le Big Data.

Il va sans dire que l'intégrité, l'honorabilité et l'engagement des organes de gouvernance et de direction constitueront les facteurs clés de succès de cette nouvelle stratégie tout comme l'habituelle adhésion du capital humain de la Banque.

MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL



En dépit d'un contexte économique difficile, la Banque a pu clôturer l'exercice 2022 avec des performances tangibles observées tant au niveau des indicateurs d'activité que de performance de manière à lui permettre de consolider davantage ses assises financières et partant de préserver son rang sur le podium des banques les plus compétitives de la place.

Rentrant dans le fil droit de consolidation et de diversification de sa base commerciale, la Banque a poursuivi ses efforts de mobilisation des ressources sous ses différentes catégories tout en privilégiant celles présentant les meilleures caractéristiques en termes de coût et de maturité.

A ce titre, les dépôts collectés auprès de la clientèle ont progressé à un rythme supérieur à celui observé au niveau du secteur en affichant un taux de progression de 9% pour atteindre un encours de 9 863 MD. Cet effort s'est traduit à juste titre par la consolidation de la partie stable de ses dépôts.

Parallèlement, force de noter que cette hausse a été accompagnée par la mobilisation d'une enveloppe additionnelle de 136 MD sous forme de ressources longues et ce grâce notamment à la clôture avec succès de l'émission d'un emprunt obligataire privé. Cette situation est à mettre en lien avec les orientations stratégiques visant à conforter dans la durée un meilleur adossement avec les emplois.

Du côté des emplois, les créances sur la clientèle ont progressé de 1 129 MD ou 11,6% en terme net, dépassant de loin les réalisations du secteur. Cette croissance traduit en fait les efforts soutenus et consentis par la banque en faveur des différents acteurs économiques aussi bien privés que publics notamment en matière de financement de leur cycle d'exploitation.

Il va sans dire que la Banque a continué à prélever sur ses bénéfices les sommes requises pour la couverture de la dépréciation de ses créances et ce conformément à sa politique prudente en matière de gestion du risque et de couverture des créances présentant une probabilité de dégradation de leurs qualités de manière à anticiper sur les exigences de l'adoption imminente du référentiel IFRS.

Cela étant, le taux de couverture s'est établi à 62,9% à fin 2022 et traduit à juste titre la constitution au fil des années d'importantes enveloppes de provisions et des agios réservés.

Au même titre que ses concours à l'économie, la STB a également participé d'une manière active dans le financement de la dette publique et ce, par le biais des souscriptions en bons du trésor et aux différentes tranches de l'emprunt national émis par l'état. Dans ce cadre, l'encours global du Portefeuille titres de la banque a affiché une augmentation de 26,3% pour totaliser un encours de 2 362 MD à fin décembre 2022.

S'agissant des indicateurs de performance, la Société Tunisienne de Banque a clôturé l'exercice 2022 avec un produit net bancaire de 689 MD, en évolution de 6,7% par rapport à son niveau observé à fin décembre 2021, une progression ayant caractérisé

plus particulièrement la marge nette d'intérêts qui demeure la principale composante de cet agrégat avec une part de 53%.

Quant au résultat net, il s'est replié de 17,4% pour être ramené à 93,1 MD tenant compte de certains facteurs exceptionnels se rapportant notamment à un coût de risque assez important en lien d'une part avec la constatation de provisions collectives assez conséquente en application des nouvelles règles édictées par la BCT et d'autre part à la dégradation de la qualité des créances relatives à certains secteurs en difficulté.

Il s'en suit ainsi une consolidation des capitaux propres de 7,7% pour atteindre 1296,3 MD, un niveau ayant permis de conforter davantage les ratios de solvabilité global et Tier 1 pour les porter respectivement à 3,83% et 9,36% contre 13,25% et 9,25% une année auparavant.

Aussi, il convient de préciser que la STB est parvenue en 2022 à retrouver ses équilibres financiers et à neutraliser le handicap majeur de pouvoir distribuer des dividendes dans les prochaines années.

En ce sens et grâce à l'accumulation des bénéfices durant les derniers exercices et leur affectation en totalité à la résorption des pertes reportées, ayant culminé à 749 millions de dinars à fin 2013, le report à nouveau débiteur s'est établi à 172,6 millions de dinars au terme de l'exercice 2022.

Ce report a fait l'objet d'une résolution approuvée par l'Assemblée Générale selon laquelle il a été décidé de le résorber en totalité par des réserves disponibles.

Ce retour à la bonne fortune conférera à la Banque un nouvel élan devant permettre la consolidation de la confiance des différentes parties prenantes : actionnaires, déposants, correspondants, bailleurs de fonds, investisseurs etc... et partant le développement de l'activité de la Banque, tirer vers la hausse le cours de son action et de retrouver son aura.

Sur l'aspect commercial et en s'appuyant sur sa nouvelle politique, pilier incontournable de sa stratégie de développement, la Société Tunisienne de Banque a confirmé davantage sa stratégie de conquête client Retail avec l'objectif d'attirer de nouveaux clients potentiels de particuliers, professionnels et TRE et de mieux répondre à leurs besoins et les servir.

Cette approche a été étendue également au segment corporate et ce à travers, la dynamisation

de la conquête client dans les secteurs les plus porteurs, l'enrichissement de l'éventail des produits et services destinés à couvrir les besoins des secteurs ciblés et le développement de l'activité des Business centers, le tout dans un objectif de mise à la disposition de la clientèle d'une offre diversifiée et un accompagnement sur mesure.

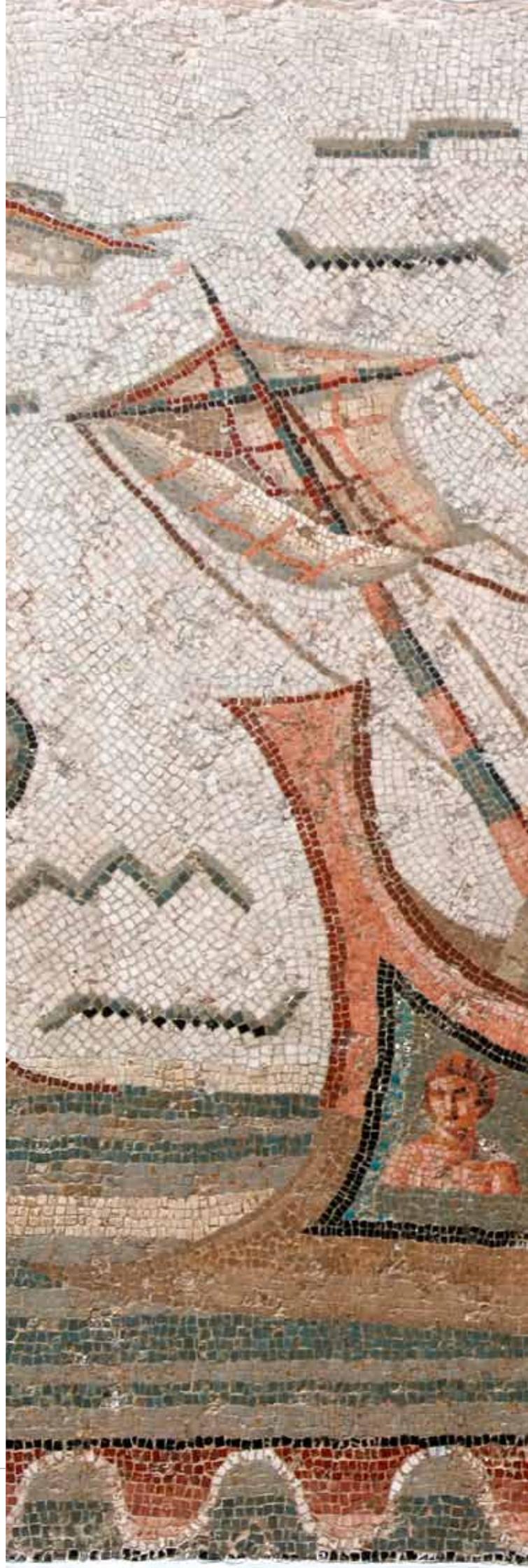
Parallèlement, la Société Tunisienne de Banque s'est attelée à conforter ses acquis en matière d'urbanisation SI, de développement de la stratégie DATA, de digitalisation, de modernisation des infrastructures IT et de la mise en place de politiques de sécurité informatique et de cyber sécurité.

Outre l'enrichissement des fonctionnalités déjà existantes au niveau de certains applicatifs métiers, des développements ont été mis en œuvre en réponse aux nouveaux besoins réglementaires, au renforcement des contrôles et aux standards d'interfaçage liés notamment à l'implémentation des nouveaux produits digitaux.

La Société Tunisienne de Banque a misé, par ailleurs sur les travaux d'alignement de son infrastructure IT par référence aux besoins requis ainsi que sur la poursuite de la gestion des risques IT et des cybers risques et ce à travers une connaissance solide des risques et des opportunités de l'ère de la digitalisation et le développement d'une feuille de route en matière de sécurité de l'information.

S'agissant du Capital Humain, la STB a œuvré pour l'instauration d'une forte culture d'entreprise visant entre autres l'implication du personnel dans son activité et ses valeurs et une meilleure cohésion entre les collaborateurs et ce, afin de garder un climat sain et épanouissant favorisant une meilleure gestion des compétences et des carrières tout en évaluant d'une manière continue la performance du personnel en fonction des critères qualitatifs et quantitatifs à même de renforcer la responsabilité des chefs hiérarchiques dans le suivi, l'encadrement et la promotion sociale de leurs collaborateurs.

Aussi et très attachée à ses valeurs, la Société Tunisienne de Banque s'est engagée en toute transparence pour s'affirmer davantage en tant que banque citoyenne, responsable et acteur incontournable quant à l'accomplissement de plusieurs projets RSE bénéfiques pour le pays et dans les différents domaines tels que la Culture, l'éducation et la Santé.





PROFIL DE LA SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE

Banque pionnière : près de 65 ans de réalisations et de performances, au service de la promotion des secteurs industriel, touristique et commercial

La Société Tunisienne de Banque, née au lendemain de l'indépendance, la première banque du pays, a ouvert ses guichets le 26 mars 1958. Durant des décennies, elle s'est affirmée dans son rôle d'instrument privilégié de la politique financière du pays et de précurseur dans la mobilisation de l'épargne nationale.

Pleinement ancrée dans le processus du développement du pays, la STB a pu renforcer ses capacités financières, techniques et commerciales tout en intensifiant son soutien à la croissance et à la relance de l'investissement. Les actions menées lui ont permis de raffermir sa position au niveau national et international et d'enregistrer un développement appréciable et continu de ses principaux indicateurs de croissance.

Le groupe STB se présentait déjà comme une force économique de première importance, constitué de dizaines de filiales appartenant à tous les secteurs de l'économie.

La STB est une banque universelle offrant une gamme complète de service à tout type de clientèle

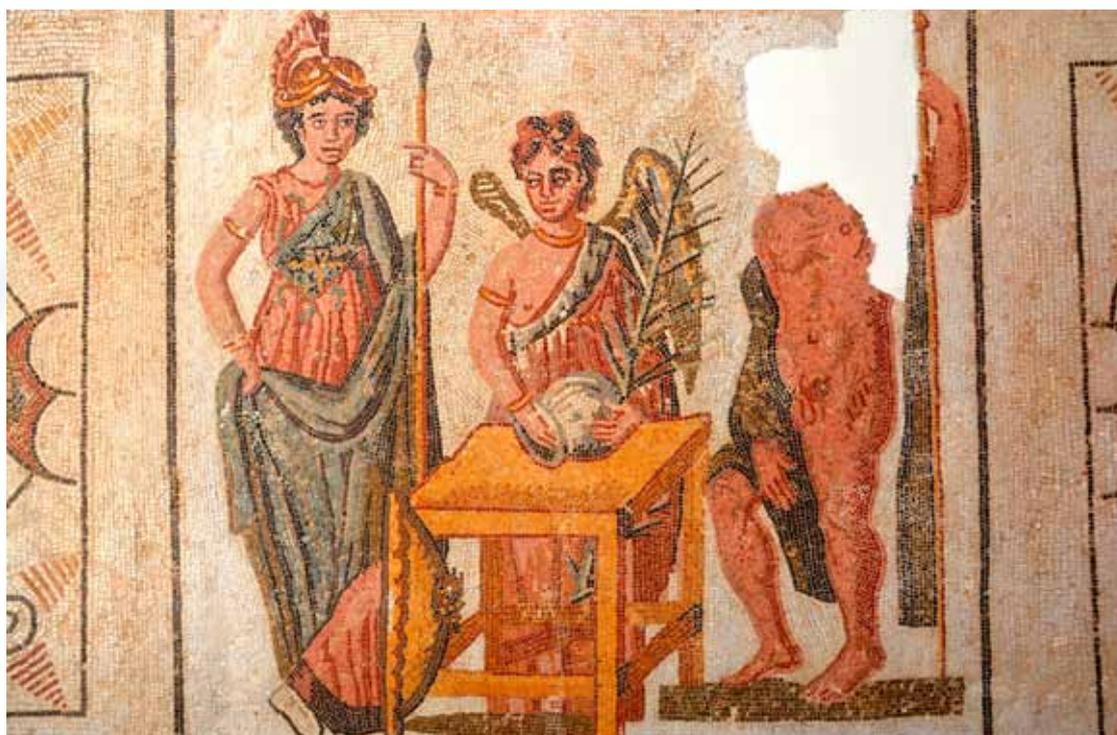
Particuliers, Tunisiens Résidents à l'Étranger, Professionnels, Petites et Moyennes Entreprises, Groupes et Grandes Entreprises.

Appuyant son développement sur la proximité et l'engagement sociétal, elle met son expertise au profit de ses clients, de ses partenaires et de l'économie du pays.

La STB dispose d'un réseau assez dense en Tunisie avec 149 agences réparties sur l'ensemble du pays.

Du côté de performance et par référence au succès enregistré au niveau de l'exécution du plan 2016-2020, la banque a lancé sa nouvelle stratégie 2022-2026 basée sur une vision, des missions et des orientations stratégiques horizon 2026.

À travers sa nouvelle stratégie, la STB s'engage à offrir les efforts humains et logistiques afin d'enregistrer un nouveau succès lui permettant d'avoir une place sur le podium des banques performantes au terme de la période du plan.



RAPPORT D'ACTIVITÉ DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 2022

I- ORGANE D'ADMINISTRATION



- Monsieur LASSAAD ZNATI JOUINI assure la fonction du Directeur Général par intérim depuis le 07 Octobre 2022, en succession de Monsieur Mohamed CHOUIKHA.

Le Directeur Général et le Directeur Général Adjoint ne peuvent pas être membres au Conseil d'Administration.

Composition du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est composé de 11 membres dont la Présidente. Ce nombre est adapté à la nature, à la complexité, à la diversité, au volume d'activité ainsi qu'aux risques auxquels la banque est exposée et est réparti comme suit :

- Cinq administrateurs représentant les participants publics et les mandataires spéciaux
- Deux membres indépendants présidant respectivement le Comité d'Audit et le Comité des Risques.
- Trois administrateurs représentant le secteur privé, choisis par référence au registre des actionnaires, et selon son profil et sa disponibilité.
- Un administrateur représentant les petits actionnaires et est élu suite à un appel à candidatures.

Mode de Gouvernance

Depuis l'Assemblée Générale Extraordinaire du 03 juin 2015, la STB a supprimé le poste de Président Directeur Général et a opté pour la séparation de la fonction de Président du Conseil d'Administration et la fonction du Directeur Général. Actuellement :

- Monsieur Atef MAJDOUB assure la fonction du président du Conseil d'Administration depuis 30 Novembre 2022, en succession de Madame Amel MDINI.

Qualification & parcours professionnel des membres du Conseil d'Administration

| | |
|-------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Mr Atef MAJDOUB Président du Conseil d'Administration</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Chef service/sous-directeur/directeur Commission supérieure des marchés publics au sein du Premier Ministère • Directeur Général Unité de suivi des concessions au sein de la Présidence du Gouvernement • Président de la commission départementale de contrôle des marchés publics- Présidence du Gouvernement • Président de l'Instance Générale des PPP - Instance Générale des PPP au sein de la Présidence du Gouvernement • Membre du Conseil d'Administration Banque Tuniso-Emarati (BTE) • Membre du Comité des Risques Banque Tuniso-Emarati (BTE) • Membre du comité de construction du nouveau siège social Banque Tuniso-Emarati (BTE) • Membre du comité de nomination et de rémunération Banque Tuniso-Emarati (BTE) • Membre du conseil d'établissement - Cité Nationale Sportive • Membre du conseil Régie Nationale des Tabacs et des Allumettes (RNAT) • Membre de la commission nationale des approbations (CNAPP) - Ministère de l'Economie et du Plan • Membre de l'autorité spécialisée chargée de l'examen des problématiques relatives aux projets de production d'électricité à partir des énergies renouvelables - Ministère de l'Energie • Membre de l'association mondiale des unités et des professionnels des PPP - WAPPP (World Association of PPPs) |
| <p>Mr Mohamed MRAIDHA</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Directeur Central à la BNA • Directeur Général SICAR INVEST • Directeur Général SIP SICAR • Administrateur ESSOUKNA • Administrateur SMVDA • Président Conseil d'Administration SODAL |
| <p>Mme Moufida ALOUI</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Contrôleur adjoint des services publics - Premier ministre • Contrôleur des services publics - Premier ministre • Contrôleur en chef des services publics - Premier ministre • Contrôleur général des services publics - Premier ministre • Directeur des affaires administratives et financières - Ministère des technologies de communication • Membre de la commission nationale d'investigation des dossiers de corruption et de malversation - Commission nationale d'investigation des affaires de corruption et de malversation • Chef de section des enquêtes, missions spéciales et consultations - Présidence du Gouvernement • Membre au Conseil d'Administration - La poste Tunisienne • Membre au Conseil d'Administration - La SOTUGAT • Membre au Conseil d'Administration - L'ONAS |
| <p>Mr Tarek BEN LARBI</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Directeur Général de la Privatisation Présidence du Gouvernement |

| | |
|---------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Mr Hatem SALAH</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Professeur des universités en Economie Financière & Bancaire à l'ESC Tunis • Directeur du laboratoire de recherche ThÉMA (Théorie Économique, Modélisation, et Application), ESC Tunis. • Consultant indépendant auprès de bailleurs de fonds multilatéraux. • Membre du Conseil d'Analyse Economique, Présidence du Gouvernement. • Membre indépendant du comité d'investissement, SICAR Régionale SODESIB • Membre du bureau exécutif de l'association des économistes tunisiens (ASECTU) • Membre du conseil scientifique de l'ESC de Tunis • Membre du jury de promotion au grade de Professeur de l'Enseignement Supérieur en sciences économiques. • Directeur adjoint, Directeur des Stages, ESC de Tunis. • Directeur de Mastère de recherche : Banque, Finance & Commerce International, ESC de Tunis |
| <p>Mr Hassene FEKI</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Directeur Général de la STAR |
| <p>Mr Moez BEN ZID</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Conseiller de plusieurs clients en Afrique du Nord • Membre du CA de Marina Bizerte • Membre du CA – CAPSA • Managing Director à Deutsche Bank (Londres, New York, Singapore) • Managing Director en charge des équipes de ventes en crédits structures. • Département Fixed Income & Gestion Alternative - Banque JPMorgan Chase • Membre de l'équipe chargée du développement des dérivés de crédit – Société Générale Paris • Membre de l'équipe des produits dérivés de taux chargé du développement des systèmes de gestion – crédit Commercial de France |
| <p>Mr Lassaad ZARROUK</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Directeur Général de la MAE Assurances • Président de l'Union Générale Arabe d'Assurance – GAIF • Président Directeur Général de la STAR - Assurances • Président de la Fédération Tunisienne des Sociétés d'Assurances (FTUSA) |
| <p>Mme Rym OUESLATI</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Diplômée d'expertise comptable de l'Etat français • Docteur en Sciences de gestion • Enseignante à l'Université Tunis Dauphine • Responsable pédagogique de formations au profit de professionnels dans les domaines de la banque, l'assurance, la gouvernance, etc. (ACCA, IFRS, IFRS-Assurance, formation des administrateurs, etc.) • Enseignante à l'Institut Supérieur de Gestion (ISG de Tunis) • Enseignante à l'École Supérieure des Sciences Économiques et Commerciales Tunis (ESSEC Tunis) • Responsable de missions d'audit et de Reporting IFRS (UBCI, BTK, Attijari Bank, etc. |
| <p>Mr. Mohamed Jilani BEJI</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Chef Service du Contrôle du Crédit - Direction Générale Crédit et banque au sein de la Banque Centrale de Tunisie • Chef Service Analyse et Contrôle du Crédit - Direction Générale Crédit et marchés des capitaux au sein de la Banque Centrale de Tunisie • Directeur du Suivi du risque de Crédit - Direction Générale Stabilité Financière et Prévention des Risques au sein de la Banque Centrale de Tunisie • Adjoint au Directeur Général - Direction Générale Stabilité Financière et Prévention des Risques au sein de la Banque Centrale de Tunisie • Membre au Conseil d'Administration – Office Nation de l'Huile ONH • Membre au Conseil d'Administration – Registre National des Entreprises RNE |

Désignation des membres du Conseil d'Administration

La sélection des administrateurs représentant les participants publics et les mandataires spéciaux est assurée par le Ministère de tutelle sur la base de critères combinés tenant compte à la fois de leurs compétences académiques et professionnelles et de leur expérience réussie en rapport avec les aptitudes et la complémentarité requises.

Quant aux membres représentant les privés, leur choix se fait généralement sur la base du registre des actionnaires, selon leurs profils et leurs disponibilités.

En ce qui concerne les membres indépendants et le membre représentant les petits actionnaires, leur sélection se fait suivant un appel à candidatures et sur la base de termes de références comportant divers critères y compris les connaissances de l'activité bancaire, la gouvernance, le contrôle interne et la gestion des risques et ayant trait notamment à la qualification et à l'honorabilité.

Renouvellement des mandats

Les administrateurs représentant les participants publics auprès du Conseil d'Administration, sont désignés pour une période de trois ans renouvelable une seule fois et ne peuvent être nommés membres de Conseil d'Administration d'une autre entité à participation publique.

Le renouvellement du mandat des membres indépendants et du membre représentant les petits actionnaires ne peut être effectué qu'une seule fois.

Formation des membres du Conseil d'Administration

La Banque veille à assurer aux membres du Conseil d'Administration des formations spécifiques ayant trait notamment, aux opérations bancaires et financières ainsi que sur certains aspects pointus et/ou des changements importants d'ordre réglementaire (gouvernance des entreprises publiques, blanchiment d'argent, ...).

Evaluation du Conseil et des membres du Conseil d'Administration

La banque vise la réalisation d'évaluations régulières du Conseil dans son ensemble et de chacun de ses membres sur la base d'un questionnaire d'autoévaluation.

Cas d'interdiction / Conflits d'intérêts

Sur la base des déclarations sur l'honneur, aucun des membres de la Direction Générale et du Conseil d'Administration n'est frappé par les interdictions prévues par l'article 60 de la loi 2016-48.

II- FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les principales attributions du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration :

- Veille à la mise en place d'un dispositif de gouvernance efficace de la banque, qui garantit l'efficacité des opérations, la protection des actifs et la maîtrise des risques dans le cadre de la conformité aux lois et législations organisant leurs activités.
- Evalue le dispositif de gouvernance de la banque d'une façon périodique quant à son adaptation aux changements importants intervenus à la banque notamment, en termes de taille de l'activité, de complexité des opérations, d'évolution des marchés et des exigences organisationnelles.
- Approuve les lois cadre, les organigrammes, les conditions et modalités de recrutement et les conditions de nomination et le retrait des emplois fonctionnels.
- Approuve les politiques d'arbitrage et les clauses arbitrales et les conventions de réconciliation dont les montants sont fixés par les conseils d'administration visant le règlement des litiges conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.
- Assure le suivi de tous les changements importants affectant l'activité de la banque de manière à préserver les intérêts des déposants, des actionnaires, de toutes les parties prenantes et de façon générale, les intérêts à long terme de la banque.
- S'assure que l'établissement agit en conformité avec toutes les lois applicables.
- Fixe les orientations stratégiques globales et approuve les contrats programmes et les business plan et définit d'une manière explicite des objectifs de rentabilité en cohérence avec le maintien de la solidité financière de la banque.
- Définit les indicateurs quantitatifs et qualitatifs de suivi des performances de la banque notamment en matière de solvabilité, de liquidité et de rentabilité.

- Analyse en profondeur les questions techniques qui relèvent des attributions des comités.
- Assure le suivi de l'exécution de la stratégie de la banque
- S'assure que les moyens humains, financiers et logistiques sont en adéquation permanente avec la stratégie et les politiques d'intervention arrêtées.
- Approuve les budgets prévisionnels de fonctionnement et d'investissement ainsi que leurs modes de financement avant la fin de l'année précédant leur exécution.
- Approuve et suit la mise en place des modèles de mesure de l'adéquation des fonds propres par rapport au volume et à la nature des risques, aux politiques de gestion de la liquidité, aux exigences de conformité aux lois et aux textes organisant l'activité et au dispositif de contrôle interne.
- Arrête les états financiers.
- Elabore le rapport annuel de la banque.

Et d'une manière générale veille à ce que la banque jouit en permanence d'une bonne réputation la permettant de préserver la confiance auprès du public.

Périodicité des réunions du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit au moins six fois par an et en cas de nécessité, afin d'examiner les questions inscrites à l'ordre du jour présenté dix jours au moins avant la tenue des réunions à tous les membres du Conseil d'Administration et au Ministère des Finances. Au cours de l'exercice 2022, le Conseil s'est réuni 15 fois respectivement le :

| | |
|-----------------|-------------------|
| 04 janvier 2022 | 02 septembre 2022 |
| 01 mars 2022 | 07 octobre 2022 |
| 05 avril 2022 | 27 octobre 2022 |
| 12 avril 2022 | 10 novembre 2022 |
| 21 avril 2022 | 27 novembre 2022 |
| 16 juin 2022 | 30 novembre 2022 |
| 21 juillet 2022 | 22 décembre 2022 |
| 31 août 2022 | |

Ordre du jour du Conseil d'Administration

Les ordres du jour du Conseil d'Administration couvrent toutes les questions importantes et comportent les points qui sont discutés d'une manière permanente. Il s'agit de :

- Rapport sur la situation financière de la Banque : Le Conseil d'Administration est informé régulièrement de la situation de la banque touchant les points suivants : L'analyse de la situation financière de la banque, son positionnement, l'analyse des réalisations par rapport aux objectifs...
 - Rapport Comité d'Audit : Le Conseil d'Administration inclut obligatoirement dans son ordre du jour via le rapport du Comité d'Audit, les résolutions prises pour remédier aux insuffisances citées dans les rapports des commissaires aux comptes et des structures de contrôle externes. En effet, les résolutions prises dans ce sens sont suivies par la Direction de l'Audit Interne et soumises périodiquement au Comité d'Audit. Le procès-verbal du Comité d'Audit retraçant le suivi de ces points est soumis au Conseil d'Administration.
 - Rapport comité des risques: Le Conseil d'Administration examine les rapports de comité des risques portant principalement sur la conception et la mise à jour d'une politique de gestion des risques ainsi que l'analyse et le suivi de l'exposition de l'établissement aux risques notamment les risques de crédit, de marché, de liquidité et le risque opérationnel.
 - Rapports des autres comités : Comité de nomination et rémunération, Comité stratégique, Comité supérieur de résolution, Comité de gouvernance et de restructuration des filiales et Commissions des marchés.
 - Arrêté des indicateurs d'activité et des états financiers individuels trimestriellement.
 - Arrêté des états financiers consolidés annuellement.
 - Suivi des réserves des Commissaires aux Comptes et de la lettre de contrôle interne.
 - Suivi des passations des marchés.
 - Suivi des décisions du CA.
- Par ailleurs, outre les aspects permanents à l'ordre du jour, le Conseil d'Administration a examiné certains autres points se rapportant notamment à :
- L'état d'avancement des travaux effectués dans le cadre de la migration à la norme IFRS.
 - Approbation de la stratégie et du business plan pour la période 2022-2026, du contrat programme 21-25, ainsi que des budgets relatifs à l'exercice 2023.



- Approbation des différentes politiques et chartes de la banque (Politique d'appétence aux risques RAF, Politique de conformité, Politique Environnementale et Sociale, Politique Genre etc. ...)
- La mise en œuvre du programme de restructuration et l'évaluation du dispositif de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et suivi des recommandations de la BCT sur le non-respect de la réglementation en matière de placement.
- Nomination du nouveau Directeur Général de la STB par intérim le 07 octobre 2022
- Nomination du nouveau Président du Conseil et révision de la composition des comités issus du Conseil d'Administration le 30 novembre 2022.

Secrétariat du Conseil d'Administration

Le secrétariat du Conseil d'Administration est assuré par un cadre de la banque, désigné par le Président du Conseil, qui assure la rédaction des procès-verbaux des réunions dans un délai moyen de sept jours de la date de la tenue de la réunion.

Les procès-verbaux sont signés par le Président du Conseil d'Administration, deux autres membres ainsi

que par le secrétaire du Conseil d'Administration.

Les procès-verbaux dûment signés sont consignés dans un registre spécial gardé au Secrétariat du Conseil d'Administration au siège social de la Banque.

III- COMITÉS ISSUS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Comité d'Audit

[créé lors du CA du 12 décembre 2006]

La mission fondamentale du Comité d'Audit, composé de 4 membres dont un président (membre indépendant), consiste à veiller à la mise en place et au bon fonctionnement du système de contrôle interne, d'en assurer le suivi et la supervision de ses activités, notamment en collaboration étroite avec le Comité des Risques afin de garantir une meilleure complémentarité en matière de contrôle interne et de gestion des risques.

Aussi, le Comité d'Audit assure le suivi de l'activité de l'Organe de l'Audit Interne (chargé de son secrétariat) et si nécessaire les travaux des autres structures de la Banque chargées des missions de contrôle.

Le comité s'est réuni 09 fois courant l'année 2022.



Comité des Risques

(Créé lors du CA du 11 décembre 2012)

Le comité des risques, composé de 4 membres dont un président (membre indépendant), a pour mission d'aider le Conseil d'Administration à s'acquitter de ses responsabilités relatives à la gestion et à la surveillance des risques et au respect de la réglementation et des politiques arrêtées en la matière.

Le comité s'est réuni 06 fois courant l'année 2022. Le secrétariat est assuré conjointement par la Direction Centrale Surveillance Risque Crédit et la Direction Centrale des Risques Opérationnels et des Marchés et du Contrôle Permanent.

Comité de Nomination et de Rémunération

(Créé lors du CA du 15 novembre 2011)

Ce comité, composé de 3 membres a pour mission d'aider le Conseil d'Administration à arrêter une politique de rémunération en adéquation avec les performances à moyen et longs termes de la Banque.

Il s'est réuni 07 fois courant l'année 2022. Le secrétariat est assuré par le Pôle Support et Moyens.

Comité Stratégique

(Créé lors du CA du 11 septembre 2015)

Le comité stratégique, composé de 4 membres du Conseil dont un indépendant, est présidé par le Président du Conseil d'Administration. Ce comité a pour rôle de participer à la conception de la stratégie de la Banque, d'assurer le suivi de sa mise en œuvre et d'examiner dès lors l'implémentation des projets Stratégiques.

Le comité s'est réuni 03 fois courant l'année 2022. Le secrétariat est assuré par la Direction Stratégie et Pilotage.

Comité Supérieur de Résolution

(Créé lors du CA du 21 novembre 2018)

Le comité est composé de 4 membres du Conseil d'Administration dont un indépendant, le Directeur Général et/ou le Directeur Général Adjoint, le Chef du Pôle Risques Crédit et Résolution, le Chef du Pôle Commercial et Réseau, le Directeur Central de Résolution, le Directeur Central Surveillance Risque Crédit et tout Responsable dont la présence peut être jugée utile.

Il a pour mission d'assurer le suivi de l'exécution du plan d'action issu de la stratégie de la Banque en matière de recouvrement, d'examiner les propositions de règlement transactionnel dans le cadre de la loi 2018-36 du 6 juin 2018 à soumettre au Conseil d'Administration pour décision et d'examiner et statuer sur les propositions de radiation et de

cession à la STRC des créances remplissant les conditions réglementaires à soumettre au Conseil d'Administration pour approbation.

Le comité dont le secrétariat est assuré par le Pôle Risques Crédit et Résolution s'est réuni 05 fois courant l'année 2022.

Comité de Gouvernance et de Restructuration des Filiales

(Créé lors du CA du 02 octobre 2018)

Ce comité, composé de 3 membres et de tout membre dont la présence est jugée utile a pour mission d'émettre son avis et proposer des recommandations sur la gouvernance et la restructuration des filiales et participations de la Banque.

Il émet, également, des avis et des recommandations concernant les schémas de restructuration proposés et leur mise en œuvre, la rémunération, le détachement et la nomination des dirigeants ou des membres du CA des filiales et des sociétés dont la STB détient une participation.

Il veille aussi à la mise en place par les filiales d'un système de reporting trimestriel portant sur les principaux indicateurs d'activité.

Le comité dont le secrétariat est assuré par la Direction Centrale des Filiales et des Participations s'est réuni 04 fois courant l'année 2022.

Commission des Marchés

Ladite commission, composée de 3 membres en plus du Contrôleur d'Etat a pour mission d'examiner la régularité des procédures de recours à la concurrence, l'attribution des marchés, la sincérité et la transparence dans les procédures de passation des marchés et s'assure également du caractère acceptable des conditions administratives, financières et techniques.

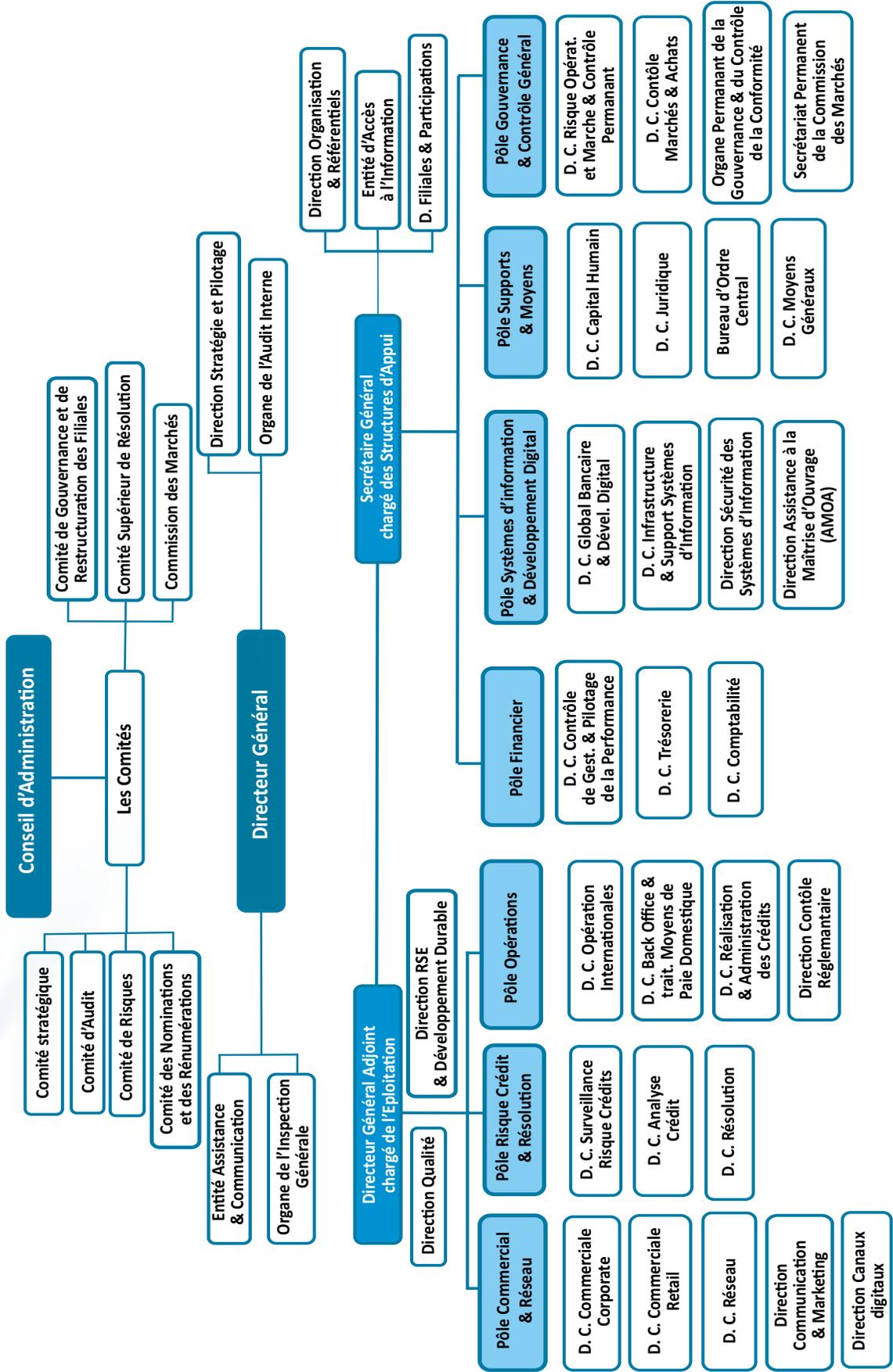
Ladite commission dont le secrétariat est assuré par le Secrétariat Permanent de la Commission des Marchés s'est réunie 09 fois courant l'année 2022.

IV- OBLIGATIONS, ENGAGEMENTS ET MISSIONS DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Confidentialité

Les membres du Conseil sont tenus de préserver la confidentialité des informations auxquelles ils ont accès et ne pas les utiliser à des fins non professionnelles.

V- ORGANISATION DE LA BANQUE



Contribution aux travaux du Conseil

Les membres contribuent d'une manière active aux travaux du Conseil d'Administration en questionnant de manière constructive le Directeur Général et demandant des éclaircissements sur les différents points à l'ordre du jour.

Communication des informations

Le Président du Conseil s'assure que l'organe de direction fournisse toutes les informations nécessaires pour les discussions et délibérations du Conseil d'Administration.

Présence aux réunions du Conseil

Les membres participent d'une manière assidue aux réunions du Conseil d'Administration. Le taux de présence est de 84%.

Lignes de métiers

La STB est une banque universelle qui traite l'ensemble des opérations bancaires dont notamment ;

- La réception des dépôts du public quelles qu'en soient la durée et la forme,
- L'octroi de crédits sous toutes ses formes
- La mise à la disposition de la clientèle et la gestion des moyens de paiement
- Les opérations liées à son activité telles que le conseil et l'assistance en matière de gestion de patrimoine, de gestion financière, d'ingénierie financière et d'une manière générale tous les services destinés à faciliter la création, le développement et la restructuration des entreprises.
- L'activité à l'international
- Les activités de marché





Structure des filiales

Le groupe STB est formé par la STB société mère et ses filiales dans lesquelles elle détient directement ou indirectement plus de 50% au moins du capital. La STB en tant que société mère exerce donc un contrôle exclusif sur les sociétés du groupe.

Le groupe STB est composé de 13 sociétés et opère dans les secteurs financier, touristique, immobilier et des services.

Structure de l'actionariat (arrêté au 31 décembre 2022)

Conformément aux dispositions de l'article 40 des statuts, seuls les titulaires de 10 actions au moins, libérées des versements exigibles, peuvent assister à l'Assemblée Générale ou se faire représenter par un autre actionnaire au moyen du pouvoir qu'ils auront l'obligance de remettre à leur mandataire ou le retourner dûment signé, trois jours au moins avant la réunion à la Société STB FINANCE, Filiale de la Banque, sise rue Hédi Karray - 1004 Tunis.

Les propriétaires de moins de 10 actions peuvent se réunir pour former ce nombre et se faire représenter par l'un d'eux ou par un membre de l'assemblée.

TND en milliers

| Actionnaires | Nombre d'actions | Montant | % |
|-------------------------------|--------------------|----------------|---------------|
| Actionnaires Tunisiens | 153 891 933 | 769 460 | 99,05% |
| Personnes Morales | 141 074 238 | 705 371 | 90,80% |
| Personnes Morales Publiques | 129 568 465 | 647 842 | 83,39% |
| Personnes Morales Privées | 11 505 773 | 57 529 | 7,41% |
| Personnes Physiques | 12 817 695 | 64 088 | 8,25% |
| Actionnaires Etrangers | 1 483 067 | 7 415 | 0,95% |
| Personnes Morales | 1 382 570 | 6 913 | 0,89% |
| Personnes Physiques | 100 497 | 502 | 0,06% |
| Total | 155 375 000 | 776 875 | 100% |

VI- MANUELS, POLITIQUES, CODES ET CHARTES

L'année 2022 a été marquée par le renforcement du dispositif de gouvernance et de contrôle interne au niveau de la STB, à travers l'élaboration et la mise à jour des politiques, des chartes, des codes, et des manuels de procédures internes qui régissent l'activité de la banque conformément à la circulaire 2021-05 du 19 août 2021 ayant pour objet le cadre de gouvernance des banques et des établissements financiers.

Code de gouvernance :

La Société Tunisienne de Banque dispose d'un code de gouvernance approuvé par le Conseil d'Administration et dûment signé par l'ensemble de ses membres. Ce code vise à définir, en conformité avec le statut de la banque et la législation en vigueur :

- Le mode de gouvernance,
- Les principes,
- Les politiques et les pratiques de gouvernance,
- Les organes de gouvernance, leurs attributions, leurs compositions et les règles de leur fonctionnement,
- Les dispositifs destinés à assurer l'indépendance des fonctions de contrôle,
- Les rapports de l'organe d'administration avec l'organe de direction et les structures opérationnelles de l'établissement.

Code déontologique

La banque dispose d'un code déontologique qui fixe les principes et les règles de bonne conduite professionnelle.

Ce code vise à :

- Déterminer les comportements et pratiques attendus des collaborateurs de la banque, ainsi que les comportements et pratiques incompatibles avec les valeurs de la Banque.
- Etablir des normes éthiques, des règles de base et des principes d'étiquette professionnelle.

Chaque employé travaillant dans la Société Tunisienne de Banque applique ce code et adhère également à ce qui y est énoncé. Il s'engage à mettre en œuvre toutes les modifications qui lui seront apportées.

La Direction des Ressources Humaines s'engage à fournir ce code à signer par tous les collaborateurs de la banque et un engagement à le respecter. Elle conserve également la copie signée dans le dossier de l'employé.

Charte de l'administrateur :

Chaque administrateur s'engage à adhérer aux règles directrices de la charte :

- Défense de l'intérêt social
- Protection de la réputation de la Banque
- Respect des lois et des statuts
- L'indépendance
- Professionnalisme et implication
- Évitement du conflit d'intérêt
- Intégrité et loyauté

Chartes des Comités :

Tous les comités disposent d'une charte prévoyant essentiellement les principes de la confidentialité et l'évitement du conflit d'intérêt.

Chaque charte fait l'objet d'une revue et d'une évaluation de sa pertinence au moins une fois par an. Le texte dûment modifié est soumis au Conseil d'Administration pour approbation.

Politiques de la Banque :

La Banque dispose de plusieurs politiques :

- Politique de prévention et de lutte contre la corruption
- Politique de Conflits d'intérêts
- Politique de Conformité
- Politique de Lutte Contre le Blanchiment d'Argent et le Financement du Terrorisme

- Politique de Lancement d'Alerte
- Politique d'Appétence pour le Risque
- Politique Genre et Diversité
- Politique Environnementale Et Sociale Générale
- Politique RSE

La banque procédera à la mise à jour de ces politiques et leurs approbations par le Conseil d'Administration chaque fois qu'il y'a une mise à jour ou une modification imposée par la réglementation

Manuels de la banque

La banque a procédé à l'élaboration de plusieurs manuels à savoir :

- Le manuel de recrutement
- Le manuel des procédures des achats qui fixe les conditions de la préparation, la conclusion, l'exécution, le paiement et la clôture des marchés et achats.
- Le manuel d'opération de gestion des risques sociaux & environnementaux suite au partenariat signé entre le ministère des finances, la banque centrale de Tunisie et la KfW au nom du Gouvernement allemand pour promouvoir l'accès au financement pour les TPE

VII- COMMUNICATION DE L'INFORMATION

La Banque assure une communication en temps opportun d'informations fiables et pertinentes sur les aspects significatifs de son activité afin d'offrir une image complète, objective, actualisée sur l'établissement,

Au public

Publication annuelle d'un rapport détaillé, destiné au public, sur les activités du Conseil, prévoyant le :

- Le code de gouvernance et les détails de sa mise en œuvre, le code de déontologie interne et les chartes des comités de l'établissement.
- La composition nominative du conseil, les règles de son fonctionnement, le parcours professionnel de ses membres, leurs qualités de représentation et leurs mandats et une synthèse des travaux des comités.
- L'organisation de l'établissement, ses lignes de métier et la structure de ses filiales.



- La fréquence des réunions du conseil et des comités, incluant le nombre des membres ayant participé à chaque réunion.
- Un exposé du conseil sur l'adéquation du dispositif de contrôle interne et de ses moyens.
- Une description de la structure, du fonctionnement et des activités de la gestion des risques.
- Le profil de risques de l'établissement, la composition des fonds propres et leur adéquation par rapport au profil de risques.
- La politique de provisionnement pour la couverture des risques.
- La structure de l'actionnariat notamment les principaux actionnaires, leur représentation au conseil, les droits de vote.
- Des informations détaillées sur la rémunération des membres du conseil, de l'organe de direction et de l'encadrement supérieur.
- Les transactions significatives effectuées avec les parties liées en incluant les noms des parties liées, la nature des transactions, leur montant et une confirmation que ces opérations ont été effectuées.

A la Banque Centrale de la Tunisie

Les principaux documents adressés à la banque centrale se présentent comme suit :

- Le rapport spécial du commissaire aux comptes contenant une partie réservée aux conventions conclues entre la banque et les personnes ayant des liens avec elle.
- Toute nomination ou tout changement survenu au niveau des premiers responsables chargés de l'audit, de la gestion des risques et du contrôle de la conformité.
- Toute désignation du Président, d'un membre du Conseil d'Administration, du Directeur Général, du Directeur Général Adjoint, est notifiée dans un délai ne dépassant pas sept jours.
- Un Curriculum Vitae détaillé de la personne nommée (Président, membre du Conseil d'Administration, Directeur Général, Directeur Général Adjoint) accompagnée d'une lettre de motivation.
- L'identité et le curriculum vitae du responsable d'audit interne chargé de veiller à la cohérence et à l'efficacité des missions de contrôle périodique.
- Une copie des rapports annuels détaillés sur les activités du comité d'audit et du comité des risques

sont communiqués 15 jours avant la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires.

- Un rapport portant sur les conditions dans lesquelles le contrôle interne est assuré, et un rapport portant sur la mesure et la surveillance des risques auxquels la banque et le groupe sont exposés au plus tard, 4 mois à compter de la clôture de l'exercice comptable et quinze jours, au moins, avant la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Au Ministère des Finances

Les documents communiqués au ministère des finances se détaillent comme suit :

- Les contrats programmes ;
- Les procès-verbaux des organes de gestion et de délibération ;
- Les rapports et les procès-verbaux des réunions des comités d'audit et de risques et des organes de contrôle de conformité émanant du Conseil d'Administration ;
- L'état d'avancement de l'exécution des contrats programmes ;
- Les budgets prévisionnels de fonctionnement et d'investissement et leurs modes de financement ainsi que les rapports de suivi de leurs exécutions ;
- Les états financiers, les rapports des commissaires aux comptes et les rapports émanant des différentes structures de contrôle ;
- Les rapports de la Banque Centrale de Tunisie et ses recommandations ;
- Les rapports annuels d'activités ;
- Les indicateurs prévus par les normes prudentielles établis conformément à la réglementation en vigueur ;
- Les situations annuelles relatives à l'effectif des employés et de la masse salariale.

Les documents précités sont transmis au Ministère des Finances pour le suivi, dans un délai ne dépassant pas dix jours à partir de la date de leur établissement ou de leur approbation par le Conseil d'Administration ou de leur réception, et ce, selon le cas.

A la Présidence du Gouvernement

Les documents communiqués à la Présidence du Gouvernement se détaillent comme suit :

- Les budgets prévisionnels de fonctionnement et d'investissement et leurs modes de financement ;

- Les rapports d'activité annuels ;
- Les états financiers ;
- Les rapports des commissaires aux comptes.

Les documents précités sont transmis à la Présidence du Gouvernement dans un délai de dix jours de la date de leur établissement ou de leur approbation par le Conseil d'Administration ou de leur réception, et ce, selon le cas.

Au Ministère de l'Economie et de la Planification

Les budgets prévisionnels de fonctionnement et d'investissement sont transmis au Ministère du Développement et de la Coopération Internationale, dans un délai de dix jours de leur approbation par le Conseil d'Administration.

Par ailleurs, des séances d'information sont parfois organisées au niveau de la BVMT par les cadres supérieurs de l'établissement, en particulier le Directeur Général et le Chef de Pôle Financier et destinées aux actionnaires, analystes de marchés et journalistes de la presse financière.

VIII- CONTRÔLE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

La Direction Générale de la banque est pleinement engagée dans la mise en place du dispositif de gouvernance.

La Direction Générale fait l'objet de surveillance effective par le Conseil d'Administration en portant des jugements sur les décisions prises dans le cadre de la gestion de l'activité de l'établissement ayant trait à sa rentabilité et sa solidité financière.

Cette surveillance s'étend à la conformité des actions du Directeur Général à la stratégie et aux politiques approuvées, y compris la politique des risques.

IX- RÉMUNÉRATION ET NOMINATION

La nomination du Directeur Général se fait par le Conseil d'Administration sur proposition du Ministère des Finances.

La nomination des membres de l'organe de direction (Le Directeur Général Adjoint et le Secrétaire Général) et les responsables de l'encadrement supérieur et leur rémunération se fait par le Conseil

d'Administration sur la base d'un rapport établi par le Comité de Nomination et Rémunération.

La nomination des membres du Conseil et des comités se fait par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires.

X- OBLIGATIONS D'ÉVITEMENT DES CONFLITS D'INTÉRÊTS

La politique de gestion des conflits d'intérêts qui a été mise à jour par la Direction Gouvernance, Déontologie et Contrôle de la Conformité a détaillé les obligations suivantes :

- L'adoption d'une politique de gestion efficace des conflits d'intérêt.
- Le devoir de tout membre du conseil d'éviter les activités qui pourraient créer des conflits d'intérêts.
- L'interdiction à l'intéressé de participer au vote concernant l'approbation des conventions conclues avec la banque et les personnes ayant des liens avec elle.
- Les actions de l'intéressé ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.
- L'obligation de soumettre les conventions conclues entre la banque et les personnes ayant des liens avec elle à l'Assemblée Générale des actionnaires pour approbation sur la base d'un rapport spécial établi par le ou les commissaires aux comptes.
- L'engagement de s'abstenir de participer et de voter lorsqu'il s'agit de questions au sujet desquelles il peut y avoir un conflit d'intérêt ou lorsque l'objectivité de l'administrateur ou sa capacité de s'acquitter convenablement des devoirs envers la banque peut s'en trouver altérée.
- L'engagement de ne pas utiliser des actifs de la banque pour un usage personnel.
- L'engagement de faire part au Conseil d'Administration de toute information qui a entraîné ou pourrait induire une situation de conflit d'intérêt.
- L'engagement de l'intéressé d'exercer son rôle en toute honnêteté en plaçant l'intérêt de l'établissement au-dessus de leurs intérêts propres.

- L'engagement de l'intéressé de ne pas être à la fois membre du conseil d'une autre banque.
- La notification à la Banque Centrale de Tunisie de toute convention conclue entre la banque et les personnes ayant des liens avec elle au sens de l'article 43 (relatif à la gestion des conflits d'intérêts) de la loi n°2016-48 Le Directeur Général, le Directeur Général Adjoint ne peut exercer la fonction de dirigeant d'une entreprise économique.
- Le Directeur Général, le Directeur Général Adjoint ne peuvent exercer aucune de ces fonctions dans une autre banque, établissement financier, société d'assurance, entreprise d'intermédiation en bourse, société de gestion de portefeuilles de valeurs mobilières ou société d'investissement.
- Le respect du secret professionnel par les membres du Conseil d'Administration et ce pour les informations dont ils ont pris connaissance du fait de l'exercice de leurs missions et ne pas utiliser ces informations, en dehors des cas permis par la loi, à des fins autres que celles qu'exige l'exécution des missions, qui leurs sont confiées, même après la perte de leurs qualités, et ce, sous peine des sanctions prévues par l'article 254 du code pénal relatif à l'infraction de révélation du secret professionnel. La politique de conflit d'intérêts et le projet de la charte de l'administrateur comporte cet engagement.



ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

Pour l'année 2022, le Fonds Monétaire International (FMI) a maintenu ses prévisions de croissance économique mondiale inchangées à 3,4% contre une croissance de 6% enregistrée en 2021 et une récession de 3,5% en 2020.

Cette évolution est imputable, particulièrement aux ralentissements observés au niveau des plus grandes puissances économiques à savoir une contraction du PIB Américain, un repli dans la zone euro et une récession de l'économie chinoise due à la nouvelle flambée des cas de contamination et aux nouvelles restrictions de déplacement.

L'économie mondiale a également souffert de la guerre Russo-Ukrainienne, l'accroissement des tensions inflationnistes et un durcissement des conditions financière dans la plupart des pays déjà affectée par la persistance de la pandémie du COVID19.

En particulier, **les économies avancées** devraient afficher un ralentissement de la croissance de leur PIB à 2,7% en 2022 contre 5,2 % en 2021 en raison, essentiellement, d'un affaiblissement de l'activité attendu aux Etats-Unis à la suite de la hausse des prix et d'un abaissement de la consommation et de l'investissement.

S'agissant **des pays émergents et en développement**, le PIB devrait afficher une croissance à 3,7% en 2022 contre 6,6% en 2021. Une variation due, en large partie, à un ralentissement net de l'économie chinoise du fait de la réapparition de la pandémie et des nouvelles restrictions de déplacement imposées et à un tassement de la croissance économique en Inde.

Dans ce nouveau contexte, **le Japon** devrait retrouver son niveau de croissance économique pré-épidémique grâce à une reprise de la consommation soutenue, en addition par la réouverture des frontières du pays aux touristes et à une relance des exportations avec les partenaires commerciaux étrangers. En ce sens, les perspectives de croissance du pays ont été maintenues à 1,7% pour l'année 2022.

L'inflation au Japon a augmenté, de sa part, en atteignant 3% en septembre 2022 en raison, notamment d'un transfert des hausses de prix à la production aux prix des produits et services à la consommation.

Malgré une inflation en hausse, le Japon a bénéficié d'une politique monétaire ultra accommodante de la Banque du Japon. De la même manière, les autorités japonaises ont poursuivi une politique de soutien budgétaire massive tout en adoptant des nouvelles mesures pour l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages.

Le taux de chômage y a atteint, quant à lui 2,6% en aout 2022.

Concernant la **Zone Euro**, le FMI a tablé sur un taux de croissance du PIB de 3,3% en 2022 contre un rebond de 5,2% en 2021. Ce ralentissement est imputable, en large partie aux répercussions considérables de la guerre Russo-Ukrainienne et notamment, à la flambée des prix de l'énergie et aux perturbations persistantes au niveau des chaînes d'approvisionnement, au durcissement des politiques monétaires et au ralentissement général de l'économie mondiale.

Le taux d'inflation s'est aggravé, en outre en atteignant un pic de 10% en septembre 2022 contre 4,1% en 2021 ce qui a amené plusieurs pays à mettre en place des plans d'aide supplémentaires pour protéger les ménages et les entreprises de l'envolée des prix.

S'agissant de l'emploi et poursuivant sa tendance à la baisse, le taux de chômage est resté stable en 2022 à 6,7% en décembre 2022 contre 7,0% en 2021 et 8,2% en 2020. Il convient, également de signaler que les plus fortes baisses ont été enregistrées en Autriche, en France, en Grèce et en Lituanie.

Par ailleurs, la Banque Centrale Européenne (BCE) a amorcé un durcissement de sa politique monétaire et a décidé, lors de sa réunion du 8 septembre 2022, de relever ses principaux taux directeurs de 0,75 point de pourcentage.

Pour les **Etats-Unis d'Amérique**, La croissance du PIB devrait ralentir pour s'établir, selon les dernières projections à 2,1% en 2022 contre une reprise de 5,9 % en

2021 et une récession de 2,8% en 2020. Cette croissance a été tirée essentiellement, par la consommation des ménages, les investissements non résidentiels et le commerce extérieur.

La consommation, moteur de l'économie américaine est restée, particulièrement, solide et ce, malgré les mesures de durcissement de la politique monétaire adoptées par la Réserve Fédérale Américaine (FED). Il convient, précisément de noter que la FED a décidé, en date du 21 septembre 2022, de relever de 0,75% son taux d'intérêt directeur et ce, pour ralentir une inflation trop élevée et prévoit des hausses additionnelles des taux d'intérêt jusqu'à ce qu'elle atteigne ses objectifs d'inflation. Dans ce contexte, le taux d'inflation y a été estimé à 6,5% sur l'ensemble de l'année 2022.

S'agissant de l'emploi, le taux de chômage a diminué pour revenir à son plus bas niveau depuis un demi-siècle et à son niveau d'avant la pandémie pour s'établir à 3,5% en 2022. Dans son communiqué, le département du travail a signalé que des créations d'emplois notables ont eu lieu dans les loisirs et l'hôtellerie, les services de santé, la construction et les services sociaux.

La Chine a observé, de sa part une croissance du PIB de 3,2 % en 2022 soit à son taux le plus faible en plus de quatre décennies sous l'effet, notamment de la nouvelle flambée des cas de COVID-19, des nouvelles restrictions sanitaires vigoureuses et la crise de l'immobilier, un secteur qui représente avec la construction plus du quart du PIB du géant asiatique.

L'immobilier souffre, en effet, depuis 2020 d'un durcissement par les autorités chinoises des conditions d'accès aux crédits pour les promoteurs immobiliers afin de réduire leur endettement. Toutefois, le pouvoir chinois semble ces dernières semaines adopter une approche plus conciliante et ce, afin de relancer ce secteur essentiel.

Le taux de chômage s'est apprécié, quant à lui, légèrement, pour revenir à 5,5% en décembre 2022 contre 5,7% un mois auparavant.

Le taux d'inflation annuel de la Chine s'est établi, par ailleurs, à 2,8 % au terme du mois de septembre 2022, atteignant ainsi son plus haut niveau depuis le mois de mai 2020. En effet, malgré les nombreuses répercussions de la crise russo-ukrainienne et les augmentations notables des prix des produits agricoles, de l'énergie et des matières premières, l'économie chinoise n'a pas vu remonter ses taux d'inflation aux niveaux constatés dans les pays occidentaux.

Après le choc de la pandémie du COVID 19, **l'économie Inde** a retrouvé en 2022 son potentiel de croissance en figurant parmi les économies à la croissance la plus rapide dans le monde et ce, en affichant un accroissement de son PIB de 7% en 2022 contre 8,7% une année auparavant et ce, en dépit des répercussions de la guerre en Ukraine, du ralentissement de la demande mondiale et du resserrement de la politique monétaire pour gérer les tensions inflationnistes.

L'inflation moyenne annuelle a été estimée, de sa part à 6,7% en 2022 contre 5,1% en 2021 soit à un niveau inférieur au niveau cible de sa Banque Centrale.

Le taux de chômage, revenant de son pic de 11,9% en mai 2021 soit son plus haut niveau de la vague de contamination par le variant DELTA, s'est établi à 8,3% à fin décembre 2022.

Le Moyen Orient et les pays de Nord de l'Afrique afficheront, de leur part une large relance économique de 5,7% en 2022 et ce, sous l'impact des gains exceptionnels dus à une progression de la production du Pétrole et du Gaz et à une l'augmentation des prix y afférents sur les marchés mondiaux.

S'agissant de **l'Afrique Sub-Saharienne**, la croissance du PIB devrait ralentir de plus de 1 point de pourcentage pour se situer à 3,6% contre 4,7% en 2021 en raison notamment d'une récession à l'échelle mondiale, d'une atonie des investissements et d'une détérioration générale des Balances Commerciales des différents pays de la région.

Plus particulièrement, les pays exportateurs de pétrole et les pays riches en autres ressources naturelles devraient, selon les dernières projections afficher des croissances respectives de 3,3% et 3,1%. Les pays pauvres en ressources naturelles et dont l'économie est plus diversifiée devraient quant à eux observer une croissance de 4,6%.

L'inflation atteindrait dans la région 8,7% à fin 2022. Faisant écho aux tendances mondiales, cette évolution a été tirée en grande partie par les produits alimentaires et énergétiques essentiels qui sont importés dans de nombreux pays.

Afin de limiter les pressions inflationnistes, les Banques centrales à l'échelle internationale ont adopté des mesures restrictives à un rythme plus rapide que celui prévu initialement. Le resserrement des politiques monétaires dans les économies avancées conjugué à une forte monnaie américaine, aux tensions géopolitiques et à une forte inflation a eu pour résultat un affaiblissement de l'appétence au risque et une augmentation des flux de capitaux sortants des pays émergents et en développement.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

ÉCONOMIE TUNISIENNE

Les répercussions notables de la guerre en Ukraine, la hausse à l'échelle mondiale des prix des produits de base ainsi que les séquelles ressenties à ce jour de la crise sanitaire COVID 19 ont affecté considérablement la croissance de l'économie Tunisienne courant l'année 2022.

Néanmoins, tenant compte de la bonne performance des secteurs des mines et des industries manufacturières, la reprise des secteurs du tourisme et du Commerce et la maîtrise accrue de la pandémie, les prévisions des institutions internationales tablent sur un taux de croissance du PIB de 2,4 % pour l'ensemble de l'année 2022 contre 4,3% en 2021.

En ce sens, les industries manufacturières ont connu une amélioration de leur valeur ajoutée en affichant une croissance de 3,1% en 2022. Cette amélioration a touché, essentiellement, l'activité des industries du textile, de l'habillement et du cuir et à un moindre degré, les industries mécaniques et électriques et ce, en dépit de l'impact de la crise russo-ukrainienne et des problèmes au niveau des chaînes d'approvisionnement.

Contrairement à cette tendance, les industries non manufacturières ont affiché une décélération imputable à l'activité de l'extraction du pétrole et du gaz naturel contre une amélioration de l'activité d'extraction des produits miniers en rapport avec la reprise de la production du phosphate.

Le secteur de l'agriculture et de la pêche a affiché, par ailleurs, une progression de 2% contre une contraction de 4,8% un an plus tôt en raison, essentiellement de l'accroissement constaté au niveau de la production de l'huile d'olive et celle des céréales.

De la même façon, l'activité des services a enregistré une hausse de sa contribution au PIB national et ce, par suite de la croissance de la valeur ajoutée réalisée dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration et du transport.

S'agissant de l'activité touristique, les différents indicateurs ont poursuivi, durant l'année 2022, leur tendance haussière. Le flux de touristes étrangers a connu en effet, une reprise de 160% par rapport à fin décembre 2021. Cette évolution a concerné particulièrement les touristes européens à l'instar

des Français, Anglais et Allemands et à un moindre niveau, les touristes maghrébins. Les nuitées touristiques globales ont progressé, ainsi amplement soit de 140 % de plus comparées à l'année 2021.

En référence à ce qui précède, les recettes touristiques en devises ont enregistré, à fin décembre 2022, une amélioration de 83,1% pour atteindre 4 279 MD tout en restant, néanmoins au-dessous des niveaux de performance pré-Covid.

En outre et concernant l'activité du Transport aérien, la compagnie Aérienne nationale Tunisienne a signalé avoir réalisé une croissance du nombre des passagers de 97,8% par rapport à fin décembre 2021. Par aéroport, cette amélioration a été observé en particulier, au niveau des aéroports Djerba-Zarzis et Tunis-Carthage.

Par ailleurs, les investissements déclarés dans le secteur de l'industrie ont atteint 1796,2 MD durant les dix premiers mois de l'année 2022 ce qui correspond à une régression de 11,2% par rapport à la même période de l'année précédente. Cette régression trouve son origine, essentiellement au niveau des industries agro-alimentaires et des industries chimiques.

Le nombre des projets déclarés s'est inscrit, parallèlement, à la baisse pour s'établir à 2 438 projets permettant ainsi la création de 37 326 postes d'emplois.

Les investissements déclarés cent pour cent étrangers ou en partenariat ont affiché, une baisse de 14,8% en s'établissant à 665,4 MD durant les dix premiers mois de l'année 2022.

Les investissements déclarés dans les zones de développement régional ont accusé, en outre, une régression de 27% pour se situer à 819,5 MD contre 1 122,3 MD une année auparavant.

Au cours de la même période, les investissements déclarés dans les activités de service ont affiché une augmentation de 11,7%. Le nombre des projets déclarés y relatifs est passé en corollaire, à 7 874 projets ayant permis la création de 25 339 postes d'emplois.

S'agissant des échanges commerciaux avec l'étranger, les exportations ont enregistré une élévation de 23,4% pour l'année 2022 à un rythme moins prononcé que celui de la progression des importations soit 31,7%.

Les exportations des industries du textile, habillement et cuirs et des industries agro-alimentaires ont poursuivi, en effet, leur progression au cours de l'année 2022 contre une décélération des exportations relatives aux industries mécaniques et électriques qui ont été fortement impactées par les effets de la crise russo-ukrainienne sur la production industrielle et la demande extérieure.

En outre, les exportations liées aux secteurs des mines et de l'énergie ont enregistré une nette amélioration en raison, notamment de la flambée des prix internationaux de l'énergie et des matières premières.

La hausse des importations trouve son origine, par ailleurs au niveau de la progression excessive des importations des produits énergétiques, des matières premières et demi-produits, des biens de consommation et des importations de biens d'équipement.

En référence à ce qui précède, le déficit de la balance commerciale s'est aggravé davantage pour se situer à 25 216 MD en 2022 contre 16 210,7 MD une année

auparavant. Cela étant, le taux de couverture s'est détérioré de 4,7 points pour s'établir à 69,5%.

S'agissant de l'emploi, le taux de chômage s'est replié légèrement courant le quatrième trimestre 2022 en s'établissant à 15,2%.

Le taux d'inflation a augmenté, quant à lui en atteignant 10,1%, au terme de l'année 2022 soit le taux le plus élevé depuis le mois d'août 1987 contre 9,8% au mois précédent et 6,6% en décembre 2021. Une évolution imputable, essentiellement, aux tensions inflationnistes provenant des marchés mondiaux. L'indice à la consommation a été en ce sens, particulièrement élevé pour les produits alimentaires et les produits manufacturés.

L'inflation moyenne sur toute l'année 2022 s'est établie, quant à elle, à 8,3% contre 5,7% un an plus tôt.

L'inflation sous-jacente hors produits alimentaires et énergie s'est élevé, de sa part à 7,7% contre 5,4% une année auparavant.

Dans ce contexte, la Banque Centrale de Tunisie a décidé d'augmenter son taux directeur de 75 points de base pour le porter à 8 % en décembre 2022 et de relever à la hausse le taux de rémunération de l'épargne à 7%. La BCT vise, ainsi à freiner les tendances haussières de l'inflation ramenant celle-ci à des niveaux soutenables à moyen terme.



SITUATION FINANCIERE EXERCICE 2022

CHIFFRES CLÉS

ETATS FINANCIERS

RESSOURCES

EMPLOIS

CAPITAUX PROPRES

QUALITE DE L'ACTIF

SOLVABILITE

LIQUIDITE

RESULTAT

CHIFFRES CLES

Poursuite de la tendance haussière des indicateurs conférant à la Banque le statut d'acteur économique de choix dans le développement économique du pays.

Indicateurs d'activité

| TND en millions | | déc 2018 | déc 2019 | déc 2020 | déc 2021 | déc 2022 | CAGR (2018-2022) |
|-------------------------------|----------------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|------------------|
| Activité | Total du bilan | 10 519,8 | 11 301,9 | 12 249,4 | 13 487,2 | 14 687,5 | 8,7% |
| | Dépôts clientèle | 6 357,0 | 7 370,0 | 8 442,1 | 9 047,6 | 9 863,2 | 11,6% |
| | Ressources d'emprunts | 284,8 | 313,0 | 363,1 | 495,8 | 631,4 | 22,0% |
| | Total des ressources collectées | 6 641,8 | 7 683,0 | 8 805,3 | 9 543,4 | 10 494,6 | 12,1% |
| | Encours des crédits Bruts à la clientèle | 9 092,7 | 9 803,0 | 10 747,8 | 11 350,1 | 12 462,1 | 8,2% |
| | Encours des crédits nets à la clientèle | 7 133,4 | 7 978,2 | 9 080,4 | 9 731,1 | 10 860,4 | 11,1% |
| | Concours nets à l'économie | 8 655,7 | 9 490,6 | 10 796,2 | 11 666,3 | 13 288,0 | 11,3% |
| Résultats | Marge d'intermédiation | 254,6 | 363,0 | 367,9 | 362,5 | 367,6 | 9,6% |
| | Commissions nettes | 85,9 | 101,2 | 113,2 | 125,8 | 126,7 | 10,2% |
| | Revenus Portefeuilles titres | 132,8 | 137,0 | 144,5 | 157,7 | 195,1 | 10,1% |
| | Produit net bancaire | 473,4 | 601,1 | 625,7 | 646,1 | 689,4 | 9,9% |
| | Charges opératoires | 219,8 | 234,2 | 247,8 | 282,2 | 307,2 | 8,7% |
| | Résultat brut d'exploitation | 261,5 | 374,5 | 386,1 | 374,0 | 390,5 | 10,5% |
| | Résultat net avant modifications comptables | 66,9 | 157,3 | 72,2 | 112,7 | 93,1 | 8,6% |
| | Résultat net après modifications comptables | 66,9 | 157,3 | 72,2 | 104,0 | 81,6 | 5,1% |
| Total Chiffres d'affaires | 846,2 | 1 048,0 | 1 089,9 | 1 119,4 | 1 283,3 | 11,0% | |
| Capitaux Propres | Capital | 776,9 | 776,9 | 776,9 | 776,9 | 776,9 | 0,0% |
| | Dotation de l'Etat | 117,0 | 117,0 | 117,0 | 117,0 | 117,0 | 0,0% |
| | Réserves | 485,1 | 485,0 | 483,8 | 483,1 | 482,1 | [0,2%] |
| | Résultat reporté | [575,6] | [508,3] | [349,7] | [285,8] | [172,6] | [26,0%] |
| | Résultat Net | 66,9 | 157,3 | 72,2 | 112,7 | 93,1 | 8,6% |
| | Total Capitaux propres | 870,2 | 1 027,9 | 1 100,1 | 1 203,8 | 1 296,4 | 10,5% |
| CHIFFRES CLES | | | | | | | |
| Ratios | | déc 2018 | déc 2019 | déc 2020 | déc 2021 | déc 2022 | |
| Risque | Ratio de solvabilité | 10,7% | 12,6% | 12,6% | 13,3% | 13,8% | |
| | Tier 1 | 7,7% | 9,2% | 9,0% | 9,3% | 9,4% | |
| | LCR | 96,9% | 142,8% | 102,5% | 107,6% | 121,1% | |
| | LTD | 150,0% | 137,4% | 117,0% | 118,5% | 120,3% | |
| | Taux des créances classées | 20,8% | 18,3% | 14,9% | 13,5% | 13,5% | |
| | Taux de couverture des créances classées (nettes des agios réservés) | 75,4% | 75,4% | 75,3% | 75,0% | 62,9% | |
| Rentabilité | Rentabilité des fonds propres (ROE) | 8,3% | 18,1% | 7,0% | 10,3% | 7,7% | |
| | Rentabilité des actifs (ROA) | 0,7% | 1,4% | 0,6% | 0,9% | 0,7% | |
| | Résultats Nets / PNB | 14,1% | 26,2% | 11,5% | 17,4% | 13,5% | |
| | Commissions nettes /P.N.B | 18,1% | 16,8% | 18,1% | 19,5% | 18,4% | |
| | Marge d'intermédiation / PNB | 53,8% | 60,4% | 58,8% | 56,1% | 53,3% | |
| | Commissions nettes /masse salariale | 59,9% | 67,2% | 72,1% | 70,0% | 65,0% | |
| Productivité | Dépôts / effectif (en milliers de Dinars) | 3 426,9 | 3 822,6 | 4 457,3 | 4 602,0 | 5 166,7 | |
| | Crédits / effectif (en milliers de Dinars) | 3 845,5 | 4 138,1 | 4 794,3 | 4 949,7 | 5 689,1 | |
| | PNB/ effectif (en milliers de Dinars) | 255,2 | 311,8 | 330,3 | 328,6 | 361,1 | |
| | Coefficient d'exploitation | 46,4% | 39,0% | 39,6% | 43,7% | 44,6% | |
| Autres indicateurs | Effectif | 1 855 | 1 928 | 1 894 | 1 966 | 1 909 | |
| | Nombre des agences | 143 | 149 | 149 | 149 | 149 | |
| | Nombre de GAB | 197 | 202 | 188 | 191 | 194 | |
| | Nombre de TPE | 901 | 1 082 | 1 386 | 1 600 | 1 597 | |
| Tableau de bord «Actionnaire» | Nombre des actions (en milliers) | 155 375 | 155 375 | 155 375 | 155 375 | 155 375 | |
| | Cours de clôture (en TND) | 3,7 | 4,7 | 3,4 | 3,0 | 3,8 | |
| | Capitalisation boursière (en Millions) | 571,8 | 727,2 | 520,5 | 463,0 | 590,4 | |
| | Bénéfice par action (en TND) | 0,4 | 1,0 | 0,5 | 0,7 | 0,6 | |

BILAN

EXERCICE 2022

(Unité : en 1 000 DT)

| | Notes | 2022 | 2021 | Variation | % |
|-------------------------------------------------------------------|-------|-------------------|-------------------|------------------|-------------|
| Actifs | | | | | |
| AC1 - Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT | 5.1 | 175 533 | 532 828 | (357 295) | (67,1%) |
| AC2 - Créances sur les établissements bancaires et financiers | 5.2 | 445 503 | 571 397 | (125 894) | (22,0%) |
| AC3 - Créances sur la clientèle | 5.3 | 10 860 414 | 9 731 138 | 1 129 276 | 11,6% |
| AC4 - Portefeuille-titres commercial | 5.4 | 906 582 | 612 350 | 294 232 | 48,0% |
| AC5 - Portefeuille d'investissement | 5.5 | 1 455 603 | 1 258 378 | 197 226 | 15,7% |
| AC6 - Valeurs immobilisées | 5.6 | 136 218 | 124 928 | 11 290 | 9,0% |
| AC7 - Autres actifs | 5.7 | 707 696 | 656 179 | 51 517 | 7,9% |
| Total des actifs | | 14 687 549 | 13 487 197 | 1 200 352 | 8,9% |
| Passifs | | | | | |
| PA1 - Banque Centrale et CCP | 5.8 | 1 517 934 | 1 461 625 | 56 309 | 3,9% |
| PA2 - Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers | 5.9 | 535 323 | 545 025 | (9 702) | (1,8%) |
| PA3 - Dépôts et avoirs de la clientèle | 5.10 | 9 863 202 | 9 047 593 | 815 609 | 9,0% |
| PA4 - Emprunts et ressources spéciales | 5.11 | 631 433 | 495 760 | 135 674 | 27,4% |
| PA5 - Autres passifs | 5.12 | 843 292 | 733 367 | 109 924 | 15,0% |
| Total des passifs | | 13 391 184 | 12 283 370 | 1 107 814 | 9,0% |
| Capitaux propres | | | | | |
| CP1 - Capital | 5.13 | 776 875 | 776 875 | - | - |
| CP2 - Dotation de l'Etat | 5.13 | 117 000 | 117 000 | - | - |
| CP3 - Réserves | 5.13 | 465 712 | 466 258 | (545) | (0,1%) |
| CP4 - Actions propres | 5.13 | (5 509) | (5 509) | - | - |
| CP5 - Autres capitaux propres | 5.13 | 21 853 | 22 314 | (461) | (2,1%) |
| CP6 - Résultats reportés(*) | 5.13 | (172 650) | (285 792) | 113 142 | (39,6%) |
| CP7 - Résultat de l'exercice(*) | 5.13 | 93 083 | 112 681 | (19 599) | (17,4%) |
| Total des Capitaux propres | | 1 296 365 | 1 203 827 | 92 537 | 7,7% |
| Total des capitaux propres et passifs | | 14 687 549 | 13 487 197 | 1 200 352 | 8,9% |

(*) Données au 31/12/2021 retraitées pour des besoins de comparabilité.

ÉTAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN

EXERCICE 2022

(Unité : en 1 000 DT)

| | Notes | 2022 | 2021 | Variation | % |
|---------------------------------------------------|-------|------------------|------------------|----------------|--------------|
| Passifs éventuels | | | | | |
| HB1 - Cautions, avals et autres garanties données | 6.1 | 1 493 927 | 1 461 294 | 32 633 | 2,2% |
| HB2 - Crédits documentaires | | 613 717 | 488 692 | 125 025 | 25,6% |
| HB3 - Actifs donnés en garantie | | - | - | - | - |
| Total des passifs éventuels | | 2 107 644 | 1 949 986 | 157 658 | 8,1% |
| Engagements donnés | | | | | |
| HB4 - Engagements de financements donnés | 6.2 | 157 323 | 115 592 | 41 731 | 36,1% |
| HB5 - Engagements sur titres | | 26 | 101 | (75) | (74,1%) |
| Total des engagements donnés | | 157 349 | 115 693 | 41 656 | 36,0% |
| Engagements reçus | | | | | |
| HB7 - Garanties reçues | 6.3 | 3 098 907 | 2 251 533 | 847 374 | 37,6% |
| Total des engagements reçus | | 3 098 907 | 2 251 533 | 847 374 | 37,6% |



ÉTAT DE RESULTAT

EXERCICE 2022

(Unité : en 1 000 DT)

| | Notes | 2022 | 2021 | Variation | % |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------------|------------------|------------------|----------------|
| Produits d'exploitation bancaire | | | | | |
| PR1 - Intérêts et revenus assimilés | 7.1 | 951 865 | 829 417 | 122 448 | 14,8% |
| PR2 - Commissions (en produits) | 7.2 | 136 304 | 132 236 | 4 069 | 3,1% |
| PR3 - Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières(*) | 7.3 | 113 937 | 89 220 | 24 717 | 27,7% |
| PR4 - Revenus du portefeuille d'investissement(*) | 7.4 | 81 175 | 68 496 | 12 679 | 18,5% |
| Total produits d'exploitation bancaire | | 1 283 282 | 1 119 369 | 163 913 | 14,6% |
| Charges d'exploitation bancaire | | | | | |
| CH1 - Intérêts encourus et charges assimilées | 7.5 | (584 297) | (466 907) | (117 390) | 25,1% |
| CH2 - Commissions encourues | | (9 557) | (6 387) | (3 169) | 49,6% |
| CH3 - Pertes sur portefeuille-titres commercial et opérations financières | | - | - | - | - |
| Total charges d'exploitation bancaire | | (593 854) | (473 294) | (120 559) | 25,5% |
| Produit Net Bancaire(*) | | | | | |
| | 7.6 | 689 428 | 646 075 | 43 354 | 6,7% |
| PR5-CH4 - Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif | 7.7 | (216 474) | (138 193) | (78 281) | 56,6% |
| PR6-CH5 - Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement | 7.8 | (459) | (8 022) | 7 563 | (94,3%) |
| PR7 - Autres produits d'exploitation | 7.9 | 8 245 | 10 076 | (1 831) | (18,2%) |
| CH6 - Frais de personnel | 7.10 | (194 968) | (179 724) | (15 244) | 8,5% |
| CH7 - Charges générales d'exploitation | 7.11 | (98 908) | (88 606) | (10 302) | 11,6% |
| CH8 - Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations | | (13 279) | (13 843) | 565 | (4,1%) |
| Résultat d'exploitation(*) | | 173 586 | 227 763 | (54 177) | (23,8%) |
| PR8-CH9 - Solde en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires | 7.12 | 19 959 | (3 523) | 23 483 | (666,5%) |
| CH11 - Impôt sur les bénéfices(*) | 7.13 | (92 531) | (89 822) | (2 710) | 3,0% |
| Résultat des activités ordinaires(*) | | 101 014 | 134 418 | (33 404) | (24,9%) |
| PR9-CH10 - Solde en gain/perte provenant des autres éléments extraordinaires | 7.14 | (7 931) | (21 736) | 13 805 | (63,5%) |
| Résultat net de l'exercice | | 93 083 | 112 681 | (19 599) | (17,4%) |
| Effet des modifications comptables (Net d'impôt) | | (11 506) | (8 720) | (2 786) | 32,0% |
| Résultat après modification comptable(*) | | 81 576 | 103 961 | (22 385) | (21,5%) |

(*) Données au 31/12/2021 retraitées pour des besoins de comparabilité.

ÉTAT DE FLUX DE TRÉSORERIE

EXERCICE 2022

(Unité : en 1 000 DT)

| | Notes | 2022 | 2021 | Variation | % |
|------------------------------------------------------------------------------------|------------|--------------------|------------------|------------------|------------------|
| Activités d'exploitation | | | | | |
| Produits d'exploitation bancaire encaissés | | 1 183 776 | 994 207 | 189 569 | 19,1% |
| Charges d'exploitation bancaire décaissées | | (555 064) | (432 110) | (122 954) | (28,5%) |
| Dépôts / retraits de dépôts auprès établissements bancaires et financiers | | 33 629 | 41 106 | (7 477) | (18,2%) |
| Prêts et avances / remboursements prêts et avances accordés à la clientèle | | (1 314 299) | (696 609) | (617 690) | (88,7%) |
| Dépôts / retrait de dépôts de la clientèle | | 811 323 | 613 627 | 197 696 | 32,2% |
| Titres de placement | | (60 764) | (183 957) | 123 193 | 67,0% |
| Sommes versées au personnel et créditeurs divers | | (150 030) | (218 463) | 68 433 | 31,3% |
| Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation | | (62 953) | (23 700) | (39 253) | (165,6%) |
| Impôt sur les bénéfices | | (106 961) | (104 525) | (2 436) | (2,3%) |
| Flux de trésorerie net provenant des activités d'exploitation | 8.1 | (221 343) | (10 424) | (210 919) | (2023,4%) |
| Activités d'investissement | | | | | |
| Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement | | 70 884 | 65 721 | 5 163 | 7,9% |
| Aquisitions / cessions sur portefeuille d'investissement | | (187 393) | (71 739) | (115 654) | (161,2%) |
| Aquisitions / cessions sur immobilisations | | (24 485) | (11 137) | (13 348) | (119,9%) |
| Autres flux d'investissement | | - | - | - | - |
| Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement | 8.2 | (140 994) | (17 155) | (123 839) | (721,9%) |
| Activités de financement | | | | | |
| Emission d'emprunts | | 99 330 | 88 451 | 10 879 | 12,3% |
| Remboursement d'emprunts | | (49 828) | (33 062) | (16 766) | (50,7%) |
| Augmentation / diminution des ressources spéciales | | 66 134 | 66 822 | (688) | (1,0%) |
| Dividendes versés | | - | - | - | - |
| Flux de trésorerie net affecté aux activités de financements | 8.3 | 115 636 | 122 211 | (6 575) | (5,4%) |
| Incidence de la var. des taux de change sur les liquidités et équiv. de liquidités | | - | - | - | - |
| Incidence des changements de méthodes sur les liquidités et équiv. de liquidités | | - | - | - | - |
| Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités | | (246 701) | 94 632 | (341 333) | (360,7%) |
| Liquidités et équivalents de liquidités en début de période | | (978 228) | (1 072 860) | 94 632 | 8,8% |
| Liquidités et équivalents de liquidités en fin de période | 8.4 | (1 224 929) | (978 228) | (246 701) | (25,2%) |

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2022

Ressources

Tendance haussière de la mobilisation des ressources témoignant des efforts visant à consolider davantage sa base commerciale.

La Société Tunisienne de Banque a clôturé l'exercice 2022 avec une progression des ressources élargies

de 902 MD ou 9,1% pour porter leur encours à 10.795 MD (vs 9.893 MD une année auparavant).

La hausse relevée a caractérisé en premier lieu les dépôts collectés auprès de la clientèle et à un degré moindre les ressources d'emprunt. Quant aux placements en instruments monétaires et financiers, ils ont accusé une baisse de 49 MD ou 14,1%.

| TND en millions | déc-21 | déc-22 | Variation | % |
|----------------------------------|--------------|---------------|------------|-------------|
| Dépôts de la clientèle | 9 048 | 9 863 | 816 | 9,0% |
| Intermédiation financière | 349 | 300 | (49) | (14,1%) |
| Ressources d'emprunts | 496 | 631 | 136 | 27,4% |
| Total Ressources Élargies | 9 893 | 10 795 | 902 | 9,1% |

1. Dépôts de la clientèle

L'effort de mobilisation de dépôts a permis de drainer une enveloppe additionnelle globale de 816 MD. Cette croissance (+9%) a touché les différentes catégories des dépôts dont particulièrement les dépôts à terme qui ont affiché une hausse de 449 MD ou 31,1% une situation qui s'explique par l'orientation de certains déposants vers le placement de leurs excédents dans les différents types de dépôts à maturité lesquels présentant un taux de rémunération attractif.

Parallèlement, la banque a continué sur sa lancée en matière de collecte de dépôts d'épargne en

parvenant à accroître leur volume de 285 MD ou 7,9%. L'encours global de cette catégorie de dépôts a été ainsi, porté à 3.871 MD au terme de l'exercice 2022.

Quant aux dépôts à vue, ils ont affiché une hausse moins importante (+49 MD ou 1,3%) ayant profité essentiellement aux dépôts en dinars.

Par référence à ces évolutions, la structure des dépôts de la clientèle demeure caractérisée par la prédominance des dépôts représentant des coûts relativement moins élevés (dépôts d'épargne et des dépôts à vue) à hauteur de 77 %.

| TND en millions | déc-21 | Part | déc-22 | Part | Variation | % |
|-------------------------------------|--------------|---------------|--------------|---------------|------------|-------------|
| Dépôts à vue | 3 650 | 40,3% | 3 699 | 37,5% | 49 | 1,3% |
| dont dépôts à vue en devises | 1 107 | 12,2% | 1 046 | 10,6% | (61) | (5,5%) |
| Dépôts à terme | 1 445 | 16,0% | 1 894 | 19,2% | 449 | 31,1% |
| Dépôts d'épargne | 3 586 | 39,6% | 3 871 | 39,2% | 285 | 7,9% |
| Autres sommes dues à la clientèle | 367 | 4,1% | 399 | 4,1% | 33 | 8,9% |
| Total Dépôts de la Clientèle | 9 048 | 100,0% | 9 863 | 100,0% | 816 | 9,0% |

2. Intermédiation financière

Les placements de la clientèle en instruments monétaires et financiers ont affiché une baisse de 49 MD ou 14,1% pour se situer à 300 MD à fin 2022 et ce, sous l'effet de la régression des placements en Bons de Trésor de 50 MD ou 17,6%.

3. Ressources d'emprunt

Au terme de l'exercice 2022, l'encours des ressources d'emprunt s'est situé à 631 MD, en hausse de 136 MD ou 27,4% par rapport à son niveau enregistré à fin décembre 2021 se détaillant comme suit :

- **Emprunts obligataires & privés** : + 82 MD ou 29,1%, résultant principalement de la clôture avec succès de l'emprunt obligataire privé émis en début d'année pour 100 MD.
- **Ressources spéciales** : +54 MD ou 25,1%, un accroissement provenant principalement de l'émargement sur certaines lignes de crédits extérieures dont notamment celle de FADES (+17,8MD), KFW (+10,1 MD), la ligne italienne (+12,4 MD) et la ligne espagnole (+8,5 MD).

| TND en millions | déc-21 | déc-22 | Variation | % |
|-----------------------------------|------------|------------|------------|--------------|
| Emprunts obligataires et privés | 281 | 362 | 82 | 29,1% |
| Ressources spéciales | 215 | 269 | 54 | 25,1% |
| Total Ressources d'emprunt | 496 | 631 | 136 | 27,4% |

Emplois

Dans un contexte économique difficile, la banque a joué pleinement son rôle de financement de l'économie sous forme de crédits d'exploitation notamment en faveur des entreprises touchées par la crise économique.

1. Concours nets à l'économie

Les concours bruts à l'économie ont affiché une progression de 1.607 MD ou 11,9% et se sont établis à 15.099 MD à fin 2022 contre 13.491 MD au terme de l'exercice 2021.

| TND en millions | déc-21 | déc-22 | Variation | % |
|-------------------------------------|---------------|---------------|--------------|---------------|
| Concours bruts à l'économie | 13 491 | 15 099 | 1 607 | 11,9% |
| Créances brutes sur la clientèle | 11 350 | 12 462 | 1 112 | 9,8% |
| Portefeuille titres brut | 2 077 | 2 571 | 494 | 24% |
| Billets de Trésorerie | 64 | 65 | 1 | 1,6% |
| Provisions et agios réservés | 1 825 | 1 810 | (14) | (0,8%) |
| Provisions/créances | 1 140 | 1 149 | 9 | 0,8% |
| Provisions/titres | 206 | 209 | 3 | 1,3% |
| Agios réservés | 479 | 453 | (26) | (5,5%) |
| Concours nets à l'économie | 11 666 | 13 288 | 1 622 | 13,9% |

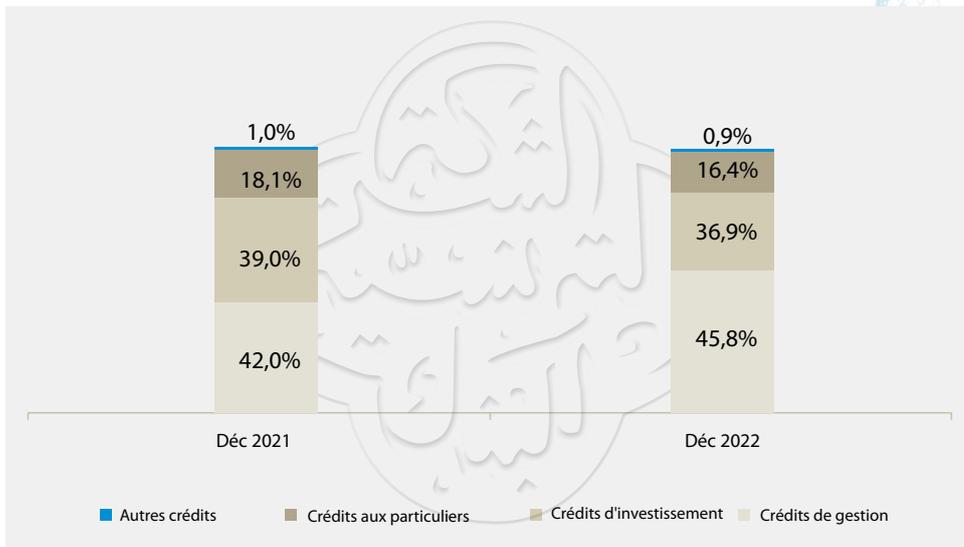
2. Créances nettes sur la clientèle

Au terme de l'exercice 2022, l'encours brut des créances sur la clientèle s'est établi à 12.462 MD contre 11.350 MD une année auparavant, marquant ainsi une hausse de 1.112 MD ou 9,8%. La croissance relevée traduit l'effort de la banque en matière de soutien des acteurs économiques et principalement des entreprises publiques.

Parallèlement, la banque a continué ses efforts en matière de provisionnement de ses créances en souffrance en allouant les sommes requises à la couverture de leurs dépréciations.

Outre les dotations aux provisions classiques et additionnelles, elle a constitué des provisions collectives supplémentaires et ce en application de la circulaire de la BCT N° 2023-02 du 24 février 2023 visant à converger progressivement vers les normes IFRS.

Structure des créances brutes



| TND en millions | déc-21 | déc-22 | Variation | % |
|-----------------------------------------|----------------|----------------|--------------|---------------|
| Créances brutes sur la clientèle | 11 350 | 12 462 | 1 112 | 9,8% |
| Crédits de gestion | 4 764 | 5 711 | 947 | 19,9% |
| Crédits d'investissement | 4 424 | 4 594 | 170 | 3,8% |
| Crédits aux particuliers | 2 053 | 2 044 | (9) | -0,4% |
| Autres crédits | 109 | 113 | 4 | 3,7% |
| Provisions et agios réservés | (1 619) | (1 602) | 17 | (1,1%) |
| Provisions | (1 140) | (1 149) | (9) | 0,8% |
| Agios réservés | (479) | (453) | 26 | (5,5%) |
| Créances nettes sur la clientèle | 9 731 | 10 860 | 1 129 | 11,6% |

3. Portefeuille Titres

Participation active de la banque dans le financement de la dette publique à travers les souscriptions en Bons de Trésor et aux différentes tranches de l'emprunt national.

L'encours global du portefeuille titres a affiché une augmentation en termes bruts de 494 MD ou 23,8% pour s'établir à 2.571 MD à fin 2022 contre 2.077 MD une année auparavant. En termes nets, il a augmenté de 491 MD ou 26,3% pour passer durant la même période de 1.871 MD à 2.362 MD.

| TND en millions | déc-21 | déc-22 | Variation | % |
|-------------------------------------------|--------------|--------------|------------|--------------|
| Portefeuille titres commercial | 612 | 907 | 294 | 48,0% |
| Portefeuille titres d'investissement brut | 1 464 | 1 664 | 200 | 13,7% |
| Portefeuille titres brut | 2 077 | 2 571 | 494 | 23,8% |
| Provisions | (206) | (209) | (3) | 1,3% |
| Portefeuille titres net | 1 871 | 2 362 | 491 | 26,3% |

• Portefeuille titres commercial : +294 MD ou 48%

L'encours du portefeuille titres commercial a remarquablement progressé (+294 MD ou 48%) et a atteint 907 MD à fin 2022. Cette hausse a caractérisé principalement le stock des Bons du Trésor à court terme (+235 MD).

S'agissant du portefeuille de placement, il a accusé une progression de 58,9 MD pour se situer à 667 MD, et ce pour satisfaire les demandes de placements de la clientèle.

• Portefeuille titres d'investissement net : +197 MD ou 15,7%

L'encours brut des titres d'investissement a progressé de 200 MD ou 13,7%, en passant de 1.464 MD à fin 2021 à 1.664 MD, sous l'effet principalement de l'accroissement de l'encours des emprunts obligataires de 196 MD ou 184% et cette suite à la souscription à l'emprunt national pour un montant de 203 MD.

Compte tenu de l'augmentation des provisions affectées à la couverture de la dépréciation des titres de participation (+3 MD ou 1,3%), l'encours net global

du portefeuille titres d'investissement s'est situé à 1.456 MD dont 811 MD (ou une part de 56%) représentant le volume net du stock des Bons du Trésor Assimilables gardés en portefeuille investissement.

Engagements hors bilan

Les postes des engagements hors bilan ont évolué comme suit :

- Au niveau des passifs éventuels, l'encours a progressé de 158 MD ou 8.1% pour totaliser 2.108 MD à fin 2022. Cette situation résulte de l'amélioration observée au niveau des ouvertures de crédits documentaires (+125 MD ou +25,6%) et des émissions des avals & cautions (+33 MD ou +2.2%).
- Les engagements de financement donnés se sont inscrits vers la hausse en passant de 116 MD à fin 2021 à 157 MD à fin 2022, accusant ainsi un accroissement de 42 MD ou 36%.
- Parallèlement, les engagements reçus ont à leur tour progressé de 847 MD ou 37,6% pour totaliser 3.099 MD à fin 2022 contre 2.252 MD une année auparavant.

| TND en millions | déc-21 | déc-22 | Variation | % |
|---------------------------------------------|--------------|--------------|------------|--------------|
| PASSIFS EVENTUELS | 1 950 | 2 108 | 158 | 8,1% |
| Cautions, avals et autres garanties données | 1 461 | 1 494 | 33 | 2,2% |
| Crédits documentaires | 489 | 614 | 125 | 25,6% |
| ENGAGEMENTS DONNES | 116 | 157 | 42 | 36,0% |
| Engagements de financements donnés | 116 | 157 | 42 | 36,1% |
| Engagements sur titres | 0,1 | 0,0 | (0) | (74,1%) |
| ENGAGEMENTS REÇUS | 2 252 | 3 099 | 847 | 37,6% |
| Garanties reçues | 2 252 | 3 099 | 847 | 37,6% |

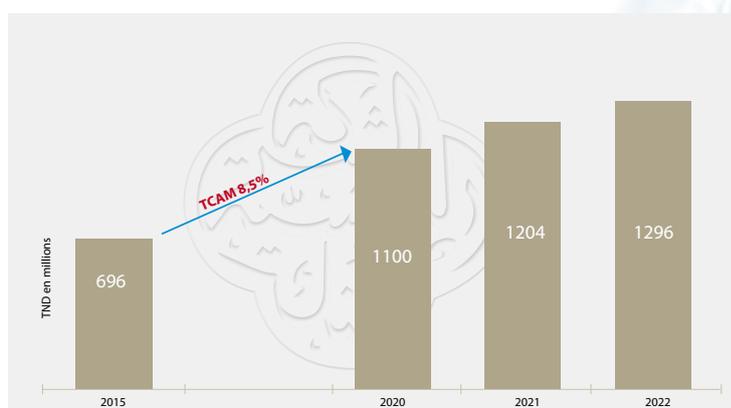
Capitaux Propres

Par référence au résultat net dégagé à fin 2022 soit 93 MD, le total des capitaux propres s'est établi à 1.296 MD en progression de 7,7% par rapport à son niveau atteint à fin 2021.

Grace à ses efforts et sous l'hypothèse de l'affectation totale de ce résultat à la résorption des pertes reportées, le report à nouveau débiteur de la STB se situerait à 83 MD (vs 694,7MD en 2015).

| TND en millions | déc-21 | déc-22 | Variation | % |
|-------------------------------|--------------|--------------|-----------|-------------|
| Capital | 777 | 777 | - | 0,0% |
| Dotation de l'Etat | 117 | 117 | - | 0,0% |
| Réserves | 466 | 466 | (1) | -0,1% |
| Actions Propres | (6) | (6) | - | 0,0% |
| Autres capitaux propres | 22 | 22 | (0) | (2,1%) |
| Résultats reportés | (286) | (173) | 113 | (39,6%) |
| Résultat de l'exercice | 113 | 93 | (20) | (17,4%) |
| Total Capitaux propres | 1 204 | 1 296 | 93 | 7,7% |

Évolution des Capitaux Propres



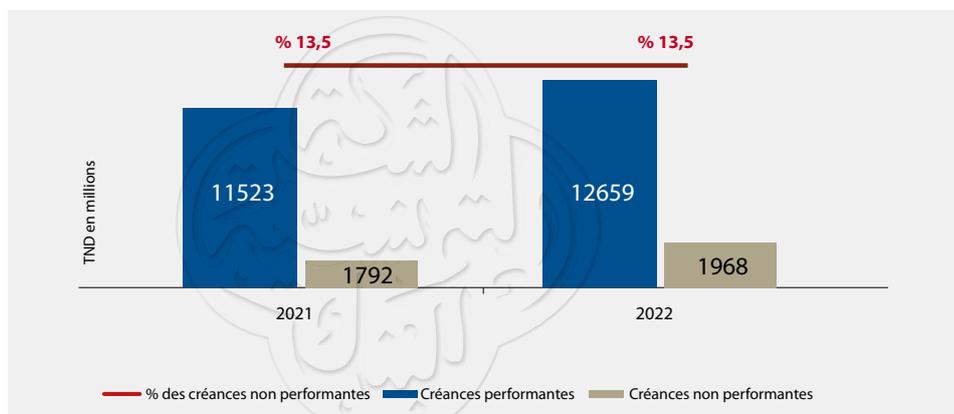
Qualité de l'Actif

1. Évolution des créances non performantes

Les créances performantes ont progressé de 1 136 MD ou 9,9% à un rythme quasi identique que celui des créances non performantes (175 MD ou 9,8%) ce qui explique la stabilisation du taux de créances non performantes à hauteur de 13,5%.

| TND en millions | déc-21 | déc-22 | Variation | % |
|---------------------------------|---------------|---------------|--------------|-------------|
| Créances brutes | 13 315 | 14 626 | 1 311 | 9,8% |
| Créances performantes | 11 523 | 12 659 | 1 136 | 9,9% |
| En % des créances brutes | 86,5% | 86,5% | - | - |
| Créances non performantes | 1 792 | 1 968 | 175 | 9,8% |
| En % des créances brutes | 13,5% | 13,5% | | |

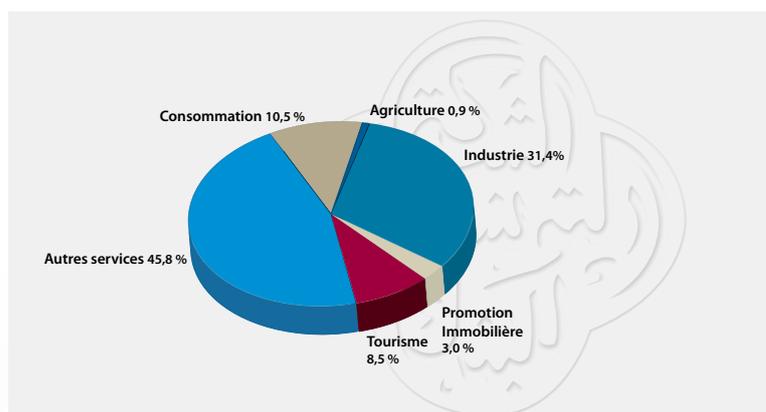
Évolution du taux des créances accrochées



Il convient de noter que la structure des créances non performantes par secteur d'activités dénote une concentration relativement importante au niveau des secteurs de l'industrie et du tourisme qui

reflète les difficultés rencontrées par les promoteurs engendrées notamment depuis 2020 date de déclenchement de la crise sanitaire liée au covid-19.

Engagements par secteur



2. Couverture des Créances non performantes

Un niveau de couverture des créances non performantes toujours élevé, conséquence directe du volume important des provisions et agios réservés constitués au fil des exercices écoulés.

Conformément à la politique prudente adoptée en matière de couverture des créances non

performantes, la Banque a continué ses efforts de provisionnement par le prélèvement sur ses bénéfices des sommes nécessaires lui permettant ainsi d'afficher un taux de couverture assez conséquent soit 62,9% à fin 2022.

Comparé à la situation observée à fin 2021, ce niveau de couverture s'est replié, un constat à mettre en lien, en partie, avec l'impact des opérations de radiations et cessions de certaines créances compromises.

| TND en millions | déc-21 | déc-22 | Variation | % |
|-------------------------------------------------|----------------|--------------|------------------|---------------|
| Créances non performantes | 1 792 | 1 968 | 175 | 9,8% |
| Agios réservés | (431) | (404) | 27 | (6,2%) |
| Créances non performantes nettes d'agios | 1 361 | 1 563 | 202 | 14,8% |
| Provisions | (1 021) | (983) | 38 | (3,7%) |
| % de couverture des créances accrochées | 75,0% | 62,9% | (12,1) pp | |

Solvabilité

Des ratios de solvabilité supérieurs aux seuils réglementaires avec des excédents en fonds propres assez confortables, témoignant d'une bonne résilience de la banque face aux risques majeurs et une meilleure solidité financière.

1. Ratio de solvabilité Tier-1

Les fonds propres nets de base (FPNB) se sont davantage consolidés en passant de 1.023 MD à 1.109 MD. La hausse relevée (+86 MD ou 8,4%)

correspond à l'affectation de la totalité du bénéfice enregistré à fin 2022 aux comptes de réserves.

Parallèlement, les risques encourus ont aussi progressé mais à un rythme moins important que celui des FPNB engendrant ainsi une amélioration du ratio Tier 1, lequel s'est établi à 9,36% à fin 2022 (vs 9,25% à fin 2021).

Par ailleurs, il convient de noter que les risques encourus demeurent en large partie constitués par le risque de crédit et de contrepartie avec une part de 87%.

| TND en millions | déc-21 | déc-22 | Variation | % |
|-----------------------------------------|---------------|---------------|--------------|-------------|
| Risques Encourus | 11 062 | 11 851 | 789 | 7,1% |
| Actifs pondérés - Risques de crédits | 9 571 | 10 145 | 574 | 6,0% |
| Actifs pondérés - Risques opérationnels | 1 173 | 1 226 | 52 | 4,5% |
| Actifs pondérés - Risques de marché | 319 | 480 | 162 | 50,8% |
| Fonds propres nets de base | 1 023 | 1 109 | 86 | 8,4% |
| Ratio de solvabilité (tier one) | 9,25% | 9,36% | 11 pb | |

2. Ratio de couverture des risques (solvabilité globale)

Outre la progression des fonds propres Tier-1, le total des fonds propres nets, servant au calcul du ratio de solvabilité global, ont été renforcés grâce à une augmentation des fonds propres complémentaires de 88 MD conséquence directe de l'émission d'un emprunt obligataire STB 2021 pour un montant de 100 MD.

Au vu de ces réalisations, l'excédent en fonds propres nets de base (Tier-1) s'est établi à 280 MD alors que le surplus enregistré au niveau du total des fonds propres nets s'est établi à 454 MD, ce qui est de nature à conférer à la banque une capacité assez importante pour le développement futur de son activité.

| TND en millions | déc-21 | déc-22 | Variation | % |
|-----------------------------------------|---------------|---------------|--------------|--------------|
| Risques Encourus | 11 062 | 11 851 | 789 | 7,1% |
| Actifs pondérés - Risques de crédits | 9 571 | 10 145 | 574 | 6,0% |
| Actifs pondérés - Risques opérationnels | 1 173 | 1 226 | 52 | 4,5% |
| Actifs pondérés - Risques de marché | 319 | 480 | 162 | 50,8% |
| Fonds propres nets | 1 466 | 1 639 | 173 | 11,8% |
| Fonds propres nets de base | 1 023 | 1 109 | 86 | 8,4% |
| Fonds propres complémentaires | 442 | 530 | 88 | 19,8% |
| Ratio de solvabilité | 13,25% | 13,83% | 58 pb | |

Liquidités

La banque est parvenue quasiment tout au long de l'année 2022 à se conformer aux seuils réglementaires exigés, et ce grâce au renforcement des outils exploités dans le cadre de la gestion proactive des ratios de liquidité et partant à optimiser davantage sa trésorerie.

1. Liquidity Coverage Ratio (LCR)

Courant l'exercice 2022, la banque a été à même d'afficher des niveaux de LCR supérieurs à la norme exigée sur toute l'année et ce, par le biais

principalement de la consolidation de ses actifs de haute qualité de manière à assurer la couverture des sorties nettes de trésorerie.

Le LCR moyen, calculé sur 12 observations mensuelles, s'est en effet établi à 122,8%, correspondant à une moyenne des actifs liquides de haute qualité de 1.223 MD et une moyenne des sorties nettes de trésorerie de 1.098 MD.

Il convient par ailleurs de souligner que le ratio de liquidité à court terme s'est établi à 121,1% au terme de l'exercice 2022 (vs 107,6% une année auparavant) pour un niveau réglementaire exigé de 100%.

| TND en millions | déc-21 | déc-22 | Variation | % |
|-------------------------------|----------------|----------------|-----------|-------|
| Sorties nettes de trésorerie | 946 | 1 195 | 250 | 26,4% |
| Actifs liquides haute qualité | 1 018 | 1 447 | 430 | 42,2% |
| % LCR | 107,64% | 121,11% | | |
| Niveau réglementaire | 100% | 100% | | |

Évolution du ratio de liquidité LCR



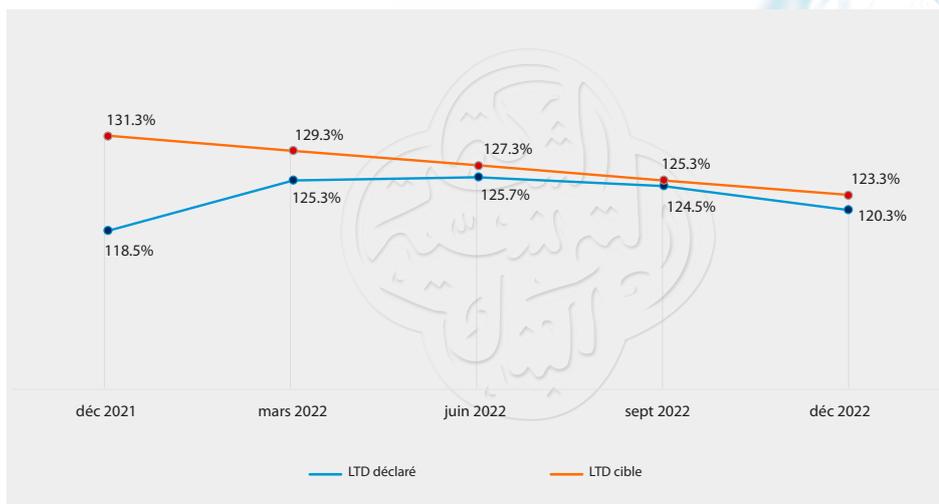
2. Loan To Deposit ratio (LTD)

Conséquence directe d'un accroissement plus rapide des créances brutes par rapport aux dépôts, le LTD

s'est établi à 120,3% en aggravation de 1.9 pp par rapport à son niveau une année auparavant toutefois ce seuil demeure contenu sous la barre de 123,3%, cible dynamique exigée par la BCT.

| TND en millions | déc-21 | déc-22 | Variation | % |
|---------------------------|--------|---------------|-----------|-------|
| Créances sur la clientèle | 9 463 | 10 551 | 1 088 | 11,5% |
| Dépôts | 7 989 | 8 770 | 781 | 9,8% |
| LTD | 118,5% | 120,3% | | |
| Ratio LTD cible | 131,3% | 123,3% | | |

L'évolution du LTD par trimestre est illustrée dans le graphique suivant :



Résultats

1. Produit Net Bancaire

Dans un contexte économique assez difficile, la banque est parvenue à afficher un PNB de 689 MD, en évolution de 43 MD ou 6,7% par rapport à son niveau à fin 2021. Cette variation est expliquée par :

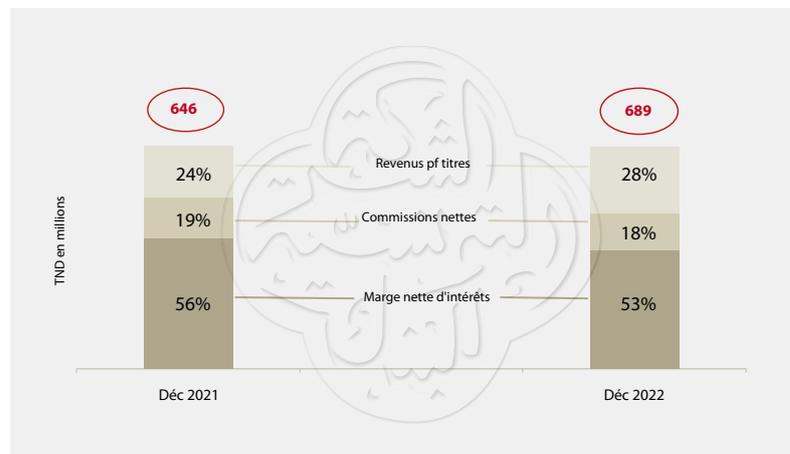
- ✓ L'amélioration de la marge nette d'intérêts de 5 MD ou 1,4% pour passer de 363 MD à fin 2021 à 368 MD au terme de l'exercice 2022 ;
- ✓ La hausse des revenus du portefeuille de 37 MD pour atteindre un volume de 195 MD ;
- ✓ La stagnation du volume des commissions nettes à hauteur de 127 MD.



| TND en millions | déc-21 | déc-22 | Variation | % |
|-----------------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|--------------|
| Marge nette d'intérêts | 363 | 368 | 5 | 1,4% |
| Commissions nettes | 126 | 127 | 1 | 0,7% |
| Revenus sur portefeuille titres et opérations financières | 158 | 195 | 37 | 23,7% |
| Produit net bancaire | 646 | 689 | 43 | 6,7% |
| Produits d'exploitation | 1 119,4 | 1 283,3 | 163,9 | 14,6% |
| Charges d'exploitation | (473,3) | (593,9) | (120,6) | 25,5% |

Conséquemment, la structure du PNB a été légèrement modifiée mais demeure caractérisée par la prédominance de la MNI avec une part de 53% (vs 56% en 2021).

Structure du PNB



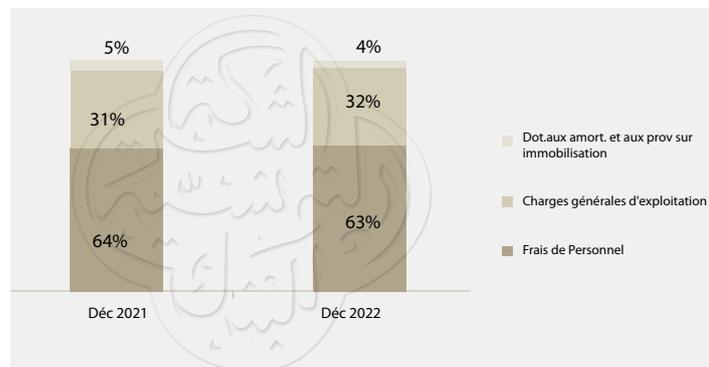
2. Résultat d'Exploitation

Le résultat brut d'exploitation a augmenté de 17 MD ou 4,4% pour se situer à 390,5 MD au terme de l'exercice 2022. Cette hausse provient principalement des variations différenciées suivantes :

- PNB + 43,4 MD ou 7%
- Charges opératoires + 25.0 MD ou 8,9%

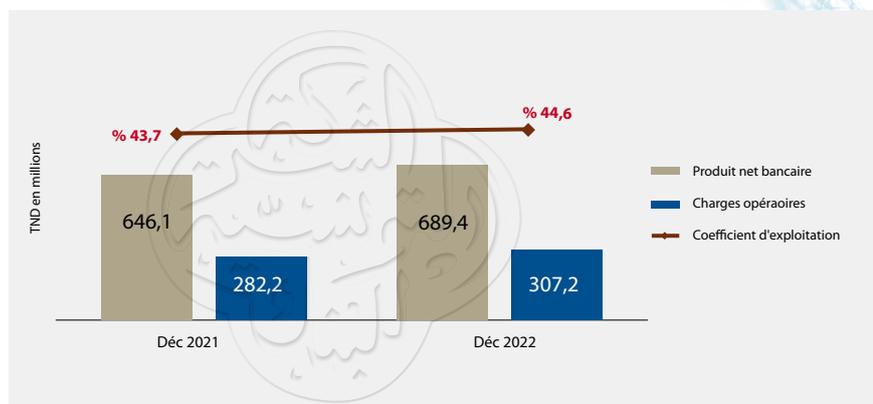
Le total des charges opératoires s'est élevé à 307 MD dont une part de 63% correspond aux frais de personnel.

Structure des charges opératoires



Il s'ensuit qu'alors, le coefficient d'exploitation s'est situé à un niveau supérieur à celui enregistré à fin 2021 (44,6%).

Evolution du coefficient d'exploitation



Quant au résultat d'exploitation, il s'est inscrit vers la baisse en revenant durant la période d'analyse de 227,8 MD à 173,6 MD.

Cette baisse est essentiellement engendrée par la constatation d'une charge de risque nette de 217 MD.

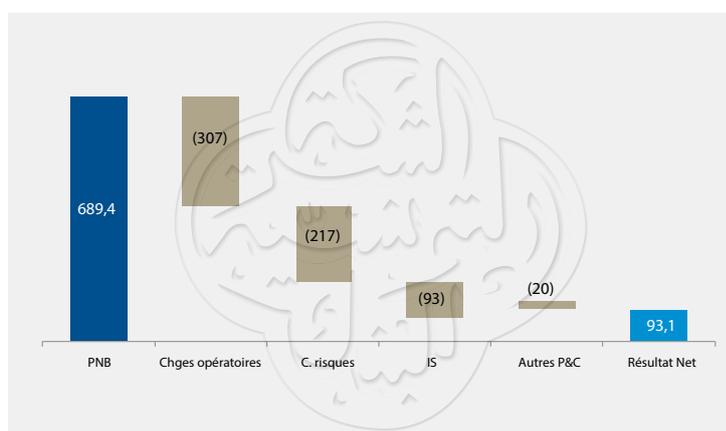
| TND en millions | déc-21 | déc-22 | Variation | % |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|---------------|----------------|
| Produit net bancaire | 646,1 | 689,4 | 43,4 | 6,7% |
| Autres produits d'exploitation | 10,1 | 8,2 | (1,8) | (18,2%) |
| Frais de Personnel | (179,7) | (195,0) | (15,2) | 8,5% |
| Charges générales d'exploitation | (88,6) | (98,9) | (10,3) | 11,6% |
| Dotations aux amortissements | (13,8) | (13,3) | 0,6 | (4,1%) |
| Résultat brut d'exploitation | 374,0 | 390,5 | 16,5 | 4,4% |
| Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, h.bilan et passif | (138,2) | (216,5) | (78,3) | 56,6% |
| Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement | (8,0) | (0,5) | 7,6 | (94,3%) |
| Résultat d'exploitation | 227,8 | 173,6 | (54,2) | (23,8%) |

3. Résultat Net

En vue de ce qui précède et compte tenu d'un taux d'imposition effectif de 39% (35% au titre de l'IS et

4% au titre de la contribution sociale de solidarité), le résultat net s'est établi à 93.1 MD.

Formation du Résultat Net



| TND en millions | déc-21 | déc-22 | Variation | % |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|---------------|----------------|
| Intérêts et revenus assimilés | 829,4 | 951,9 | 122,4 | 14,8% |
| Intérêts courus et charges assimilées | (466,9) | (584,3) | (117,4) | 25,1% |
| Marge nette d'intérêts | 362,5 | 367,6 | 5,1 | 1,4% |
| Commissions reçues | 132,2 | 136,3 | 4,1 | 3,1% |
| Commissions payées | (6,4) | (9,6) | (3,2) | 49,6% |
| Commissions nettes | 125,8 | 126,7 | 0,9 | 0,7% |
| Gains sur portefeuille titres commercial et op. financières | 89,2 | 113,9 | 24,7 | 27,7% |
| Revenus du portefeuille titres d'investissement | 68,5 | 81,2 | 12,7 | 18,5% |
| Revenus du portefeuille titres | 157,7 | 195,1 | 37,4 | 23,7% |
| Produit net bancaire | 646,1 | 689,4 | 43,4 | 6,7% |
| Autres produits d'exploitation | 10,1 | 8,2 | (1,8) | (18,2%) |
| Frais de Personnel | (179,7) | (195,0) | (15,2) | 8,5% |
| Charges générales d'exploitation | (88,6) | (98,9) | (10,3) | 11,6% |
| Dotations aux amortissements | (13,8) | (13,3) | 0,6 | (4,1%) |
| Résultat brut d'exploitation | 374,0 | 390,5 | 16,5 | 4,4% |
| Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, h. bilan et passif | (138,2) | (216,5) | (78,3) | 56,6% |
| Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement | (8,0) | (0,5) | 7,6 | (94,3%) |
| Résultat d'exploitation | 227,8 | 173,6 | (54,2) | (23,8%) |
| Solde en gain/perte autres éléments ordinaires | (3,5) | 20,0 | 23,5 | (666,5%) |
| Impôts sur les sociétés | (89,8) | (92,5) | (2,7) | 3,0% |
| Résultat des activités ordinaires | 134,4 | 101,0 | (33,4) | (24,9%) |
| Solde en gain/perte des éléments extraordinaires | (21,7) | (7,9) | 13,8 | (63,5%) |
| Résultat net avant modifications comptables | 112,7 | 93,1 | (19,6) | (17,4%) |
| Modifications comptables | (8,7) | (11,5) | (2,8) | 32,0% |
| Résultat net après modifications comptables | 104,0 | 81,6 | (22,4) | (21,5%) |



**CONTROLE INTERNE
GESTION DES RISQUES
DEVELOPPEMENT ET MODERNISATION**



CONTRÔLE INTERNE

Présentation du dispositif de contrôle interne

Le système de contrôle interne désigne l'ensemble des processus, méthodes et mesures visant à assurer en permanence la sécurité, l'efficacité et l'efficience des opérations, la protection des actifs, la fiabilité de l'information financière et la conformité de ces opérations avec les lois et les réglementations en vigueur.

Selon la circulaire BCT 2006-19 du 28 novembre 2006, Ce système comprend notamment :

- un système de contrôle des opérations et des procédures ;
- une organisation comptable et du traitement de l'information ;
- des systèmes de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques ;
- un système de documentation et d'information.

Le dispositif de contrôle interne est organisé autour des instances de gouvernance prévues par la réglementation bancaire tunisienne, notamment le comité d'audit et le comité des risques, de trois lignes de défenses, qui incorporent un contrôle opérationnel et hiérarchique, un contrôle de 2^{ème} niveau et un contrôle de 3^{ème} niveau, et vise l'atteinte des objectifs suivants :

- la performance financière, par l'utilisation efficace et adéquate des actifs et ressources de la banque ainsi que la protection contre les risques de pertes ;
- la connaissance exhaustive, précise et régulière des données nécessaires à la prise de décision et à la gestion des risques,
- la conformité aux lois et règlements et aux normes internes et externes ;
- l'exactitude et l'exhaustivité des enregistrements comptables ainsi que l'obtention d'une information financière fiables.

Ce dispositif se base à cet effet, sur un ensemble de notes définissant les procédures et les délégations de

pouvoir et sur un système d'information permettant d'assurer la collecte, le traitement, l'analyse des données et la diffusion des résultats.

Outre les organes de l'audit interne et de l'inspection générale et les structures rattachées au pôle «gouvernance et contrôle général», le dispositif de contrôle interne englobe également un ensemble de structures réparties par pôle et dédiées au domaine de contrôle.

Afin d'optimiser l'efficacité du dispositif de contrôle interne et de la gestion des risques et d'assurer une meilleure coordination entre les activités de contrôle de la 2^{ème} et la 3^{ème} ligne de défense, il a été institué un comité de coordination de contrôle interne (CCCI) rattaché à la Direction générale.

Par ailleurs, une charte de contrôle interne a été, également élaborée ayant pour objectif de fixer les principes, le cadre organisationnel ainsi que les dispositions minimales nécessaires au bon fonctionnement du système de contrôle interne et la coordination entre ses différentes composantes.

Organisation des différents niveaux du système de contrôle interne

• Dispositif du contrôle permanent

Le contrôle permanent est effectué à deux niveaux : un contrôle de 1^{er} niveau qui est assuré par les opérationnels et complété par un contrôle hiérarchique et un contrôle de 2^{ème} niveau à la charge des structures dédiées au niveau des métiers ainsi que celles rattachées au pôle gouvernance et contrôle de la conformité.

• La 1^{ère} ligne de défense

Outre les contrôles système et de validation implémentés au niveau des applications informatiques notamment les applications agence et engagement, le contrôle opérationnel, étant un contrôle a priori des opérations et/ou des transactions effectué par les opérationnels, est consolidé par un contrôle hiérarchique ou fonctionnel.

• **La 2^{ème} ligne de défense**

La 2^{ème} ligne de défense est composée d'un ensemble de contrôles a posteriori opérés par :

- Des fonctions de contrôle transverses et indépendantes des métiers : Gouvernance et de Contrôle de la Conformité, Risques Opérationnels et Marché et Contrôle Permanent, Risque Crédit. Ces fonctions contribuent à la protection de la banque et de ses dirigeants en prévenant les risques de non-conformité et de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme ainsi que les risques opérationnels et de crédit.
- Et des fonctions de contrôle dédiées à un périmètre donné et non indépendantes des pôles opérationnels : Support Juridique, Contrôle et Suivi des Garanties, Contrôle Réglementaire, Contrôle des Dépenses, Sécurité des systèmes d'Informations, Administration et Contrôle Réseau, Contrôle des Moyens de Paiement, Contrôle des Achats, Back Office Trésorerie et Contrôle Comptable. :

Il est à noter qu'en 2022, et dans le but de renforcer le dispositif de contrôle interne de la Banque, il a été créé des **Entités de Contrôle au niveau des directions régionales** rattachées fonctionnellement à la Direction Centrale Risques Opérationnel et Marché et Contrôle Permanent.

Ces Entités Régionales sont chargées de :

- L'efficacité et l'efficience des opérations traitées au niveau de la Direction Régionale et des agences y rattachées ;
- Veiller à la fiabilité des informations remontées.
- S'assurer de la conformité des méthodes et procédures de travail consignées dans les textes réglementaires (Note internes, Réglementation BCT...)

Outre ses opérations de contrôle habituelles et dans le cadre de sa mission principale consistant au pilotage de ce dispositif, **la fonction Contrôle Permanent** veille au bon fonctionnement de ce dispositif en entretenant des relations fonctionnelles avec les différents acteurs de contrôle de 1^{er} et de 2^{ème} niveau et en assurant une coordination entre eux.

• **Structures du contrôle périodique :**

Le contrôle périodique défini comme la 3^{ème} ligne de défense, est assuré par les organes de l'audit interne et de l'inspection générale et sont rattachés hiérarchiquement au Directeur Général. Conformément à la réglementation en vigueur et

pour garantir son indépendance l'Organe de l'Audit Interne est rattaché fonctionnellement au Comité d'Audit.

Ces structures émettent des recommandations pour améliorer l'efficacité du système de contrôle interne.

Faits marquants de l'exercice 2022

Afin d'optimiser le système de contrôle interne, la banque a engagé, en 2022, certaines actions dont notamment :

▶ **Actions réalisées en matière de contrôle permanent :**

- Poursuite des travaux d'optimisation du dispositif de contrôle permanent ;
- Révision des attributions en matière de contrôle à la charge des seconds des chefs d'agences, des chefs d'agences et des directeurs régionaux.
- Poursuite de l'implémentation de l'appréciation du dispositif de contrôle des services centraux
- Finalisation des travaux d'élaboration d'une charte de contrôle interne et de contrôle permanent
- Mise en place d'un corps de contrôleurs régionaux et la tenue des actions de formation y afférente
- Mise en place d'un portail de contrôle en collaboration avec la structure DATA

▶ **Actions réalisées en matière de LAB/FT et de contrôle de la conformité :**

- Mise en production de la plateforme digitale «STB Everywhere» dédiée pour l'entrée en relation en ligne.
- Fiabilisation et enrichissement continus des données clients
- Mise en place d'un nouveau support de formation se basant sur de nouvelles typologies de LAB/FT, de techniques pratiques de lutte anti-blanchiment et incluant les nouvelles dispositions réglementaires.
- Mise à jour du code de déontologie et de bonne conduite professionnelle.
- Mise à jour de la politique de Gestion des conflits d'intérêts de STB.

▶ **Renforcement de la sécurité du système d'information**

- Mise en place d'une Infrastructure Data Center Hyper convergée (HCI) sécurisée.
- Renforcement de la sécurité de l'infrastructure Cloud, Site Principal et Site de Secours de la STB.

- Mise à niveau de la solution de sauvegarde des serveurs et des données de la banque.
- Sécurisation des accès au SI (Authentification multifactorielle (MFA), Accès VPN distants et accès Internet)
- Mise à niveau des solutions de sécurité réseau et Data Center (Firewall, Proxy, SIEM, ...)
- Mise en place des exigences du programme de sécurité SWIFT CSP
- Haute disponibilité des ressources de l'infrastructure du Data Center (Site Principal et Site de Secours)

► **Projets en matière d'organisation du système comptable de la banque**

- Implémentation d'une comptabilité multidevise qui est à sa dernière phase d'exécution
- Adoption et implémentation des normes IFRS :

Ce projet a été lancé officiellement en janvier 2022. Le kick-off a été effectué en présence des premiers responsables de la banque et une première série d'ateliers ont été menés pour le cadrage, la définition de la méthodologie de diagnostic comptable et la présentation des divergences entre les NCT et les IFRS. Actuellement, le projet est dans sa phase d'implémentation étant donné que les travaux de diagnostic comptable, revue des SI, choix des options et impact sont achevés. Conformément aux exigences réglementaires, la banque est tenue d'établir un bilan consolidé IFRS au titre de l'exercice 2023 avec comme année de première adoption l'exercice 2021.

► **Le contrôle des filiales :**

- Suivi de l'activité des filiales et le pilotage de leurs activités opérationnelles ainsi que l'évaluation de leurs performances.

D'un autre côté, et dans un objectif de renforcer ce contrôle et conformément à la charte d'audit, l'Organe de l'Audit Interne assure, dans le cadre de son plan d'action annuel des missions d'audit des filiales.

Gestion des risques

Suite à sa réorganisation en 2020, la gestion des risques au niveau de la STB est principalement assurée à travers les structures suivantes :

- Un pôle Risque Crédit et Résolution auquel est rattaché désormais la Direction Centrale Surveillance Risque

- Un pôle Gouvernance et contrôle général, auquel est rattaché désormais la Direction Centrale Risques opérationnels & marché et contrôle permanent

- Quant aux risques ALM (risque de liquidité et risque global de taux d'intérêt), la STB a fait le choix de les gérer au niveau :

- Des attributions fonctionnelles de la Direction contrôle de gestion et ALM, rattachée à la Direction Centrale du contrôle de gestion et pilotage de la performance, laquelle est rattachée au pôle financier.

- Du Comité ALCO créé en 2021 et regroupant les fonctions de finance, trésorerie, gestion des risques, commerciales et financement

En ce qui concerne la surveillance Risque Crédit, et pour un meilleur management des risques de défaut et de maîtrise de la qualité du portefeuille crédit, la Banque a poursuivi en 2022, le développement de son dispositif à travers l'évolution de ses outils de mesure et de surveillance des risques, le développement de son appétence aux risques et la révision du processus de prévention des créances non performantes.

Aussi et face au ralentissement économique et la lente reprise post-covid, la STB a renforcé ses efforts spécifiques de contrôle des secteurs et des segments impactés par la crise et la proactivité des équipes commerciales et des lignes de défenses afin d'agir au moment opportun et mettre en place les mesures nécessaires à la maîtrise des risques.

En 2022, une importance particulière a été également accordée à l'adoption des normes internationales d'information financière IFRS qui révolutionne le classement et l'évaluation des instruments financiers.

A ce titre, les principales actions menées durant l'exercice 2022 ont porté sur :

► **Révision du dispositif de prévention des créances non-performantes**

La circulaire N° 2022-01 du 1er mars 2022 portant sur la prévention et la résolution des créances non performantes, institue l'obligation d'évaluer systématiquement et durant tout le cycle de vie de la créance, la viabilité de la situation des débiteurs. Ce dispositif doit permettre la mise en place d'un système d'alerte permettant d'identifier en temps opportun, les contreparties en difficultés et

d'appréhender les mesures nécessaires de suivi ou de passage en défaut. Dans ce même contexte, la STB a initié des travaux pour aligner son processus de management des Risques Crédit à ce dispositif de prévention pour une meilleure maîtrise des risques encourus et un niveau de taux des créances non performantes inférieur à 7% dans un horizon de 5 ans.

► **Elaboration de l'appétence et des limites internes**

Dans le but de se conformer aux exigences réglementaires nationales, notamment la Circulaire n°2021-05 de la BCT et afin d'améliorer le processus de management des risques, les Directions Risques ont entamé les travaux d'élaboration d'une politique d'appétence aux risques consolidée.

En effet, deux documents ont été élaborés :

- Le premier est un cadre général d'appétit aux risques (Risk Appetite Framework) qui définit l'approche globale, dont l'organisation, les processus, les contrôles et les systèmes par lequel l'appétence au risque est établie, communiquée et surveillée.

- Le deuxième document est un énoncé d'appétit aux risques (Risk Appetite Statement) qui correspond à l'articulation sous forme écrite du niveau agrégé et par types de risques que la STB est prête à accepter ou à éviter afin d'atteindre ses objectifs. Il comprend des déclarations qualitatives et des mesures quantitatives.

Le projet d'appétence est basé sur un dispositif de limites en risque réparti en 3 niveaux ;

- Limites globales ;
- Limites par catégorie de risque ;
- Limites par ligne de métier.

► **Adoption des normes internationales d'information financière IFRS et étude d'impact de la norme IFRS9**

Dans le cadre de l'adoption des normes internationales d'information financière IFRS, la STB a engagé des simulations d'impacts dont en l'occurrence celles afférentes à la norme IFRS9 qui révolutionne le classement et l'évaluation des instruments financiers.



En effet, la norme IFRS9 introduit un nouveau modèle de dépréciation fondé sur les pertes attendues qui exige la comptabilisation plus rapide des pertes de crédit attendues.

Les simulations ont été effectués par la Banque suivant des hypothèses en phase avec son profil Risque et la spécificité de son portefeuille. Ces travaux ont été réajustés pour se conformer aux lignes directrices édictées par le régulateur.

► **Le dispositif de notation interne**

Le système de notation interne de la STB fait actuellement partie intégrante du processus d'évaluation et de décision de crédit.

Ce système de notation repose sur un ensemble de modèles spécifiques à chaque groupe d'actifs et couvre toutes les relations engagées auprès de la Banque, hors clientèle de particuliers, et se caractérise par :

- Des modèles qui prennent en compte en plus des éléments financiers, des éléments qualitatifs et de comportement et construits sur la base d'une approche statistique éprouvée ;
- Des notes qui reflètent la probabilité de défaut des contreparties à un horizon d'observation d'une année et qui sont attribuées à une classe de risque (avec une échelle de notation de huit classes de risque dont une en défaut). Ces notes sont réexaminées lors de chaque renouvellement de dossier et au minimum une fois par an.
- Une révision annuelle (Back-testing) afin de tester le pouvoir prédictif des modèles et de s'assurer de la bonne calibration des probabilités de défaut.

Par ailleurs, la Banque a planifié un projet de révision de ses modèles de notation interne afin de s'aligner à la dynamique réglementaire et au calcul des pertes attendues sous la norme IFRS 9.

En ce qui concerne la gestion des Risques Opérationnels et de Marché et le Contrôle Permanent, l'année 2022 a été marquée par, outre l'élaboration d'une politique d'appétence aux risques consolidée (RAF & RAS), la définition d'une appétence aux risques pour les filiales du Groupe.

A ce titre, la Banque a engagé, la mise en place de son dispositif de management desdits risques, en menant plusieurs actions, dont notamment :

► **En matière de Gestion du Risque Opérationnel :**

- La finalisation des travaux de la cartographie des risques opérationnels pour deux macros-processus métiers et le lancement des travaux de construction de cartographie des risques pour 6 macros-processus

- L'incrémentation du projet DATA Risque Opérationnel & Contrôle ce qui a permis de donner une forte valeur ajoutée aux travaux de quantification et de calcul de la criticité des risques

Par ailleurs et dans le cadre des travaux de calcul du capital interne, la Banque a procédé à la simulation du calcul des exigences en Fonds propres par la méthode SMA et de l'appréciation de l'impact de cette nouvelle approche sur le ratio de solvabilité et le Tier I de la Banque.

► **En matière de gestion Plan de Continuité d'activité**

- La mise à jour des procédures de continuité d'activité métiers ;
- La mise à jour des procédures techniques de redémarrage des applicatifs critiques.
- L'élaboration de la politique de continuité d'activité régissant les risques opérationnels de type Crise interruption d'activité.

► **En matière de Risque de Marché :**

- Le diagnostic du dispositif actuel de gestion des risques de marché au sein de la Banque, en se basant sur la méthodologie «the sixteen Blocks methodology ERM» ;
- Le calcul du Capital économique Risque de marché séparément pour chaque facteur de risque (taux de change, taux d'intérêt, titres de propriétés) en se basant sur les modèles internes définis par Bâle ;
- La mise en place opérationnelle des limites d'encaisses over-night détenues au niveau des agences, en dinars et en devises au niveau de l'application Carthago Agence ;
- La révision des limites sur les positions de change over-night conformément à l'Article 17 de la Circulaire 2021-03.

En ce qui concerne la fonction ALM, elle couvre les aspects liés à la gestion des risques de liquidité et de taux global

Les principales attributions de cette fonction se résument comme suit :

- Assurer une gestion active des ressources et emplois du bilan, et veiller à l'équilibre et à la cohérence de son développement.
- Elaborer des modèles ALM d'analyse comportementale, de mesure de sensibilité et de stress tests...
- Assurer les travaux préparatifs du Comité ALM.
- Assurer une gestion proactive permettant le respect des règles et normes prudentielles en vigueur.

Le Comité de Gestion Actif-Passif :

La banque a créé, en 2021, le Comité de Gestion Actif-Passif (ALCO). Les principales missions de ce comité se résument en :

- Coordonner de manière régulière les opérations de gestion des actifs et des passifs conformément aux politiques (Gestion des risques, crédits, recouvrement...).
- Recommander une composition optimale de l'actif et du passif compte tenu des seuils et des limites de risque, et émettre les décisions aux structures opérationnelles, nécessaires pour assoir une structure efficiente du Bilan.
- Garantir un niveau de rentabilité suffisante à travers une gestion saine des risques de liquidités et de taux, de manière à conforter dans la durée les fonds propres.
- Surveiller et assurer le respect de l'activité ALM au regard des limites et des contraintes préalablement établies et approuver en cas de dérive les solutions et les plans d'ajustement nécessaires ;
- Produire des rapports trimestriels au Conseil d'Administration se rapportant à l'activité ALM.

Le Comité ALCO se réunit, sur convocation de son Président, au moins une fois par trimestre et chaque fois qu'il s'avère utile.

Développement et Modernisation

Développement commercial

Reposant sur ses modèles analytiques et une meilleure segmentation de la clientèle, la banque a poursuivi ses efforts en matière de connaissance de son portefeuille client et d'optimisation de sa base commerciale.

A ce titre, La banque a confirmé sa stratégie de conquête client Retail avec un objectif de captation de nouveaux clients afin de servir la clientèle des particuliers, professionnels, tunisiens résidents à l'étranger.

La STB se déploie autour d'un réseau de 149 agences couvrant l'ensemble du territoire tunisien, ce qui consolide la volonté d'assurer une meilleure prise en charge du segment Retail. Cette approche est renforcée par un réseau multicanal : web banking, mobile banking, espaces libreservice, distributeurs bancaires, ...

A cet égard, la STB a pu accroître son taux d'équipement de la clientèle Retail en généralisant l'usage des moyens de paiement électronique (dont monétique) et les moyens de consultation et de transaction digitaux (M-banking).

S'agissant du segment Corporate, la banque a poursuivi ses efforts de développement commercial à travers :

- La dynamisation de la conquête client dans les secteurs les plus porteurs et les plus résilients et un accompagnement plus sélectif des entreprises ;
- L'enrichissement de sa gamme de produits et services Corporate pour couvrir les besoins de l'ensemble des secteurs nouvellement ciblés à travers notamment le développement des offres de Cash management, Trade finance et le renforcement de l'offre E-Banking visant un parcours full digital pour les entreprises ;
- Le développement de l'activité des Business centres visant à mettre à la disposition de sa clientèle une offre diversifiée et un accompagnement sur mesure presté par les experts de la banque en la matière.

Sur le plan de la diversification et consolidation de la gamme des produits, la Banque a élargi la panoplie de son offre qu'elle a conforté par une amélioration du marketing produit et un meilleur ciblage des différentes catégories sociales et professionnelles afin de satisfaire et de fidéliser les relations actuelles et de développer leur utilisation par les nouveaux clients.

A ce titre, La Banque a réussi en 2022 à développer les plateformes et produits suivants :

- Plateforme «Ekseb Fi Bledek» destinée aux clients TRE,
- Plateforme d'ouverture de compte 100% en ligne destiné pour tout type de personne physique (TRE, étudiant, salarié ...) ou personne morale
- Une nouvelle gamme de crédits écologiques à savoir Crédit Eco-car, Crédit Eco-équipement et Crédit Eco-home
- Le Crédit Digital dans le cadre de son partenariat STB –AMAD,
- L'application STB Pay & STB Pay Pro.

Communication et sponsorisation

La stratégie de développement de la Banque s'est appuyée sur une politique marketing Omnicanale centrée sur l'amélioration de l'expérience client, la fidélisation ainsi que sur une meilleure labellisation des offres de produits.

Dans le cadre de sa politique de communication, partie intégrante de sa stratégie de développement, la STB s'est engagée dans un processus de modernisation des espaces de vente pour accompagner les actions promotionnelles et encourager la vente en agence.

Pour ce faire, elle a mis en place une stratégie visant, d'un côté, à assurer la promotion des produits sur les lieux de vente ainsi que sur les réseaux sociaux et le site web institutionnel et d'un autre coté à renforcer la communication avec la clientèle à travers la sponsorisation et les campagnes de communication.

Par ailleurs, la STB suit, depuis des années, une stratégie de communication axée sur la participation aux activités intellectuelles et sportives, avec un engagement fort et visible envers la culture, l'art et la science. Elle vise, à travers le choix de ces vecteurs de communication, à orienter son positionnement et se démarquer surtout comme le sponsor de la culture par excellence.

Dans ce cadre, outre ses participations à des événements à caractère économique tels que les Salons de Finance Investment & Trade in Africa (FITA), de l'écoconstruction, de l'immobilier, de l'entreprise, la Banque est présente aux rendez-vous incontournables de la scène culturelle tunisienne. L'objectif étant de s'associer à des manifestations qui encouragent la création et l'innovation, connues par une large visibilité auprès du grand public, dont les Journées Cinématographiques de Carthage (JCC), les festivals du Cinéma Méditerranéen de Tunisie (Manarat), de GABES CINEMA FEN, de Hammamet, du Malouf et des grenades de Testour, International de Douz et le Festival du Sahara de Tozeur etc.

Aussi, la STB a participé à deux événements d'envergure à savoir la TICAD8 et le Sommet de la francophonie.

Consciente de son rôle d'accompagnement de la jeunesse et des jeunes talents, La STB a également sponsorisé plusieurs activités sportives notamment collectives (les équipes de football de la ligue 1 professionnelle, les équipes nationales d'handball et de basketball et les équipes de triathlon etc).

La Banque continue à programmer ses actions de communication sur ses produits et services

moyennant l'utilisation de plusieurs supports et canaux de communication notamment l'affichage urbain, le média, les réseaux sociaux et la communication au niveau des agences à travers le passage de spots et de capsules etc.

Par ailleurs, cinq campagnes phares ont été réalisées, à savoir : la Campagne Digi Transfert Scolarité, la campagne Crédits écologiques, la Campagne TRE, la campagne STB PAY et la Campagne Carte Epargne.

Système d'information

L'année 2022 a été marquée par la consolidation des efforts d'amélioration de la couverture fonctionnelle du SI actuel, tout en continuant le développement de la stratégie d'**urbanisation SI** adoptée. La banque s'est attelée également à conforter les acquis en matière de développement de la **DATA** et de la digitalisation ainsi que la modernisation de son **infrastructure IT** et la mise en place des politiques de **sécurité IT et cyber sécurité** robustes. Le tout dans l'objectif d'assurer une proximité et une solution complète et adaptée à ses clients en misant sur la technologie et d'imaginer le service bancaire de demain à l'ère numérique en s'appuyant sur le Big Data/ économie du savoir.

Au niveau du volet de l'**urbanisation SI**, la banque a œuvré en 2022 à faire évoluer ses applicatifs métiers se rapportant essentiellement au bancaire étranger, à la monétique et la salle de marchés. Outre l'enrichissement des fonctionnalités existantes, des développements ont été mis en œuvre en réponse aux nouveaux besoins réglementaires, renforcement des contrôles, et des standards d'interfaçage liés notamment à l'implémentation des nouveaux produits digitaux.

A noter que L'année 2022 est considérée comme année de référence pour le Digital et l'inclusion financière à l'échelle national et ce à la suite de la mise en place du projet national de Mobile Paiement et du projet national de Grand Facturier dont la STB était au centre de ces deux projets, vu qu'elle était la première banque acquéreur. Ces innovations viennent en complément de la mise en place de STB EveryWhere la première plateforme d'entrée en relation 100% en ligne destinée pour les jeunes et les tunisiens résidents à l'étranger.

En ce qui concerne la DATA, pilier essentiel pour de la transformation déjà amorcée, la Banque a poursuivi ses efforts de développement notamment

à travers les actions de fiabilisation des données tout en mettant l'accent sur la collecte, le traitement, la sécurisation et la protection des données à caractère personnel afin de consolider davantage cette transformation et partant asseoir une culture fondée sur les données et une approche orientée client et valeur.

Les réalisations observées au niveau DATA ont concerné :

- La mise en place d'une solution pour optimiser le processus de financements des corporates ;
- La mise en place d'une analyse des anomalies des GABs et étude du comportement d'usage ;
- L'implémentation des Api Data dans le cadre du projet assistant virtuel.

Sur le terrain de la modernisation de son **infrastructure IT**, La banque a misé sur l'alignement de cette infrastructure par référence aux besoins requis et ce, compte tenu des risques de la réglementation et de l'évolution des priorités. Le tout en adéquation avec le schéma directeur SI.

L'année 2022 a été marqué principalement par :

- La mise en place d'une infrastructure Hyper convergée (HCI) et d'une Baie de stockage Full Flash NVMe.
- L'hébergement et l'administration des infrastructures Cloud.
- La mise en place des exigences du programme SWIFT CSP année 2022.
- Le renforcement de la sécurisation des accès au SI (Authentification multifactorielle (MFA), isolation des réseaux, mise en place d'une Zone sécurisée SWIFT).
- La mise à niveau des solutions de sécurité réseau et Data Center.
- L'optimisation des performances et disponibilité des ressources de l'infrastructure du Data Center (site Principal et site de Secours)
- La mise en place des outils de supervision et de sécurisation des bases de données.

Pour ce qui est des **risques IT** et **les cybers risques**, la STB continue à les gérer à travers principalement :

- La connaissance solide des risques (et des opportunités) de l'ère du digital.

- Le développement d'une feuille de route en matière de sécurité de l'information permettant d'identifier les priorités ainsi que la gouvernance et l'efficacité organisationnelle et le pilotage des risques

Aussi, La banque a accordé une importance particulière au renforcement du rôle de la fonction de Sécurité des Systèmes d'Information avec des compétences suffisantes organisationnelles, ressources, réseau externe de manière à s'acquitter efficacement de ses missions.

Capital Humain

Au terme du mois de décembre 2022, l'effectif de la Banque a atteint 1908 collaborateurs dont 44% au siège et 56% affectés au réseau des agences et Directions Régionales. Cette répartition s'inscrit, en effet, dans le cadre de la politique de la Banque visant à donner une priorité substantielle aux métiers de vente.

En outre et tenant compte des nouvelles opérations de recrutements effectuées courant les années 2016-2021, le capital humain de la Banque a été marqué par une moyenne d'âge de 41 ans en 2022 avec une ancienneté moyenne de 15 ans et un taux de responsabilisation de 21% en 2022.

Par ailleurs, la STB a œuvré à instaurer d'une forte culture d'entreprise visant à impliquer le personnel dans les nouvelles de l'activité de la Banque et à maintenir une cohésion entre salariés de manière à créer un environnement de travail sain et épanouissant et partant à faire adhérer les collaborateurs à la «cause ultime» qui est le bien et le développement de la STB, pour le bien de tous.

Parallèlement, et dans le cadre de la poursuite des efforts soutenus pour le développement des compétences professionnelles des collaborateurs et afin de mieux accompagner la transformation des différents métiers au sein de la Banque, et l'intégration des nouveautés dans les domaines techniques, managériales, du digital, de l'analyse des données et afin de se conformer aux nouvelles règles prudentielles, des actions de formation ont été organisées au cours de l'année 2022 au profit de 861 collaborateurs soit 45,12 % de l'effectif global de la Banque.

Il convient de préciser, en ce sens, que les deux dernières années ont été marquées par le lancement de la plateforme d'apprentissage en ligne «Académie STB» permettant de répondre, en temps réel, aux besoins des collaborateurs en matière de formation et offrant actuellement des cours couvrant une panoplie de métiers. Cette plateforme est enrichie régulièrement par des liens, des MOOCs et des études sur différents sujets.

RESPONSABILITE SOCIETALE ET ENVIRONNEMENTALE – RSE -

La STB s'est toujours identifiée en tant que banque citoyenne, engagée auprès de sa communauté et toujours au service de ses parties prenantes.

Dans ce sens et en adhérant au Pacte mondial des Nations unies (UN Global Compact), la STB a exprimé son engagement pour l'atteinte des objectifs de développement durable adoptés par les nations unies et cible une attitude socialement responsable, en respect avec les principes relatifs aux droits de l'Homme, aux normes internationales du travail, à l'environnement et à la lutte contre la corruption.

Parallèlement, la STB a entamé une démarche RSE selon les normes ISO26000 avec l'accompagnement technique du Centre International des Technologies de l'Environnement de Tunis «CITET». Cette démarche a permis d'intégrer la RSE dans la stratégie de la banque et de s'engager dans une amélioration de la prise en compte des aspects ESG dans l'activité à travers un renforcement des politiques et des procédures.

A ce titre, la STB a élaboré une politique RSE qui inclut les enjeux de responsabilité sociétale suivants :

- Le financement responsable ;
- Support durable au client ;
- Gouvernance et pratiques de l'éthique ;
- Employeur de marque ;
- L'éco-responsabilité ;
- Digitalisation, protection des données et cybercriminalité.

Cette politique intègre quatre axes stratégiques qui sont déclinés en un plan stratégique 2022-2026 en cohérence avec la stratégie globale de la STB.

Les 4 axes stratégiques se présentent comme suit :

| Gouvernance | Social et Sociétal | Environnemental | Économique |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> • L'adoption d'une bonne gouvernance dans un sens de normativité et d'engagement responsable • L'adoption d'une panoplie de politiques • Renforcement des procédures | <ul style="list-style-type: none"> • Le capital humain levier de performance • L'encouragement de ses parties prenantes à adopter des modèles d'affaires plus durables, équitables et inclusifs | <ul style="list-style-type: none"> • Maîtriser les risques environnementaux et climatiques • Promouvoir l'innovation de rupture et changer les modèles d'affaires • Développer des produits verts • Encourager la transition | <ul style="list-style-type: none"> • Dynamiser le tissu entrepreneurial productif • Créer l'emploi • Créer des écosystèmes transformationnels • Mettre en place des chaînes de valeurs |

• Axe Gouvernance

La STB veille constamment à l'adoption d'une **bonne gouvernance dans un sens de normativité et d'engagement responsable** et ce, conformément à l'usage en vigueur et à la réglementation, en l'occurrence, les dispositions de la circulaire n° 2021-05 du 19 août 2021 relative au renforcement de la bonne gouvernance dans les établissements de crédit.

A cet effet, des efforts sont déployés pour la lutte contre la corruption, la lutte contre le blanchiment et les conflits d'intérêt en se dotant notamment d'une politique de gestion des conflits d'intérêt, d'un code de conduite et d'un code de déontologie qui illustrent les valeurs, les règles et les engagements, et ce dans une démarche de transparence et de redevabilité.

Par ailleurs, l'année 2022 a été marquée par l'élaboration de différentes politiques dont l'objectif est de mettre en place le cadre général de la prise en compte des enjeux environnementaux et sociaux dans la gouvernance de la banque : Politique RSE - Politique Environnementale et Sociale - Politique genre.

Concernant la protection des informations personnelles, la STB s'engage à être un acteur de confiance en préservant la confidentialité de tous les renseignements dont elle dispose, et ce à travers une Charte sur la protection des données à caractère personnel. Aussi, la banque garantit à toute personne son droit d'exercer une opposition au traitement des données à caractère personnel à des fins publicitaires ou de prospection commerciale directe en mettant à leur disposition un délégué à la protection des données de la banque.

• **Axe Social et Sociétal**

La STB est pionnière sur l'axe social. Elle œuvre à respecter les droits de l'homme dans ses interventions et la promotion de la diversité et l'égalité dans ses équipes.

La banque accompagne les carrières de ses collaborateurs à travers un plan de développement des compétences annuel. Dans ce cadre, des programmes de formation sont organisés portant sur des thématiques diverses. Aussi, lors de l'embauche, un suivi de l'intégration est assuré systématiquement.

La banque veille à la qualité des conditions de travail et à la sécurité des collaborateurs. Elle fournit des lieux de travail sûrs et un environnement de travail adéquat. Par ailleurs, de nombreuses initiatives ont été déployées pour veiller au bien-être et à la qualité de vie des collaborateurs, notamment, en leur offrant différents avantages sociaux.

Grace à une politique de recrutement basée sur le mérite et l'égalité des chances, le rajeunissement des effectifs a permis une promotion de la diversité générationnelle dans les équipes et une féminisation plus forte.

Sur le plan de discrimination, la banque favorise la diversité et adopte une culture non-discriminatoire. En termes de rémunération, elle assure l'équité salariale selon laquelle aucune discrimination entre femme et homme ne peut avoir lieu. Elle favorise, également, l'égalité hommes-femmes dans les recrutements, le déroulement des carrières et la promotion.

A la faveur de sa responsabilité sociétale, la STB a participé dans différentes actions touchant plusieurs secteurs (santé, éducation et développement durable) dont :

Le projet STAND-HTN qui vise à améliorer l'accès aux soins auprès des régions défavorisées (télémedecine) ;

Le projet de l'association «HEALTH AND PSYCHOLOGY» qui consiste à accompagner des enfants privés de milieu familial et en situation de handicap ;

L'organisation de deux caravanes de santé au gouvernorat du Kef ;

- Le projet de réhabilitation des établissements scolaires en prenant en charge «l'école Ghardaïa» et «Collège 9 Avril Menzel Bourguiba» ;

- La création d'un club de CODING et de robotique dans un établissement scolaire... ;
- Le soutien de l'inclusion financière en accordant un don d'équipement informatique recyclé à «l'Association de Développement de Sidi Thabet», un acteur dans le domaine du travail associatif et du développement.

3.Axe Environnemental

La STB intègre les aspects climatiques dans son Système de Gestion des Risques Environnementaux et Sociaux.

L'axe stratégique environnemental de la STB vise à intégrer les enjeux environnementaux dans les activités de la banque, notamment en matière de financement et d'investissement.

A ce titre, la STB a mis en place une politique Environnementale et Sociale et a entamé la mise en place d'un Système de Gestion des Risques Environnementaux et Sociaux (SGES), qui vise à identifier, évaluer et gérer les risques liés aux impacts environnementaux et sociaux des financements de la banque, ainsi que l'élaboration des procédures pour évaluer les impacts environnementaux et sociaux des projets avant de les financer.

Par ailleurs, soucieuse de la préservation de la biodiversité et de la transition énergétique, la STB a adhéré, d'une part, au projet national BIODEV2030 porté par le WWF pour la préservation de la biodiversité en Tunisie et a signé une charte qui définit son engagement pour accompagner l'émergence d'une vision commune et convenir des engagements sectoriels en faveur de la biodiversité, pour des secteurs clés de l'économie.

D'autre part, la STB a soutenu l'association ATAS «l'association tunisienne pour aider les personnes sourdes section Ben GUERDANE» en installant des panneaux photovoltaïques à son local et permettant ainsi une économie durable sur le cout de l'électricité procurant des ressources additionnelles à cette association.

Cette action, qui consacre l'harmonie entre l'impact environnemental et social, est un nouveau pas sur la longue voie empruntée par la banque pour dynamiser la transition énergétique et l'exploitation des énergies renouvelables.

La STB a également sponsorisé la 3ème édition de l'évènement «SHITANA». Il s'agit d'un évènement qui s'est déroulé à la délégation de NEFZA gouvernorat de Beja et qui a regroupé à la fois l'aspect sportif à travers un trail organisé à djebel SHITANA, l'aspect environnemental à travers des ateliers de sensibilisation sur l'importance des réserves naturelles de la région et l'aspect socio-économique à travers la promotion des produits du terroir de NEFZA.

En effet cet évènement constitue une opportunité pour contribuer à des actions de sensibilisation à la biodiversité et pour souligner l'engagement de la STB dans les régions défavorisées présentant un fort potentiel de développement d'éco-tourisme.

Enfin, et dans une optique en ligne avec la stratégie de la banque, la STB a lancé 3 nouveaux produits vert pour les particuliers et les entreprises avec des taux avantageux :

- Eco-Car : Crédit destiné à financer l'acquisition d'une voiture neuve ou d'occasion à caractère écologique (électrique ou hybride)
- Eco-Equipement : Crédit destiné à financer le matériel écologique et les travaux économiseurs d'énergies (acquisition de matériaux isolants pour habitation et travaux d'isolation, des équipements d'énergie renouvelables : Chauffe-eau solaire, Panneaux photovoltaïques, etc. ...)
- Eco-Home : Crédit destiné à financer la construction d'un logement durable.

4. Axe économique

La responsabilité économique au sein de la STB représente un axe stratégique, pas uniquement au niveau de la banque mais aussi au niveau national. Ainsi et dans sa démarche RSE, il est essentiel de revoir l'organisation des différentes activités, d'innover les modèles d'affaires, d'intégrer les Fintechs, et de créer des écosystèmes socio-économiques capables de générer des revenus et des bénéfices et de se développer avec une tendance durable.

Dans ce cadre, la STB a bien avancé dans son programme « NeO by STB » et a noué des partenariats solides dans les secteurs de L'AGRITECH, du tourisme et de la santé afin de mettre en place des blockchains, des offres de solutions d'économie d'eau et d'énergie

et de développer des solutions de transformation du secteur touristique vers un modèle d'affaire plus soutenable à l'échelle nationale et internationale et vers une offre plus adaptée aux tendances actuelles. Toujours en collaboration avec ses partenaires, la STB monte des projets et des expériences dans le domaine de la télémédecine et du télé-coaching en les liant avec le secteur du tourisme afin d'offrir une solution nationale complète d'un nouveau modèle de tourisme de santé en Tunisie.

La vision de la STB par rapport au pilier économique, permettra de soutenir l'inclusion financière, de stimuler l'égalité des chances et l'équité économique et d'assurer la pérennité et le développement des activités de ses clients d'une manière responsable et durable.

L'IMPLEMENTATION DU NOUVEAU REFERENTIEL IFRS

En 2018, le Conseil national de la comptabilité avait décidé l'adoption des normes IFRS concernant les états financiers consolidés des établissements financiers et des sociétés cotées, au titre de l'exercice 2021. Cette date a été reportée suite à la décision de son assemblée générale du 31 décembre 2021 pour retenir l'exercice 2023 comme année d'adoption des normes IFRS pour les états financiers consolidés.

De ce fait, la STB a entamé son projet d'implémentation des normes IFRS du Groupe STB avec l'assistance d'un cabinet externe en janvier 2022. Durant cette année, plusieurs actions ont été concrétisées à savoir :

1. La finalisation des travaux de diagnostic des politiques comptables des entités du groupe STB ayant une contribution significative à la performance financière du groupe.
2. Le lancement des travaux d'analyse fonctionnelle.
3. Le choix des options comptables et de la majorité des options IT de la STB : la sélection des options comptables prévues lors du premier passage aux normes IFRS, ainsi que des scénarios IT les plus adéquats pour répondre aux fonctionnalités exigées par lesdites normes, et la détermination des hypothèses de calcul des pertes de crédit attendues (ECL) en conformité à la norme IFRS 9
4. Le Lancement des travaux d'étude d'impact de l'FRS 9 sur l'exercice 2021 conformément aux lignes directives édictées par la BCT.

Actuellement, le projet est dans sa phase d'implémentation :

Un plan d'implémentation des normes IFRS est en cours d'élaboration ainsi qu'une analyse approfondie du contexte en tenant compte des exigences normatives IFRS 9 et des orientations stratégiques de la STB afin de décider au sujet des solutions technologiques.

Conformément aux exigences réglementaires, la banque est tenue d'établir un bilan consolidé IFRS au titre de l'exercice 2023 avec comme année de première adoption l'exercice 2021 (FTA).

Par ailleurs, des sessions de formation sur les normes IFRS ont été réalisées pour les Administrateurs de la Banque et les Top management pour les sensibiliser aux enjeux du projet et les impacts attendus sur les indicateurs clés de performance.

PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT

Dans une démarche d'amélioration continue et après l'achèvement du plan stratégique 2016 - 2020, la Société Tunisienne de Banque a lancé des travaux de mise en place du nouveau plan quinquennal afin de définir et élaborer sa stratégie 2021 - 2026 et atteindre les objectifs suivants :

- Améliorer le positionnement et la performance de la Banque
- Répondre efficacement aux attentes du marché
- Exploiter les leviers clés d'évolution de la Banque
- Renforcer la synergie du groupe «Groupe STB»

De ce fait, et afin de bien réussir cette mission, la Société Tunisienne de Banque a lancé un appel d'offres auprès des bureaux d'études, établis en Tunisie et à l'international, experts dans les domaines du conseil en management et le développement stratégique des institutions financières, en vue d'accompagner la Banque dans l'élaboration de sa stratégie «STB Horizon 2026». Touchant à sa fin, la mission a porté essentiellement sur :

✓ L'évaluation et le Diagnostic de la Stratégie 2016-2020

✓ L'identification du positionnement stratégique de la Banque par :

- L'évaluation approfondie de la stratégie STB 2016- 2020

- L'élaboration d'un diagnostic par rapport à l'environnement national

- La réalisation d'une étude comparative à l'échelle internationale

✓ La conception d'un programme de transformation stratégique STB Horizon 2026 qui consiste à définir :

- La vision & mission
- Les Orientations stratégiques
- Les initiatives stratégiques
- Le portefeuille des programmes / projets stratégiques

Le nouveau plan de transformation stratégique de la STB Horizon 2026 a été élaboré avec une approche combinée Top- Down et Bottom-Up dans une démarche collaborative de Co-construction à travers des entretiens bilatéraux et des focus groupes internes, et ce, en impliquant les organes de gouvernance et de Direction, les commissions opérationnelles et les équipes de réflexions stratégiques.

Pour son nouveau programme de transformation stratégique horizon 2026, la STB s'est fixée :

- ▶ Une vision d'être la meilleure banque de la place, proactive et responsable.
- ▶ Une mission de Réinventer l'expérience client et être choisie pour la qualité et l'engagement de ses équipes tout en assurant une rentabilité et un développement durable.

▶ 5 grandes orientations stratégiques à savoir :

- Développement commercial
- Offre et proximité
- Gestion des Risques et Efficacité opérationnelle
- Technologie et innovation
- More Business

▶ 12 initiatives de transformation stratégiques dont 8 initiatives business et 4 initiatives Enablers.

- ▶ Un Portefeuille Stratégique composé de 8 programmes stratégiques déclinés en 47 projets stratégiques.

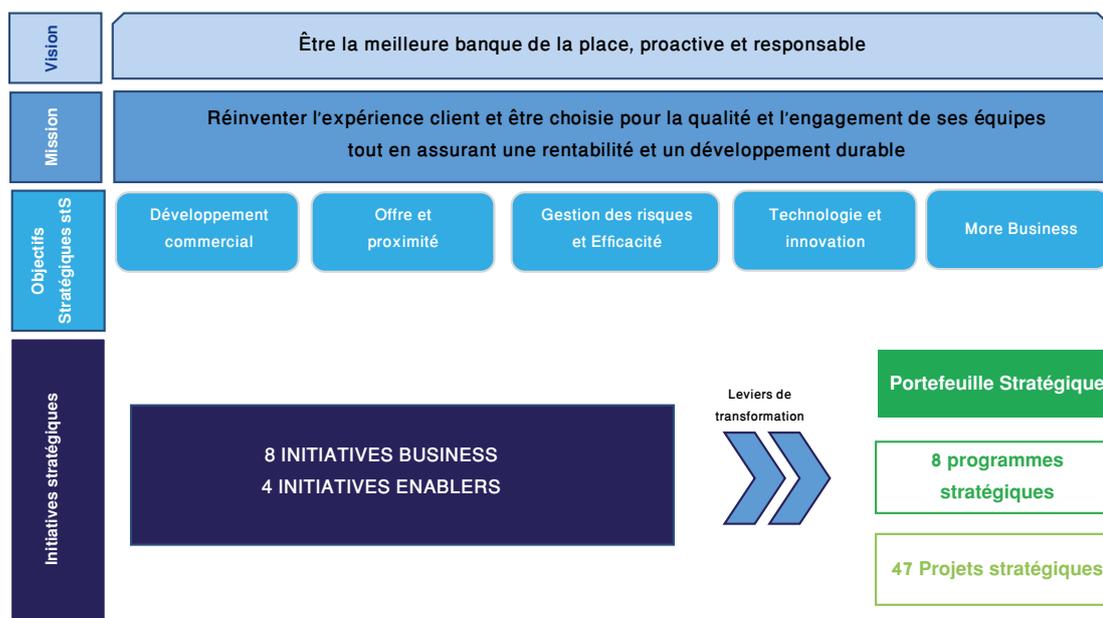
Il est à noter que pour les prochaines années, l'enjeu stratégique pour la STB consiste à renforcer sa position sur les segments à forte valeur ajoutée avec une meilleure gestion des risques, diversifier les

activités du Groupe STB dans un objectif de garantir une rentabilité saine et durable tout en s'affirmant comme un acteur engagé et responsable au service du développement durable du pays.

A cet égard, la transformation digitale, déjà entamée se présente comme un pilier d'envergure aussi bien

pour l'accroissement de la valeur ajoutée que la maîtrise des coûts.

Schématiquement le programme de Transformation Stratégique se présente comme suit :



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

ARRÊTES AU 31 DÉCEMBRE 2022

(MONTANTS EXPRIMÉS EN MILLE DINARS - mDT)

1. PRESENTATION DE LA BANQUE

La Société Tunisienne de Banque est une société anonyme régie par la loi n°2016-48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et aux établissements financiers. L'assemblée générale constitutive de la STB date du 18 Janvier 1957. Le capital social de la STB s'élève à 776.875 mDT et il est composé de 155.375.000 actions d'une valeur de 5 dinars chacune,

admise à la côte permanente de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis (BVMT).

Le siège social de la STB est sis à Avenue Hédi Nouira 1001 Tunis. Son réseau comprend 147 agences, 194 Distributeurs Automatique de Billets-DAB, 11 Direction régionales et 2 Succursales.

La structure du capital de la Banque se présente au 31 Décembre 2022 comme suit :

| Actionnaires | Nombre d'actions | Montant en mDT | % du Capital |
|-----------------------------------|--------------------|----------------|----------------|
| A - ACTIONNAIRES TUNISIENS | 153 891 933 | 769 460 | 99,05% |
| L'État Tunisien | 111 160 004 | 555 800 | 71,54% |
| Entreprises Publiques | 18 408 461 | 92 042 | 11,85% |
| Personnes Morales Privées | 10 825 786 | 54 129 | 6,9% |
| Rachat de la Banque de ses Titres | 679 987 | 3 400 | 0,44% |
| Personnes Physiques | 12 817 695 | 64 088 | 8,25% |
| B - ACTIONNAIRES ETRANGERS | 1 483 067 | 7 415 | 0,95% |
| Personnes Morales | 1 382 570 | 6 913 | 0,89% |
| Personnes Physiques | 100 497 | 502 | 0,06% |
| TOTAL | 155 375 000 | 776 875 | 100,00% |

2. RÉFÉRENTIEL D'ÉLABORATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers de la Société Tunisienne de Banque «S.T.B.» arrêtés au 31 décembre 2022 sont établis conformément aux dispositions de la loi n°96-112 du 30 décembre 1996, relative au Système Comptable des Entreprises et des normes comptables tunisiennes dont notamment les Normes Comptables sectorielles (NCT 21, 22, 23, 24 et 25) relatives aux établissements bancaires.

3. BASES DE MESURE ET PRINCIPES COMPTABLES PERTINENTS APPLIQUÉS

Les états financiers de la « S.T.B » sont élaborés sur la base de la mesure des éléments du patrimoine au coût historique. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

3.1. Comptabilisation des engagements et des revenus y afférents

3.1.1 - Les engagements hors bilan

Les engagements de financement se rapportant aux crédits à moyen et long terme, les crédits

documentaires et les garanties sous forme d'aval et cautions sont portés en hors bilan à mesure qu'ils sont contractés et sont transférés au bilan au fur et à mesure des débloquages des fonds pour leur valeur nominale.

3.1.2 - Comptabilisation des crédits à la clientèle

Les crédits nets d'escompte sont présentés au bilan pour leur valeur nominale déduction faite des intérêts décomptés d'avance et non encore courus.

Les crédits décaissés et les comptes courants débiteurs sont présentés déduction faite des intérêts et agios réservés, des produits perçus ou comptabilisés d'avance et des provisions y afférentes.

3.1.3 - Comptabilisation des revenus sur crédits à la clientèle

Les intérêts, produits assimilés ainsi que les commissions sont pris en compte en résultat de l'exercice clôt au 31 Décembre 2022 pour leurs montants rattachés au dit exercice.

Les intérêts sur crédits à court terme sont perçus d'avance et comptabilisés dans les comptes de

régularisation au moment du déblocage de ces crédits et font l'objet d'un abonnement en fin de mois, pour la partie courue.

Les intérêts impayés se rapportant à des crédits à long et moyen terme douteux (classe 2, 3 et 4), au sens de la circulaire de la «B.C.T» n° 91-24, sont constatés en intérêts réservés et sont présentés en soustractions du poste «Créances sur la clientèle». Ces intérêts sont pris en compte en résultat lors de leur encaissement effectif.

Les intérêts courus et non échus relatifs aux prêts classés parmi les actifs courants (classe 0) ou parmi les actifs nécessitant un suivi particulier (classe 1) au sens de la circulaire de la «B.C.T» n° 91-24 et dont l'encaissement effectif est raisonnablement assuré, sont portés en résultat à mesure qu'ils sont courus.

La réservation des produits sur les comptes courants débiteurs est effectuée sur la base du critère «gel du compte» et classe de risque.

Un compte est considéré gelé si la somme de ses mouvements créditeurs nets est inférieure aux agios débiteurs générés par le compte.

Les agios sur les créances contentieuses en comptes courants débiteurs clôturés ne font pas l'objet de comptabilisation.

3.1.4 - Comptabilisation des intérêts de retard

Les intérêts de retard sont constatés en produits par la «S.T.B» lors du règlement par le client ou lors de la réalisation d'une consolidation des prêts pour un client donné.

Toutefois les intérêts de retard sur créances contentieuses sont calculés, comptabilisés et réservés au niveau du module Carthago-Engagement ; Leurs montants s'élève au 31/12/2022 à 74 015 mD.

3.1.5- Les provisions sur les engagements

i. Provisions individuelles

Les provisions requises sur les engagements de la clientèle ont été déterminées conformément aux normes prudentielles de division, de couverture des risques et de suivi des engagements objet de la circulaire B.C.T n° 91- 24, telle que modifiée par les textes subséquents qui définit les classes de risques et les taux minima de provisionnement de la manière suivante :

| Classes | Description | Taux de la provision |
|---------|-----------------------------------------|----------------------|
| 0 | Actifs courants | 0% |
| 1 | Actifs nécessitant un suivi particulier | 0% |
| 2 | Actifs incertains | 20% |
| 3 | Actifs préoccupants | 50% |
| 4 | Actifs compromis | 100% |

Les taux de provisionnement par classe de risque sont appliqués au risque net non couvert, soit le montant de l'engagement déduction faite des agios réservés et de la valeur des garanties obtenues sous forme d'actifs financiers, d'immeubles hypothéqués, de garanties de l'Etat et des garanties des banques et assurances.

Les provisions sur prêts et sur comptes débiteurs sont présentées en déduction des rubriques concernées.

Les provisions sur les engagements hors bilan sont présentées dans la rubrique «Autres postes des passifs».

ii. Provisions collectives

En application de la circulaire aux banques n° 2023-02 du 24 Février 2023 portant sur Division, couverture des risques et suivi des engagements, la Banque constitue par prélèvement sur ses résultats, des provisions à caractère générale dites «Provisions Collectives» en vue de couvrir les risques latents sur les engagements courants (classe 0) et ceux nécessitant un suivi particulier (classe 1) au sens de l'article 8 de la Circulaire BCT 91-24 du 17 décembre 1991.

iii. Provisions additionnelles

En application de la circulaire aux Banques n° 2013-21 du 30 décembre 2013, la STB a constitué des provisions additionnelles sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans pour la couverture du risque net et ce, conformément aux quotités minimales suivantes :

- 40% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 3 à 5 ans ;
- 70% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 6 et 7 ans ;
- 100% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 8 ans.

3.2. Comptabilisation du portefeuille-titres et des revenus y afférents

Le portefeuille titres détenu par la Banque est classé en deux catégories : le portefeuille d'investissement et le portefeuille titres commercial.

3.2.1 - Portefeuille d'investissement et revenus y afférents

Sont classés dans le portefeuille d'investissement :

- Les titres représentant des parts de capital dans les entreprises dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la Banque (titres de participation à caractère durable) : Titres de participation, parts dans les entreprises associées et parts dans les entreprises liées ;
- Les titres à revenus fixes acquis par la Banque avec l'intention de les détenir jusqu'à leurs échéances (titres d'investissement dont notamment les emprunts obligataires) ;
- Les titres émis par l'État «Bons de trésor» acquis par la Banque avec l'intention de les détenir jusqu'à leurs échéances ;
- Les titres représentant des participations de financement ayant fait l'objet d'une convention de rétrocession mais qui ne sont pas encore définitivement cédés ;
- Les fonds gérés par les sociétés SICAR.

Les règles de comptabilisation des opérations sur ces différentes catégories de titres sont résumées comme suit :

i. Titres de participation à caractère durable

Ces titres sont comptabilisés au bilan au prix d'acquisition, frais et charges exclus.

Les participations souscrites et non libérées sont enregistrées en engagements hors bilan pour leur valeur d'émission.

Les opérations d'acquisition et de cession des titres de participation sont constatées soit à la date du transfert de propriété des titres, soit à la date d'enregistrement de la transaction à la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis. Les plus-values résultant de la cession de ces titres sont présentées au niveau du poste «Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement».

Les dividendes sur les titres détenus par la Banque sont pris en compte en résultat dès le moment où leur distribution a été officiellement approuvée.

A chaque arrêté comptable, les titres de participation font l'objet d'une évaluation à leur valeur d'usage et donnent lieu à la constitution de provisions pour

couvrir les moins-values éventuellement dégagées revêtant un caractère durable.

Cette valeur tient compte de :

- La valeur boursière de l'action pour les titres cotés ;
- La valeur mathématique calculée à partir du dernier bilan disponible pour les participations dans les projets autres qu'hôteliers ;
- La valeur mathématique calculée à partir du dernier bilan disponible corrigé compte tenu de la plus-value dégagée sur les immobilisations pour les participations dans les projets hôteliers ;
- La juste valeur tenant compte de plusieurs critères objectifs comme le prix stipulé lors de transactions récentes, la valeur mathématique, le rendement, l'importance des bénéficiaires, l'activité, l'ampleur ou la notoriété de la société et ce pour les participations dans le capital des opérateurs télécoms.

ii. Titres d'investissement à revenu fixe

Les revenus des titres à revenu fixe sont pris en compte en produits de façon étalée sur la période concernée.

Lorsque le prix d'acquisition des titres à revenus fixe est supérieur ou inférieur à leur prix de remboursement, la différence appelé selon le cas prime ou décote est incluse dans le coût d'acquisition et étalée sur la durée de vie résiduelle des titres.

A chaque arrêté comptable, il est procédé à la comparaison du coût d'acquisition des titres d'investissement à la valeur de marché.

Les plus-values latentes sur titres d'investissement ne sont pas comptabilisées. Les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable (éventuellement corrigée des amortissements ou reprises des primes ou décotes) et la valeur de marché ou la juste valeur des titres sont provisionnées.

iii. Les titres représentant des participations de financement

Les participations de financement sont considérées comme une extension de l'activité principale de financement et les plus-values résultant de leur cession sont assimilées à des intérêts et font partie des produits d'exploitation bancaire. Ces plus-values sont constatées en produits une seule fois au moment de la cession et sont présentées au niveau du poste «Revenus du portefeuille d'investissement».

Les dividendes sur les titres détenus par la Banque sont pris en compte en résultat dès le moment où leur distribution a été officiellement approuvée.

Les impayés en intérêts capitalisés (convertis en participations au capital) sont transférés des comptes de créances aux comptes de participations. Les agios réservés y afférents sont transférés au niveau des provisions sur participations.

iv. Les fonds gérés par les sociétés SICAR

Les participations sur les fonds gérés par les SICAR qui sont effectuées dans le cadre des conventions de rétrocession, sont évaluées à leur valeur d'usage et compte tenu des perspectives de recouvrement. Ainsi, il est procédé au provisionnement des participations présentant des échéances de rétrocession impayées et dont la valeur d'usage ne couvre pas le coût d'acquisition des titres.

3.2.2- Portefeuille titre commercial et revenus y afférents

Le portefeuille titre commercial détenu par la Banque est classé en deux catégories :

- Les titres de transactions : les titres caractérisés par leur liquidité et dont la durée de détention ne dépasse pas les trois mois ;
- Les titres de placement : les titres acquis avec l'intention de les détenir dans un horizon ne dépassant pas l'année.

i. Les titres de transaction :

A chaque arrêté comptable, les titres de transaction sont évalués à la valeur de marché. La valeur de marché correspond au cours en bourse moyen pondéré à la date d'arrêt ou à la date antérieure la plus récente. Les variations de cours consécutives à leur évaluation à la valeur de marché sont portées en résultat. Les revenus afférents aux titres de transaction sont portés en résultat à la réalisation.

ii. Les titres de placement :

A chaque arrêté comptable, les titres de placement doivent faire l'objet d'une évaluation à la valeur de marché pour les titres cotés et à la juste valeur pour les titres non cotés, en vue d'estimer s'il convient de constituer des provisions pour dépréciation.

Les titres sont valorisés pour chaque type de titres séparément. Les plus-values latentes mises en évidence sur certains titres ne peuvent pas

compenser des pertes latentes sur d'autres. Les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable (éventuellement corrigée des amortissements des primes et décotes) et la valeur de marché ou la juste valeur des titres donnent lieu à la constitution de provisions pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas constatées.

Les revenus afférents à ces titres sont pris en compte en résultat de façon étalée sur la période concernée.

La prime ou décote sur titres de placement est étalée sur la durée résiduelle des titres.

3.3. Comptabilisation des dépôts de la clientèle et des charges y afférentes

Les charges d'intérêts sur les dépôts et avoirs de la clientèle sont constatées par nature de dépôt de la manière suivante :

- Les intérêts sur comptes courants sont positionnés sur les comptes de la clientèle et comptabilisés trimestriellement. Les dates de valeur utilisées pour le calcul des intérêts sur comptes courants de la clientèle varient selon la nature des opérations de retrait ou de versement effectués par la clientèle, et ce conformément à le circulaire n° 91-22.
- Les intérêts sur comptes à terme sont positionnés sur les comptes de la clientèle à terme échu et font l'objet d'abonnement à chaque date d'arrêt.

3.4. Comptabilisation des ressources et des charges y afférentes

Les emprunts contractés par la Banque sont constatés au bilan au fur et à mesure des tirages effectués. Les intérêts sur emprunts sont comptabilisés parmi les charges à mesure qu'ils sont courus.

Les emprunts extérieurs libellés en monnaies étrangères sont convertis en dinars, selon le taux de change du déblocage. Le risque de fluctuation du taux de change fait l'objet d'une couverture auprès du fonds national de garantie géré par la Compagnie de réassurances «Tunis – Ré».

Les dettes libellées en monnaies étrangères sont actualisées au cours de change à la date de clôture. Le contrat de couverture, conclu avec Tunis-Ré, contre les fluctuations du taux de change est comptabilisé en tant qu'instrument de couverture, selon la norme comptable internationale IFRS 9. Il est ensuite évalué à sa juste-valeur qui correspond au risque de change encouru et estimé à la date de clôture.

3.5. Rachats d'actions propres

Conformément aux dispositions de la Norme Comptable Tunisienne 02, relative aux capitaux propres :

- Les actions propres rachetées sont présentées, au bilan, en soustraction des capitaux propres ;
- Les plus ou moins-values réalisées sur les actions propres rachetées sont comptabilisées directement en capitaux propres ;
- Les dividendes perçus sur les actions propres rachetées sont portés au compte «Résultats reportés».

3.6. Comptabilisation des opérations libellées en monnaies étrangères et du résultat de change

Les opérations de change manuel de billets de Banques sont comptabilisées quotidiennement au cours du jour de l'opération. Le résultat de change représente dans ce cas la différence entre le cours d'achat et de vente du jour concerné.

Les comptes de bilan libellés en monnaies étrangères, y compris les positions de change, font l'objet d'une réévaluation du cours fixe au cours de change en vigueur à la date d'arrêt. L'écart dégagé est enregistré dans un compte de bilan «38.391 : Écart de conversion».

3.7 - Les valeurs immobilisées et amortissements

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition compte tenu du pourcentage de récupération de la TVA de l'année précédente.

Les immobilisations sont amorties linéairement. Les taux d'amortissement appliqués par la Banque se détaillent comme suit :

| | |
|--------------------------------------------------------------|------|
| - Immeubles | 2% |
| - Matériel de transport | 20% |
| | 10% |
| - Mobilier et Matériel de bureau | 15% |
| | 20%* |
| - Matériel de sécurité, de communication et de climatisation | 10% |
| | 15% |
| - Matériel informatique | 33%* |
| - Logiciels informatiques | 33% |
| - Agencements, aménagements et installations | 10% |
| - Le droit au bail | 5% |
| - Mob-bureau hors exploitation | 10% |
| - Immeubles hors exploitation | 2% |
| - Matériel outil hors exploitation | 10% |

(*) Taux appliqué pour les acquisitions à partir du 1^{er} Janvier 2008.

La Banque a procédé au cours de l'exercice 2000 à la réévaluation des terrains et des constructions. Cette réévaluation a induit une augmentation des capitaux propres pour un montant de 37 324 mdt présenté au niveau du poste «Autres capitaux propres».

En application du § 41 la norme IAS 16 une partie du solde de l'écart de réévaluation a été transférée aux résultats reportés pour tenir compte d'une part de l'utilisation des biens réévalués et d'autre part du transfert de l'écart de réévaluation relatif aux biens cédés.

3.8 - Provisions pour indemnités de départ à la retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Une provision pour avantages du personnel est comptabilisée par la banque pour faire face aux engagements correspondants à la valeur actuelle des droits acquis par les salariés relatifs aux indemnités conventionnelles (douze mensualités) auxquelles ils seront en mesure de prétendre lors de leur départ en retraite. Elle résulte d'un calcul effectué selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetées (prévue par la Norme Comptable Internationale IAS 19, Avantages du personnel, n'ayant pas d'équivalente en Tunisie) qui prend en considération notamment le risque de mortalité, l'évolution prévisionnelle des salaires, la rotation des effectifs et un taux d'actualisation financière.

Un complément de provision est également comptabilisé pour couvrir les engagements de la Banque envers le personnel retraité en matière d'assurance sociale, en utilisant la même méthode comptable et en se basant sur des estimations de l'espérance de vie des bénéficiaires et des charges annuelles découlant du contrat d'assurance sociale.

4. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

4.1 - Modification Comptable

La STB a procédé à des redressements comptables, constatés par le biais du compte modifications comptables affectant les résultats reportés et qui s'élèvent à 11 506 MDT.

Ces redressements concernent les revenus liés à certaines opérations sur pensions livrées et bons de trésor.

4.2 - Affaire BRUNO POLI

Une action en justice a été intentée contre la banque en 2011 par Monsieur BRUNO POLI pour la restitution de bons de caisse remis à la BNDT. En date du 29/10/2015, un jugement de première instance, confirmé en appel, a été prononcé contre la banque la condamnant à restituer les bons de caisse et à défaut à régler 7 millions de Dollars. La Cour de Cassation a infirmé et renvoyé l'affaire devant la Cour d'Appel de Tunis. Une ordonnance de sursis à l'exécution a été obtenue sans consignation.

La cours d'appel a consigné de nouveau le jugement de première instance condamnant la banque à restituer les bons de caisse et à défaut à régler 7 millions de Dollars. Par conséquent, une provision pour risques a été constituée au 31 décembre 2020 pour un montant de 36 533 mdt.

Courant l'exercice 2021 et suite à la notification de l'arrêt de la cour de renvoi, la banque a de nouveau formulé un pourvoi en cassation, et a pu obtenir le sursis à l'exécution sans consignation.

Par arrêt n°39932/32 du 14/06/2022 la cour a de nouveau cassé et renvoyé l'affaire par devant la cour de renvoi.

Une demande d'enrôlement par devant la cour de renvoi a été formulée.

4.3- Radiation et cession des créances

En application du paragraphe VII quaterdecies de l'article 48 du code de l'IRPP et de l'IS, la STB a procédé à la radiation des créances bancaires irrécouvrables courant l'exercice 2022.

Et par référence à la loi n°98-4 du 2 février 1998, relative aux sociétés de recouvrement des créances, la STB a procédé à la cession des lots de créances bancaires à sa filiale STRC.

L'enveloppe totale des créances radiées et cédées s'élève à 370 740 millions de dinars dont 102 852 millions de dinars au titre des intérêts de retard.

4.4- Cotisation au Fonds de garantie de dépôt

En application de l'article 149 et suivants de la loi n°2016-48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et aux établissements financiers ainsi que les dispositions du décret n° 2017-268 du 1er février 2017 relatif à la fixation des règles d'intervention, d'organisation et de fonctionnement dudit fonds, la STB est dans l'obligation d'adhérer au fonds de garantie de dépôt moyennant une cotisation annuelle de 0,3% de l'encours de ses dépôts. La cotisation relative à l'année 2022 est de 24 813 mdt.

5. NOTES EXPLICATIVES RELATIVES AUX POSTES DU BILAN

5.1 - Caisse, et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT

Les avoirs en caisse et auprès de la BCT, CCP et TGT ont totalisé 175.533 mDT au 31/12/2022 contre 532.828 mDT au 31/12/2021, soit une diminution de -357.295 mDT.

Les différentes rubriques composant ce poste se présentent comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|-------------------|----------------|----------------|------------------|----------------|
| CAISSE | 76 305 | 78 510 | (2 205) | (2,8%) |
| Caisse en Dinars | 66 769 | 68 856 | (2 087) | (3,0%) |
| Caisse en devise | 9 536 | 9 654 | (118) | (1,2%) |
| BCT | 98 167 | 453 916 | (355 749) | (78,4%) |
| BCT en Dinars | (4 654) | 7 156 | (11 810) | (165,0%) |
| BCT en devise | 102 821 | 396 760 | (293 939) | (74,1%) |
| Facilité de dépôt | - | 50 000 | (50 000) | (100,0%) |
| CCP | 1 057 | 398 | 659 | 165,6% |
| TGT | 4 | 4 | - | - |
| Total | 175 533 | 532 828 | (357 295) | (67,1%) |

Ratio de liquidité

En application des dispositions de la circulaire BCT n°2014-14 du 10 novembre 2014, les banques sont tenues de respecter un ratio minimum de liquidité de 100% pour l'année 2022 et l'année 2021. La STB affiche ces ratios :

| Libellé | Seuil régl. | 2022 | Seuil régl. | 2021 |
|--------------------|-------------|---------|-------------|---------|
| Ratio de liquidité | 100% | 121,10% | 100% | 107,64% |

Le mouvement des provisions pour risques divers sur les avoirs auprès des établissements bancaires et financiers au cours de l'exercice se présente comme suit :

| Libellé | 2021 | Dotations | Reprises | Reclass. | 2022 |
|-----------------------------------------------------------------|--------------|-----------|--------------|----------|--------------|
| Provisions pour risques divers (Avoirs auprès de la BCT dinars) | 6 796 | - | 1 741 | | 5 055 |
| Total | 6 796 | - | 1 741 | - | 5 055 |

5.2 - Créances sur les établissements bancaires et financiers

Les créances sur les établissements bancaires et financiers ont totalisé 445.503 mDT au 31/12/2022 contre 571.397 mDT au 31/12/2021.

Les différentes rubriques composant ce poste se détaillent comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|--------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|------------------|----------------|
| Créances sur les établissements bancaires | 75 122 | 43 061 | 32 061 | 74,5% |
| Comptes courants des banques résidentes | 2 | 2 | - | - |
| Comptes courants des banques non résidentes | 75 119 | 43 058 | 32 061 | 74,5% |
| Comptes débiteurs des correspondants en dinars convertibles | 1 | 1 | - | - |
| Prêts aux établissements financiers | 299 032 | 423 044 | (124 012) | (29,3%) |
| Prêts sur le marché monétaire en Dinars | 71 849 | 322 000 | (250 151) | (77,7%) |
| Prêts hors marché en Dinars | - | - | - | - |
| Prêts sur le marché monétaire en Devises | 227 183 | 101 044 | 126 139 | 124,8% |
| Provisions sur prêts interbancaires | (1 849) | (1 616) | (233) | (14,4%) |
| Créances et prêts aux organismes financiers spécialisés | 73 175 | 106 804 | (33 629) | (1) |
| Créances et prêts aux organismes financiers spécialisés (leasing) | 44 402 | 50 582 | (6 180) | (12,2%) |
| Créances et prêts aux organismes financiers spécialisés (Tunis Ré) | 28 773 | 56 222 | (27 449) | (48,8%) |
| Créances rattachés | 23 | 104 | (81) | (77,9%) |
| Créances rattachées sur prêts interbancaires en dinars | - | 86 | (86) | (100,0%) |
| Créances rattachées sur prêts interbancaires en devises | 23 | 18 | 5 | 27,8% |
| Total | 445 503 | 571 397 | (125 894) | (22,0%) |

Les créances par exigibilité au refinancement de la BCT se présentent comme suit :

| Description | 2022 | 2021 | Variation | % |
|----------------------------------------------------------------|----------------|----------------|------------------|----------------|
| Créances sur les établissements bancaires et financiers | | | | |
| Eligibles au refinancement de la BCT (*) | 7 000 | 9 000 | (2 000) | (22,2%) |
| Non éligibles aux refinancements de la BCT (*) | 438 480 | 562 293 | (123 813) | (22,0%) |
| Total | 445 480 | 571 293 | (125 813) | (22,0%) |

(*) les chiffres de 2021 ont été retraités pour les besoins de comparabilité

La ventilation des créances sur les établissements bancaires et financiers (hors créances rattachées) selon qu'elles soient matérialisées ou non par des titres du marché interbancaire se présente comme suit :

| Description | 2022 | 2021 | Variation | % |
|----------------------------------------------------------------|----------------|----------------|------------------|----------------|
| Créances sur les établissements bancaires et financiers | | | | |
| Matérialisés par des titres du marché interbancaire | - | - | - | - |
| Non matérialisés par des titres du marché interbancaire | 445 480 | 571 293 | (125 813) | (22,0%) |
| Total | 445 480 | 571 293 | (125 813) | (22,0%) |

La ventilation des créances sur les établissements bancaires et financiers (hors créances rattachées) selon la durée résiduelle au 31/12/2022 se détaille comme suit :

| Libellé | ≤ 3 mois | 3 mois à 1 an | 1 an à 5 ans | > 5 ans | Total |
|------------------------------------------------------------------|----------------|---------------|--------------|---------|----------------|
| Créances sur les établissements bancaires | 75 122 | - | - | - | 75 122 |
| comptes courants des banques résidentes | 2 | - | - | - | 2 |
| comptes courants des banques non résidentes | 75 119 | - | - | - | 75 119 |
| comptes débiteurs des correspondants en dinars convertibles | 1 | - | - | - | 1 |
| Prêts aux établissements bancaires | 289 101 | 9 931 | - | - | 299 032 |
| Prêts sur le marché monétaire en dinars | 71 849 | - | - | - | 71 849 |
| Prêts hors marché monétaire en dinars | - | - | - | - | - |
| Prêts sur le marché monétaire en devises | 217 252 | 9 931 | - | - | 227 183 |
| Provisions sur prêts interbancaires | (1 849) | - | - | - | (1 849) |
| Prêts aux organismes financiers spécialisés (leasing) | 44 402 | - | - | - | 44 402 |
| Créances sur organismes financiers spécialisés (Tunis Ré) | 28 773 | - | - | - | 28 773 |
| Total | 435 549 | 9 931 | - | - | 445 480 |

Le mouvement des provisions pour risques divers sur les créances sur les établissements bancaires et financiers au cours de l'exercice se présente comme suit :

| Libellé | 2021 | Dotations | Reprises | Reclass | 2022 |
|----------------------------------------------------------------------------|---------------|--------------|----------|---------|---------------|
| Provisions pour risques divers (Créances sur les établissements bancaires) | 23 387 | 8 558 | - | - | 31 945 |
| Total | 23 387 | 8 558 | - | - | 31 945 |

5.3 - Créances sur la clientèle

L'évolution comparée des engagements nets entre 2022 et 2021 se présente comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|---------------------------------------------------|--------------------|--------------------|------------------|---------------|
| Comptes courants débiteurs | 1 038 016 | 994 143 | 43 873 | 4,4% |
| Crédits sur ressources spéciales | 192 797 | 148 853 | 43 944 | 29,5% |
| Les créances prises en charge par l'État | 9 440 | 13 711 | (4 271) | (31,2%) |
| Bonification prise en charge par l'État | 4 230 | 4 230 | - | - |
| Comptes courants associés | 89 770 | 89 770 | - | - |
| Autres concours à la clientèle | 11 171 012 | 10 205 578 | 965 434 | 9,5% |
| Créances à abandonner | 4 298 | 3 562 | 736 | 20,7% |
| Créances rattachées | 79 078 | 94 678 | (15 600) | (16,5%) |
| Total brut | 12 588 641 | 11 554 525 | 1 034 116 | 8,9% |
| Provisions | (1 149 164) | (1 139 962) | (9 202) | -0,8% |
| Provisions sur comptes courants | (144 889) | (150 255) | 5 366 | 3,6% |
| Provisions sur ressources spéciales | (36 576) | (34 441) | (2 135) | (6,2%) |
| Provisions sur autres concours à la clientèle | (744 744) | (770 536) | 25 792 | 3,3% |
| Provisions sur comptes courants associés | (45 552) | (45 552) | - | - |
| Provisions sur créances à abandonner | (455) | (455) | - | - |
| Provisions collectives | (176 948) | (138 723) | (38 225) | (27,6%) |
| Agios réservés | (526 542) | (646 251) | 119 709 | 18,5% |
| Agios réservés sur comptes courants | (39 828) | (47 463) | 7 635 | 16,1% |
| Agios réservés sur autres concours à la clientèle | (434 916) | (547 322) | 112 406 | 20,5% |
| Agios réservés sur comptes courants associés | (34 579) | (34 579) | - | - |
| Agios réservés sur ressources spéciales | - | - | - | - |
| Agios réservés sur créances à abandonner | (3 843) | (3 107) | (736) | (23,7%) |
| Agios réservés sur créances rattachées | (13 376) | (13 780) | 404 | 2,9% |
| Produits perçus d'avance | (52 521) | (37 174) | (15 347) | -41,3% |
| Total Net en Mdt | 10 860 414 | 9 731 138 | 1 129 276 | 11,6% |

La structure de l'encours net des créances sur la clientèle au 31/12/2022 est la suivante :

| Libellé | Encours Bruts | Provisions Individuelles | Provisions additionnelles | Agios Réservés | Pdt perçus d'avance | Encours Net |
|-----------------------------|-------------------|--------------------------|---------------------------|------------------|---------------------|-------------------|
| C/C Débiteurs | 1 038 016 | (110 436) | (34 453) | (39 828) | - | 853 299 |
| C/ Ressources spéciales | 192 797 | (32 936) | (3 640) | - | - | 156 221 |
| Comptes courants associés | 89 770 | (32 152) | (13 400) | (34 579) | - | 9 639 |
| Autres conc. à la clientèle | 11 184 682 | (472 097) | (272 647) | (434 916) | (52 521) | 9 952 501 |
| Créances à abandonner | 4 298 | (455) | - | (3 843) | - | - |
| Créances rattachées | 79 078 | - | - | (13 376) | - | 65 702 |
| Total | 12 588 641 | (648 076) | (324 140) | (526 542) | (52 521) | 11 037 362 |
| Provisions collectives | | | | | | (176 948) |
| Encours net | | | | | | 10 860 414 |

L'encours brut des créances sur la clientèle hors impayés et créances rattachées est ventilé selon la durée résiduelle comme suit :

| Libellé | < 3 mois | 3 mois à 1 an | 1 an à 5 ans | > 5 ans | Encours Brut |
|----------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|
| C/C Débiteurs | 1 038 016 | - | - | - | 1 038 016 |
| Autres concours à la clientèle | 2 592 849 | 2 250 789 | 3 581 655 | 1 360 266 | 9 785 559 |
| Crédits sur ressources spéciales | 3 262 | 13 337 | 83 534 | 53 146 | 153 279 |
| Total 2022 | 3 634 127 | 2 264 126 | 3 665 189 | 1 413 412 | 10 976 854 |

Agios réservés : Les comptes d'agios réservés arrêtés au 31/12/2022 se détaillent comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|------------------------------------------------------------|------------------|------------------|----------------|--------------|
| Agios réservés sur C/C | (39 828) | (47 463) | 7 635 | 16,1% |
| Agios réservés sur Avals et Cautions | (3 721) | (3 468) | (253) | (7,3%) |
| Agios réservés sur intérêts crédits moyen terme ordinaires | (130 042) | (148 083) | 18 041 | 12,2% |
| Agios réservés sur intérêts crédits moyen terme consolidés | (225 980) | (227 040) | 1 060 | 0,5% |
| Agios réservés sur crédits garantis par l'État | (1 158) | (1 448) | 290 | 20,0% |
| Agios réservés sur C/C Associés | (34 579) | (34 579) | - | - |
| Intérêts de retard réservés sur créances contentieuses | (74 015) | (167 283) | 93 268 | 55,8% |
| Agios réservés/ créances à abandonner | (3 843) | (3 107) | (736) | (23,7%) |
| Agios réservés sur créances rattachées | (13 376) | (13 780) | 404 | 2,9% |
| Sous Total | (526 542) | (646 251) | 119 709 | 18,5% |
| Agios réservés sur créances prises en charge par l'État | - | (2 519) | 2 519 | 100,0% |
| Total | (526 542) | (648 770) | 122 228 | 18,8% |

Les intérêts de retard réservés sur créances contentieuses sont calculés et comptabilisés automatiquement par le système ils s'élèvent au 31/12/2022 à 74.015 mille dinars.

| Libellé | 2021 | Dotations | Reprises | Reclass | 2022 |
|-----------------------------------------------|--------------------|------------------|----------------|-------------|--------------------|
| Provisions sur comptes courants | (150 255) | (36 269) | 39 787 | 1 848 | (144 889) |
| Provisions sur ressources spéciales | (34 441) | (7 147) | 7 636 | (2 624) | (36 576) |
| Provisions sur autres concours à la clientèle | (770 536) | (166 055) | 191 164 | 683 | (744 744) |
| Provisions sur comptes courants associés | (45 552) | - | - | - | (45 552) |
| Provisions sur créances à abandonner | (455) | - | - | - | (455) |
| Provisions collectives | (138 723) | (38 225) | - | - | (176 948) |
| Total | (1 139 962) | (247 696) | 238 587 | (93) | (1 149 164) |

| Libellé | 2021 | Dotations | Reprises | Reclass | 2022 |
|-----------------------------------------------------------------|--------------------|------------------|----------------|-------------|--------------------|
| Provisions individuelles sur créances douteuses à la clientèle | (600 445) | (160 008) | 112 638 | (261) | (648 076) |
| Provisions additionnelles sur créances douteuses à la clientèle | (400 794) | (49 463) | 125 949 | 168 | (324 140) |
| Provisions collectives | (138 723) | (38 225) | - | - | (176 948) |
| Total | (1 139 962) | (247 696) | 238 587 | (93) | (1 149 164) |

- Eligibilité au refinancement de la Banque Centrale

Les créances (après décote) éligibles au refinancement de la banque centrale se présentent comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|-------------------------------------|-----------|---------|-----------|-------|
| Créances éligibles au refinancement | 1 321 575 | 933 849 | 387 726 | 41,5% |

5.3.1 - Garanties

Les garanties retenues par la Banque pour la détermination des provisions sur les engagements sont arrêtées dans certains cas en l'absence d'un inventaire des documents juridiques les justifiant (certificats de propriété, attestation AFT, AFI....).

5.3.2 - Provisions additionnelles

En application des dispositions de la circulaire BCT n°2013-21 du 30 décembre 2013, la STB a constitué une reprise nette sur provisions additionnelles de l'ordre de 76 654 mille dinars au titre de l'exercice 2022, sur les engagements ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans.

Le solde des provisions additionnelles s'élève au 31 décembre 2022 à 324 140 mille dinars.

5.3.3 – Provisions collectives

En application de la circulaire aux banques n° 2023-02 du 24 Février 2023 portant sur Division, couverture des risques et suivi des engagements, la Banque a constitué par prélèvement sur les résultats de l'exercice 2022, des provisions à caractère générale

dites «Provisions Collectives» en vue de couvrir les risques latents sur les engagements courants (classe 0) et ceux nécessitant un suivi particulier (classe 1) au sens de l'article 8 de la Circulaire BCT 91-24 du 17 décembre 1991.

5.3.4– Créances consolidées et prises en charge par l'État sans intérêts

Les créances prises en charges par l'État sont les créances de certaines entreprises publiques prises en charge par l'État dans le cadre de la loi de finances pour l'année 1999 et dont l'encours totalise la somme de 9 440 mille dinars. Ces créances ont été consolidées sur une période de 20 à 25 ans, sans intérêts et avec la garantie de l'État.

5.4 – Portefeuille titres commercial

Le solde de ce poste s'élève 906.582 mDT au 31/12/2022 contre 612.349 mDT au 31/12/2021. Le portefeuille-titres commercial est composé de titres à revenus fixes émis par l'État et de titres à revenus variables.

| Libellé | 2021 | Acquisition/ Dotation | Cession/ Liquidation/ Reprise | Reclassement | 2022 |
|-------------------------------------------------------------|----------------|--------------------------|-------------------------------------|--------------|----------------|
| I- Titres de placement | 608 242 | 100 292 | (41 350) | - | 667 184 |
| 1.1 Titres émis par l'Etat et les organismes publics | 608 242 | 100 292 | (41 350) | - | 667 184 |
| Valeurs brutes | 630 055 | 100 292 | (39 528) | | 690 819 |
| Créances et dettes rattachées ^(*) | 22 261 | - | (1 220) | - | 21 041 |
| Décote | (44 074) | - | (602) | - | (44 676) |
| II- Titres de transactions | 4 107 | 244 814 | (9 523) | - | 239 398 |
| 2.1 Titres de transaction à revenu fixe | 4 107 | 244 814 | (9 523) | - | 239 398 |
| Bons du trésor | 4 408 | 244 814 | (4 408) | - | 244 814 |
| Créances et dettes rattachées | (301) | - | (5 115) | - | (5 416) |
| Total net | 612 349 | 345 106 | (50 873) | - | 906 582 |

(*) Données au 31/12/2021 retraitées pour des besoins de comparabilité.

5.5 – Portefeuille d'investissement

La valeur du portefeuille titres d'investissement s'élève à 1.455.603 mDT au 31/12/2022 contre 1.258.378 mDT au 31/12/2021 et se détaille comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|--------------------------------------------------------|------------------|------------------|----------------|---------------|
| BTA d'investissement | 798 100 | 798 100 | - | - |
| Décote/primes sur BTA d'investissement | (12 598) | (17 467) | 4 869 | 27,9% |
| Créances rattachées | 25 527 | 25 527 | - | - |
| Total BTA d'investissement | 811 029 | 806 160 | 4 869 | 0,6% |
| Emprunts obligataires | 16 326 | 103 696 | (87 370) | (84,3%) |
| Emprunt national | 278 000 | - | 278 000 | - |
| Provisions Emprunts obligataires | (2 650) | (2 650) | - | - |
| Créances rattachées | 8 108 | 2 688 | 5 420 | 201,6% |
| | - | - | - | - |
| Total autres titres d'investissement | 299 784 | 103 734 | 196 050 | 189,0% |
| Fonds gérés SICAR | 93 678 | 96 235 | (2 557) | (2,7%) |
| Provisions Fonds gérés | (57 441) | (57 401) | (40) | (0,1%) |
| Total Fonds gérés | 36 237 | 38 834 | (2 597) | (6,7%) |
| parts dans les fonds commun de placement | 49 146 | 49 146 | - | - |
| Provisions sur parts dans les FCP | - | (996) | 996 | 100,0% |
| Total FCP | 49 146 | 48 150 | 996 | 2,1% |
| Parts dans les entreprises liées | 216 009 | 195 179 | 20 830 | 10,7% |
| Parts dans les entreprises associées et co-entreprises | 50 831 | 41 591 | 9 240 | 22,2% |
| Titres de participations | 123 480 | 151 556 | (28 076) | (18,5%) |
| Participations en rétrocession | 18 056 | 18 416 | (360) | (2,0%) |
| Sociétés en liquidation | 30 | 30 | - | - |
| Provisions titres de participation | (148 667) | (144 940) | (3 727) | (2,6%) |
| Créances et dettes rattachées | (332) | (332) | - | - |
| Total Titres de participation | 259 407 | 261 500 | (2 093) | (0,8%) |
| Total général | 1 455 603 | 1 258 378 | 197 225 | 15,7% |

Les mouvements par catégorie de titres classés dans le portefeuille d'investissement sont retracés dans le tableau suivant :

| Description | 2021 | Souscription | Cession / remboursement / restitution | Résultats capitalisés | 2022 |
|--------------------------------------------------------|------------------|----------------|---------------------------------------------|--------------------------|------------------|
| BTA d'investissement | 798 100 | 4 464 | (4 464) | - | 798 100 |
| Emprunts obligataires | 103 696 | - | (12 370) | - | 16 326 |
| Emprunt national | - | 203 000 | - | - | 278 000 |
| Fonds gérés SICAR | 96 235 | - | (3 109) | 551 | 93 678 |
| Fonds commun de placement | 49 146 | - | - | - | 49 146 |
| Titres de participation | 151 556 | - | (28 077) | - | 123 480 |
| Parts dans les entreprises associées et co-entreprises | 41 591 | 9 404 | (164) | - | 50 831 |
| Parts dans les entreprises liées | 195 179 | 20 830 | - | - | 216 009 |
| Société en liquidation | 30 | - | - | - | 30 |
| Participation en rétrocession | 18 416 | - | (360) | - | 18 056 |
| Total en mDT | 1 453 949 | 237 698 | (48 544) | 551 | 1 643 656 |

La ventilation des titres d'investissement hors BTA au 31/12/2022 en titres cotés et titres non cotés est comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|----------------------------|----------------|----------------|----------------|--------------|
| Titres non cotés | 805 902 | 595 584 | 210 318 | 35,3% |
| Titres cotés | 38 349 | 58 961 | (20 612) | (35,0%) |
| Titres OPCVM | 1 305 | 1 305 | - | - |
| Valeur Brute en mDT | 845 556 | 655 850 | 189 706 | 28,9% |

La liste des principales entreprises filiales au 31/12/2022 se détaille comme suit :

| Filiales | Quote part du capital détenu par la «S.T.B» | Valeur Comptable Brute | Provision | Valeur Comptable Nette |
|----------------------------|---------------------------------------------|------------------------|-----------|------------------------|
| SECTEUR FINANCIER | | | | |
| STRC | 91,93% | 36 462 | 0 | 36 462 |
| STB SICAR | 81,99% | 16 205 | 0 | 16 205 |
| STB INVEST | 92,00% | 36 986 | 0 | 36 986 |
| STB-FINANCE | 61,34% | 4 749 | 0 | 4 749 |
| BFT | 78,18% | 3 535 | 3 535 | 0 |
| TF Bank | 49,99% | 56 370 | 25 944 | 30 426 |
| SECTEUR TOURISTIQUE | | | | |
| SKANES PALACE INTERNATIO | 99,76% | 6 180 | 6 180 | 0 |
| AFRICA SOUSSE | 96,94% | 9 050 | 9 050 | 0 |
| ED-DKHILA | 61,21% | 3 221 | 0 | 3 221 |
| CIE HOTELI CENTRES VILLES | 59,32% | 2 100 | 2 488 | -388 |
| SECTEUR BATIMENT | | | | |
| IMMOBILIERE DE L'AVENUE | 84,71% | 7 461 | 2 324 | 5 137 |
| SECTEUR SERVICES | | | | |
| STE LA GENERALE DE VENTE | 50,00% | 2 000 | 0 | 2 000 |
| ACTIVHOTELS | 97,57% | 28 084 | 7 515 | 20 569 |

Le portefeuille investissement comprend les Fonds Gérés par la société «STB SICAR» d'une valeur brute totale de 93 678 mDT, et qui ont été provisionnés à hauteur de 57 441 mDT. Le solde des fonds gérés se détaille comme suit :

| Fonds gérés | Fonds initial | Résultat capitalisés | Remboursements Antérieurs | Particip. en rétrocession | Particip. directes | Titres SICAV | Solde 2022 |
|--------------|----------------|----------------------|---------------------------|---------------------------|--------------------|---------------|---------------|
| FG STB 1 | 8 000 | -1 121 | 2 180 | 2 216 | 2 094 | 55 | 4 699 |
| FG STB 2 | 8 000 | 1 386 | 4 331 | 4 402 | 299 | 175 | 5 055 |
| FG STB 3 | 5 000 | 897 | 2 077 | 2 537 | 1 000 | 52 | 3 820 |
| FG STB 4 | 6 500 | 1 201 | 2 008 | 5 772 | 120 | 731 | 5 693 |
| FG STB 5 | 6 824 | 1 576 | 2 931 | 5 108 | 533 | 149 | 5 469 |
| FG STB 6 | 2 707 | 151 | 2 172 | 1 326 | 80 | 93 | 686 |
| FG STB 7 | 800 | 74 | 140 | 265 | 390 | 96 | 734 |
| FG STB 8 | 6 752 | 3 175 | 4 082 | 2 720 | 3 032 | 1 412 | 5 845 |
| FG STB 9 | 4 800 | 269 | 760 | 3 931 | - | 267 | 4 309 |
| FG STB 10 | 8 748 | 166 | 247 | 8 523 | - | 165 | 8 667 |
| FG STB 11 | 6 000 | 551 | 733 | 4 821 | 83 | 602 | 5 818 |
| FG STB 12 | 9 898 | 1 313 | 406 | 5 998 | 1 526 | 2 105 | 10 805 |
| FG ID 1 | 2 000 | 862 | 1 630 | 1 289 | - | 40 | 1 232 |
| FG ID 2 | 2 000 | 218 | 957 | 1 639 | - | 54 | 1 261 |
| FG ID 3 | 5 436 | 1 155 | 2 839 | 3 684 | 140 | 93 | 3 752 |
| FG ID 4 | 360 | 30 | 28 | 335 | - | 30 | 362 |
| FG ID 5 | 1 133 | 271 | 173 | 967 | - | 311 | 1 231 |
| FG ID 6 | 4 000 | 442 | 1 023 | 2 546 | - | 958 | 3 419 |
| FG STB 14 | 10 000 | 293 | 0 | 8 000 | - | 1 341 | 10 293 |
| FG STB 15 | 10 000 | 528 | 0 | 6 150 | - | 2 843 | 10 528 |
| Total | 108 958 | 13 437 | 28 717 | 72 229 | 9 297 | 11 572 | 93 678 |

Au 31 Décembre 2022, la situation des emplois sur les Fonds Gérés se détaille comme suit :

| Fonds Gérés | 2022 | 2021 | Variation | % |
|----------------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|--------------|
| Comptes courants des banques résidentes | 658 | 16 | 642 | 4012,5% |
| Actions (placement) | 2 049 | 2 596 | (547) | (21,1%) |
| Parts dans les OPCVM | 11 573 | 15 381 | (3 808) | (24,8%) |
| Autres titres de participation | 4 293 | 2 579 | 1 714 | 66,5% |
| Participations en rétrocession | 81 525 | 82 917 | (1 392) | (1,7%) |
| Créances rattachées aux participations en rétrocession | 723 | 723 | - | - |
| Débiteurs divers | 2 049 | 252 | 1 797 | 713,1% |
| Provisions sur participations en rétrocession | (60 013) | (59 192) | (821) | (1,4%) |
| Avoirs en comptes des établissements bancaires en dinars | (15) | (15) | - | - |
| Créditeurs divers | (6 606) | (6 423) | (183) | (2,8%) |
| Total | 36 236 | 38 834 | -2 598 | -6,7% |

5.6 – Valeurs immobilisées

Les valeurs immobilisées nettes s'élèvent à 136.218 mDT au 31/12/2022. Les mouvements enregistrés au cours de l'exercice 2022 se détaillent comme suit :

| Libellé | Valeur Brute 2021 | Acquisition/ Cession 2022 | ajustement valeur brute /ex antérieurs | Valeur Brute 2022 | Amort 2021 | Dotation / Prov. 2022 | ajustement amortissements/ ex antérieurs | Amort 2022 | Valeur Nette 2022 |
|--------------------------------------|-------------------|---------------------------|----------------------------------------|-------------------|------------------|-----------------------|------------------------------------------|------------------|-------------------|
| Immobilisations Incorporelles | 34 834 | 3 874 | - | 38 708 | (28 738) | (3 679) | - | (32 417) | 6 291 |
| Logiciel informatique | 34 777 | 3 874 | 0 | 38 651 | (28 738) | (3 679) | - | (32 417) | 6 234 |
| Droit au bail | 57 | - | 0 | 57 | - | - | - | - | 57 |
| Immobilisations Corporelles | 290 597 | 17 459 | - | 308 056 | (171 765) | (9 600) | 3 236 | (178 129) | 129 927 |
| Terrains | 38 844 | - | 0 | 38 844 | - | - | - | - | 38 844 |
| Constructions | 73 027 | - | 0 | 73 027 | (37 844) | (1 467) | - | (39 312) | 33 715 |
| Mobilier de bureaux | 8 961 | 1 524 | 0 | 10 485 | (6 969) | (619) | - | (7 588) | 2 897 |
| Matériel de transport | 3 151 | - | 0 | 3 151 | (1 335) | (554) | - | (1 889) | 1 262 |
| Matériel informatique | 49 795 | 4 200 | 0 | 53 995 | (48 992) | (2 459) | - | (51 451) | 2 544 |
| Matériel de communication | 2 061 | 2 | 0 | 2 063 | (1 310) | (21) | - | (1 331) | 732 |
| Matériel de bureaux | 18 025 | 536 | 0 | 18 561 | (17 173) | (523) | - | (17 696) | 865 |
| Matériel de sécurité | 6 077 | 1 450 | 0 | 7 527 | (3 636) | (436) | - | (4 072) | 3 455 |
| Matériel de climatisation | 6 088 | 8 | 0 | 6 095 | (5 506) | (136) | - | (5 642) | 453 |
| Agencements, amén. et instal. | 55 244 | 9 526 | 0 | 64 771 | (38 381) | (3 373) | - | (41 753) | 23 018 |
| Mob- bureau hors expl | 33 | - | 0 | 33 | (31) | - | - | (31) | 2 |
| Mat-outil hors exploit | 403 | - | 0 | 403 | (359) | (12) | - | (371) | 32 |
| Immeubles hors exploit | 28 229 | (185) | 0 | 28 044 | (10 229) | - | 3 236 | (6 993) | 21 051 |
| Imm. En attente affectation | 659 | 398 | 0 | 1 057 | - | - | - | - | 1 057 |
| TOTAL | 325 431 | 21 333 | - | 346 764 | (200 503) | (13 279) | 3 236 | (210 546) | 136 218 |

5.7 – Autres actifs

Au 31/12/2022, les autres postes d'actif totalisent 707.695 mDT contre 656.179 mDT au 31/12/2021 et se détaillent comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|------------------------------------------------------------|----------------|----------------|---------------|-------------|
| Prêts et avances au personnel | 184 853 | 169 447 | 15 406 | 9,1% |
| Frais médicaux à récupérer | 3 147 | 3 147 | - | - |
| État, impôt et taxes | 83 820 | 77 171 | 6 649 | 8,6% |
| Stocks divers | 5 353 | 3 274 | 2 079 | 63,5% |
| Différence de change à la charge de l'état | 178 | 39 | 139 | 356,4% |
| Siège, succursales et agences Actif | 10 946 | 31 921 | (20 975) | (65,7%) |
| Comptes de régularisation actif | 128 320 | 163 238 | (34 918) | (21,4%) |
| Valeurs présentées à la compensation | 81 997 | 60 663 | 21 334 | 35,2% |
| Effets financiers en recette | 107 | 107 | - | - |
| Débits à régulariser | 761 | 812 | (51) | (6,3%) |
| Charges payées d'avance | 621 | 1 026 | (405) | (39,5%) |
| Produits à recevoir | (2 403) | (281) | (2 122) | (755,2%) |
| Créances cédées | 2 081 | 2 361 | (280) | (11,9%) |
| Différence PF encaissement exigible après encaissement (1) | 18 084 | 18 071 | 13 | 0,1% |
| Autres comptes d'actif | 189 830 | 125 183 | 64 647 | 51,6% |
| TOTAL | 707 695 | 656 179 | 51 516 | 7,9% |

(1) La rubrique portefeuille encaissement exigible après encaissement présente un solde débiteur de 18 083 mDT. Ce solde est le résultat de la compensation entre plusieurs comptes d'actif et de passif relatifs aux valeurs à l'encaissement et les valeurs exigibles après encaissement.

Le détail de cette rubrique se présente comme suit :

| Nature | 2022 | 2021 | Variation | % |
|--------------------------------------|---------------|---------------|-----------|-----------|
| Valeur à l'encaissement | 129 242 | 173 020 | (43 778) | (25,3%) |
| Valeurs exigibles après encaissement | (111 159) | (154 949) | 43 790 | 28,3% |
| Total | 18 083 | 18 071 | 12 | 0% |

(2) Les soldes des comptes en devises sont convertis en dinars à chaque date d'arrêtée en appliquant le cours moyen à cette date. L'écart de conversion dégagé compensé avec les soldes des comptes de positions et de contre valeurs position de change est provisionné à hauteur de 50% s'il présente un solde débiteur.

Le détail des provisions constatées sur les éléments des autres actifs est le suivant :

| Libellé | Provision 2021 | Dotations 2022 | Reprises 2022 | Provision 2022 |
|--------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|---------------|------------------|
| Prêts au personnel | (1 732) | - | - | (1 732) |
| État, impôt et taxes | (829) | - | - | (829) |
| Stock divers | (28) | - | - | (28) |
| Écart de conversion | (12 105) | - | - | (12 105) |
| Comptes de régularisation active | (8 133) | - | - | (8 133) |
| Valeurs présentées à la compensation | (156) | - | 71 | (85) |
| Effets financiers en recette | (111) | - | - | (111) |
| Débits à régulariser | (1 069) | - | 25 | (1 044) |
| Charges payées d'avance | (134) | - | - | (134) |
| Créances cédées | (2 137) | - | - | (2 137) |
| Différence PF encaissement exigible après encaissement | (471) | - | - | (471) |
| Litiges | (59 983) | (11 322) | 5 709 | (65 596) |
| Autres | (11 230) | (82) | 98 | (11 213) |
| Total | (98 118) | (11 404) | 5 903 | (103 619) |

5.8 – Banque central et CCP

Au 31/12/2022 ce poste totalise 1.517.934 mDT contre 1.461.625 mDT au 31/12/2021. Ce poste se détaille comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|-------------------------------|------------------|------------------|---------------|-------------|
| Appel d'offre | 1 131 000 | 1 427 000 | (296 000) | (20,7%) |
| Facilité de prêt | 420 000 | - | 420 000 | - |
| Utilisations auprès de la BCT | (34 744) | 33 278 | (68 022) | (204,4%) |
| Dettes rattachées | 1 678 | 1 347 | 331 | 24,6% |
| TOTAL | 1 517 934 | 1 461 625 | 56 309 | 3,9% |

5.9 – Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers

Au 31/12/2022 ce poste totalise 535.322 mDT contre 545.024 mDT au 31/12/2021. Sa répartition par nature d'établissement bancaire et financier est la suivante :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|------------------------------------------------------|----------------|----------------|-----------------|----------------|
| Comptes à vue des établissements bancaires | 75 972 | 49 479 | 26 493 | 53,5% |
| - Banques de dépôts | 1 | 1 | - | - |
| - Banques non résidentes | 75 971 | 49 478 | 26 493 | 53,5% |
| Emprunts auprès des établissements bancaires | 420 109 | 470 167 | (50 058) | (10,6%) |
| - Emprunts en dinars | 168 500 | 209 000 | (40 500) | (19,4%) |
| - Emprunts en devises | 251 609 | 261 167 | (9 558) | (3,7%) |
| Avoir en compte des établissements financiers | 37 637 | 23 346 | 14 291 | 61,2% |
| Dettes rattachées | 1 604 | 2 032 | (428) | (21,1%) |
| Total | 535 322 | 545 024 | (9 702) | (1,8%) |

La ventilation des emprunts des établissements bancaires et financiers selon la matérialisation des emprunts par des titres du marché interbancaires.

| Description | 2022 | 2021 | Variation | % |
|---------------------------------|----------------|----------------|----------------|---------------|
| Matérialisés par des titres | - | - | - | - |
| Non matérialisés par des titres | 535 322 | 545 024 | (9 702) | (1,8%) |
| Total | 535 322 | 545 024 | (9 702) | (1,8%) |

La ventilation des dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers (hors dettes rattachées) selon la durée résiduelle au 31/12/2022 se détaille comme suit :

| Description | ≤ 3 mois | Entre 3 mois et 1 an | Entre 1 an et 5 ans | > 5 ans | Total |
|------------------------------------------------------|----------------|----------------------|---------------------|---------|----------------|
| Comptes à vue des établissements bancaires | 75 972 | - | - | - | 75 972 |
| - Banques de dépôts | 1 | - | - | - | 1 |
| - Banques non résidentes | 75 971 | - | - | - | 75 971 |
| Emprunts auprès des établissements bancaires | 325 605 | 94 504 | - | - | 420 109 |
| - Emprunts en dinars | 168 500 | - | - | - | 168 500 |
| - Emprunts en devises | 157 105 | 94 504 | - | - | 251 609 |
| Avoir en compte des établissements financiers | 37 637 | - | - | - | 37 637 |
| Dettes rattachées | 1 604 | - | - | - | 1 604 |
| Total | 440 818 | 94 504 | - | - | 535 322 |

5.10 – Dépôts et avoirs de la clientèle

Le solde de ce poste s'élève à 9.863.202 mDT au 31/12/2022 contre 9.047.593 mDT au 31/12/2021. Les dépôts se détaillent comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|-----------------------------------|------------------|------------------|----------------|-------------|
| Dépôts à vue | 2 652 164 | 2 616 904 | 35 260 | 1,3% |
| Dépôts épargne | 3 870 738 | 3 585 871 | 284 867 | 7,9% |
| Compte à terme | 776 985 | 608 453 | 168 532 | 27,7% |
| Comptes en dinars convertibles | 124 272 | 108 603 | 15 669 | 14,4% |
| Dépôts en devises | 781 666 | 841 117 | (59 451) | (7,1%) |
| Placements en devises | 264 322 | 266 122 | (1 800) | (0,7%) |
| Bons de caisse | 686 193 | 586 999 | 99 194 | 16,9% |
| Autres sommes dues à la clientèle | 276 383 | 184 331 | 92 052 | 49,9% |
| Dettes rattachées | (8 521) | (12 807) | 4 286 | 33,5% |
| Certificats de dépôts | 439 000 | 262 000 | 177 000 | 67,6% |
| Total | 9 863 202 | 9 047 593 | 815 609 | 9,0% |

La ventilation des dépôts et avoirs de la clientèle selon la durée résiduelle hors dettes rattachées se détaille comme suit :

| Libellé | Inf à 3 mois | 3 mois à 1 an | de 1 an à 5 ans | de 5 ans à plus | Encours brut |
|------------------------------------------|------------------|----------------|-----------------|-----------------|------------------|
| Dépôts à vue | 3 678 004 | 144 421 | - | - | 3 822 425 |
| Dépôts à vue dinars | 2 652 164 | - | - | - | 2 652 164 |
| Comptes en dinars convertibles | 124 272 | - | - | - | 124 272 |
| Comptes en devises | 781 666 | - | - | - | 781 666 |
| Placement en devises | 119 902 | 144 421 | - | - | 264 323 |
| Dépôts épargne | 3 870 738 | - | - | - | 3 870 738 |
| Comptes spéciaux d'épargne | 3 827 530 | - | - | - | 3 827 530 |
| Autres comptes d'épargne | 43 208 | - | - | - | 43 208 |
| Dépôts à terme | 949 377 | 746 283 | 206 517 | - | 1 902 177 |
| Compte à terme | 384 496 | 305 115 | 87 374 | - | 776 985 |
| Bons de caisse | 226 381 | 340 668 | 119 143 | - | 686 192 |
| Certificats de dépôts | 338 500 | 100 500 | - | - | 439 000 |
| Autres sommes dues à la clientèle | 276 383 | - | - | - | 276 383 |
| Total | 8 774 502 | 890 704 | 206 517 | - | 9 871 723 |

La ventilation des dépôts et avoirs des dépôts de la clientèle selon la nature de la relation au 31/12/2022 se détaille comme suit :

| Libellé | Entreprises liées | Entreprises associées | Co-entreprises | Autres | Total |
|-----------------------------------|-------------------|-----------------------|----------------|------------------|------------------|
| Dépôts à vue dinars | 14 969 | - | - | 2 761 467 | 2 776 436 |
| Comptes en devises | - | 1 183 | - | 780 483 | 781 666 |
| Placement en devises | - | - | - | 264 322 | 264 322 |
| Dépôts épargne | - | - | - | 3 870 738 | 3 870 738 |
| Compte à terme | 36 640 | 8 400 | - | 731 945 | 776 985 |
| Bons de caisse | - | - | - | 686 193 | 686 193 |
| Certificats de dépôts | 2 000 | 25 000 | - | 412 000 | 439 000 |
| Autres sommes dues à la clientèle | - | - | - | 276 383 | 276 383 |
| Total | 53 609 | 34 583 | - | 9 783 531 | 9 871 723 |

5.11 – Emprunts et ressources spéciales

Le solde de ce poste totalise 631.433 mDT au 31/12/2022 contre 495.760 mDT au 31/12/2021 et se répartit comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|---------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|--------------|
| Emprunts obligataires & privés | 319 617 | 257 450 | 62 167 | 24,1% |
| Ressources spéciales | 275 289 | 220 564 | 54 725 | 24,8% |
| Ressources budgétaires | 88 629 | 78 404 | 10 225 | 13,0% |
| Ressources extérieures | 186 660 | 142 160 | 44 500 | 31,3% |
| Intérêts sur emprunts obligataires | 42 295 | 22 740 | 19 555 | 86,0% |
| Intérêts à payer sur ressources extérieures | 2 390 | 1 908 | 482 | 25,3% |
| Dettes rattachées | 388 | 388 | - | - |
| Écart de conversion sur emprunt | (8 546) | (7 290) | (1 256) | (17,2%) |
| Total | 631 433 | 495 760 | 135 673 | 27,4% |

(*) La couverture contre la fluctuation de taux de change est couverte par le fonds national de garantie géré par Tunis Ré.

(a) Emprunts obligataires & privés

La ventilation des emprunts obligataires et privés selon la durée résiduelle au 31/12/2022 se détaille comme suit :

| Description | ≤ 3 mois | [3 mois 1 an] | [1 an 5 ans] | > 5 ans | Total |
|---------------------------------|----------|---------------|--------------|---------|---------|
| Emprunts obligataires et privés | 23 502 | 9 963 | 133 712 | 152 440 | 319 617 |

La ventilation des emprunts obligataires et privés en emprunt long terme et court terme se détaille au 31/12/2022 comme suit :

| Description | Solde 2021 | Nouveaux emprunts | Remboursements | Reclassements | Solde 2022 |
|---------------------|----------------|-------------------|-----------------|---------------|----------------|
| Emprunt long terme | 220 287 | 90 202 | - | (24 337) | 286 152 |
| Emprunt court terme | 37 163 | 9 128 | (37 163) | 24 337 | 33 465 |
| Total | 257 450 | 99 330 | (37 163) | - | 319 617 |

(b) Ressources spéciales

La ventilation des ressources spéciales selon la durée résiduelle se détaille au 31/12/2022 comme suit :

| Description | ≤ 3 mois | [3 mois-1 an] | [1 an-5 ans] | > 5 ans | Total |
|------------------------|----------|---------------|--------------|---------|---------|
| Ressources spéciales | 1 649 | 11 131 | 81 150 | 92 730 | 186 660 |
| Ressources budgétaires | 46 | 7 923 | 33 033 | 47 627 | 88 629 |

La ventilation des ressources spéciales en ressources long terme et court terme se détaille au 31/12/2022 comme suit :

| Description | Solde 2021 | Nouveaux emprunts | Remboursements | Reclassements | Réévaluation | Solde 2022 |
|---------------------------------------------|----------------|-------------------|-----------------|----------------|--------------|----------------|
| Ressources long terme | 204 072 | 66 134 | - | (15 666) | - | 254 540 |
| Ressources court terme | 16 492 | - | (12 665) | 16 922 | - | 20 749 |
| Total ressources avant couverture | 220 564 | 66 134 | (12 665) | 1 256 | - | 275 289 |
| Couverture sur Ressources en devises | (7 290) | - | - | (1 256) | - | (8 546) |
| Total ressources | 213 274 | 66 134 | (12 665) | - | - | 266 743 |

5.12 – Autres Passifs

Ce poste totalise 843.292 mDT au 31/12/2022 contre 733.367 mDT au 31/12/2021 :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|--------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|--------------|
| Provisions pour passifs et charges (1) | 289 020 | 284 185 | 4 835 | 1,7% |
| État, impôts, taxes et dettes sociales (2) (*) | 131 000 | 123 190 | 7 810 | 6,3% |
| Effets financiers non échus (3) | 41 787 | 21 964 | 19 823 | 90,3% |
| Agios réservés pris en charge par l'État | - | 2 519 | (2 519) | (100,0%) |
| Charges à payer | 68 401 | 61 852 | 6 549 | 10,6% |
| Créditeurs divers | 2 298 | 2 213 | 85 | 3,8% |
| Suspens à régulariser | 5 915 | 5 915 | - | - |
| Siège, succursales et agences | 1 082 | 3 974 | (2 892) | (72,8%) |
| Comptes de régularisation-Passif | 88 050 | 54 551 | 33 499 | 61,4% |
| Valeurs télé-compensées en instance de règlement | 178 437 | 154 690 | 23 747 | 15,4% |
| Écart de conversion | 21 733 | 2 123 | 19 610 | 923,7% |
| Autres crédits | 501 | 501 | - | - |
| Crédits à régulariser | 1 352 | 1 975 | (623) | (31,5%) |
| Intérêts à recouvrer sur ressources spéciales | 13 716 | 13 715 | 1 | 0,0% |
| Total en mDT | 843 292 | 733 367 | 109 925 | 15,0% |

(*) données au 31/12/2021 retraitées pour les besoins de la comparabilité

(1) Les provisions pour passifs et charges constituées par la banque au terme de l'exercice 2022 s'élèvent à 289.020 mDT contre 284.185 mDT au terme de l'exercice précédent. Les provisions constituées couvrent les risques sur les éléments du hors bilan et des risques divers, et se détaillent comme suit :

| Libellé | Provisions 2021 | Reprises | Dotations | Réaffectation et correction | Provisions 2022 |
|--------------------------------|-----------------|-----------------|---------------|-----------------------------|-----------------|
| Prov sur E/S | 65 126 | (18 349) | 10 348 | 1 585 | 58 710 |
| Prov pour départ à la retraite | 69 423 | (4 065) | 2 544 | - | 67 902 |
| Prov pour risques divers | 149 636 | (7 777) | 20 549 | - | 162 408 |
| Total | 284 185 | (30 191) | 33 441 | 1 585 | 289 020 |

(2) Cette rubrique se détaille comme suit :

| Rubrique | 2022 | 2021 | Variation | % |
|------------------------------------|----------------|----------------|--------------|-------------|
| Impôt sur les sociétés à payer (*) | 85 946 | 84 945 | 1 001 | |
| TVA | 4 104 | 4 283 | (179) | (4,2%) |
| Retenues à la source | 24 410 | 17 095 | 7 315 | 42,8% |
| Fonds de péréquation de change | 10 857 | 11 975 | (1 118) | (9,3%) |
| Contribution sociale de solidarité | 117 | 105 | 12 | 11,4% |
| Autres | 5 566 | 4 787 | 779 | 16,3% |
| Total | 131 000 | 123 190 | 7 810 | 6,3% |

(*) données au 31/12/2021 retraitées pour les besoins de la comparabilité

(3) Cette rubrique se détaille comme suit :

| Rubrique | 2022 | 2021 | Variation | % |
|------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|--------------|
| Effets financiers moyen terme non échus | 1 583 | 1 432 | 151 | 10,5% |
| Effets financiers court terme non échus | - | - | - | - |
| Effets financiers sur intérêts moyen terme non échus | 4 467 | 4 531 | (64) | (1,4%) |
| Effets financiers non échus reçus de la compensation | 547 | 547 | - | - |
| Effets à l'encaissement non échus envoyés à la télé-compensation | 79 | 3 683 | (3 604) | (97,9%) |
| Effets à l'escompte non échus envoyés au recouvrement | 35 111 | 11 771 | 23 340 | 198,3% |
| Total | 41 787 | 21 964 | 19 823 | 90,3% |

5.13 – Capitaux propres

A la date de clôture, le capital social s'élève à 776.875 mDT. Il est composé de 155.375.000 actions d'une valeur nominale de 5 DT libéré en totalité. Les mouvements sur les capitaux propres de la banque se détaillent comme suit :

(1) Il s'agit des réserves de réévaluation pour un montant de 37 324 mDT (terrains : 15 328 mDT et immeubles d'exploitation : 21 996mDT). en application de la réglementation comptable une partie du solde de l'écart de réévaluation soit 461 mDT en 2022 a été transférée aux résultats reportés pour tenir compte de l'utilisation des biens réévalués.

| Libellé | Solde 2021 | Modification comptable | Solde ajusté 2021 | Affectation Résultat 2021 | Distribution de dividendes | Résultat de l'exercice | Autres mouvements | Solde 2022 |
|------------------------------------------|------------------|------------------------|-------------------|---------------------------|----------------------------|------------------------|-------------------|------------------|
| Capital social | 776 875 | | 776 875 | - | - | - | - | 776 875 |
| Dotation de l'État | 117 000 | | 117 000 | - | - | - | - | 117 000 |
| Primes liées au capital | 142 663 | | 142 663 | - | - | - | - | 142 663 |
| Réserves légales | 12 430 | | 12 430 | - | - | - | - | 12 430 |
| Réserves statutaires | 49 479 | | 49 479 | - | - | - | - | 49 479 |
| Réserves à régime spécial | 196 906 | | 196 906 | - | - | - | - | 196 906 |
| Réserves pour réinvestissements exonérés | 9 974 | | 9 974 | - | - | - | - | 9 974 |
| Réserves pour fonds social | 9 779 | | 9 779 | - | - | - | (547) | 9 232 |
| Réserves pour risques bancaires | 45 028 | | 45 028 | - | - | - | - | 45 028 |
| Actions propres | (5 509) | | (5 509) | - | - | - | - | (5 509) |
| Autres capitaux propres (1) | 22 314 | | 22 314 | - | - | - | (461) | 21 853 |
| Résultats reportés (*) | (277 072) | (8 720) | (285 792) | 112 681 | - | - | 461 | (172 650) |
| Résultat net de l'exercice (*) | 115 468 | (2 786) | 112 681 | (112 681) | - | 93 083 | - | 93 083 |
| Total | 1 215 335 | (11 506) | 1 203 828 | - | - | 93 083 | (547) | 1 296 364 |

(*) données au 31/12/2021 retraitées pour les besoins de la comparabilité

Le pourcentage des actions détenues par la banque par rapport au total des actions en circulation.

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| Nombre Total d'actions ordinaires | 155 375 000 |
| Nombre d'actions propres | 679 987 |
| Le pourcentage des actions détenues par la banque par rapport au total des actions en circulation. | 0,44% |

5.13.1 – Dotation de l'État

En vertu de la loi n°2012-17 du 17 septembre 2012, la STB a constaté parmi ses capitaux propres une dotation de l'État d'un montant de 117.000 mDT assortie d'une éventualité de restitution en cas de rétablissement de l'équilibre financier de la banque.

5.13.2- Bénéfice par action

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|-----------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|----------------|
| Bénéfice net de l'exercice avant modifications comptables (en DT) (*) | 93 082 695 | 112 681 373 | (19 598 678) | -17,4% |
| Nombre d'actions ordinaires | 155 375 000 | 155 375 000 | - | 0,0% |
| Nombre d'actions propres | 679 987 | 679 987 | - | 0,0% |
| Nombre d'actions ordinaires en circulation début de période | 155 375 000 | 155 375 000 | - | 0,0% |
| Nombre d'actions ordinaires en circulation fin de période | 154 695 013 | 154 695 013 | - | 0,0% |
| Nombre d'actions moyen pondéré | 155 375 000 | 155 375 000 | - | 0,0% |
| Bénéfices revenant aux actions propres | 407 369 | 493 141 | (85 772) | -17,4% |
| Bénéfice par action de valeur nominale de DT | 0,602 | 0,728 | (0) | (17,4%) |

(*) données 2021 retraitées pour les besoins de comparabilité

6 - NOTES RELATIVES A L'ÉTAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN

6.1 - Passifs éventuels

Le poste passif éventuel composé des rubriques «Cautions, avals et autres garanties données» et «crédits documentaires» se détaille au 31 décembre 2022 des éléments suivants :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|----------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|----------------|--------------|
| Cautions et avals d'ordre de la clientèle | 1 095 262 | 1 027 143 | 68 119 | 6,6% |
| Autres garanties irrévocables, inconditionnelles d'ordre des banques | 398 665 | 434 151 | (35 486) | (8,2%) |
| Total cautions, avals et autres garanties données | 1 493 927 | 1 461 294 | 32 633 | 2,2% |
| Crédits documentaires et acceptations import | 497 345 | 424 259 | 73 086 | 17,2% |
| Crédits documentaires et acceptations export | 116 372 | 64 433 | 51 939 | 80,6% |
| Total crédits documentaires | 613 717 | 488 692 | 125 025 | 25,6% |
| Total passifs éventuels | 2 107 644 | 1 949 986 | 157 658 | 8,1% |

Crédits documentaires

Les crédits documentaires ont totalisé 613.717 mDT au 31/12/2022 contre 488.692 mDT au 31/12/2021. La ventilation des crédits documentaires par nature de relation se présente comme suit :

| Libellé | Entreprises liées | Entreprises associées | Co-entreprise | Autres | Total |
|------------------------------------------|-------------------|-----------------------|---------------|----------------|----------------|
| Débiteurs par accreditifs export devises | - | - | - | 116 372 | 116 372 |
| Débiteurs par accreditifs import devises | - | - | - | 497 345 | 497 345 |
| Total | - | - | - | 613 717 | 613 717 |

6.2 - Engagements donnés

Le poste «Engagements donnés» s'élève au 31 décembre 2022 à 157.349 mDT contre 115.693 mDT au 31 décembre 2021.

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|----------------------------|----------------|----------------|---------------|--------------|
| Engagements de financement | 157 323 | 115 592 | 41 731 | 36,1% |
| Engagements sur titres | 26 | 101 | (75) | (74,3%) |
| Total | 157 349 | 115 693 | 41 656 | 36,0% |

6.3 - Garanties reçues

Le solde du poste «Garanties reçues» s'élève au 31 décembre 2022 à 3.098.907 mDT contre 2.251.533 mDT au 31 décembre 2021 :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|----------------|--------------|
| Contre garanties reçus des Banques installées à l'étranger | 398 665 | 434 151 | (35 486) | (8,2%) |
| Garanties reçues des Banques et des établissements financiers installés en Tunisie | 82 157 | 43 669 | 38 488 | 88,1% |
| Garanties reçues de l'État et des organismes d'assurance | 1 918 721 | 1 177 962 | 740 759 | 62,9% |
| Garanties reçues de la clientèle | 699 364 | 595 751 | 103 613 | 17,4% |
| Total | 3 098 907 | 2 251 533 | 847 374 | 37,6% |

Il s'agit pour cette rubrique des chiffres extracomptables communiqués par les différentes directions de la banque.

Les contre-garanties reçues des banques sont présentées en passifs éventuels et en garanties reçues des banques.

Les garanties réelles reçues auprès de la clientèle en couverture des concours octroyés ne sont pas prises.

7 - NOTES RELATIVES À L'ÉTAT DE RÉSULTAT

7.1 – Intérêts et revenus assimilés

Les intérêts et revenus assimilés s'élèvent au 31 Décembre 2022 à 951.865 mDT contre à 829.417 mDT au 31 Décembre 2021 et s'analysent comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|-----------------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Intérêts sur créances sur les établissements bancaires et financiers | 11 925 | 18 771 | (6 846) | (36,5%) |
| Intérêt sur prêts sur le marché monétaire dinars | 5 047 | 8 365 | (3 318) | (39,7%) |
| Intérêt sur prêts sur le marché monétaire devises | 6 878 | 10 406 | (3 528) | (33,9%) |
| Intérêts sur créances sur la clientèle | 907 176 | 786 508 | 120 668 | 15,3% |
| Intérêts en agios sur comptes débiteurs | 99 699 | 98 367 | 1 332 | 1,4% |
| Intérêts sur crédit à la clientèle | 807 477 | 688 141 | 119 336 | 17,3% |
| Revenus assimilés | 32 764 | 24 138 | 8 626 | 35,7% |
| Total | 951 865 | 829 417 | 122 448 | 14,8% |

7.2 – Commissions (en produits)

Le montant des commissions s'élève au 31 Décembre 2022 à 136.304 mDT contre 132.236 mDT au 31 Décembre 2021 et s'analyse comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|-----------------------------------------------|----------------|----------------|--------------|-------------|
| Chèques, effets, virements et tenue de compte | 62 649 | 64 022 | (1 373) | (2,1%) |
| Opérations sur titres | 2 762 | 1 065 | 1 697 | 159,3% |
| Opérations de change | 9 109 | 10 087 | (978) | (9,7%) |
| Opérations de commerce extérieur | 7 771 | 5 652 | 2 119 | 37,5% |
| Coffre-fort | 57 | 42 | 15 | 35,7% |
| Études | 20 856 | 21 606 | (750) | (3,5%) |
| Autres | 33 100 | 29 762 | 3 338 | 11,2% |
| Total | 136 304 | 132 236 | 4 068 | 3,1% |

7.3 – Gains sur portefeuille titre commercial et opérations financières

Le solde de ce poste s'élève au 31 décembre 2022 à 113.937 mDT contre 89.220 mDT au 31 décembre 2021 et s'analyse comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|--------------------------------------------------------------------|----------------|---------------|---------------|---------------|
| Gains nets sur titres de transaction | 6 144 | 1 171 | 4 973 | 424,7% |
| Intérêts nets sur bons de trésor | 6 144 | 1 171 | 4 973 | 424,7% |
| Plus-value latente sur bons du trésor | - | - | - | - |
| Gains (pertes) nets sur titres de placement | 51 547 | 46 045 | 5 502 | 11,9% |
| Dividendes et revenus assimilés des titres de placement (*) | 45 101 | 36 927 | 8 174 | 22,1% |
| Pertes sur titres de placement | 6 446 | 9 118 | (2 672) | (29,3%) |
| Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement | - | - | - | - |
| Reprises de provisions pour dépréciation des titres de placement | - | - | - | - |
| Gains nets sur opérations de change | 56 246 | 42 004 | 14 242 | 33,9% |
| Résultat sur opérations de change | 53 612 | 42 004 | 11 608 | 27,6% |
| Commissions sur change manuel | 2 634 | - | 2 634 | - |
| Total | 113 937 | 89 220 | 24 717 | 27,7% |

(*) Données au 31/12/2021 retraitées pour les besoins de comparabilité

7.4 – Revenus sur portefeuille titres d'investissement

Les revenus sur portefeuille Titre d'investissement s'élèvent au 31 décembre 2022 à 81.176 mDT contre 68.496 mDT au 31 décembre 2021 et s'analysent comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|-----------------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|--------------|
| Intérêts et revenus assimilés sur titres d'investissement | 13 819 | 4 316 | 9 503 | 220,2% |
| Intérêts et revenus assimilés sur BTA investissement (*) | 55 941 | 54 936 | 1 005 | 1,8% |
| Dividendes et revenus assimilés /titres de participations | 11 415 | 9 244 | 2 171 | 23,5% |
| Total en mDT | 81 176 | 68 496 | 12 680 | 18,5% |

(*) Données au 31/12/2021 retraitées pour les besoins de comparabilité.

7.5 – Intérêts encourus et charges assimilées

Les intérêts encourus et charges assimilées s'élèvent au 31 décembre 2022 à -584.297 mDT contre -466.907 mDT au 31 décembre 2021 et se détaillent comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|----------------------------------------------|------------------|------------------|------------------|----------------|
| Opérations avec les établissements bancaires | (113 158) | (81 334) | (31 824) | (39,1%) |
| Opérations avec la clientèle | (428 592) | (354 897) | (73 695) | (20,8%) |
| Emprunts et ressources spéciales | (42 543) | (30 619) | (11 924) | (38,9%) |
| Autres intérêts et charges | (4) | (57) | 53 | 93,0% |
| Total | (584 297) | (466 907) | (117 390) | (25,1%) |

7.6 – Analyse de l'évolution du produit net bancaire

Le produit net bancaire a enregistré une augmentation de 6,7% entre l'exercice 2021 et l'exercice 2022, cette évolution est expliquée comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|------------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|---------------|-------------|
| Intérêts et revenus assimilés | 951 865 | 829 417 | 122 448 | 14,8% |
| Intérêt courus et charges assimilées | (584 297) | (466 907) | (117 390) | (25,1%) |
| Marge nette d'intérêts | 367 568 | 362 510 | 5 058 | 1,4% |
| Commissions reçues | 136 304 | 132 236 | 4 068 | 3,1% |
| Commissions payées | (9 557) | (6 387) | (3 170) | (49,6%) |
| Commissions nettes | 126 747 | 125 849 | 898 | 0,7% |
| Gains sur portefeuille titres commercial et opérations financières (*) | 113 937 | 89 220 | 24 717 | 27,7% |
| Revenus du portefeuille titres d'investissement (*) | 81 176 | 68 496 | 12 680 | 18,5% |
| Produit net bancaire | 689 428 | 646 075 | 43 353 | 6,7% |

(*) Données au 31/12/2021 retraitées pour les besoins de comparabilité

7.7 - Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|---------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|-----------------|----------------|
| Dotations aux provisions sur engagements clientèle | (200 622) | (108 047) | (92 575) | (85,7%) |
| Dotations aux provisions pour créances douteuses | (170 525) | (136 512) | (34 013) | (24,9%) |
| Dotations aux provisions additionnelles | (50 695) | (35 865) | (14 830) | (41,3%) |
| Dotations aux provisions collectives | (38 225) | (6 901) | (31 324) | (453,9%) |
| Reprises sur provisions pour créances douteuses | 128 808 | 100 098 | 28 710 | 28,7% |
| Reprises sur provisions additionnelles | 128 128 | 85 395 | 42 733 | 50,0% |
| Créances cédées à STRC ou radiées | (266 288) | (152 162) | (114 126) | (75,0%) |
| Créances passées par pertes | (9 127) | (18 801) | 9 674 | 51,5% |
| Reprise agios réservés sur créances cédées, radiées ou abandonnées | 77 302 | 56 701 | 20 601 | 36,3% |
| Dotations aux provisions pour risques et charges | (15 852) | (30 146) | 14 294 | 47,4% |
| Dotations aux provisions pour risques et charges CE | (23 094) | (36 053) | 12 959 | 35,9% |
| Dotations aux provisions liées à l'assainissement social | - | - | - | - |
| Indemnités et pensions liées à l'assainissement social | (4 600) | (7 602) | 3 002 | 39,5% |
| Reprises de provisions pour risques et charges | 7 777 | 8 036 | (259) | (3,2%) |
| Reprises de provisions pour départ à la retraite et assainissement social | 4 065 | 5 473 | (1 408) | (25,7%) |
| TOTAL | (216 474) | (138 193) | (78 281) | (56,6%) |

7.8 – Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement

Au 31 Décembre 2022, le solde de ce poste se détaille comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|-----------------------------------------------------------------------------|--------------|----------------|--------------|--------------|
| Dotations aux provisions pour dépréciation du portefeuille d'investissement | (9 026) | (11 067) | 2 041 | 18,4% |
| Dotations aux provisions pour fonds gérés | (817) | (1 173) | 356 | 30,3% |
| Plus-values ou moins-values de cession du portefeuille d'investissement | 2 323 | (368) | 2 691 | 731,3% |
| Reprises sur provisions pour dépréciation du portefeuille d'investissement | 6 284 | 4 429 | 1 855 | 41,9% |
| Reprises sur provisions pour fonds gérés | 777 | 156 | 621 | 398,1% |
| Total | (459) | (8 023) | 7 564 | 94,3% |

7.9 – Autres produits d'exploitation

La rubrique autres produits d'exploitation a atteint au 31/12/2022 un total de 8.245 mDT contre 10.076 mDT au 31/12/2021, détaillés comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|-----------------------------------|--------------|---------------|----------------|----------------|
| Revenus des immeubles | 1 115 | 2 365 | (1 250) | (52,9%) |
| Intérêts sur crédits au personnel | 7 052 | 7 701 | (649) | (8,4%) |
| Autres produits accessoires | 78 | 10 | 68 | 680,0% |
| Total | 8 245 | 10 076 | (1 831) | (18,2%) |

7.10 – Frais personnel

Les frais de personnel ont atteint au 31 Décembre 2022 un total de 194.968 mDT contre 179.724 mDT au 31 Décembre 2021, détaillés comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|-----------------------------------|------------------|------------------|-----------------|---------------|
| Rémunération du personnel | (145 602) | (130 233) | (15 369) | (11,8%) |
| Charges sociales | (45 814) | (46 590) | 776 | 1,7% |
| Autres charges liées au personnel | (3 552) | (2 901) | (651) | (22,4%) |
| Total | (194 968) | (179 724) | (15 244) | (8,5%) |

7.11– Charges générales d'exploitation

Les charges générales d'exploitation ont atteint au 31 Décembre 2022 un total de 98.907 mDT contre 88.606 mDT au 31 Décembre 2021, détaillées comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|--------------------------------------|----------|----------|-----------|---------|
| Charges générales d'exploitation (*) | (98 908) | (88 606) | (10 302) | (11,6%) |
| Frais d'exploitation non bancaires | (63 123) | (57 089) | (6 034) | (10,6%) |
| Autres charges d'exploitation | (35 785) | (31 517) | (4 268) | (13,5%) |

(*) Les charges générales d'exploitation se détaillent comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|--------------------------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------------|
| Loyer | (4 591) | (4 046) | (545) | (13,5%) |
| Entretiens et réparations confiés à des tiers | (5 248) | (5 508) | 260 | 4,7% |
| Travaux et façons exécutés par des tiers | (21 469) | (20 199) | (1 270) | (6,3%) |
| Cotisation d'adhésion Fond de garantie de dépôts | (24 813) | (23 052) | (1 761) | (7,6%) |
| Primes d'assurance | (1 855) | (1 624) | (231) | (14,2%) |
| Autres | (5 145) | (2 661) | (2 484) | (93,3%) |
| Impôts et taxes | (4 963) | (4 348) | (615) | (14,1%) |
| Fournitures faites à l'entreprise | (2 959) | (2 432) | (527) | (21,7%) |
| Rémunération d'intermédiaire et honoraire | (2 180) | (1 490) | (690) | (46,3%) |
| Transport et déplacement | (307) | (202) | (105) | (52,0%) |
| Frais divers de gestion | (25 377) | (23 044) | (2 333) | (10,1%) |
| Total | (98 907) | (88 606) | (10 301) | (11,6%) |

7.12- Solde en gain / perte provenant des autres éléments ordinaires

Le solde en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires est de 19.959 mDT au 31/12/2022 à contre -3.523 mDT au 31/12/2021 et se détaille comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|---------------|---------------|
| Gains provenant des autres éléments ordinaires | 36 300 | 13 623 | 22 677 | 166,5% |
| - Plus-value de cession | 84 | 669 | (585) | (87,4%) |
| - Subvention TFP | 1 580 | 1 380 | 200 | 14,5% |
| - Autres gains (1) | 34 636 | 11 574 | 23 062 | 199,3% |
| Pertes provenant des autres éléments ordinaires (2) | (16 341) | (17 146) | 805 | 4,7% |
| Total | 19 959 | (3 523) | 23 482 | 666,5% |

(1) Ce solde englobe principalement :

- Des récupérations sur des créances radiées pour un montant de 26.064 mDT
- De l'annulation des amortissements cumulés sur les immeubles hors exploitations pour un montant de 3.225 mDT

(2) Ce solde englobe principalement :

- Du paiement des charges sociales sur une affaire contentieuse avec la CNSS pour un montant de 5.750 mDT
- D'un montant de RAS réclamé par l'administration fiscale qui s'élève à 5.009 mDT.

7.13- Impôt sur les sociétés

La charge d'impôt sur les bénéfices s'élève au 31 Décembre 2022 à 92.531 mdt contre 89.822 mdt au 31 Décembre 2021.

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|-------------------------|----------|---------|-----------|------|
| Résultat fiscal | 264 375 | 261 513 | 2 862 | 1,1% |
| Impôts sur les sociétés | (92 531) | 89.822 | (2 709) | 3,0% |

7.14- Solde en gain/perte provenant des autres éléments extraordinaires

Le solde en gain/perte provenant des autres éléments extraordinaires s'élève au 31 décembre 2022 à 7.931 mdt et se détaille comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|-----------------------------|----------------|-----------------|---------------|--------------|
| contribution conjoncturelle | (7 931) | (5 230) | (2 701) | (51,6%) |
| don covid-19 | - | (16 506) | 16 506 | 100,0% |
| Total | (7 931) | (21 736) | 13 805 | 63,5% |

8 - NOTES RELATIVES A L'ÉTAT DE FLUX DE TRÉSORERIE

8.1 – Flux de trésorerie nette affectée aux activités d'exploitation

Les activités d'exploitation ont dégagé, au cours de l'exercice 2022, un flux de trésorerie net négatif de 221 343 mDT.

Les principales variations se détaillent comme suit :

- Les produits d'exploitation encaissés ont enregistré un excédent de 628 712 mDT par rapport aux charges d'exploitation décaissées.
- Les crédits et les remboursements sur crédits effectués par la clientèle ont dégagé un flux net négatif de -1 314 299 mDT.
- Les dépôts et les retraits de la clientèle ont dégagé un flux net positif de 811 323 mDT.
- les acquisitions/ cessions des titres de placement ont dégagé un flux net négatif de -60 764 mDT.
- Les sommes versées au personnel et aux créditeurs divers ont engendré un flux négatif de -150 030 mDT.
- Les autres flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation se sont soldés par un décaissement net de -62 953 mDT..

8.2 – Flux de trésorerie net affecté aux activités d'investissement

Les activités d'investissement ont dégagé au cours de l'exercice 2022, un flux net négatif de -140 994 m DT.

8.3 – Flux de trésorerie net affecté aux activités de financement

Les activités de financement ont dégagé, au cours de l'exercice 2022, un flux de trésorerie net de 115 636 mDT.

8.4 – Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités de la banque ont atteint au 31 Décembre 2022, un solde de -1.224.929 contre -978.228 mDT au 31 Décembre 2021, détaillées comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|----------------------------------------|--------------------|------------------|------------------|----------------|
| Caisse, CCP et reprise de liquidité | 77 366 | 78 913 | (1 547) | (2,0%) |
| BCT | (1 419 766) | (1 007 709) | (412 057) | (40,9%) |
| Banques et organismes spécialisés | (850) | (6 418) | 5 568 | 86,8% |
| Prêts emprunts sur le marché monétaire | (121 077) | (47 122) | (73 955) | (156,9%) |
| Titres de transactions | 239 398 | 4 108 | 235 290 | 5727,6% |
| Total | (1 224 929) | (978 228) | (246 701) | (25,2%) |

9 - NOTES RELATIVES AUX ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A L'ARRÊTÉ DES ÉTATS FINANCIERS

* Les états financiers individuels au titre de l'exercice 2022 ont été arrêtés et autorisés pour publication par le Conseil d'Administration du 04/04/2023

* Par conséquent ils ne reflètent pas les évènements survenus postérieurement à cette date.

Néanmoins aucun événement particulier n'est survenu jusqu'à aujourd'hui.



RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

I. Rapport sur les états financiers annuels

1. Opinion avec réserves

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE -STB, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2022, l'état des engagements hors bilan, l'état de résultat, et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, sous réserve des incidences des questions décrites dans la section «fondement de l'opinion avec réserves», les états financiers, ci joints, présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE -STB au 31 décembre 2022, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

2. Fondement de l'opinion avec réserves

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités des commissaires aux comptes pour l'audit des états financiers» du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Banque conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

2.1 Nos travaux d'audit ont été limités par les insuffisances du système d'information de la banque qui impactent les procédures et processus de traitement et de présentation de l'information financière. Ces défaillances se rapportent particulièrement à la justification et la réconciliation des flux et des opérations et à l'arrêté du tableau des engagements.

2.2 Les rubriques «Caisse, et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT», «Créances sur les établissements bancaires et financiers», «Banque Centrale et CCP» et «Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers» comportent des comptes qui présentent des suspens anciens non apurés se rapportant principalement aux comptes BCT Dinars, BCT Devises et correspondants devises.

De même, certains comptes au niveau des rubriques «Autres actifs» et «Autres passifs» présentent des soldes figés et des suspens.

«La banque a engagé un travail de justification et d'apurement des opérations restées en suspens qu'elle a confié à des cabinets d'expertise comptable externes. Cette action étant en cours à la clôture de l'exercice 2022, l'impact éventuel sur les éléments des états financiers ne peut être cerné».

3. Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé que les questions décrites ci-après constituent les questions clés de l'audit qui doivent être communiquées dans notre rapport :

3.1 Classification des créances et estimation des provisions

Question clé d'audit

Les créances s'élèvent au 31 décembre 2022 à 14 716 millions de dinars, les provisions constituées en couverture des risques rattachés à ces créances s'élèvent à 1 208 millions de dinars et les intérêts et agios réservés à 436 millions de dinars.

Comme indiqué dans la note aux états financiers 3.1 «La comptabilisation des engagements et des revenus y afférents», la banque procède à la classification, l'évaluation des engagements et la comptabilisation des provisions y afférentes dès lors qu'elle estime que les critères définis par la circulaire BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991, telle que modifiée par les circulaires subséquentes sont remplis.

Compte tenu de l'exposition de la Banque au risque de crédit dont l'estimation obéit à des critères quantitatifs et qualitatifs nécessitant un niveau de jugement élevé, nous avons considéré la classification des créances, l'évaluation des provisions y afférentes et le calcul des intérêts et agios réservés comme un point clé dans notre audit.

Procédures d'audit mises en œuvre

Nous avons, à partir des entretiens avec la direction et de l'examen des procédures de contrôle mises en place par la Banque, pris connaissance de la méthode d'évaluation du risque de contrepartie et la constatation des provisions nécessaires compte tenu des garanties obtenues. La méthode de classification des engagements de la Banque repose principalement sur l'antériorité de la créance.

Nous avons ainsi appliqué la démarche d'audit suivante :

- Le rapprochement de la situation des engagements de la clientèle aux données comptables ;
- L'appréciation de la méthodologie retenue par la Banque en matière de classification des créances par rapport aux règles édictées par la Banque Centrale de Tunisie ;
- L'appréciation de la fiabilité du système de couverture des risques et de réservation des produits ;

- La vérification de la prise en compte de certains critères qualitatifs issus des opérations réalisées et du comportement de la relation durant l'exercice ;
- L'examen des garanties retenues pour le calcul des provisions et l'appréciation de leurs valeurs, eu égard aux règles édictées et aux méthodes adoptées ;
- La vérification du calcul arithmétique du montant des provisions requises sur les créances de la clientèle à base individuelle, collective et additionnelle, en application de la réglementation en vigueur ;
- La vérification que les ajustements proposés ont été pris en compte par la Banque.

3.2 Comptabilisation des intérêts et des commissions

Question clé d'audit

Les intérêts sur les engagements et commissions portés au niveau du résultat de l'exercice 2022 s'élèvent à 1 088 millions de dinars.

Nous avons estimé que la prise en compte des intérêts et des commissions en résultat constitue un point clé d'audit en raison de l'importance de cette rubrique et des limites inhérentes au système d'information de la banque.

Procédures d'audit mises en œuvre

Dans le cadre de notre audit des comptes, nos travaux ont porté plus particulièrement sur les éléments suivants :

- Un examen des politiques, des processus et des contrôles mis en place par la banque en vue de la reconnaissance et la comptabilisation des revenus ;
- L'évaluation de l'environnement informatique compte tenu de la génération et de la prise en compte automatique des revenus en comptabilité ;
- La vérification du respect de la norme comptable NCT 24 relative aux «engagements et revenus y afférents dans les établissements bancaires» en matière de prise en compte des revenus et de séparation des exercices comptables ;

- La réalisation de procédés analytiques sur l'évolution des intérêts et des commissions ;
- La vérification de la fiabilité des méthodes de réservation des intérêts ;
- La vérification du caractère approprié des informations fournies dans les notes aux états financiers.

3.3 Prise en compte et présentation des Bons de Trésor Assimilables – BTA

Question clé d'audit

La présentation des BTA en portefeuille d'investissement ou en portefeuille commercial découle de la politique retenue par la Banque.

Au 31 décembre 2022, la valeur du portefeuille BTA de la Banque s'élève à 1 432 millions de dinars. L'application de la politique adoptée par la banque aboutit à la présentation d'un portefeuille BTA de 646 millions de dinars en Portefeuille titre Commercial (AC4) et de 786 millions de dinars en Portefeuille titre d'investissement (AC5).

En raison du caractère significatif des encours de BTA et du recours aux hypothèses et aux intentions de la gouvernance de la Banque quant à l'affectation de ces titres, nous estimons que la prise en compte du portefeuille et sa valorisation constitue un point clé de l'audit.

Procédures d'audit mises en œuvre

Nous avons apprécié le dispositif de contrôle mis en place par la Banque concernant l'évaluation et la comptabilisation de son portefeuille. Nos travaux ont porté plus particulièrement sur les éléments suivants :

- La conformité aux dispositions de la norme comptable n°25 relative au portefeuille titre dans les établissements bancaires ;
- L'appréciation de la politique de liquidité de la Banque et sa corroboration avec l'historique de détention et de placement des BTA ;
- L'appréciation des critères de classement du portefeuille et la fiabilité des modèles d'évaluation appliqués ;
- La vérification des informations fournies au niveau des notes aux états financiers.

4 Paragraphes d'observation

Sans remettre en cause notre opinion ci-haut exprimée, nous estimons utile d'attirer votre attention sur les points suivants :

1. Les capitaux propres de la banque comportent une dotation de l'État d'un montant de 117 millions de dinars constituée en vertu de la loi n°2012-17 du 21 septembre 2012 et assortie d'une éventualité de restitution en cas de rétablissement de l'équilibre financier de la banque.
2. Les actifs de la banque comportent 9 millions de dinars au titre de créances prises en charge par l'État, sur une période de 25 ans et sans intérêts, et ce dans le cadre de la loi de finances pour l'année 1999.

5 Rapport de gestion

La responsabilité du rapport de gestion incombe au Conseil d'Administration. Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de la Banque dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration par référence aux données figurant dans les états financiers. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

6 Responsabilité de la Direction et du Conseil d'Administration dans la préparation et la présentation des états financiers

Le Conseil d'Administration et la Direction sont responsables de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers conformément au système comptable des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire

pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est au Conseil d'Administration et à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration et la Direction ont l'intention de proposer de liquider la Banque ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe au Conseil d'Administration de surveiller le processus d'information financière de la Banque.

7 Responsabilité des Co-commissaires aux comptes pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui

d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Banque;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Banque à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

II. Rapport relatif aux obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mission de co-commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

1. Efficacité du système de contrôle interne.

En application des dispositions de l'article 266 (alinéa 2) du Code des Sociétés Commerciales et de l'article 3 de la loi n°94-117 du 14 novembre 1994, telle que modifiée par la loi n°2005-96 du 18 octobre 2005, nous avons procédé aux vérifications périodiques portant sur l'efficacité du système de contrôle interne relatif au traitement de l'information comptable et la préparation des états financiers. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que de la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience, incombe à la Direction et au Conseil d'Administration.

Un rapport traitant des faiblesses et des insuffisances identifiées au cours de notre audit a été remis à la Direction de la banque. Ce rapport fait état d'insuffisances qui impactent les procédures et processus de traitement et de présentation de l'information financière.

2. Conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières à la réglementation en vigueur

En application des dispositions de l'article 19 du décret n°2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications portant sur la conformité de

la tenue des comptes des valeurs mobilières émises par la Banque avec la réglementation en vigueur.

La responsabilité de veiller à la conformité aux prescriptions de la réglementation en vigueur incombe à la Direction.

Sur la base des diligences que nous avons estimées nécessaires à mettre en œuvre, nous n'avons pas détecté d'irrégularités liées à la conformité des comptes des valeurs mobilières de la Banque avec la réglementation en vigueur.

3. Participations croisées

Conformément aux dispositions de l'article 466 du code des sociétés commerciales « Une société par actions ne peut posséder d'actions d'une autre société par actions, si celle-ci détient une fraction de son capital supérieure à dix pour cent. ». Deux sociétés du groupe STB détiennent, au 31 décembre 2022, 305 712 actions dans le capital de la STB.

Ces sociétés seront privées des droits de vote qui y sont rattachés lors de l'assemblée générale ordinaire approuvant les états financiers arrêtés au 31 décembre 2022.

4. Position de change

Par référence à l'article 5 de la circulaire de la Banque Centrale de Tunisie N°97-08, nous n'avons pas pu apprécier la position de change de la Banque en raison du défaut de tenue d'une comptabilité multidevises tenue conformément aux prescriptions de la norme comptable tunisienne n°23.

Tunis, le 10 avril 2023

Les Co-commissaires aux comptes

Groupement CFA-CBC
Fathi Saidi



Groupement CSL- CNH
Samir Labidi



RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

En application des dispositions des articles 43 et 62 de la loi n°2016-48 du 11 juillet 2016, relative aux banques et aux établissements financiers, et des articles 200 et 475 du Code des Sociétés Commerciales, nous reportons ci-dessous sur les conventions et opérations visées par ces textes.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte, in fine, dans les états financiers.

Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues lors de la mise en œuvre de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

I. Conventions et opérations nouvellement réalisées

1. La STB a signé une convention de financement en Devises avec l'État Tunisien, son principal actionnaire, pour un montant de 15 millions d'Euros et ce dans le cadre du prêt syndiqué octroyé par les banques tunisiennes à l'État pour un montant global de 81,5 millions d'Euros et 25 millions d'USD.

L'encours de ce prêt au 31 décembre 2022 est de 15 millions d'Euros soit l'équivalent de 49,211 millions de dinars.

2. La Société Tunisienne de Banque «STB» a conclu, avec sa filiale la Société Tunisienne de Recouvrement des Créances «STRC», une convention de cession d'un lot de créances bancaires d'un montant égal à 37,223 millions de dinars et ses accessoires. La cession a été consentie au prix d'un dinar symbolique.

3. La Société Tunisienne de Banque «STB» a conclu, avec sa filiale la Société Tunisienne de Recouvrement des Créances «STRC», une convention de cession d'un lot de créances bancaires d'un montant égal à 12,514 millions de dinars et ses accessoires. La cession a été consentie au prix d'Un million six cent mille Dinars..

4. La STB a conclu avec sa filiale STB FINANCE, quatre conventions de rétrocession des commissions de placement relatif aux quatre tranches de l'emprunt national 2022. En vertu de cette convention, la STB FINANCE doit verser à la STB une rétrocession des commissions de placement avec un taux de 1% des montants placés et de 0,15% sur le montant placé par le fond de Garantie des dépôts Bancaires et ce dès perception de la commission de placement de la part de l'émetteur. Aussi elle doit verser la récupération des frais engagés suite à la souscription du fond de Garantie des dépôts Bancaires et des frais facturés par Tunisie Clearing. Le montant facturé au titre de ces conventions est de l'ordre de 2,283 millions de dinars.

5. La STB a conclu avec sa filiale «STB FINANCE» une convention de placement et de gestion de l'emprunt obligataire subordonné privé STB SUB 2021-1.

En vertu de cette convention, la STB FINANCE aperçu une commission de 0,6% du montant de l'emprunt au titre des frais de montage et de commissions de placement. Cette commission est de l'ordre de 600 000 dinars en HT.

Au titre de la préparation du prospectus et du montage de l'opération, STB FINANCE a perçu une commission forfaitaire de 50 000 dinars en HT.

6. Courant l'exercice 2022, la STB a souscrit à l'emprunt national 2022 émis par l'État Tunisien, principal actionnaire, sur quatre tranches pour 203 millions de dinars répartie par tranche comme suit :

| Tranche | période | taux d'intérêt | Montant |
|------------------------------|---------------|----------------|----------------|
| 2022-1 | 7 ans 2 grâce | TMM+2,5% | 25 000 |
| 2022-2 | 7 ans 2 grâce | TMM+2,2% | 26 000 |
| 2022-3 | 5 ans | TMM+2,25% | 72 000 |
| 2022-4 | 7 ans 2 grâce | 2,05% | 80 000 |
| Total en mille Dinars | | | 203 000 |

7. Courant l'exercice 2022, la STB a accordé un crédit moyen terme de consolidation, d'assainissement et de restructuration à hauteur de 2,765 millions de dinars, à sa filiale ED-DHKILA. Le montant débloqué d'élève à 3,542 millions de dinars.

Les informations relatives à ce nouveau crédit se présentent comme suit :

- Durée : 7 ans dont 2 années de franchise;
- Taux : TMM+2,4% ;

- Garantie : Hypothèque en 1er rang sur dix titres fonciers issus du titre mère n° 76977 Monastir.

8. Courant l'exercice 2022, les filiales, les entreprises associées et les administrateurs de la STB ont souscrit à l'emprunt obligataire subordonné privé STB 2021-1 émis par la STB pour un montant global de 100 millions de dinars. Le montant souscrit, à hauteur de 9 millions de dinars, se détaille comme suit :

| Société | Catégorie | Montant |
|-----------------------------------------------------------------------------------|----------------|------------------|
| SICAV L'EPARGNANT | CAT D TF 9,35% | 1 725 200 |
| SICAV L'EPARGNE OBLIGATAIRE | CAT D TF 9,35% | 4 500 000 |
| STB SICAR | CAT E TF 8,7% | 1 000 000 |
| Total obligations souscrites par les filiales et les entreprises associées | | 7 225 000 |
| MAE | CAT B TF 8,95% | 2 000 000 |
| Total obligations souscrites par les administrateurs | | 2 000 000 |
| Total général en dinars | | 9 225 000 |

9. En vertu des décisions du Ministre des Finances, la STB a bénéficié d'une enveloppe de garanties accordées par l'État, principal actionnaire, pour la couverture des engagements de certaines sociétés publiques. Ces garanties sont à hauteur de 1 161 millions de dinars.

10. Les encours des dépôts à terme souscrits, courant 2022, par les filiales, les entreprises associées ainsi que les administrateurs de la STB, s'élèvent au 31 décembre 2022 à 105,040 millions de dinars, réparti comme suit :

| Relation | Certificat de Dépôt | Dépôt à terme | Total général |
|-------------------------------------|---------------------|-------------------|--------------------|
| IMMOBILIERE DE L'AVENUE | - | 5 140 000 | 5 140 000 |
| MAGASINS GENERAUX ET ENTREPOT REEL | - | 5 700 000 | 5 700 000 |
| SICAV INVESTISSEUR | - | 200 000 | 200 000 |
| SICAV AVENIR | - | 200 000 | 200 000 |
| SICAV L EPARGNE OBLIGATAIRE | 11 000 000 | 4 000 000 | 15 000 000 |
| STB MANAGER | 1 500 000 | - | 1 500 000 |
| STB GROWTH FUNDS | 8 000 000 | - | 8 000 000 |
| STE TUNISIENNE DE RECOUVREMENT | - | 17 200 000 | 17 200 000 |
| STE SICAV L EPARGNANT | 14 000 000 | 4 000 000 | 18 000 000 |
| STE TOURISTIQUE ED-DKHILA EXTENSION | 500 000 | - | 500 000 |
| GEVE | - | 3 600 000 | 3 600 000 |
| STAR | - | 25 000 000 | 25 000 000 |
| STB INVEST | - | 4 000 000 | 4 000 000 |
| ACTIVHOTELS | 1 000 000 | - | 1 000 000 |
| Total en dinars | 36 000 000 | 69 040 000 | 105 040 000 |

II. Opérations réalisées relatives à des conventions antérieures

1. En vertu de la loi n°2012-17 du 21 septembre 2012, la STB a constaté, au cours de l'exercice 2011, parmi ses capitaux propres une dotation de l'État d'un montant de 117 millions de dinars assortie d'une éventualité de restitution en cas de rétablissement de l'équilibre financier de la banque.

2. Antérieurement à l'exercice audité, la STB a conclu avec l'État Tunisien des conventions de gestion de plusieurs fonds budgétaires (destinés à financer soit des subventions non remboursables, soit des dotations, soit des crédits) en contrepartie de la perception de commissions.

L'encours de ces fonds budgétaires s'élève au 31 décembre 2022 à 88,629 millions de dinars contre 78,404 millions de dinars au 31 décembre 2021.

3. Antérieurement à l'exercice audité et en vertu des décisions du Ministre des Finances, la STB a bénéficié d'une enveloppe de garanties accordées par l'État, principal actionnaire, pour la couverture des engagements de certaines entreprises publiques. Au 31 décembre 2022, ces garanties sont à hauteur de 379,515 millions de dinars.

4. Antérieurement à l'exercice audité, la STB a souscrit à l'emprunt national 2021 émis par l'État Tunisien, principal actionnaire, sur trois tranches pour 75 millions de dinars remboursable in fine à l'échéance après 5 ans avec un taux d'intérêt égal à 8,8% (catégorie B). L'encours de cet emprunt s'élève au 31 décembre 2022 à 75 millions de dinars.

5. Antérieurement à l'exercice audité, la STB a signé des conventions de financement en Devises avec l'État Tunisien, son principal actionnaire. L'encours de ces prêts au 31 décembre 2022 est de 56,667 millions d'Euros soit l'équivalent de 185,906 millions de dinars.

6. Les concours accordés par la STB à l'État Tunisien, son principal actionnaire, via les ministères sont à hauteur de 171,949 millions de dinars (hors prêts syndiqués).

7. En vertu des correspondances parvenues en 2022, la garantie de l'État signée suite à la décision du Conseil Ministériel du 02 juin 2011 a été renouvelée jusqu'au achèvement des procédures de liquidation. En vertu de cette décision, la STB a consenti à sa filiale la Banque Franco-Tunisienne «BFT» un prêt interbancaire à hauteur de 70 millions de dinars.



8. La STB a consenti à sa filiale la Banque Franco-Tunisienne «BFT» un prêt interbancaire en devise à court terme qui s'élève au 31 décembre 2022 à 560 mille USD soit l'équivalent de 1,742 millions de dinars.

9. La STB a souscrit le 18 octobre 2016 à l'emprunt obligataire subordonné privé émis par la TFB, entreprise appartenant au groupe STB, pour un montant global de 16 millions Euros soit l'équivalent de 39,560 millions de Dinars garanti par l'État en vertu de la décision du Ministre des Finances en date du 17 octobre 2016.

La STB a procédé en date du 26 mai 2017, 28 mars 2018 et 01 décembre 2020 à la conversion de l'emprunt ci-dessus cité en capital de ladite société respectivement pour 6 millions d'Euros ,3 millions

d'Euros et 2,289 millions d'Euro soit l'équivalent de 27,913 millions de dinars.

Au cours de l'exercice 2022, la STB a procédé à la conversion en capital de 1,634 millions d'Euros soit l'équivalent de 4,040 millions de dinars.

L'encours de l'emprunt s'élève au 31 décembre 2022 à 2,134 millions d'euros soit l'équivalent de 5,277 millions de dinars.

10. Antérieurement à l'exercice audité, les administrateurs, les entreprises associées ainsi que les filiales de la STB ont souscrit aux différents emprunts obligataires émis par la STB.

L'encours des montants souscrits se détaille comme suit :

| Relation | Montant souscrit | Encours au 31/12/2022 |
|-------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-----------------------|
| SICAV L'EPARGNANT | 12 260 100 | 4 817 100 |
| SMGERT | 100 000 | 30 000 |
| STB FINANCE | 700 000 | 237 500 |
| STB INVEST | 16 175 000 | 10 903 125 |
| SICAV L'EPARGNE OBLIGATAIRE | 3 180 000 | 2 544 000 |
| SICAV L'INVESTISSEUR | 50 000 | 103 000 |
| SICAV L'AVENIR | 30 000 | 30 000 |
| STB SICAR | 2 000 000 | 1 200 000 |
| Total obligations souscrites par les filiales et entreprises associées | 34 495 100 | 19 864 725 |
| STAR | 52 000 000 | 18 867 000 |
| MEA | 3 000 000 | 3 000 000 |
| Total obligations souscrites par les administrateurs | 55 000 000 | 21 867 000 |
| Total général en Dinars | 89 495 100 | 41 731 725 |

11. Les encours des dépôts à terme souscrits, antérieurement à l'exercice 2022, par les filiales, les entreprises associées ainsi que les administrateurs de la STB totalisent, au 31 décembre 2022, un montant de 31 millions de dinars, réparti comme suit :

| Relation | Montant |
|------------------------------------------------------------|-------------------|
| la société tunisienne d'assurance et de réassurance «STAR» | 30 000 000 |
| STE TUNISIENNE DE RECOUVREMENT | 1 000 000 |
| Total en dinars | 31 000 000 |

12. Antérieurement à l'exercice audité, la STB a conclu des conventions de comptes courants associés avec les sociétés appartenant au groupe dont l'encours au 31 décembre 2022 s'élève à 1,162 millions de dinars détaillé comme suit :

| Société | Encours 31/12/2022 | Taux de Rémunération |
|---------------------------------------|--------------------|----------------------|
| L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE- avance CCA | 1 162 | Non rémunéré |
| Total en mille Dinars | 1 162 | |

13. Antérieurement à l'exercice audité, la STB a signé avec sa filiale STB SICAR plusieurs conventions de gestion de fonds à capital risque. La situation de ces fonds gérés se détaille comme suit :

| Fonds gérés | Date souscription | Montant souscrit | En-cours au 31/12/2022 |
|------------------------------|-------------------|------------------|------------------------|
| Fonds gérés STB 1 | 1999 | 8 000 | 4 699 |
| Fonds gérés STB 2 | 2000 | 8 000 | 5 055 |
| Fonds gérés STB 3 | 2001 | 5 000 | 3 820 |
| Fonds gérés STB 4 | 2002 | 6 500 | 5 692 |
| Fonds gérés STB 5 | 2003 | 6 824 | 5 469 |
| Fonds gérés STB 6 | 2005 | 2 707 | 687 |
| Fonds gérés STB 7 | 2006 | 800 | 734 |
| Fonds gérés STB 8 | 2007 | 9 371 | 5 844 |
| Fonds gérés STB 9 | 2008 | 4 800 | 4 309 |
| Fonds gérés STB 10 | 2008 | 8 748 | 8 666 |
| Fonds gérés STB 11 | 2009 | 6 000 | 5 818 |
| Fonds gérés STB 12 | 2009 | 9 898 | 10 805 |
| Fonds gérés STB 14 | 2020 | 10 000 | 20 293 |
| Fonds gérés STB 15 | 2021 | 20 000 | 528 |
| Fonds gérés ID STB 1 | 2002 | 2 000 | 1 232 |
| Fonds gérés ID STB 2 | 2002 | 2 000 | 1 261 |
| Fonds gérés ID STB 3 | 2003 | 5 436 | 3 752 |
| Fonds gérés ID STB 4 | 2005 | 360 | 362 |
| Fonds gérés ID STB 5 | 2006 | 1 133 | 1 231 |
| Fonds gérés ID STB 6 | 2007 | 4 000 | 3 419 |
| Total en mille dinars | | 121 577 | 93 678 |

Les conditions de rémunération de la STB SICAR, au titre de la gestion de ces fonds, se résument comme suit :

- Commission de gestion de 1% prélevée sur les actifs valorisés à la date de clôture du fonds géré payée préalablement à la déduction de tous frais et commissions avec un minimum de 1% du montant des fonds alloués par an ;
- Commission de performance de 10% à 20% calculée sur les plus-values réalisées sur les cessions d'actions ou de parts sociales et des dividendes servis ;
- Commission de rendement de 10% décomptée sur les produits des placements réalisés par les fonds.

Les conditions de rémunération de la STB SICAR, au titre de la gestion des fonds confiés en 2020 et 2021, se résument comme suit :

- Commission de gestion de 1,25% du montant du fond alloué à la fin de chaque exercice ;
- Commission de performance de 25%% calculée sur les plus-values réalisées nettes des pertes enregistrées ;
- Commission sur dividendes de 10% des dividendes servis par les sociétés du portefeuille.

Au cours de l'exercice 2022, la STB a comptabilisé une charge globale de 1,251 millions de dinars au titre de ces différentes commissions.

14. En vertu des conventions conclues avec la SICAV L'Épargnant, la SICAV Investisseur, la SICAV Avenir et la SICAV l'épargne obligataire, la STB assure la fonction de dépositaire et/ou de distributeur de titres et de fonds pour ces SICAV.

En rémunération des prestations fournies à ce titre, la banque perçoit les commissions suivantes :

- 0,15% du montant de l'actif net de la SICAV l'épargnant calculé quotidiennement. La commission relative à l'exercice 2022 s'élève en TTC à 343 577 DT.
- 0,2% du montant de l'actif net de la SICAV l'investisseur calculé quotidiennement. La commission relative à l'exercice 2022 s'élève à 2 420 DT.
- 1190 DT (TTC), commission fixe versée annuellement par la SICAV Avenir.
- 0,15% du montant de l'actif net de la SICAV l'épargne obligataire calculé quotidiennement. La commission relative à l'exercice 2021 s'élève en TTC à 266 512 DT.

15. En vertu des conventions conclues avec sa filiale STB FINANCE, la STB assure la fonction de dépositaire de titres et de fonds pour les fonds FCP DELTA et FCP HIKMA, gérés par la STB FINANCE

En rémunération des prestations fournies à ce titre, la banque perçoit une commission de 0,1% (TTC) du montant de l'actif net de chaque fonds calculé quotidiennement. La commission relative à l'exercice 2022 s'élève à 594 DT en TTC.

16. En vertu des conventions conclues avec sa filiale STB FINANCE, la STB assure la fonction de dépositaire de titres et de fonds pour les fonds FCP INNOVATION et FCP CAPITAL PLUS, gérés par la STB FINANCE.

En rémunération des prestations fournies à ce titre, la banque perçoit une commission de 0,1% (hors taxes) du montant de l'actif net de chaque fonds calculé quotidiennement. La commission relative à l'exercice 2022 s'élève à 10 949 DT en HT.

17. En vertu des conventions conclues avec sa filiale STB FINANCE, cette dernière assure les fonctions suivantes :

- Gestion de toutes les lignes de portefeuille titres actions et droits y afférents et obligations en dépôts sur les comptes de la STB qui s'engage à transférer tous les portefeuilles titres propres et pour le compte de ses clients. La STB-Finance rétrocédera à la STB une commission, dénommée commission de courtage, égale à 40% des commissions facturées par la STB Finance se rapportant aux transactions émanant du réseau de la Banque.

- En rémunération de ces services, la STB FINANCE perçoit une commission de 0,2% sur toutes les opérations qui lui sont confiées et se rapportant au portefeuille titres de la STB. Toutefois, au-delà d'un certain montant, un plafond sera fixé en commun accord entre les deux parties.

- Gestion de l'actionnariat STB qui englobe les opérations relatives à la tenue du registre d'actionnaires de la STB ainsi que la tenue des assemblées et opérations rattachées. En rémunération de ces services, la STB FINANCE perçoit un montant forfaitaire annuel de 40 mille dinars (hors taxes).

18. La STB loue à ses filiales certains de ses locaux. Les conditions annuelles des contrats de location se détaillent comme suit :

| Filiales | Montant du loyer annuel en Dinars | Date début de la location | Majoration par année | Date de début de la majoration | loyer 2022 TTC |
|-----------------------------|-----------------------------------|---------------------------|------------------------|--------------------------------|----------------|
| STRC 1 ^{er} étage | 10000 (TTC) | 01/07/2004 | 5% | deuxième année de la location | 23 692 |
| STRC 2 ^{ème} étage | 10000 (TTC) | 01/09/2001 | 5% | deuxième année de la location | 27 092 |
| STRC 3 ^{ème} étage | 10000 (TTC) | 01/05/2005 | 5% | deuxième année de la location | 22 839 |
| STB INVEST | 8400 (HTVA) | 01/07/2004 | 5% | deuxième année de la location | 30 513 |
| STB INVEST | 5 227(HTVA) | 01/12/2011 | 5% (tous les deux ans) | troisième année de la location | |
| STB MANAGER | 5400 (HTVA) | 01/01/2003 | 5% | deuxième année de la location | 38 052 |
| STB FINANCE | 27875 (HTVA) | 01/01/2010 | 5% (tous les deux ans) | troisième année de la location | 71 735 |
| STB SECURITE ET GARDIENNAGE | 4 800 (HTVA) | 01/01/2016 | 5% (tous les deux ans) | troisième année de la location | 6 612 |
| STB MOYENS GENERAUX | 5 400 (HTVA) | 01/01/2016 | 5% (tous les deux ans) | troisième année de la location | 7 439 |
| ACTIVHOTELS | 5 515 (HTVA) | 01/07/2020 | 5% | deuxième année de la location | 7 063 |
| L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE | 26 966 (HTVA) | 01/01/2022 | 2% | deuxième année de la location | 64 180 |
| TOTAL EN DINARS | | | | | 299 218 |

19. Antérieurement à l'exercice audité, la STB a signé avec sa filiale, la société STB Sécurité et Gardiennage une convention de prestation de services ayant pour objet d'assurer les prestations de gardiennage des locaux et des établissements appartenant à la STB pour une durée de trois ans à compter du 1er janvier 2016 renouvelable par tacite reconduction. Le prix des prestations

de gardiennage est calculé en fonction du salaire brut mensuel de chaque agent de gardiennage majoré des avantages ainsi que les frais du siège de la STB Sécurité et Gardiennage.

Les montants facturés au titre des prestations réalisées pour l'année 2022 ont totalisé la somme de 8 933 mille dinars en TTC.

20. Antérieurement à l'exercice audité, la STB a signé avec sa filiale, la société STB Sécurité et Gardiennage une convention de prestation de services ayant pour objet d'assurer les prestations de gardiennage des locaux et des établissements appartenant à la STB pour une durée d'une année à compter de sa signature renouvelable par tacite reconduction. Le prix de ces prestations est composé des salaires bruts y compris les avantages des agents majorés de toutes les charges patronales y afférentes avec une marge bénéficiaire de 5%.

Les montants facturés au titre des prestations réalisées pour l'année 2022 ont totalisé la somme de 503 mille dinars en TTC.

21. Antérieurement à l'exercice audité, la STB a signé avec sa filiale, la société STB Moyens Généraux une convention de prestation de services ayant pour objet d'assurer les services de nettoyage des locaux et des établissements appartenant à la STB pour une durée de trois ans à compter du 1er février 2015 renouvelable par tacite reconduction. Le prix des prestations de nettoyage calculé en fonction du salaire brut mensuel de chaque agent de nettoyage majoré des avantages ainsi que les frais du siège de la STB Moyens Généraux.

Les montants facturés au titre des prestations réalisées pour l'année 2022 ont totalisé la somme de 6 376 mille dinars en TTC.

22. Antérieurement à l'exercice audité, la STB a signé avec sa filiale STB Moyens Généraux, une convention de mise à disposition de ressources humaines ayant pour objet de définir les modalités et les conditions dans lesquelles la société s'engage à mettre à la disposition de la STB des ressources humaines pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} octobre 2020 renouvelable par tacite reconduction. Le prix de ces prestations est composé des salaires bruts y compris les avantages des agents majorés de toutes les charges patronales y afférentes avec une marge bénéficiaire de 5%.

Les montants facturés au titre des prestations réalisées pour l'année 2022 ont totalisé la somme de 1082 mille dinars en TTC.

23. Les concours bancaires accordés par la STB aux sociétés, parties liées, à ses administrateurs et à ses dirigeants totalisent, au 31 décembre 2022, un montant de 45,277 millions de dinars, répartis comme suit :

| Groupe | Relation | deb de compte | Autres engagements | Total général |
|--------------------------------|----------------------------|-------------------|--------------------|-------------------|
| GROUPE STB | STE EDDKHILA | - | 2 765 000 | 2 765 000 |
| | SED SOUSSE NORD | 206 865 | 2 479 671 | 2 686 536 |
| | L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE | - | 30 874 181 | 30 874 181 |
| | STB INVEST | 979 | - | 979 |
| | STRC | - | 5 714 286 | 5 714 286 |
| | STB SICAR/FG STB 11D | 12 124 | - | 12 124 |
| | STB MOYENS GENERAUX | 267 821 | - | 267 821 |
| | S.T.B SECURITE GARDIENNAGE | 479 082 | - | 479 082 |
| | MAGASINS GENERAUX | - | 202 300 | 202 300 |
| | STB SICAV | 61 | - | 61 |
| Total concours/filiales | 966 932 | 42 035 438 | 43 002 370 | |
| | STAR | - | 2 184 190 | 2 184 190 |
| | BEL LASSOUED MOHAMED TAHAR | 643 | - | 643 |
| Total administrateurs | | 643 | 2 184 190 | 2 184 833 |
| Secrétaire général | | - | 74 034 | 74 034 |
| Directeur Général | | - | 16 181 | 16 181 |
| Total dirigeants | | - | 90 215 | 90 215 |
| Total Général en dinars | | 967 575 | 44 309 843 | 45 277 418 |

III. Obligations et engagements de la STB envers les dirigeants

1. Les obligations et engagements envers les dirigeants tels que visés à l'article 200 (nouveau) Il § 5 du Code des Sociétés Commerciales se détaillent comme suit :

- L'EX-Directeur Général a été nommé par décision du Conseil d'Administration réuni le 22 mars 2021. Les éléments de rémunération sont les mêmes éléments tels que fixés par le comité de rémunération de la banque et approuvés par le conseil d'administration de la STB réuni en date du 30 mai 2016. Les éléments de rémunération se composent comme suit :

- Un élément fixe qui consiste en un salaire net mensuel fixé à 16 mille dinars,
- Et un élément annuel variable qui ne dépasse pas 50% du montant de l'élément fixe soit 96 mille dinars et qui sera calculé sur la base du taux de réalisation des objectifs fixés par le conseil d'administration ainsi que des indicateurs financiers.

Les avantages en nature sont une voiture de fonction avec un quota de 500 litres de carburant par mois, la prise en charge des frais de communication téléphonique avec un plafond de 250 dinars par mois ainsi que le remboursement de tous les frais engagés dans le cadre de l'exercice de son activité sur présentation des factures y afférentes.

- Les éléments de rémunération du Directeur Général Adjoint et du Secrétaire Général tels que révisés par le comité de nomination et de rémunération de la banque, ont été approuvés par le conseil d'administration de la STB réuni en date du 16 septembre 2020. Les éléments de rémunération ont été révisés comme suit :

- Un élément fixe qui consiste en un salaire brut mensuel fixé à 4,767 mille dinars soit un salaire net de 2,670 mille dinars ;
- Une indemnité de fonction complémentaire de 1 500 dinars [révision de l'indemnité de 600 dinars à 2000 dinars ;
- Et un élément annuel variable qui ne dépasse pas 25% du montant de l'élément fixe et qui sera calculé sur la base du taux de réalisation des objectifs fixés par le conseil d'administration ainsi que des indicateurs financiers.

Les avantages en nature sont une voiture de fonction avec un quota de 400 litres de carburant par mois ainsi que le remboursement des frais téléphoniques.

- Le montant des jetons de présence revenant aux administrateurs de la STB a été fixé par décision de l'Assemblée Générale Ordinaire réunie le 29 avril 2022 à 4000 dinars en net par séance pour le président du conseil d'administration et à 2000 dinars en net par séance pour les membres du conseil d'administration.

- Le montant des jetons de présence revenant aux administrateurs membres du comité permanent d'audit et du comité des risques a été fixé par décision de l'Assemblée Générale Ordinaire réunie le 29 avril 2022 à 2000 dinars en net et par séance pour le président de chaque comité et à 1000 dinars en net et par séance pour les membres des comités. Les présidents et membres de plus d'un comité seront rémunérés sur la base de leurs présences dans un seul comité de leur choix..

2. Les obligations et engagements de la STB envers ses dirigeants, tels qu'ils ressortent des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2022, se présentent comme suit (en DT) :

| Nature de la rémunération | DG | | DGA et SG | | Administrateurs | |
|-------------------------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|----------------------|
| | Charges de l'exercice | Passif au 31/12/2022 | Charges de l'exercice | Passif au 31/12/2022 | Charges de l'exercice | Passif au 31/12/2022 |
| Avantages à court terme | 328 856 | - | 405 764 | 40 695 | 305 000 | 208 265 |
| Avantages postérieurs à l'emploi(*) | - | - | 30 753 | 245 833 | - | - |
| TOTAL | 328 856 | - | 436 517 | 286 528 | 305 000 | 208 265 |

(*) Les avantages postérieurs à l'emploi sont fixés par référence aux termes de la convention collective nationale du personnel des banques et des établissements financiers.

Par ailleurs, et en dehors des conventions et opérations précitées, nos travaux d'audit n'ont pas révélé l'existence d'autres conventions ou opérations rentrant dans le cadre des textes de loi sus-indiqués.

Tunis, le 10 avril 2023
Les Co-commissaires aux comptes

Groupement CFA-CBC
Fathi Saidi



Groupement CSL- CNH
Samir Labidi



RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DE LA SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE

DU 28 AVRIL 2023 (EXERCICE 2022)

PREMIÈRE RÉOLUTION :

Après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'Administration relatif à l'exercice 2022 et du rapport général des commissaires aux comptes ainsi que les explications complémentaires fournies, l'Assemblée Générale Ordinaire approuve les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils lui ont été présentés.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à la majorité.

DEUXIÈME RÉOLUTION

Après avoir pris acte du rapport spécial des commissaires aux comptes conformément aux dispositions de l'article 200 et suivants et l'article 475 du code des sociétés commerciales ainsi que les articles 43 et 62 de la loi n°2016-48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et établissements financiers, l'Assemblée Générale Ordinaire approuve toutes les opérations rentrant dans le cadre des dispositions desdits articles telles qu'elles ont été présentées.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à la majorité.

TROISIÈME RÉOLUTION

Après avoir entendu lecture du rapport de gestion relatif au groupe STB et du rapport général des commissaires aux comptes, l'Assemblée Générale Ordinaire approuve les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils lui ont été présentés.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à la majorité.

QUATRIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire donne aux membres du Conseil d'Administration quitus entier, définitif et sans réserve de leur gestion relative à l'exercice 2022.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à la majorité.

CINQUIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire décide d'imputer le report à nouveau déficitaire qui s'élève au 31 décembre 2022 à 172.649.962,345 dinars sur les réserves à régime spécial disponibles pour un montant de 116.601.329,412 et sur les primes d'émission pour un montant de 56.048.632,933 dinars.

Par conséquent, le report à nouveau déficitaire et les réserves à régime spécial sont ainsi modifiés :

| | En Dinars |
|------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| Réserves à régime spécial | 116.601.329,412 |
| Prime d'émission | 56.048.632,933 |
| Imputation des reports à nouveau déficitaires | (172.649.962,345) |
| Reliquat des Réserves à régime spécial post apurement des reports à nouveau déficitaires | 80.304.444,310 |
| Reliquat de la prime d'émission post apurement des reports à nouveau déficitaires | 59.827.367,067 |
| Reports à nouveau déficitaires | - |

Cette résolution mise aux voix est adoptée à la majorité.

SIXIÈME RÉOLUTION

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Ordinaire décide d'affecter le résultat de l'exercice 2022, comme détaillé ci-dessous :

| | En Dinars |
|----------------------------------------------|----------------|
| - Résultat de l'exercice 2022 : | 93.082.694,886 |
| - Report à nouveau : | - |
| - 1 ^{er} Reliquat : | 93.082.694,886 |
| - Réserve légale : | 4.654.134,744 |
| - 2 ^{ème} Reliquat : | 88.428.560,142 |
| - Dividendes sur le résultat de l'exercice : | - |
| - Report à nouveau : | 88.428.560,142 |

SEPTIÈME RÉOLUTION

En application des dispositions de l'article 19 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier telle que modifiée par la loi 99-92 du 17 août 1999 relative à la relance du marché financier et de l'arrêté du Ministre des Finances du 17 novembre 2000, l'Assemblée Générale Ordinaire autorise le Conseil d'Administration à acheter et revendre en bourse les actions de la STB en vue de réguler leurs cours pendant une année.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à la majorité.

HUITIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire fixe :

- un montant net de 4.000 Dinars par séance à allouer au Président du Conseil d'Administration.
- un montant net de 2.000 Dinars par présence effective par séance à allouer aux membres du Conseil d'Administration.
- un montant net de 2.000 Dinars par présence effective par séance à allouer au Président du Comité Permanent d'Audit Interne et au Président du Comité des Risques.
- un montant net de 1.000 Dinars par séance à allouer :
 - à chaque membre du Comité Permanent d'Audit Interne et du Comité des Risques
 - à chaque Président ou membre des autres comités issus du Conseil d'Administration

Les présidents et les membres appartenant à plus d'un comité ne peuvent bénéficier que d'une seule rémunération calculée sur la base de leurs présences à un seul comité de leur choix.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à la majorité.

NEUVIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire approuve la nomination de deux membres du Conseil d'Administration représentant les participants publics, pour un mandat de trois ans (Décret n° 2013-4953 du 5 décembre 2013, portant application

des dispositions de l'article 22 ter de la loi n° 89-9 du 1^{er} février 1989, relative aux participations, entreprises et établissements publics aux banques publiques).

| Membres représentant les participants publics | Mandat |
|-------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| Monsieur Atef MAJDOUB (en remplacement de Monsieur Mohamed Tahar BELLASSOUED) | (pour la période restante) 2021-2023 |
| Madame Moufida ALOUI | 2022-2024 |

Cette résolution mise aux voix est adoptée à la majorité.

DIXIÈME RESOLUTION

Vu la décision du Conseil d'Administration de la Société Tunisienne de Banque en date du 16 juin 2022, relative au renouvellement du mandat de chacun de :

- M. Hassen FEKI représentant de la Société Tunisienne d'Assurance et de Réassurance «STAR»
- M. Lassaad ZARROUK représentant de la Mutuelle d'Assurance de l'Enseignement «MAE»

L'Assemblée Générale Ordinaire approuve, pour régularisation, le renouvellement du mandat des membres précités pour une durée de trois ans, prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui aura à statuer sur les comptes de l'exercice 2024.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à la majorité.

ONZIÈME RESOLUTION

Suite à la cessation des fonctions de Monsieur Taïeb BELAID, membre du Conseil d'Administration représentant les privés suite à sa démission, l'Assemblée Générale Ordinaire décide de le nommer de nouveau pour une période de trois années qui prendra fin avec la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2025.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à la majorité.

DOUZIEME RESOLUTION

Après avoir constaté la fin du mandat des commissaires aux comptes actuels et suite à la correspondance du Comité d'Audit des Comptes des Entreprises et Etablissements Publics du 28 avril 2023, l'Assemblée Générale Ordinaire décide de reporter la désignation des commissaires aux comptes pour la période 2023-2025 dans les meilleurs délais.

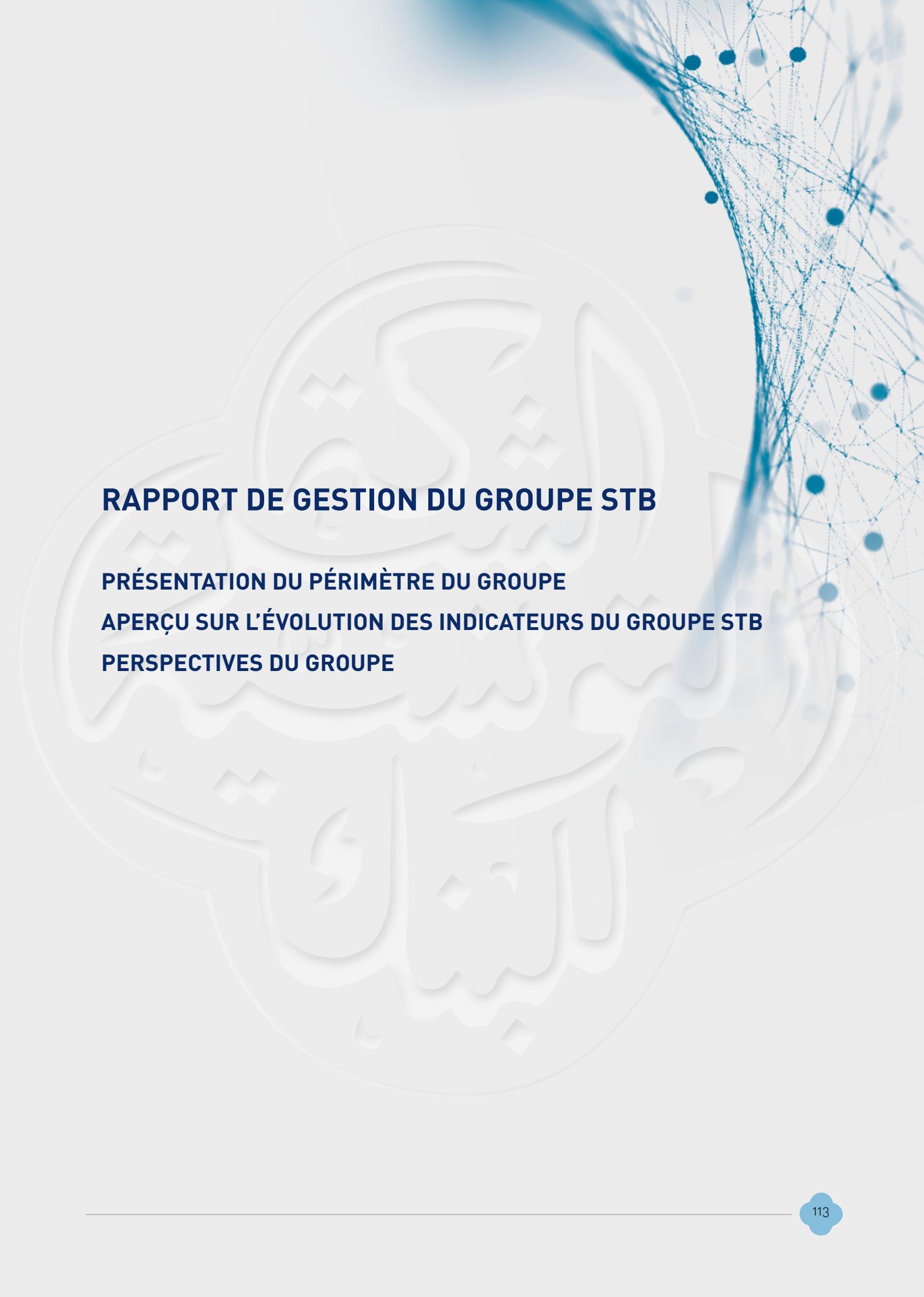
Cette résolution mise aux voix est adoptée à la majorité.

TREIZIEME RESOLUTION

Tous les pouvoirs sont donnés au représentant légal de la Banque ou à son mandataire aux fins de procéder aux formalités d'enregistrement, de dépôt et de publicité légales nécessaires.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à la majorité.





RAPPORT DE GESTION DU GROUPE STB

PRÉSENTATION DU PÉRIMÈTRE DU GROUPE

APERÇU SUR L'ÉVOLUTION DES INDICATEURS DU GROUPE STB

PERSPECTIVES DU GROUPE

PRÉSENTATION DU PÉRIMÈTRE DU GROUPE STB

Présentation Générale du Groupe STB

Le groupe STB est formé par la STB société mère et des filiales dont lesquelles elle détient directement ou indirectement plus de 50% au moins du capital.

La STB en tant que société mère exerce donc un contrôle exclusif sur les sociétés de groupe.

Soucieuse d'offrir une gamme complète à sa clientèle, la STB est présente sur les différents secteurs économiques à travers 204 participations et un groupe composé de 13 sociétés (dont la société mère) ainsi que 4 SICAV. Le groupe est réparti par pôle d'activité comme suit :

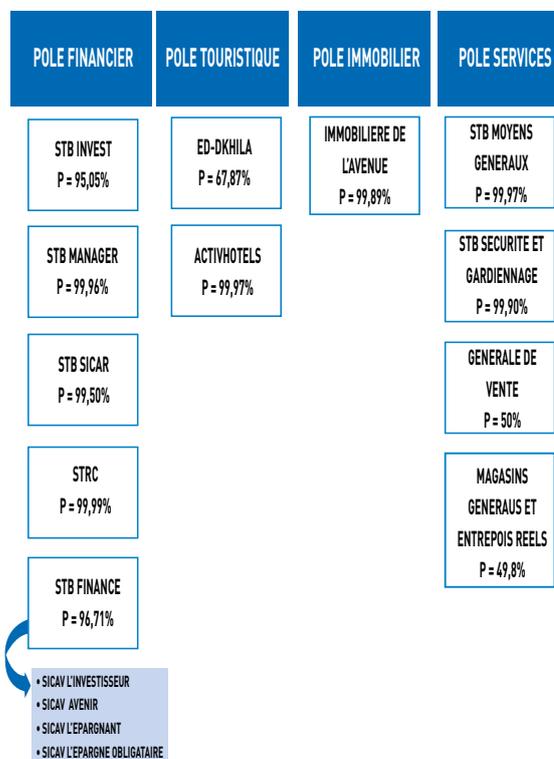
Pôle financier : 5 sociétés et 4 SICAV

Pôle services : 4 sociétés

Pôle touristique : 2 sociétés

Pôle Immobilier : 1 société

- **Pôle financier** : Ce pôle regroupe les entités agréées dans le cadre de la loi 2016/48 régissant l'activité des établissements de crédit ainsi que les entités dont l'activité en est le prolongement, à savoir : l'intermédiation en bourse, la gestion d'OPCVM sous forme de SICAV, FCP et FCPR, les sociétés d'investissement sous forme de SICAF et de SICAR.
- **Pôle touristique** : Ce pôle regroupe les unités hôtelières et les entités agréées pour la gestion des unités hôtelières et touristiques.
- **Pôle des services** : Ce pôle regroupe les entités de support et de logistique pour le compte de la STB et de ses Filiales.
- **Pôle de l'immobilier** : Ce pôle regroupe les entités agréées dans le cadre de la loi n° 90-17 du 26 février 1990 pour exercer à titre professionnel des opérations de lotissement et d'aménagement de terrains destinés principalement à l'habitation ainsi que la construction ou la rénovation d'immeubles collectifs ou semi collectifs à usage d'habitation, commercial, professionnel ou administratif.



Présentation des principales sociétés appartenant au Groupe STB

Pôle financier

STB FINANCE

La STB Finance est une société d'intermédiation en bourse régie par la loi 94/117 portant réorganisation du Marché Financier, et par le Décret 99-2478 du 1^{er} novembre 1999 portant sur les statuts des Intermédiaires en Bourse.

Elle a pour objet la négociation et l'enregistrement des valeurs mobilières en Bourse, la gestion individuelle et collective de portefeuilles, la tenue de registres des comptes en valeurs mobilières, le conseil et les montages financiers.

La STB FINANCE est également agréée en 'Listing Sponsor' pour accompagner les entreprises à s'introduire sur le marché alternatif.

Dans le cadre de la réorganisation des filiales du groupe STB par métier, la STB Finance assure depuis juillet 2020, la gestion des OPCVM du groupe (4 SICAV et 4 FCP).

SICAV L'EPARGNANT

Créée en 1996, SICAV L'EPARGNANT est une SICAV Obligataire de type distribution, destinée à des investisseurs prudents. Elle vise en priorité à assurer à ses actionnaires, les meilleures conditions de liquidité, de rentabilité et de sécurité. SICAV L'Epargnant gère 210 millions de dinars à la fin de l'année 2022.

SICAV L'EPARGNE OBLIGATAIRE

Créée en 2017, SICAV L'EPARGNE OBLIGATAIRE est une SICAV Obligataire de type capitalisation, destinée à des investisseurs prudents, notamment les personnes physiques qui cherchent en plus des avantages de la gestion collective, la capitalisation de leurs placements. Elle vise en priorité à assurer à ses actionnaires, les meilleures conditions de liquidité, de rentabilité et de sécurité. SICAV L'Epargne obligataire gère 164 millions de dinars à la fin de l'année 2022.

SICAV L'INVESTISSEUR

Créée en 1994, SICAV L'INVESTISSEUR est une SICAV mixte de type distribution. Son actif est en permanence investi dans une proportion minimale de 30% en actions cotées en bourse. Elle est destinée aux investisseurs désirant placer en bourse en bénéficiant des avantages de la gestion collective et acceptant un risque boursier. SICAV L'Investisseur gère 1,2 millions de dinars à la fin de l'année 2022.

SICAV AVENIR

Créée par l'ex BDET en 1994, SICAV AVENIR est une SICAV mixte de type distribution. Son actif est investi dans une proportion maximale de 10% en actions cotées en bourse. Elle est destinée essentiellement aux actionnaires désirant investir en bourse en tolérant un faible risque boursier. SICAV AVENIR gère 1,2 millions de dinars à la fin de l'année 2022.

STB MANAGER

La STB MANAGER est la première société de gestion sur le marché Tunisien, créée en 2002 pour assurer la gestion des OPCVM du groupe STB.

Opérant dans un paysage financier en pleine mutation et consciente de l'importance du capital investissement comme outil incontournable de

financement des entreprises, la STB Manager a obtenu en 2015 un deuxième agrément du CMF pour l'extension de son champ d'activité à la gestion des FCPR, des Fonds d'Amorçage ainsi qu'à la gestion individuelle sous mandat des portefeuilles des SICAF et des SICAR.

Suite à la nouvelle organisation des filiales de la Banque par métier, la STB Manager s'est spécialisée dans la gestion des FCPR à partir de juillet 2020.

En 2022, la STB Manager assure la gestion de 2 FCPR :

FCPR ESSOR FUND, d'une taille de 5 millions de dinars, destiné au financement des projets dans le cadre du développement régional.

FCPR GROWTH FUND, d'une taille de 11,3 millions de dinars, destiné au financement des PME et des entreprises opérant dans des secteurs innovants.

Depuis leur création, les deux FCPR ont contribué au financement de plusieurs projets opérant dans différents secteurs économiques et implantés dans différentes régions du pays.

STB Manager projette la création de nouveaux FCPR pour accompagner les clients de la banque dans leurs projets d'investissement et de développement.

La STB INVEST SICAF

La STB INVEST SICAF est une Société d'Investissement à Capital Fixe régie par la loi n°88-92 du 02 août 1988 telle que modifiée par la loi n°92-113 du 23 novembre 1992 et les lois n°95-87 et n°95-88 du 30 Octobre 1995.

Créée en 1991, la SICAF a pour objet la gestion au moyen de l'utilisation de ses fonds propres d'un portefeuille de valeurs mobilières ainsi que toutes opérations connexes dont notamment la prise de participations.

La STB INVEST participe au financement des entreprises à travers plusieurs moyens : participations directes dans le capital, portages et sorties libres, acquisitions en bourse, achats des titres de créances privés et publics.

En 2019 la STB INVEST a réalisé une fusion par absorption avec la deuxième SICAF du groupe «SOFI-ELAN» portant ainsi son capital de 36.000.000.dinars à 39.351.980.dinars

Cette opération s'est traduite par une maîtrise des charges et un renforcement de l'activité «Private Equity» au sein du pôle financier.

SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE RECOUVREMENT DES CRÉANCES (STRC)

La STRC, créée en 1999, est la première société de recouvrement des créances bancaires agréée dans le cadre de la Loi 98-4 du 02 février 1998 ayant pour objet social le recouvrement des créances pour son propre compte et pour le compte d'autrui.

Pour répondre aux objectifs d'efficacité et d'efficience, la STRC a procédé à la modernisation de son système d'information et de son organisation conformément aux exigences du métier, ce qui lui a permis d'atteindre des objectifs ambitieux en termes de recouvrement et de résultats.

Conformément aux exigences de la circulaire BCT «2022-01» relative à la prévention et résolution des créances non performantes, la STRC a mis en place un programme d'apurement des créances anciennes et irrécouvrables.

La STB SICAR

La STB SICAR, créée en 1998, est une société d'investissement à capital risque. Elle a pour objet la prise de participations pour son propre compte ou pour le compte de tiers dans le capital social des sociétés en vue d'une rétrocession.

La STB SICAR vise le financement et l'accompagnement des PME au stade de création ou de développement par des solutions financières adaptées.

En 2022, la STB SICAR gère un portefeuille de 58 fonds investis dans 300 participations de divers secteurs économiques et implantées dans 24 régions du pays.

Consciente de l'importance des objectifs de développement durable, la STB SICAR a établi une charte ESG pour la sélection des projets à financer et a engagé des procédures d'accompagnement de ses partenaires dans leurs démarches RSE.

La STB SICAR a également renforcé sa gouvernance par la création de comités assurant des contrôles à plusieurs niveaux pour assainir son portefeuille et entamer une nouvelle relance avec la participation à de nouveaux projets porteurs.

Pôle touristique

ACTIVHOTELS

Créée en 2006, ACTIVHÔTELS a pour objet principal la gestion touristique ainsi que la participation directe ou indirecte dans toute entreprise se rapportant à toute activité touristique notamment la création, l'acquisition, la construction, l'aménagement, la vente, la location et l'exploitation de toutes unités ou ensemble hôteliers touristiques ou balnéaires.

ACTIVHÔTELS se charge de la régularisation des situations juridiques et foncières, de l'évaluation et des procédures de cession des unités hôtelières de son portefeuille.

ED-DKHILA

Créée en 1966, la Société Touristique ED-DKHILA a pour objet la création et la gestion d'unités hôtelières et touristiques. Elle exploite depuis 1968 le village de vacances «Résidence Club Skanès» sis à la zone touristique de Monastir qui est en location depuis plusieurs années.

Afin de se conformer à la réglementation en vigueur (Loi 2016-48), la CAREPP a donné son accord en date du 06/12/2018 pour la cession de la part du groupe STB (67,87%) dans le capital de la société.

Cette opération est en cours de concrétisation conformément à la réglementation en vigueur et ce, par le biais d'un appel d'offres sur la base d'un cahier des charges et une évaluation préalable de la société par un cabinet spécialisé.

Dans ce cadre, la société a élaboré des termes de référence pour le choix d'un cabinet spécialisé en vue de l'évaluation et de la cession de ce bloc d'actions.

Pôle de l'immobilier

L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE

Créée en 1931, l'Immobilière de l'Avenue est l'une des sociétés de promotion immobilière les plus anciennes du secteur qui a amplement participé au développement du secteur immobilier et à l'urbanisation du pays.

Dans l'objectif de booster la performance de la société et améliorer sa valorisation, une AGE a été tenue pour approuver l'extension de son objet social par l'ajout de l'activité «aménagement et réaménagement des locaux ainsi que le pilotage des travaux pour le compte du groupe de la Société Tunisienne de Banque».

Pôle des services

SÉCURITÉ ET GARDIENNAGE

La STB Sécurité et Gardiennage est une société anonyme créée en 2015 ayant pour objet d'assurer la sécurité et le gardiennage des biens et établissements et généralement toute opération de service se rattachant directement ou indirectement à son objet.

STB MOYENS GÉNÉRAUX

La STB Moyens Généraux est une société anonyme créée en 2014 ayant pour objet d'assurer le service de nettoyage des locaux et des établissements et généralement toute opération de service se rattachant directement ou indirectement à son objet.

La société a procédé à l'extension de son objet social par l'ajout d'une activité secondaire «mise à disposition de ressources humaines».

Ainsi, la société est désormais en mesure de satisfaire les besoins de la Banque et de ses différentes filiales en ressources humaines pour assurer les activités de support et de soutien.

GENERALE DE VENTE «GEVE»

La Générale de Vente «GEVE» a été constituée en 2007 en vertu de la décision de la CAREPP pour la liquidation de la STIA.

Elle a pour objet la détention, l'achat et la revente de tout actif ou patrimoine immobilier ou mobilier d'entre les mains de la STIA.

La GEVE a réussi la concrétisation de la cession du Site STIA Sousse avec une forte plus-value et enregistre un avancement notable dans la finalisation de la cession de l'actif restant.

LES MAGASINS GENERAUX & ENTREPOT REEL DE TUNISIE «MGERT»

Créée en 1889 par un décret beylical, la société «Les Magasins Généraux & Entrepôt Réel de Tunisie» est un entrepôt Public qui opère sous contrôle douanier, dans les deux domaines suivants:

- La réception et l'Entreposage des marchandises en transit temporaire destinées au marché local ou à l'exportation,
- La Réception et le Gardiennage des véhicules des concessionnaires et des non-résidents.

En 2022, la MGERT a réglé le Droit de Concession de l'exploitation de l'entrepôt public pour régulariser sa situation juridique et a établi un projet de contrat de Concession avec l'Etat qui est en cours de validation.

Vu la performance réalisée par la société et la forte demande sur le marché, la MGERT envisage de diversifier et étendre ses activités pour les années à venir.

Liste des sociétés faisant partie du périmètre du Groupe STB au 31 décembre 2022

En Milliers de Dinars

| | SOCIETES CONSOLIDEES | POLE D'ACTIVITE | PAYS | CAPITAL |
|-----|-----------------------------------------------|-------------------|---------|---------|
| 1. | STB BANK (société Mère) | ETABL. DE CREDIT | TUNISIE | 776 875 |
| 2. | STB INVEST | ETABL. FINANCIERS | TUNISIE | 39 352 |
| 3. | STB MANAGER | ETABL. FINANCIERS | TUNISIE | 2 500 |
| 4. | STB FINANCE | ETABL. FINANCIERS | TUNISIE | 6 500 |
| 5. | STB SICAR | ETABL. FINANCIERS | TUNISIE | 19 495 |
| 6. | L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE | SERVICE | TUNISIE | 9 400 |
| 7. | STE TUN.RECOUVR. DES CREANCES "STRC" | ETABL. FINANCIERS | TUNISIE | 39 662 |
| 8. | SOCIETE LA GENERALE DES VENTES | SERVICE | TUNISIE | 4 000 |
| 9. | SOCIETE ED DKHILA | SERVICE | TUNISIE | 7 500 |
| 10. | SOCIETE ACTIVHOTELS | SERVICE | TUNISIE | 28 784 |
| 11. | SICAV L'INVESTISSEUR | ETABL. FINANCIERS | TUNISIE | 912 |
| 12. | SICAV L'AVENIR | ETABL. FINANCIERS | TUNISIE | 1 082 |
| 13. | SICAV EPARGNE OBLIGATAIRE | ETABL. FINANCIERS | TUNISIE | 3 920 |
| 14. | SICAV EPARGNANT | ETABL. FINANCIERS | TUNISIE | 15 142 |
| 15. | TUNISIAN FOREIGN BANK EX «U.T.B» (en Euro) | ETABL. DE CREDIT | FRANCE | 59 695 |
| 16. | STE MOYENS GENERAUX | SERVICE | TUNISIE | 500 |
| 17. | MAGASINS GENERAUX ET ENTREPOTS REELS DE TUNIS | SERVICE | TUNISIE | 20 |
| 18. | S.T.C VERITAS | SERVICE | TUNISIE | 649 |
| 19. | SONI BANK (en milliers de FCFA) | ETABL. DE CREDIT | NIGER | 23 367 |
| 20. | S.C.I "LA MAISON DU BANQUIER" | SERVICE | TUNISIE | 1 773 |
| 21. | S.P.C.M "ELFEJJA" | SERVICE | TUNISIE | 8 000 |
| 22. | STB SECURITE ET GARDIENNAGE | SERVICE | TUNISIE | 200 |

Classification des sociétés rentrant dans le périmètre du Groupe STB

SOCIETES CONSOLIDEES PAR INTEGRATION GLOBALE

Selon les normes IAS 28.5 et NCT36 l'intégration globale est appliquée lorsque la société mère détient un contrôle exclusif sur la société à consolider, soit le pouvoir de diriger les politiques financières

et opérationnelles afin d'obtenir les avantages de ses activités, ainsi que le pouvoir de nommer ou de révoquer la majorité des membres du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent.

Les sociétés intégrées globalement sont au nombre de 13 dont la société mère:

En Milliers de Dinars

| SOCIETES CONSOLIDEES | POLE D'ACTIVITE | PAYS | CAPITAL |
|----------------------|-------------------|---------|---------|
| STB | ETABL. DE CREDIT | TUNISIE | 776 875 |
| STB INVEST | ETABL. FINANCIERS | TUNISIE | 39 352 |
| STB MANAGER | ETABL. FINANCIERS | TUNISIE | 2 500 |
| STB FINANCE | ETABL. FINANCIERS | TUNISIE | 6 500 |
| STB SICAR | ETABL. FINANCIERS | TUNISIE | 19 495 |
| IMM. AVENUE | SERVICE | TUNISIE | 9 400 |
| STRC | ETABL. FINANCIERS | TUNISIE | 39 662 |
| GEVE | SERVICE | TUNISIE | 4 000 |
| EDDKHILA | SERVICE | TUNISIE | 7 500 |
| ACTIVHOTELS | SERVICE | TUNISIE | 28 784 |
| STBMG | SERVICE | TUNISIE | 500 |
| MGERT | SERVICE | TUNISIE | 20 |
| STBSG | SERVICE | TUNISIE | 200 |

SOCIETES CONSOLIDEES PAR MISE EN EQUIVALENCE

Selon les normes IAS 28.5 et NCT36, les sociétés mises en équivalence du groupe STB opèrent dans des secteurs d'activités diversifiés tel que les SICAV, les services et essentiellement le tourisme. De ce fait, et dans le cadre de son soutien à l'économie nationale, la société mère met en évidence cette influence notable par les faits suivants :

- Une représentation au Conseil d'Administration ou à l'organe de direction équivalent de l'entreprise détenue;

- Une participation au processus d'élaboration des politiques par le conseil et l'assistance logistique et financière;
- Des transactions significatives entre la STB et l'entreprise détenue : en termes d'engagement en participation et/ ou en crédits (pool bancaire) ;
- Un échange de personnels dirigeants (personnels détachés).

En Milliers de Dinars

| SOCIETES CONSOLIDEES | POLE D'ACTIVITE | PAYS | CAPITAL |
|-------------------------------|-------------------|---------|---------|
| SICAV L'INVESTISSEUR | ETABL. FINANCIERS | TUNISIE | 912 |
| SICAV L'AVENIR | ETABL. FINANCIERS | TUNISIE | 1 082 |
| SICAV EPARGNE OBLIGATAIRE | ETABL. FINANCIERS | TUNISIE | 3 920 |
| SICAV EPARGNANT | ETABL. FINANCIERS | TUNISIE | 15 142 |
| TUNISIAN FOREIGN BANK | ETABL. DE CREDIT | FRANCE | 59 695 |
| S.T.C VERITAS | SERVICE | TUNISIE | 649 |
| SONI BANK | ETABL. DE CREDIT | NIGER | 23 367 |
| S.C.I "LA MAISON DU BANQUIER" | SERVICE | TUNISIE | 1 773 |
| S.P.C.M "ELFEJJA" | SERVICE | TUNISIE | 8 000 |

Evolution du pourcentage de contrôle et des pourcentages d'intérêts

POURCENTAGES DE CONTRÔLE

Le contrôle est le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Le pourcentage de contrôle traduit le lien de dépendance direct et/ou indirect entre la STB et les sociétés consolidées. Il permet de déterminer

les entreprises qui doivent être retenues dans le périmètre de consolidation ainsi que les méthodes de consolidation à appliquer. Le pourcentage de contrôle exprime le nombre de droits de vote dont dispose la STB dans l'entreprise consolidée. Il se calcule en faisant la somme de tous les droits de vote détenus directement ou indirectement par les sociétés placées sous le contrôle exclusif de la STB.

Le tableau suivant, présente les pourcentages de contrôle arrêtés au 31 décembre 2022, ainsi que ceux arrêtés au 31 décembre 2021 :

| SOCIETES CONSOLIDEES | % de Contrôle du Groupe | | |
|----------------------------------------------------|-------------------------|---------|---------|
| | 2022 | 2021 | Var % |
| 1. STB BANK (société Mère) | 100,00% | 100,00% | 0,00% |
| 2. STB INVEST | 95,05% | 95,05% | 0,00% |
| 3. STB MANAGER | 99,99% | 99,99% | 0,00% |
| 4. STB FINANCE | 96,71% | 96,71% | 0,00% |
| 5. STB SICAR | 99,50% | 99,50% | 0,00% |
| 6. L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE | 99,90% | 99,90% | 0,00% |
| 7. STE TUN.RECOUVR. DES CREANCES "STRC" | 100,00% | 100,00% | 0,00% |
| 8. SOCIETE LA GENERALE DES VENTES | 50,00% | 50,00% | 0,00% |
| 9. SOCIETE ED DKHILA | 67,87% | 67,87% | 0,00% |
| 10. SOCIETE ACTIVHOTELS | 100,00% | 100,00% | 0,00% |
| 11. SICAV L'INVESTISSEUR | 78,05% | 78,17% | (0,12%) |
| 12. SICAV L'AVENIR | 98,32% | 98,35% | (0,03%) |
| 13. SICAV EPARGNE OBLIGATAIRE | 2,53% | 1,61% | 0,91% |
| 14. SICAV EPARGNANT | 7,61% | 8,83% | (1,22%) |
| 15. TUNISIAN FOREIGN BANK | 49,99% | 49,46% | 0,53% |
| 16. STE MOYENS GENERAUX | 99,98% | 99,98% | 0,00% |
| 17. MAGASINS GENERAUX ET ENTREPORTS REELS DE TUNIS | 49,95% | 49,95% | 0,00% |
| 18. S.T.C VERITAS | 27,06% | 27,06% | 0,00% |
| 19. SONI BANK | 25,00% | 25,00% | 0,00% |
| 20. S.C.I "LA MAISON DU BANQUIER" | 19,96% | 19,96% | 0,00% |
| 21. S.P.C.M "ELFEJJA" | 20,00% | 20,00% | 0,00% |
| 22. STB SECURITE ET GARDIENNAGE | 99,90% | 99,90% | 0,00% |

POURCENTAGES D'INTERET OU DEPENDANCE FINANCIERE AU GROUPE

Le pourcentage d'intérêt exprime la part de capital détenue par la STB directement et/ou indirectement dans chaque société consolidée. Contrairement au pourcentage de contrôle qui détermine la méthode de consolidation, le pourcentage d'intérêt permet la mise en œuvre de la consolidation. En effet, il permet d'évaluer les droits de la STB dans l'actif net des sociétés consolidées ainsi que la part revenant aux actionnaires minoritaires.

Il est également utilisé comme un outil principal dans la mise en œuvre des écritures de consolidation au moment de l'élimination des opérations réciproques et de la répartition des capitaux propres. Le pourcentage d'intérêt se calcule en faisant la somme des pourcentages de capital détenus directement par la société mère dans le capital de la filiale et le produit des pourcentages de capital détenus directement et indirectement dans les sous-filiales.

L'état suivant, présente les pourcentages d'intérêt arrêtés au 31 décembre 2022, ainsi que ceux arrêtés au 31 décembre 2022 :

| SOCIETES CONSOLIDEES | | % d'intérêt du Groupe | | |
|----------------------|-----------------------------------------------|-----------------------|--------|---------|
| | | 2022 | 2021 | Var % |
| 1. | STB BANK (société Mère) | 99,99% | 99,98% | 0,00% |
| 2. | STB INVEST | 94,73% | 94,72% | 0,00% |
| 3. | STB MANAGER | 99,40% | 99,40% | 0,00% |
| 4. | STB FINANCE | 95,55% | 95,55% | 0,00% |
| 5. | STB SICAR | 98,58% | 98,58% | 0,00% |
| 6. | L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE | 99,16% | 99,16% | 0,00% |
| 7. | STE TUN.RECOUVR. DES CREANCES "STRC" | 99,72% | 99,72% | 0,00% |
| 8. | SOCIETE LA GENERALE DES VENTES | 49,99% | 49,99% | 0,00% |
| 9. | SOCIETE ED DKHILA | 67,51% | 67,51% | 0,00% |
| 10. | SOCIETE ACTIVHOTELS | 99,94% | 99,93% | 0,00% |
| 11. | SICAV L'INVESTISSEUR | 75,74% | 75,85% | (0,12%) |
| 12. | SICAV L'AVENIR | 97,52% | 97,55% | (0,03%) |
| 13. | SICAV EPARGNE OBLIGATAIRE | 2,43% | 1,56% | 0,87% |
| 14. | SICAV EPARGNANT | 7,49% | 8,68% | (1,19%) |
| 15. | TUNISIAN FOREIGN BANK EX «U.T.B» | 49,99% | 49,45% | 0,54% |
| 16. | STE MOYENS GENERAUX | 97,15% | 97,15% | 0,00% |
| 17. | MAGASINS GENERAUX ET ENTREPOTS REELS DE TUNIS | 49,94% | 49,93% | 0,00% |
| 18. | S.T.C VERITAS | 27,05% | 27,05% | 0,00% |
| 19. | SONI BANK | 25,00% | 25,00% | 0,00% |
| 20. | S.C.I "LA MAISON DU BANQUIER" | 19,96% | 19,96% | 0,00% |
| 21. | S.P.C.M "ELFEJJA" | 20,00% | 20,00% | 0,00% |
| 22. | STB SECURITE ET GARDIENNAGE | 97,06% | 97,06% | 0,00% |



APERÇU SUR L'ÉVOLUTION DES INDICATEURS DU GROUPE STB

Chiffres clés du Groupe STB

| En millions de dinars | | déc 2018 | déc 2019 | déc 2020 | déc 2021 | déc 2022 | CGAR |
|-----------------------|-----------------------------------------|----------|----------|----------|----------|----------|--------|
| Activité | Total du bilan | 10 615,0 | 11 406,8 | 12 348,4 | 13 583,5 | 14 765,0 | 8,6% |
| | Dépôts clientèle | 6 340,1 | 7 331,9 | 8 413,7 | 8 982,9 | 9 794,4 | 11,5% |
| | Encours des crédits nets à la clientèle | 7 074,1 | 7 974,2 | 9 081,7 | 9 718,1 | 10 842,3 | 11,3% |
| Résultats | Marge d'intermédiation | 247,9 | 359,4 | 361,9 | 363,4 | 370,0 | 10,5% |
| | Volume des commissions nettes | 86,2 | 103,0 | 115,9 | 132,1 | 134,9 | 11,8% |
| | Chiffres d'affaires | 835,5 | 1 043,3 | 828,0 | 1 119,9 | 1 286,2 | 11,4% |
| | Produit net bancaire | 465,0 | 596,6 | 621,3 | 650,4 | 697,5 | 10,7% |
| | Charges opératoires | 240,7 | 255,7 | 273,5 | 314,8 | 337,7 | 8,8% |
| | Résultat net de l'exercice | 59,9 | 178,7 | 68,4 | 125,7 | 99,4 | 13,5% |
| Capitaux propres | Capital | 776,9 | 776,9 | 776,9 | 776,9 | 776,9 | 0,0% |
| | Réserves consolidés | 79,8 | 132,7 | 300,8 | 370,2 | 485,5 | 57,1% |
| | Actions propres | -5,5 | -5,5 | -5,5 | -5,5 | -5,5 | 0,0% |
| | Résultats de la période | 59,9 | 178,7 | 68,4 | 125,7 | 99,4 | 13,5% |
| | Capitaux propres | 911,1 | 1 082,7 | 1 140,6 | 1 267,3 | 1 356,2 | 10,5% |
| Rentabilité | Rentabilité des fonds propres (ROE) | 7,0% | 19,8% | 6,4% | 11,0% | 7,9% | 3,0% |
| | Rentabilité des actifs (ROA) | 0,6% | 1,6% | 0,6% | 1,0% | 0,7% | 3,6% |
| | Résultats Net / PNB | 12,9% | 30,0% | 11,0% | 19,3% | 14,2% | 2,6% |
| | Commissions nettes /P.N.B | 18,5% | 17,3% | 18,7% | 20,3% | 19,3% | 1,1% |
| | Marges d'intermédiations / PNB | 53,3% | 60,2% | 58,2% | 55,9% | 53,1% | (0,1%) |
| | Commissions nettes /masse salariale | 54,0% | 60,9% | 65,1% | 64,6% | 60,8% | 3,0% |
| | Coefficient d'exploitation | 51,8% | 42,9% | 44,0% | 48,4% | 48,4% | (1,7%) |

Évolutions du Bilan Consolidé

Au niveau des postes de l'actif :

A fin 2022, le total actif du groupe STB s'est élevé à 14.765,0 MD en hausse de 1.181,5 MD ou 8,7% par rapport à son niveau arrêté à fin 2021. La progression enregistrée est expliquée par les principales variations différenciées suivantes :

- Hausse de l'encours des créances sur la clientèle de +1.124,2 MD ou +11,6% qui s'est élevé à 10.842,3 MD au terme de l'exercice 2022. Cette progression revient à la société mère qui a vu son encours augmenté de 1.129,3 MD ou 11,6% ;
- Augmentation du portefeuille titres commercial de +279,8 MD ou +42,9%, observée essentiellement au niveau de la société (+294,2 MD ou +48,0%);
- Progression du portefeuille titres d'investissement de +164,9 MD ou +14,7%, quasiment concentrée au niveau du portefeuille de la société mère ;
- Baisse des avoirs et caisse auprès de la BCT de 357,3 MD et des créances sur les établissements bancaires et financiers de 125,6 MD. Ces variations ont été enregistrées essentiellement au niveau des comptes de la société mère.

Au niveau des postes du passif :

Le total du passif du Groupe a enregistré une progression de +1.092,3 MD ou +8,9% qui s'explique principalement par les variations différenciées suivantes :

- Hausse des dépôts et avoirs de la clientèle : +811,5 MD ou +9,0% portant ainsi leur encours au terme de l'exercice 2022 à 9.794,4 MD contre 8.982,9 MD à fin 2021. A ce titre, la Société mère a enregistré une hausse de +815,6 MD ou +9,0%
- Progression des emprunts et ressources spéciales : +129,7 MD ou +27,0% l'encours de cette catégorie de ressources de la société mère a connu une progression de +135,7 MD ou +27,4%
- Baisse des dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers : -10,6 MD ou -1,9%

Au niveau des postes des capitaux propres :

Le total des capitaux propres du groupe STB s'est établi à 1.356,2 MD à fin 2022 contre 1.267,3 MD au terme de l'exercice 2021 enregistrant ainsi une hausse de +88,9 MD ou +7,0%.

Cette variation est attribuée à la hausse des réserves consolidées de 115,3 MD ou 31,1% et la baisse du résultat du groupe de 26,4 MD ou 21,0%

Évolution du Résultat du Groupe et de ses Principales Composantes

A fin décembre 2022, le résultat net consolidé du groupe STB a connu une régression de 26,4 MD ou 21,0% pour se situer à 99,4 MD contre 125,7 MD à fin 2021. Ce résultat provient essentiellement de la contribution positive de la société mère (93,1 MD).

L'analyse des composantes du résultat net du groupe permet de relever les remarques suivantes :

- ✓ Le produit net bancaire s'est situé à 697,5 MD, enregistrant une hausse de 47,0 MD ou 7,2% se détaillant comme suit :
 - Hausse des produits d'exploitation bancaire : + 166,3 MD ou 14,8%
 - Baisse des charges d'exploitation bancaire : - 119,3 MD ou 25,4%
- ✓ Les charges opératoires ont augmenté de 23,0 millions de dinars pour totaliser 337,7 Millions de dinars à fin décembre 2022. Cette situation est expliquée par l'accroissement de :
 - La masse salariale : + 17,0 MD pour totaliser 221,7 MD à fin 2022
 - Les charges générales d'exploitation : + 6,5 MD pour totaliser 100,9 MD
- ✓ Le coefficient d'exploitation s'est stabilisé à 48,5% à fin 2022. Quant à celui de la société mère, il a atteint 44,6% en 2022 contre 43,7% au terme de 2021.
- ✓ Le résultat d'exploitation du groupe a connu une baisse de 63,7 MD ou 25,8% pour totaliser 183,4 millions de dinars à fin décembre 2022 contre 247,2 millions de dinars à fin 2021.

L'exercice 2022 s'est soldé par un résultat consolidé positif de 99,4 MD contre un résultat de même nature de 125,7 MD au 31 décembre 2021. La contribution au résultat consolidé de la mère et de ses filiales peut être détaillée comparativement comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|----------------------------------------------------------------------|---------------|----------------|-----------------|----------------|
| Contribution de la mère consolidante | 87 732 | 113 221 | (25 489) | (22,5%) |
| Contribution des entités relevant du secteur bancaire | (1 326) | (1 693) | 367 | 21,7% |
| Contribution des entités relevant du secteur des services financiers | 10 359 | 8 269 | 2 090 | 25,3% |
| Contribution des entités relevant du secteur des autres services | 2 619 | 5 941 | (3 322) | (55,9%) |
| Total | 99 384 | 125 738 | (26 354) | (21,0%) |

Répartition du résultat net et des réserves du groupe selon la norme de consolidation :

La ventilation des réserves et des résultats consolidés est détaillée comme suit:

En Milliers de Dinars

| Sociétés Consolidées | Réserves Consolidées | | Résultats Consolidés | |
|--------------------------------------------------|----------------------|----------------|----------------------|----------------|
| | 2022 | 2021 | 2022 | 2021 |
| SOCIETES INTEGREES GLOBALEMENT | 473 917 | 352 247 | 97 682 | 123 777 |
| 1 STB BANK (société Mère) | 489 538 | 375 636 | 87 732 | 113 221 |
| 2 STB INVEST | 16 823 | 16 364 | 2 120 | 1 510 |
| 3 STB MANAGER | -5 | 800 | -463 | -687 |
| 4 STB FINANCE | 2 330 | 1 162 | 1 831 | 1 163 |
| 5 STB SICAR | 5 926 | 5 563 | 83 | 36 |
| 6 L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE | -6 225 | -4 965 | 265 | -1 259 |
| 7 STE TUN.RECOUVR. DES CREANCES "STRC" | -36 040 | -39 494 | 5 499 | 4 919 |
| 8 SOCIETE LA GENERALE DES VENTES | 2 360 | -936 | 271 | 3 754 |
| 9 SOCIETE ED DKHILA | -1 204 | -273 | 59 | -932 |
| 10 SOCIETE ACTIVHOTELS | -1 404 | -2 929 | -367 | 1 526 |
| 11 STE MOYENS GENERAUX | -147 | -174 | 244 | 17 |
| 12 MAGASINS GENERAUX ET ENTREPOTS REELS DE TUNIS | 2 017 | 1 646 | 479 | 358 |
| 13 STB SECURITE ET GARDIENNAGE | -52 | -153 | -71 | 151 |
| SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE | 11 565 | 17 982 | 1 702 | 1 961 |
| 14 SICAV L'INVESTISSEUR | -40 | 355 | 30 | -37 |
| 15 SICAV L'AVENIR | -14 | 9 | 39 | 12 |
| 16 SICAV EPARGNE OBLIGATAIRE | -83 | -161 | 260 | 154 |
| 17 SICAV EPARGNANT | 10 203 | 14 226 | 960 | 1 198 |
| 18 TUNISIAN FOREIGN BANK EX «U.T.B» | -41 525 | -35 801 | -6 240 | -6 154 |
| 19 S.T.C VERITAS | 950 | 1 033 | 516 | 549 |
| 20 SONI BANK | 37 697 | 34 762 | 4 913 | 4 461 |
| 21 S.C.I «LA MAISON DU BANQUIER» | -420 | -455 | 78 | 35 |
| 22 S.P.C.M «ELFEJJA» | 4 797 | 4 014 | 1 146 | 1 743 |
| TOTAL | 485 482 | 370 229 | 99 384 | 125 738 |

PERSPECTIVES DU GROUPE

Durant l'exercice 2022, plusieurs projets stratégiques ont été mis en place dans un objectif de conformité aux exigences réglementaires, et aussi dans le cadre de pilotage de la performance du groupe. Certains projets sont accompagnés par des cabinets externes alors que d'autres ont été mis en place et suivis par les structures internes de la banque en concertation avec les filiales du groupe.

Les principaux projets entamés sont :

- **La préparation de l'implémentation des normes internationales d'information financière (IFRS) dans le groupe STB :**

La STB a commencé à participer en collaboration avec les filiales et les autres structures de la banque aux travaux et réunions initiées par le cabinet «PWC» chargé de l'accompagnement du groupe STB pour la mise en place des normes internationales d'information financière (IFRS).

- **La mise en conformité du cadre de gouvernance du groupe STB aux exigences de la circulaire BCT «2021-05» :**

Dans le cadre de la mise en conformité du groupe aux exigences des dispositions de la circulaire 2021-05 qui définit le cadre de gouvernance que les banques et les établissements financiers sont tenus d'observer, la STB a participé avec les filiales retenues aux travaux de définition et de mise en place d'un cadre d'appétence aux risques pour chaque filiale en collaboration avec les structures concernées de la banque et le cabinet «MAZARS» chargé de la mission. Par ailleurs, les filiales sont invitées à se conformer aux exigences de ladite

circulaire à travers l'adoption de la même démarche adoptée au sein de la banque et ceci en collaboration avec les structures concernées de la STB.

- **L'acquisition d'un système d'information groupé entre la STB et les 3 filiales de Capital Investissement (STB SICAR, STB Invest et STB Manager) :**

Dans le but de renforcer le contrôle des filiales et améliorer la qualité de l'information et la synergie du groupe, la STB a décidé l'achat groupé d'un progiciel qui servira comme système d'information entre la STB (la DCFP) et les filiales de capital investissement (la STB SICAR, la STB INVEST et la STB MANAGER). Ce chantier vise à assurer le suivi rigoureux du portefeuille participations et le pilotage de la performance des filiales.

- **La mise en place d'une stratégie more Business pour la STB dans le cadre du plan stratégique «STB horizon 2026» :**

Dans le cadre de l'élaboration du plan stratégique «STB Horizon 2026», la STB a élaboré sa stratégie de développement des activités more Business qui consiste à établir des propositions d'intégration de nouveaux secteurs porteurs et de plans de restructuration visant à renforcer la synergie entre les différentes entités composant le Groupe pour assurer une solution complète à la clientèle de la banque à travers les services et produits offerts par les filiales et accroître les revenus de la banque provenant des activités des entités du Groupe STB tout en assurant une maîtrise des risques et une rentabilité saine.



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2022

BILAN CONSOLIDÉ

ÉTAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN CONSOLIDÉ

ÉTAT DE RESULTAT CONSOLIDÉ

ÉTAT DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

ÉTAT DE RESULTAT CONSOLIDÉ PAR PÔLE DE L'EXERCICE 2022

ÉTAT DE RESULTAT CONSOLIDÉ PAR PÔLE DE L'EXERCICE 2021

INDICATEURS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 2022

INDICATEURS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 2021

BILAN CONSOLIDÉ

Arrêté au 31 Décembre 2022

(Unité : Mille Dinars)

| | Notes | 2022 | 2021 | Variation | % |
|-------------------------|-------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|------------------|-------------|
| Actifs | | | | | |
| AC1 | Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT | 176 168 | 533 470 | (357 302) | (67,0%) |
| AC2 | Créances sur les établissements bancaires et financiers | 446 328 | 571 959 | (125 631) | (22,0%) |
| AC3 | Créances sur la clientèle | 10 842 311 | 9 718 101 | 1 124 210 | 11,6% |
| AC4 | Portefeuille-titres commercial* | 932 034 | 652 252 | 279 782 | 42,9% |
| AC5 | Portefeuille d'investissement | 1 286 757 | 1 121 828 | 164 929 | 14,7% |
| AC5b | Titres mis en équivalence | 134 902 | 108 153 | 26 749 | 24,7% |
| AC6 | Valeurs immobilisées | 153 201 | 143 724 | 9 477 | 6,6% |
| | Actif d'impôt différé | 1 208 | 580 | 628 | 108,3% |
| AC7 | Autres actifs | 792 103 | 733 460 | 58 643 | 8,0% |
| | Total des actifs | 14 765 012 | 13 583 527 | 1 181 485 | 8,7% |
| Passifs | | | | | |
| PA1 | Banque Centrale et CCP | 1 517 934 | 1 461 625 | 56 309 | 3,9% |
| PA2 | Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers | 535 650 | 546 276 | (10 626) | (1,9%) |
| PA3 | Dépôts et avoirs de la clientèle | 9 794 435 | 8 982 913 | 811 522 | 9,0% |
| PA4 | Emprunts et ressources spéciales | 610 055 | 480 350 | 129 705 | 27,0% |
| | Passif d'impôt différé | 36 980 | 34 962 | 2 018 | 5,8% |
| PA5 | Autres passifs* | 901 894 | 798 515 | 103 379 | 12,9% |
| | Total des passifs | 13 396 948 | 12 304 641 | 1 092 307 | 8,9% |
| | Intérêts Minoritaires | 11 831 | 11 551 | 280 | 2,4% |
| Capitaux propres | | | | | |
| CP1 | Capital | 776 875 | 776 875 | - | - |
| CP2 | Dotation de l'état | - | - | - | - |
| CP3 | Réserves consolidés * | 485 482 | 370 229 | 115 253 | 31,1% |
| CP4 | Actions propres | (5 508) | (5 508) | - | - |
| CP5 | Autres capitaux propres | - | - | - | - |
| CP6 | Résultat reporté | - | - | - | - |
| CP7 | Résultat consolidé * | 99 384 | 125 739 | (26 355) | (21,0%) |
| | Total des Capitaux propres | 1 356 233 | 1 267 335 | 88 898 | 7,0% |
| | Total des capitaux propres et passifs | 14 765 012 | 13 583 527 | 1 181 485 | 8,7% |

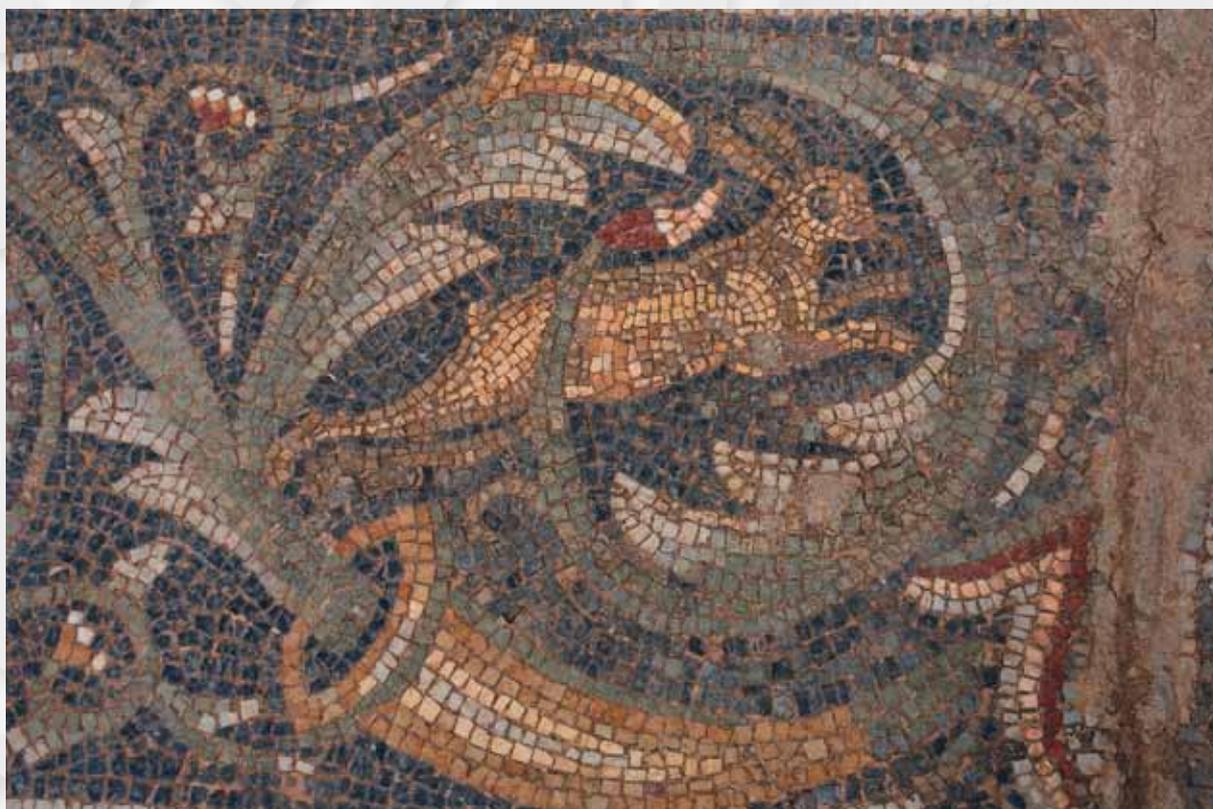
(*) Données au 31/12/2021 retraitées pour les besoins de comparabilité

ÉTAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN CONSOLIDÉ

Arrêté au 31 Décembre 2022

(Unité : Mille Dinars)

| | Notes | 2022 | 2021 | Variation | % | |
|---------------------------|---------------------------------------------|------------|------------------|------------------|----------------|--------------|
| Passifs éventuels | | | | | | |
| HB1 | Cautions, avals et autres garanties données | 1 493 927 | 1 461 294 | 32 633 | 2,2% | |
| HB2 | Crédits documentaires | 613 717 | 488 692 | 125 025 | 25,6% | |
| HB3 | Actifs donnés en garantie | - | - | - | - | |
| | Total des passifs éventuels | 7.1 | 2 107 644 | 1 949 986 | 157 658 | 8,1% |
| Engagements donnés | | | | | | |
| HB4 | Engagements de financements donnés | 157 302 | 115 590 | 41 712 | 36,1% | |
| HB5 | Engagements sur titres | 26 | 101 | (75) | (74,3%) | |
| | Total des engagements donnés | 7.2 | 157 328 | 115 691 | 41 637 | 36,0% |
| Engagements reçus | | | | | | |
| HB7 | Garanties reçues | 3 059 631 | 2 208 276 | 851 355 | 38,6% | |
| | Total des engagements reçus | 7.3 | 3 059 631 | 2 208 276 | 851 355 | 38,6% |



ÉTAT DE RESULTAT CONSOLIDÉ

Période allant du 1^{ER} Janvier
au 31 Décembre 2022

(Unité : Mille Dinars)

| | Notes | 2022 | 2021 | Écart | % |
|-----------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|------|------------------|------------------|--------------------------|
| Produits d'exploitation bancaire | | | | | |
| PR1 | Intérêts et revenus assimilés | 8.1 | 950 975 | 827 974 | 123 001 14,9% |
| PR2 | Commissions (en produits) | 8.2 | 142 623 | 137 014 | 5 609 4,1% |
| PR3 | Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières* | 8.3 | 116 291 | 89 473 | 26 818 30,0% |
| PR4 | Revenus du portefeuille d'investissement* | 8.4 | 76 319 | 65 442 | 10 877 16,6% |
| | Total produits d'exploitation bancaire* | | 1 286 208 | 1 119 903 | 166 305 14,8% |
| Charges d'exploitation bancaire | | | | | |
| CH1 | Intérêts encourus et charges assimilées | 8.5 | (580 943) | (464 569) | (116 374) (25,0%) |
| CH2 | Commissions encourues | | (7 773) | (4 887) | (2 886) (59,1%) |
| CH3 | Pertes sur portefeuille-titres commercial et opérations financières | | - | - | - - |
| | Total charges d'exploitation bancaire | | (588 716) | (469 456) | (119 260) (25,4%) |
| | Produit Net Bancaire* | | 697 492 | 650 447 | 47 045 7,2% |
| PR5-CH4 | Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif | 8.6 | (204 430) | (123 631) | (80 799) (65,4%) |
| PR6-CH5 | Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement | 8.7 | 561 | (2 708) | 3 269 120,7% |
| PR7 | Autres produits d'exploitation | 8.8 | 27 535 | 37 834 | (10 299) (27,2%) |
| CH6 | Frais de personnel | 8.9 | (221 682) | (204 664) | (17 018) (8,3%) |
| CH7 | Charges générales d'exploitation | 8.10 | (100 899) | (94 399) | (6 500) (6,9%) |
| CH8 | Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations | | (15 140) | (15 705) | 565 3,6% |
| | Résultat d'exploitation * | | 183 437 | 247 174 | (63 737) (25,8%) |
| PR11 | Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence | | 1 733 | 1 988 | (255) (12,8%) |
| PR8-CH9 | Solde en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires | 8.11 | 20 186 | (1 292) | 21 478 1662,4% |
| CH11 | Impôt sur les bénéfices* | 8.12 | (96 995) | (96 540) | (455) (0,5%) |
| | Résultat des activités ordinaires * | | 108 361 | 151 330 | (42 969) (28,4%) |
| PR9-CH10 | Solde en gain/perte provenant des autres éléments extraordinaires | | (7 932) | (21 736) | 13 804 63,5% |
| | Résultat net de l'exercice * | | 100 429 | 129 594 | (29 165) (22,5%) |
| PR9-CH10 | Intérêts minoritaires dans le résultat | | 1 045 | 3 855 | (2 810) (72,9%) |
| | Résultat Net consolidé de l'exercice* | | 99 384 | 125 739 | (26 355) (21,0%) |
| | Effet des modifications comptables | | (11 506) | (8 720) | (2 786) (31,9%) |
| | Résultat après modification comptable * | | 87 878 | 117 019 | (29 141) (24,9%) |

(*) Données au 31/12/2021 retraitées pour les besoins de comparabilité

ÉTAT DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

Période allant du 1^{ER} Janvier
au 31 Décembre 2022

(Unité : Mille Dinars)

| | Notes | 2022 | 2021 | Écart | % |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|------------|--------------------|------------------|------------------|------------------|
| Activités d'exploitation | | | | | |
| Produits d'exploitation bancaire encaissés | | 1 189 736 | 997 319 | 192 417 | 19,3% |
| Charges d'exploitation bancaire décaissées | | (550 442) | (428 555) | (121 887) | (28,4%) |
| Dépôts / retraits de dépôts auprès établissements bancaires et financiers | | 32 803 | 40 003 | (7 200) | (18,0%) |
| Prêts et avances / remboursements prêts et avances accordés à la clientèle | | (1 295 614) | (666 573) | (629 041) | (94,4%) |
| Dépôts / retrait de dépôts de la clientèle | | 807 737 | 576 899 | 230 838 | 40,0% |
| Acquisitions / cessions des titres de placement | | (44 001) | (189 775) | 145 774 | 76,8% |
| Sommes versées au personnel et créiteurs divers | | (193 803) | (243 756) | 49 953 | 20,5% |
| Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation | | (41 056) | 5 688 | (46 744) | (821,8%) |
| Impôt sur les bénéfices | | (113 315) | (109 674) | (3 641) | (3,3%) |
| Flux de trésorerie net provenant des activités d'exploitation | 9.1 | (207 955) | (18 424) | (189 531) | (1028,7%) |
| Activités d'investissement | | | | | |
| Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement | | 68 140 | 62 777 | 5 363 | 8,5% |
| Acquisitions / cessions sur portefeuille d'investissement | | (192 087) | (61 770) | (130 317) | (211,0%) |
| Acquisitions / cessions sur immobilisations | | (24 426) | (11 735) | (12 691) | (108,1%) |
| Autres flux d'investissement | | - | - | - | - |
| Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement | 9.2 | (148 373) | (10 728) | (137 645) | (1283,0%) |
| Activités de financement | | | | | |
| Rachat d'actions propres | | - | - | - | - |
| Emissions d'actions | | - | - | - | - |
| Emissions / Remboursement d'emprunts | | 43 437 | 52 423 | (8 986) | (17,1%) |
| Emissions / Remboursement des ressources spéciales | | 66 134 | 66 821 | (687) | (1,0%) |
| Dividendes versés et autres distributions | | 317 | (23) | 340 | 1478,3% |
| Flux de trésorerie net affecté aux activités de financements | 9.3 | 109 888 | 119 221 | (9 333) | (7,8%) |
| Incidence de la variation des taux de change sur les liquidités et équivalents de liquidités | | (155) | (145) | (10) | (6,9%) |
| Incidence de la variation du périmètre sur les liquidités et équivalents de liquidités | | - | - | - | - |
| Incidence des reclassements et corrections sur les liquidités et équivalents de liquidités | | 139 | - | 139 | - |
| Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités | 9.3 | (246 456) | 89 924 | (336 380) | (374,1%) |
| Liquidités et équivalents de liquidités en début de période | | (977 043) | (1 066 967) | 89 924 | 8,4% |
| Liquidités et équivalents de liquidités en fin de période | 9.4 | (1 223 499) | (977 043) | (246 456) | (25,2%) |

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Arrêtés au 31 Décembre 2022

(Montants exprimés en mille dinars - mDT)

NOTE 1 - PRESENTATION DU GROUPE

Le Groupe STB se compose de la banque, société mère, 12 sociétés filiales et 9 entreprises associées, exerçant principalement dans les secteurs financiers, bancaires et autres services. Le Groupe est présenté au 31/12/2022 comme suit :

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| STB : Société Tunisienne de Banque Etablissement de crédit, Banque Siège social : Rue Hédi Nourira - 1001 Tunis - Tunisie | |
| Services financiers | |
| STB SICAR Immeuble Sawarby-Centre Urbain NORD-1003 Tunis | STB INVEST IMMEUBLE STB-34, Rue Hédi KARRAY-1004 El Menzah |
| STB FINANCE IMMEUBLE STB-34, Rue Hédi KARRAY-1004 El Menzah | SOCIETE TUNISIENNE DE RECOUVREMENT DES CREANCES Avenue Habib Bourguiba-Immeuble Africa -1000 Tunis |
| STB MANAGER IMMEUBLE STB-34, Rue Hédi KARRAY-1004 El Menzah | SICAV L'INVESTISSEUR IMMEUBLE STB-34, Rue Hédi KARRAY-1004 El Menzah |
| SICAV L'EPARGNE OBLIGATAIRE IMMEUBLE STB-34, Rue Hédi KARRAY-1004 El Menzah | SICAV L'EPARGNANT STB, Rue Hédi NOUIRA – 1001 TUNIS |
| SICAV AVENIR IMMEUBLE STB-34, rue Hédi KARRAY-1004 El Menzah | |
| Services bancaires | |
| TUNISIAN FOREIGN BANK 19, Rue des Pyramides 75001 Paris | SONI BANK AVENUE DE LA MAIRIE NIAMEY NE 0891, Ave de l'Africa, Niamey, Niger |
| Autres services | |
| GEVE C/O Immeuble STB Rue Hédi NOUIRA 1001 Tunis | SOCIETE ACTIVHOTELS C/O Immeuble STB Med V - 1001 Tunis |
| STB MOYENS GENERAUX 1, Rue des Entrepreneurs - 1001 Tunis | STB SECURITE ET GARDIENNAGE 1, Rue des Entrepreneurs - 1001 Tunis |
| ED-DKHILA 25, Avenue Jean Jaurès-1002 Tunis | STVC VERITAS BP 728, Les Berges du Lac. 1080 LES BERGES DU LAC Tunis |
| L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE 31, Avenue de Paris, 1002 Tunis | MAISON DU BANQUIER 13 Av.khereddine Pacha. 1002 Tunis |
| Hôtel d'entreprises, Pôle industriel «EL FEJJA» 1153 Mornaguia La Mannouba | Magasins Généraux et Entrepôt Réel de Tunisie MGERT l32 bis Rue DE LA CHIMIE, Sidi Rezig |

Le siège social de la STB est sis à Avenue Hédi Nourira 1001 Tunis. Son réseau comprend 147 agences, 194 Distributeurs Automatique de Billets-DAB, 11 Direction régionales et 2 Succursales.

La structure du capital de la Banque se présente au 31 Décembre 2022 comme suit :

| Actionnaires | Nombre d'actions | Montant en mDT | % du Capital |
|-----------------------------------|--------------------|----------------|---------------|
| A - ACTIONNAIRES TUNISIENS | 153 891 933 | 769 460 | 99,0% |
| L'État Tunisien | 111 160 004 | 555 800 | 71,5% |
| Entreprises Publiques | 18 408 461 | 92 042 | 11,8% |
| Personnes Morales Privées | 10 825 786 | 54 129 | 7,0% |
| Rachat de la Banque de ses Titres | 679 987 | 3 400 | 0,4% |
| Personnes Physiques | 12 817 695 | 64 088 | 8,2% |
| B - ACTIONNAIRES ETRANGERS | 1 483 067 | 7 415 | 1,0% |
| Personnes Morales | 1 382 570 | 6 913 | 0,9% |
| Personnes Physiques | 100 497 | 502 | 0,1% |
| TOTAL | 155 375 000 | 776 875 | 100,0% |

NOTE 2 - RÉFÉRENTIEL D'ÉLABORATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés, du groupe STB, sont établis conformément aux dispositions de la loi n°96-112 du 30 décembre 1996, relative au Système Comptable des Entreprises, du décret n°96-2459 du 30 décembre 1996, portant approbation du Cadre Conceptuel de la Comptabilité, des Normes Comptables Tunisiennes dont notamment les Normes Comptables Sectorielles n°21 à 25 publiées par l'arrêté du Ministre des Finances du 25 Mars 1999 ainsi que les Normes Comptables Techniques n°35 à 39 publiées par l'arrêté du Ministre des Finances du 1er décembre 2003.

NOTE 3 - BASES DE MESURE ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes annuels individuels de la STB et de toutes les filiales significatives contrôlées par celle-ci.

Les principes comptables appliqués les plus significatifs se résument comme suit :

3.1- PRINCIPES DE CONSOLIDATION

3.1.1- Méthodes de consolidation

Méthode d'intégration globale

Les sociétés intégrées globalement sont les entreprises sur lesquelles le groupe exerce un contrôle exclusif de droit, présumé ou de fait. Le

groupe possède le contrôle exclusif d'une filiale lorsqu'il est en mesure de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin de bénéficier de ses activités.

Cette méthode consiste à substituer au montant des titres de participation les éléments d'actif, de passif, de charges et de produits de chacune des sociétés consolidées, en indiquant la part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres consolidés, et dans le résultat consolidé de l'exercice.

La méthode de l'intégration globale consiste dans les étapes successives suivantes :

- Les états financiers individuels de la mère et de ses filiales sont combinés ligne à ligne en additionnant les éléments semblables d'actifs, de passifs, de capitaux propres, de produits et de charges ;
- La valeur comptable de la participation de la mère dans chaque filiale et la quote-part de la mère dans les capitaux propres de chaque filiale sont éliminées ;
- Les intérêts minoritaires dans le résultat net des filiales consolidées de l'exercice sont identifiés et soustraits du résultat du groupe afin d'obtenir le résultat net attribuable aux propriétaires de la mère ;
- Les intérêts minoritaires dans les capitaux propres des filiales consolidées sont identifiés et présentés dans le bilan consolidé séparément des passifs et des capitaux propres de la mère.
- Les intérêts minoritaires dans les capitaux propres comprennent le montant à la date du regroupement d'origine, calculé selon NC38,

relative aux regroupements d'entreprises et la part des minoritaires dans les mouvements des capitaux propres depuis la date du regroupement.

- Les soldes intra- groupe et transactions intra-groupe et les profits latents en résultant sont éliminés de manière réciproque. Les pertes latentes résultant de transactions intra-groupe sont également éliminées à moins que le coût ne puisse être recouvré.
- Les différences temporaires qui proviennent de l'élimination des profits et des pertes latents résultant de transactions intragroupe sont traitées selon les règles comptables relatives à l'impôt sur les résultats.

Méthode de mise en équivalence

Les sociétés mises en équivalence sont les entreprises sur lesquelles le groupe n'exerce qu'une influence notable. Le groupe exerce une influence notable d'une société lorsqu'il est en mesure de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle de l'entreprise détenue, sans toutefois exercer un contrôle sur ces politiques.

Selon la méthode de mise en équivalence, la participation est initialement enregistrée au coût et la valeur comptable est augmentée ou diminuée pour prendre en compte la quote-part de l'investisseur dans les résultats de l'entreprise détenue après la date d'acquisition. Les distributions reçues de l'entreprise détenue réduisent la valeur comptable de la participation. Des ajustements de la valeur comptable peuvent également être nécessaires pour des modifications dues à des variations des capitaux propres de l'entreprise détenues qui n'ont pas été incluses dans l'état de résultat.

Ainsi, la valeur des titres de participations seront substituées par la part du groupe dans les capitaux propres y compris le résultat des sociétés mises en équivalence.

3.1.2 - Règles spécifiques à la consolidation

Les états financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions et autres événements semblables dans des circonstances similaires.

• Intégration globale pour les filiales exerçant une activité dissemblable de celles des entités opérant dans le domaine des services financiers

L'ensemble des filiales contrôlées exclusivement par la STB est consolidé par intégration globale, quel que soit leur secteur d'activité. Les états financiers des entreprises consolidées sont retraités afin de les rendre conformes aux règles de comptabilisation, d'évaluation et de présentation du groupe STB. Les principes comptables et les règles d'évaluation propres aux activités non bancaires ont été maintenus dans les comptes consolidés du groupe STB.

• Présentation des états financiers consolidés de synthèse

La présentation des états financiers consolidés du Groupe STB est conforme aux dispositions de la norme NC 21 relative à la présentation des états financiers des établissements bancaires.

Les revenus non bancaires générés par les filiales, figurent parmi les éléments de la rubrique «Autres produits d'exploitation».

• Retraitement des créances bancaires cédées à la société de recouvrement

Pour les lots de créances cédées à la société STRC (lots 2017-2018-2019-2020-2021-2022), il est procédé, après élimination du résultat interne sur cession, à la reconstitution de leur encours brut, ainsi que de leur couverture.

Au bilan consolidé, les créances nettes de provisions et d'agios réservés sont présentées au niveau du poste «Créances sur la clientèle».

• Retraitement des fonds gérés

Les encours des fonds gérés par les SICAR sont remplacés par les emplois effectués sur ces fonds et ce conformément aux états financiers de chaque fond, ainsi les provisions et les résultats sur fonds gérés sont reclassés en provisions et résultats sur les dits emplois.

• Élimination des opérations réciproques

Les soldes réciproques résultant d'opérations réalisées entre sociétés du Groupe ainsi que les opérations elles-mêmes, y compris les produits, les charges et les dividendes, sont éliminés. Les profits et les pertes réalisés du fait de cessions d'actifs à l'intérieur du Groupe et les provisions internes sont neutralisées.

- **Ecart de première consolidation**

L'écart de première consolidation est la différence au moment de l'acquisition entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part correspondante dans l'actif net comptable de la société consolidée. Cet écart se décompose entre écart d'évaluation correspondant au plus ou moins-values latentes sur les actifs ainsi que l'écart d'acquisition qui correspond au Goodwill positif ou négatif.

Chaque fois que des informations ont été disponibles, les écarts d'acquisition ont été identifiés et constatés en tant que tels parmi les immobilisations incorporelles en actif. Les écarts d'acquisition déterminés ont été amortis linéairement sur une période de 5 ans.

- **Variation du pourcentage d'intérêt dans une société consolidée**

L'augmentation du pourcentage d'intérêt détenu dans une entreprise comprise dans le périmètre de consolidation donne lieu à la comptabilisation d'un écart d'acquisition complémentaire amorti selon les règles précisées ci-dessus.

La baisse du pourcentage d'intérêt dans une entreprise demeurant consolidée, notamment à la suite d'une opération sur le capital dilutive pour la société du groupe détenant la participation dans ladite entreprise, donne lieu à la dé-comptabilisation de l'écart d'acquisition à hauteur de la part d'intérêt sortie.

- **Traitement des pertes revenant aux minoritaires**

Dans le cas où les pertes revenant aux minoritaires dans une filiale consolidée sont supérieures aux intérêts minoritaires dans les capitaux propres de la filiale, cet excédent et toutes les pertes futures relatives aux minoritaires sont imputés aux intérêts majoritaires sauf si les minoritaires ont une obligation irrévocable de compenser les pertes et sont capables de le faire. Si la filiale dégage par la suite des bénéfices, les intérêts majoritaires se voient allouer la totalité de ces bénéfices jusqu'à ce que la part des pertes relatives aux minoritaires antérieurement imputée aux majoritaires ait été recouvrée.

- **Déconsolidation**

Les titres conservés par le Groupe dans une filiale déconsolidée, sont comptabilisés à la date de sortie du périmètre à leur valeur comptable de consolidation, soit la quote-part des capitaux

propres consolidés qu'ils représentent à cette date, augmentés, éventuellement de la quote-part correspondante dans l'écart d'acquisition résiduel.

La valeur comptable de la participation à la date à laquelle elle cesse d'être une filiale est considérée comme son coût par la suite. Celui-ci est figé sauf dépréciation ultérieure, lorsque sa valeur d'usage devient inférieure à cette nouvelle valeur comptable.

3.2 - Comptabilisation des engagements et des revenus y afférents

3.2.1- Les engagements hors bilan

Les engagements de financement se rapportant aux crédits à moyen et long terme, les crédits documentaires et les garanties sous forme d'aval et cautions sont portés en hors bilan à mesure qu'ils sont contractés et sont transférés au bilan au fur et à mesure des débloques des fonds pour leur valeur nominale.

3.2.2 - Comptabilisation des crédits à la clientèle

Les crédits nets d'escompte sont présentés au bilan pour leur valeur nominale déduction faite des intérêts décomptés d'avance et non encore courus.

Les crédits décaissés et les comptes courants débiteurs sont présentés déduction faite des intérêts et agios réservés, des produits perçus ou comptabilisés d'avance et des provisions y afférentes.

3.2.3 - Comptabilisation des revenus sur crédits à la clientèle

Les intérêts, produits assimilés ainsi que les commissions sont pris en compte en résultat de l'exercice clôt au 31 Décembre 2022 pour leurs montants rattachés au dit exercice.

Les intérêts sur crédits à court terme sont perçus d'avance et comptabilisés dans les comptes de régularisation au moment du déblocage de ces crédits et font l'objet d'un abonnement en fin de mois, pour la partie courue.

Les intérêts impayés se rapportant à des crédits à long et moyen terme douteux (classe 2, 3 et 4), au sens de la circulaire de la «B.C.T» n° 91-24, sont constatés en intérêts réservés et sont présentés en soustractions du poste «Créances sur la clientèle». Ces intérêts sont pris en compte en résultat lors de leur encaissement effectif.

Les intérêts courus et non échus relatifs aux prêts classés parmi les actifs courants (classe 0) ou parmi les actifs nécessitant un suivi particulier (classe 1) au sens de la circulaire de la «B.C.T» n° 91-24 et dont l'encaissement effectif est raisonnablement assuré, sont portés en résultat à mesure qu'ils sont courus.

La réservation des produits sur les comptes courants débiteurs est effectuée sur la base du critère «gel du compte» et classe de risque.

Un compte est considéré gelé si la somme de ses mouvements créditeurs nets est inférieure aux agios débiteurs générés par le compte.

Les agios sur les créances contentieuses en comptes courants débiteurs clôturés ne font pas l'objet de comptabilisation.

3.2.4 - Comptabilisation des intérêts de retard

Les intérêts de retard sont constatés par la «S.T.B» lors du règlement par le client ou lors de la réalisation d'une consolidation des prêts pour un client donné.

Toutefois les intérêts de retard sur créances contentieuses sont calculés, comptabilisés et réservés au niveau du module Carthago-Engagement ; Leur montant s'élève au 31/12/2022 à 74 015 mD.

3.2.5 - Les provisions sur les engagements

i. Provisions individuelles

Les provisions requises sur les engagements de la clientèle ont été déterminées conformément aux normes prudentielles de division, de couverture des risques et de suivi des engagements objet de la circulaire B.C.T n° 91- 24, telle que modifiée par les textes subséquents qui définit les classes de risques et les taux minima de provisionnement de la manière suivante :

| Classes | Description | Taux de la provision |
|---------|-----------------------------------------|----------------------|
| 0 | Actifs courants | 0% |
| 1 | Actifs nécessitant un suivi particulier | 0% |
| 2 | Actifs incertains | 20% |
| 3 | Actifs préoccupants | 50% |
| 4 | Actifs compromis | 100% |

Les taux de provisionnement par classe de risque sont appliqués au risque net non couvert, soit le montant de l'engagement déduction faite des agios réservés et de la valeur des garanties obtenues sous

forme d'actifs financiers, d'immeubles hypothéqués, de garanties de l'Etat et des garanties des banques et assurances.

Les provisions sur prêts et sur comptes débiteurs sont présentées en déduction des rubriques concernées.

Les provisions sur les engagements hors bilan sont présentées dans la rubrique «Autres postes des passifs».

ii. Provisions additionnelles [Circulaire BCT n° 2013-21]

En application de la circulaire aux Banques n° 2013-21 du 30 décembre 2013, la STB a constitué des provisions additionnelles sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans pour la couverture du risque net et ce, conformément aux quotités minimales suivantes :

- 40% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 3 à 5 ans ;
- 70% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 6 et 7 ans ;
- 100% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 8 ans.

iii. Provisions collectives

En application de la circulaire aux banques n° 2023-02 du 24 Février 2023 portant sur Division, couverture des risques et suivi des engagements, la Banque a constitué par prélèvement sur les résultats de l'exercice 2022, des provisions à caractère générale dites «Provisions Collectives» en vue de couvrir les risques latents sur les engagements courants (classe 0) et ceux nécessitant un suivi particulier (classe 1) au sens de l'article 8 de la Circulaire BCT 91-24 du 17 décembre 1991.

3.3 - Comptabilisation du portefeuille-titres et des revenus y afférents

Le portefeuille titres détenu par la Banque est classé en deux catégories : le portefeuille d'investissement et le portefeuille titres commercial.

3.3.1 - Portefeuille d'investissement et revenus y afférents

Sont classés dans le portefeuille d'investissement :

- Les titres représentant des parts de capital dans les entreprises dont la possession durable est estimée utile à l'activité du Groupe ;

- Les titres à revenus fixes acquis par le Groupe avec l'intention de les détenir jusqu'à leurs échéances (titres d'investissement dont notamment les emprunts obligataires) ;
- Les titres émis par l'État «Bons de trésor» acquis par le Groupe avec l'intention de les détenir jusqu'à leurs échéances ;
- Les titres représentant des participations de financement ayant fait l'objet d'une convention de rétrocession mais qui ne sont pas encore définitivement cédés.
- La valeur mathématique calculée à partir du dernier bilan disponible corrigé compte tenu de la plus-value dégagée sur les immobilisations pour les participations dans les projets hôteliers.
- La juste valeur tenant compte de plusieurs critères objectifs comme le prix stipulé lors de transactions récentes, la valeur mathématique, le rendement, l'importance des bénéficiaires, l'activité, l'ampleur ou la notoriété de la société et ce pour les participations dans le capital des opérateurs télécoms.

Les règles de comptabilisation des opérations sur ces différentes catégories de titres sont résumées comme suit :

i. Titres de participation à caractère durable

Ces titres sont comptabilisés au bilan au prix d'acquisition, frais et charges exclus.

Les participations souscrites et non libérées sont enregistrées en engagements hors bilan pour leur valeur d'émission.

Les opérations d'acquisition et de cession des titres de participation sont constatées soit à la date du transfert de propriété des titres, soit à la date d'enregistrement de la transaction à la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis. Les plus-values résultant de la cession de ces titres sont présentées au niveau du poste «Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement».

Les dividendes sur les titres détenus par le Groupe sont pris en compte en résultat dès le moment où leur distribution a été officiellement approuvée.

A chaque arrêté comptable, les titres de participation font l'objet d'une évaluation à leur valeur d'usage et donnent lieu à la constitution de provisions pour couvrir les moins-values éventuellement dégagées revêtant un caractère durable.

Cette valeur tient compte de :

- La valeur boursière de l'action pour les titres cotés,
- La valeur mathématique calculée à partir du dernier bilan disponible pour les participations dans les projets autres qu'hôteliers,

ii. Titres d'investissement à revenu fixe

Les revenus des titres à revenu fixe sont pris en compte en produits de façon étalée sur la période concernée.

Lorsque le prix d'acquisition des titres à revenus fixe est supérieur ou inférieur à leur prix de remboursement, la différence appelée selon le cas prime ou décote est incluse dans le coût d'acquisition et étalée sur la durée de vie résiduelle des titres.

A chaque arrêté comptable, il est procédé à la comparaison du coût d'acquisition des titres d'investissement à la valeur de marché.

Les plus-values latentes sur titres d'investissement ne sont pas comptabilisées. Les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable (éventuellement corrigée des amortissements ou reprises des primes ou décotes) et la valeur de marché ou la juste valeur des titres sont provisionnées.

iii. Les titres représentant des participations de financement

Les participations de financement sont considérées comme une extension de l'activité principale de financement et les plus-values résultant de leur cession sont assimilées à des intérêts et font partie des produits d'exploitation bancaire. Ces plus-values sont constatées en produits une seule fois au moment de la cession et sont présentées au niveau du poste «Revenus du portefeuille d'investissement».

Les dividendes sur les titres détenus par le Groupe sont pris en compte en résultat dès le moment où leur distribution a été officiellement approuvée.

Les impayés en intérêts capitalisés (convertis en participations au capital) sont transférés des comptes de créances aux comptes de participations. Les agios réservés y afférents sont transférés au niveau des provisions sur participations.

iv. Les fonds gérés par les sociétés SICAR

Les participations sur les fonds gérés par les SICAR qui sont effectuées dans le cadre des conventions de rétrocession, sont évaluées à leur valeur d'usage et compte tenu des perspectives de recouvrement. Ainsi, il est procédé au provisionnement des participations présentant des échéances de rétrocession impayées et dont la valeur d'usage ne couvre pas le coût d'acquisition des titres.

3.3.2- Portefeuille titre commercial et revenus y afférents

Le portefeuille titre commercial détenu par la Banque est classé en deux catégories :

- **Les titres de transactions** : les titres caractérisés par leur liquidité et dont la durée de détention ne dépasse pas les trois mois.
- **Les titres de placement** : les titres acquis avec l'intention de les détenir dans un horizon ne dépassant pas l'année.

i. Les titres de transaction :

À chaque arrêté comptable, les titres de transaction sont évalués à la valeur de marché. La valeur de marché correspond au cours en bourse moyen pondéré à la date d'arrêté ou à la date antérieure la plus récente. Les variations de cours consécutives à leur évaluation à la valeur de marché sont portées en résultat. Les revenus afférents aux titres de transaction sont portés en résultat à la réalisation.

ii. Les titres de placement :

À chaque arrêté comptable, les titres de placement doivent faire l'objet d'une évaluation à la valeur de marché pour les titres cotés et à la juste valeur pour les titres non cotés, en vue d'estimer s'il convient de constituer des provisions pour dépréciation.

Les titres sont valorisés pour chaque type de titres séparément. Les plus-values latentes mises en évidence sur certains titres ne peuvent pas compenser des pertes latentes sur d'autres. Les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable (éventuellement corrigée

des amortissements des primes et décotes) et la valeur de marché ou la juste valeur des titres donnent lieu à la constitution de provisions pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas constatées.

Les revenus afférents à ces titres sont pris en compte en résultat de façon étalée sur la période concernée.

La prime ou décote sur titres de placement est étalée sur la durée résiduelle des titres.

3.4 - Comptabilisation des dépôts de la clientèle et des charges y afférentes

Les charges d'intérêts sur les dépôts et avoirs de la clientèle sont constatées par nature de dépôt de la manière suivante :

- Les intérêts sur comptes courants sont positionnés sur les comptes de la clientèle et comptabilisés trimestriellement. Les dates de valeur utilisées pour le calcul des intérêts sur comptes courants de la clientèle varient selon la nature des opérations de retrait ou de versement effectués par la clientèle, et ce conformément à la circulaire n° 91-22.
- Les intérêts sur comptes à terme sont positionnés sur les comptes de la clientèle à terme échu et font l'objet d'abonnement à chaque date d'arrêté.

3.5 - Comptabilisation des ressources et des charges y afférentes.

Les emprunts contractés par la Banque sont constatés au bilan au fur et à mesure des tirages effectués. Les intérêts sur emprunts sont comptabilisés parmi les charges à mesure qu'ils sont courus.

Les emprunts extérieurs libellés en monnaies étrangères sont convertis en dinars, selon le taux de change du déblocage. Le risque de fluctuation du taux de change fait l'objet d'une couverture auprès du fonds national de garantie géré par la Compagnie de réassurances «Tunis – Ré».

Les dettes libellées en monnaies étrangères sont actualisées au cours de change à la date de clôture. Le contrat de couverture, conclu avec Tunis-Ré, contre les fluctuations du taux de change est comptabilisé en tant qu'instrument de couverture, selon la norme comptable internationale IFRS 9. Il est ensuite évalué à sa juste-valeur qui correspond au risque de change encouru et estimé à la date de clôture.

3.6 - Rachats d'actions propres

Conformément aux dispositions de la Norme Comptable Tunisienne 02, relative aux capitaux propres :

- Les actions propres rachetées sont présentées, au bilan, en soustraction des capitaux propres ;
- Les plus ou moins-values réalisées sur les actions propres rachetées sont comptabilisées directement en capitaux propres ;
- Les dividendes perçus sur les actions propres rachetées sont portés au compte «Résultats reportés».

3.7 - Comptabilisation des opérations libellées en monnaies étrangères et du résultat de change.

Les opérations de change manuel de billets de Banques sont comptabilisées quotidiennement au cours du jour de l'opération. Le résultat de change représente dans ce cas la différence entre le cours d'achat et de vente du jour concerné.

Les comptes de bilan libellés en monnaies étrangères, y compris les positions de change, font l'objet d'une réévaluation du cours fixe au cours de change en vigueur à la date d'arrêt. L'écart dégagé est enregistré dans un compte de bilan «38.391 : Écart de conversion».

3.8 - Les valeurs immobilisées et amortissements

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition compte tenu du pourcentage de récupération de la TVA de l'année précédente.

Les immobilisations sont amorties linéairement. Les taux d'amortissement appliqués par le Groupe se détaillent comme suit :

| | |
|------------------------------------------------------------|------|
| Immeubles | 2% |
| Matériel de transport | 20% |
| | 10% |
| Mobilier et Matériel de bureau | 15% |
| | 20%* |
| Matériel de sécurité, de communication et de climatisation | 10% |
| | 15% |
| Matériel informatique | 33%* |
| Logiciels informatiques | 33% |
| Agencements, aménagements et installations | 10% |
| -Le droit au bail | 5% |
| -Mob-bureau hors exploitation | 10% |
| -Immeubles hors exploitation | 2% |
| -Matériel outil hors exploitation | 10% |

(*) Taux appliqué pour les acquisitions à partir du 1^{er} Janvier 2008.

La STB a procédé au cours de l'exercice 2000 à la réévaluation des terrains et des constructions. Cette réévaluation a induit une augmentation des capitaux propres pour un montant de 37 324 mdt présenté au niveau du poste «Autres capitaux propres».

En application de la norme IAS 16 une partie du solde de l'écart de réévaluation a été transférée aux résultats reportés pour tenir compte d'une part de l'utilisation des biens réévalués et d'autre part du transfert de l'écart de réévaluation relatif aux biens cédés.

3.9 - Provisions pour indemnités de départ à la retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Une provision pour avantages du personnel est comptabilisée par la STB pour faire face aux engagements correspondants à la valeur actuelle des droits acquis par les salariés relatifs aux indemnités conventionnelles (douze mensualités) auxquelles ils seront en mesure de prétendre lors de leur départ en retraite. Elle résulte d'un calcul effectué selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetées (prévues par la Norme Comptable Internationale IAS 19, Avantages du personnel, n'ayant pas d'équivalente en Tunisie) qui prend en considération notamment le risque de mortalité, l'évolution prévisionnelle des salaires, la rotation des effectifs et un taux d'actualisation financière.

Un complément de provision est également comptabilisé pour couvrir les engagements de la STB envers son personnel retraité en matière d'assurance sociale, en utilisant la même méthode comptable et en se basant sur des estimations de l'espérance de vie des bénéficiaires et des charges annuelles découlant du contrat d'assurance sociale.

3.10- Impôts sur le résultat :

Conformément aux principes généralement admis en Tunisie, le Groupe distingue les impôts courants et les impôts différés.

3.10.1 - Impôts courants

La charge d'impôt sur le bénéfice exigible est déterminée sur la base des règles et taux en vigueur propres à chacune des sociétés du Groupe sur la période à laquelle se rapportent les résultats.

3.10.2 - Impôts différés

Seules les éliminations des opérations réciproques ayant une incidence sur les résultats et les réserves ont donné lieu à la constatation de l'impôt différé.

Les différences temporelles issues des états financiers individuels des sociétés du groupe, n'ont pas donné lieu à la constatation éventuelle d'impôts différés.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt au niveau de l'état des résultats.

Pour l'exercice 2022 et au-delà, les taux d'imposition effectifs retenus pour calculer les stocks d'impôts différés des sociétés consolidées se présentent par entité comme suit :

| SOCIETES CONSOLIDEES | Taux nominal | Taux effectif |
|---------------------------------|--------------|---------------|
| Etablissements de Crédit | | |
| SOCIETE TUNISIENNE DE BANQUE | 35% | 36% |
| Secteur financier | | |
| STB INVEST | 35% | 36% |
| STRC | 35% | 36% |
| STB FINANCE | 35% | 36% |
| STB SICAR | 35% | 36% |
| STB MANAGER | 35% | 36% |
| Secteur du bâtiment | | |
| L'IMMOB.DE L'AVENUE «IA» | 15% | 16% |
| Secteur des services | | |
| GEVE | 15% | 16% |
| SOCIETE ACTIVHOTELS | 15% | 16% |
| STB MOYENS GENERAUX | 15% | 16% |
| STB SECURITE ET GARDIENNAGE | 15% | 16% |
| SOCIETE EDDKHILA | 15% | 16% |
| SOCIETE MGERT | 15% | 16% |

NOTE 4 - Périmètre de consolidation

4.1 Présentation du périmètre de consolidation

Les comptes consolidés de la Banque regroupent l'ensemble des entités sous contrôle exclusif ou sous influence notable hormis celles dont la consolidation présente un caractère négligeable pour l'établissement des comptes consolidés du Groupe.

Le périmètre de consolidation est composé de toutes les sociétés sur lesquelles la STB exerce, directement ou indirectement, par ses sociétés consolidées un contrôle exclusif et des sociétés sur lesquelles elle exerce une influence notable.

Une filiale est consolidée à partir de la date à laquelle le Groupe obtient effectivement son contrôle.

Sont exclues du périmètre de consolidation les entités pour lesquelles les titres de participation ont été acquis uniquement en vue d'une cession ultérieure dans un avenir proche. Lorsque des restrictions sévères et durables mettent en cause la capacité du groupe à contrôler la politique d'exploitation et les actifs d'une filiale ou d'une participation, celle-ci est également exclue du périmètre de consolidation. Tel est le cas des filiales en liquidation ou placées sous le contrôle d'un administrateur judiciaire.

Les sociétés retenues dans le périmètre de consolidation ainsi que les secteurs d'activité et les pays de résidence de chaque société se présentent comme suit :

| SOCIETES CONSOLIDEES | DESIGNATION | POLE D'ACTIVITE | PAYS |
|----------------------------------------------------|-----------------|-------------------|---------|
| 1. STB BANK (société Mère) | STB | ETABL. DE CREDIT | TUNISIE |
| 2. STB INVEST | STB INVEST | ETABL. FINANCIERS | TUNISIE |
| 3. STB MANAGER | STB MANAGER | ETABL. FINANCIERS | TUNISIE |
| 4. STB FINANCE | STB FINANCE | ETABL. FINANCIERS | TUNISIE |
| 5. STB SICAR | STB SICAR | ETABL. FINANCIERS | TUNISIE |
| 6. L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE | IMM. AVENUE | SERVICE | TUNISIE |
| 7. STE TUN.RECOUVR. DES CREANCES "STRC" | STRC | ETABL. FINANCIERS | TUNISIE |
| 8. SOCIETE LA GENERALE DES VENTES | GEVE | SERVICE | TUNISIE |
| 9. SOCIETE ED DKHILA | EDDKHILA | SERVICE | TUNISIE |
| 10. SOCIETE ACTIVHOTELS | ACTIVHOTELS | SERVICE | TUNISIE |
| 11. SICAV L'INVESTISSEUR | SICAV INVEST | ETABL. FINANCIERS | TUNISIE |
| 12. SICAV L'AVENIR | SICAV AVENIR | ETABL. FINANCIERS | TUNISIE |
| 13. SICAV EPARGNE OBLIGATAIRE | SICAV OBLIG | ETABL. FINANCIERS | TUNISIE |
| 14. SICAV EPARGNANT | SICAV EPARGNANT | ETABL. FINANCIERS | TUNISIE |
| 15. TUNISIAN FOREIGN BANK EX «U.T.B» | TFB | ETABL. DE CREDIT | FRANCE |
| 16. STE MOYENS GENERAUX | STBMG | SERVICE | TUNISIE |
| 17. MAGASINS GENERAUX ET ENTREPORTS REELS DE TUNIS | MGERT | SERVICE | TUNISIE |
| 18. S.T.C VERITAS | STCV | SERVICE | TUNISIE |
| 19. SONI BANK | SONIBANK | ETABL. DE CREDIT | NIGER |
| 20. S.C.I «LA MAISON DU BANQUIER» | SCIMB | SERVICE | TUNISIE |
| 21. S.P.C.M «ELFEJJA» | ELFEJJA | SERVICE | TUNISIE |
| 22. STB SECURITE ET GARDIENNAGE | STBSG | SERVICE | TUNISIE |

Le périmètre des états financiers consolidés comprend, outre la société mère, 21 entités au 31 décembre 2022 :

- 12 filiales traitées par intégration globale ;
- 9 entreprises associées traitées par mise en équivalence.

Les pourcentages de contrôle, les pourcentages d'intérêt du groupe ainsi que les méthodes de consolidation de chaque entité du périmètre de consolidation se présentent comme suit :



| Sociétés consolidables | % de Contrôle du Groupe | | | Méthode de consolidation | | % d'intérêt du Groupe | | |
|------------------------|-------------------------|---------|--------|--------------------------|------|-----------------------|--------|--------|
| | 2022 | 2021 | Var % | 2022 | 2021 | 2022 | 2021 | Var % |
| STB | 100,00% | 100,00% | 0,00% | IG | IG | 99,99% | 99,98% | 0,00% |
| STB INVEST | 95,05% | 95,05% | 0,00% | IG | IG | 94,73% | 94,72% | 0,00% |
| STB MANAGER | 99,99% | 99,99% | 0,00% | IG | IG | 99,40% | 99,40% | 0,00% |
| STB FINANCE | 96,71% | 96,71% | 0,00% | IG | IG | 95,55% | 95,55% | 0,00% |
| STB SICAR | 99,50% | 99,50% | 0,00% | IG | IG | 98,58% | 98,58% | 0,00% |
| IMM. AVENUE | 99,90% | 99,90% | 0,00% | IG | IG | 99,16% | 99,16% | 0,00% |
| STRC | 100,00% | 100,00% | 0,00% | IG | IG | 99,72% | 99,72% | 0,00% |
| GEVE | 50,00% | 50,00% | 0,00% | IG | IG | 49,99% | 49,99% | 0,00% |
| EDDKHILA | 67,87% | 67,87% | 0,00% | IG | IG | 67,51% | 67,51% | 0,00% |
| ACTIVHOTELS | 100,00% | 100,00% | 0,00% | IG | IG | 99,94% | 99,93% | 0,00% |
| SICAV INVEST | 78,05% | 78,17% | -0,12% | MEE | MEE | 75,74% | 75,85% | -0,12% |
| SICAV AVENIR | 98,32% | 98,35% | -0,03% | MEE | MEE | 97,52% | 97,55% | -0,03% |
| SICAV OBLIG | 2,53% | 1,61% | 0,91% | MEE | MEE | 2,43% | 1,56% | 0,87% |
| SICAV EPARGNANT | 7,61% | 8,83% | -1,22% | MEE | MEE | 7,49% | 8,68% | -1,19% |
| TFB | 49,99% | 49,46% | 0,53% | MEE | MEE | 49,99% | 49,45% | 0,54% |
| STBMG | 99,98% | 99,98% | 0,00% | IG | IG | 97,15% | 97,15% | 0,00% |
| MGERT | 49,95% | 49,95% | 0,00% | IG | IG | 49,94% | 49,93% | 0,00% |
| STCV | 27,06% | 27,06% | 0,00% | MEE | MEE | 27,05% | 27,05% | 0,00% |
| SONIBANK | 25,00% | 25,00% | 0,00% | MEE | MEE | 25,00% | 25,00% | 0,00% |
| SCIMB | 19,96% | 19,96% | 0,00% | MEE | MEE | 19,96% | 19,96% | 0,00% |
| ELFEJJA | 20,00% | 20,00% | 0,00% | MEE | MEE | 20,00% | 20,00% | 0,00% |
| STBSG | 99,90% | 99,90% | 0,00% | IG | IG | 97,06% | 97,06% | 0,00% |

IG : intégration globale
MEE : Mise en équivalence
NI : Non intégrée

4.1.1- Traitements particuliers

Consolidation des comptes de la TUNISIAN FOREIGN BANK -TFB- : le pourcentage de contrôle du groupe de la STB dans la TFB a été arrêté au 31 décembre 2022 à 49,99%. Cependant, la TFB a été consolidé par la méthode de mise en équivalence étant donné que la STB estime qu'elle ne dispose pas du pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de ladite société.

Consolidation des comptes des SICAV : les pourcentages de contrôle du groupe STB dans certaines SICAV dépassent 50%. Cependant, les SICAV ont été consolidées par la méthode de mise en équivalence étant donné que la STB ne dispose pas du pouvoir de diriger leurs politiques financières et opérationnelles.

Pour **SICAV EPARGNANT et SICAV EPARGNE OBLIGATAIRE**, Bien que le pourcentage de contrôle du groupe STB ne dépasse pas les 20%, ces 2 sicav ont été retenues dans le périmètre de consolidation vu que l'influence existe dès que la gestion 2 sociétés est assurée par la STB FINANCE.

4.1.2- Variation du périmètre de consolidation du groupe STB

Le périmètre de consolidation 2022 n'a pas varié par rapport au périmètre de consolidation 2021.

4.2 - Sociétés exclus du périmètre de consolidation

Sont exclus du périmètre de consolidation du groupe STB, 42 sociétés pour les motifs présentés ci-dessous :

- Les sociétés en liquidation ou en situation compromise :

| Ordre | Raison Sociale |
|-------|--------------------------------------------------------|
| 1 | SKANES PALACE INTERNATIONAL |
| 2 | AFRICA SOUSSE |
| 3 | STE TOURISTIQUE AIN DRAHAM «HOTEL NOUR EL AIN» |
| 4 | EL MARASSI |
| 5 | STE D'ANIMATION ET DE LOISIRS PARADISE PARK (H PHEDRA) |
| 6 | STE D'ETUDES ET DE DEV. HAMMAMET SUD «SEDHS» |
| 7 | STE D'ET. DEVPT AUDIO-VISUEL DE TSIE «SEDAT» |
| 8 | STE DES IND. METALLURGIQUES «SIMET» |
| 9 | CIE MED. DE TOURISME «HOTEL DALIA» |
| 10 | IMACO |
| 11 | STIA |
| 12 | LA BANQUE FRANCO-TUNISIENNE BFT. |
| 13 | KURIAT PALACE |

- Les sociétés en veilleses :

| Ordre | Raison Sociale |
|-------|-------------------------------------------------|
| 1 | COMPAGNIE DE DEVELOPPEMENT DU GRAND KORBOUS |
| 2 | STE D'ETUDES ET DE DEVELOPPEMENT DE SOUSSE |
| 3 | STE D'ET. & DE DEVPT «ZOUARAA» |
| 4 | STE DE COMMERCE INTERNATIONAL DE KEBILI «SOCIK» |
| 5 | CIE DE DEVELOPPEMENT "LELLA HADHRIA" |
| 6 | OPTIMA SICAR |
| 7 | S.H.T. LES BERGES 2000 «Hôtel l'Atrium» |
| 8 | COPRAT HAMMAMET GARDEN HOTEL |
| 9 | DUNES DE NEFZAOUA |
| 10 | STE HOTELIERE «BEL AIR» (EN VEILLEUSE) |

- Les sociétés dont les états financiers arrêtés au 31 décembre 2021 sont indisponibles :

| Ordre | Raison Sociale |
|-------|------------------------------------------|
| 1 | SIDCO SICAR |
| 2 | CIE TQUE ARABE «CTA» (MARINA MONASTIR) |
| 3 | STE DE DEV.ECO. DE KASSERINE SODEK-SICAR |
| 4 | STE TANIT INTERNATIONAL |
| 5 | MARINA HAMMAMET |
| 6 | SOPINO |
| 7 | SOPIC |
| 8 | SED SOUSSE NORD |

- Les sociétés acquises et détenues dans l'unique perspective d'une cession ultérieure dans un avenir proche ainsi que les sociétés pour lesquelles une procédure de cession est engagée :

| Ordre | Raison Sociale |
|-------|-----------------------------------------------------------------|
| 1 | CIE HOTELIERE DES CENTRES VILLES (HOTEL ANDALOUS) |
| 2 | STE RAMLA TOZEUR |
| 3 | STE D'ANIMATION TOURISTIQUE BISAT SA |
| 4 | STE D'ACTIVITE TQUE «HOTEL ZODIAC» |
| 5 | Sté d'Etudes et de Prom. Tque « Hôtel Mariqueen » JERBA MARITIM |
| 6 | STE HOTEL YOUNES |
| 7 | STE TOURISME & ANIMATION «RAIS CLUB» |
| 8 | STE DE PROMOTION TOURISTIQUE LES CYCLAMENS |
| 9 | STE INTLE DE GEST. HOT. «H. BYBLOS» |
| 10 | STE HOTEL BYZANCE |
| 11 | STE HOTELIERE «DAR DHIAFA» TROPICANA CLUB |

NOTE 5 - FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE

5.1 - Modifications comptable

La STB a procédé à des redressements comptables, constatés par le biais du compte modifications comptables affectant les résultats reportés s'élèvent à 11 506 mDT.

Ces redressements concernent les revenus liés à certaines opérations de pension livrées et de BTA.

5.2 - Affaire BRUNO POLI

Une action en justice a été intentée contre la banque en 2011 par Monsieur BRUNO POLI pour la restitution de bons de caisse remis à la BNDT. En date du 29/10/2015, un jugement de première instance, confirmé en appel, a été prononcé contre la banque la condamnant à restituer les bons de caisse et à défaut à régler 7 millions de Dollars. La Cour de Cassation a infirmé et renvoyé l'affaire devant la Cour d'Appel de Tunis. Une ordonnance de sursis à l'exécution a été obtenue sans consignation.

La cours d'appel a consigné de nouveau le jugement de première instance condamnant la banque à restituer les bons de caisse et à défaut à régler 7 millions de Dollars. Par conséquent, une provision pour risques a été constituée au 31 décembre 2020 pour un montant de 36 533 mdt.

Courant l'exercice 2021 et suite à la notification de l'arrêt de la cour de renvoi, la banque a de nouveau formulé un pourvoi en cassation, et a pu obtenir le sursis à l'exécution sans consignation.

Une demande d'enrôlement par devant la cour de renvoi a été formulée.

5.3- Radiation et cession des créances

En application du paragraphe VII quater decies de l'article 48 du code de l'IRPP et de l'IS, la STB a procédé à la radiation des créances bancaires irrécouvrables courant l'exercice 2022.

Et par référence à la loi n°98-4 du 2 février 1998, relative aux sociétés de recouvrement des créances, la STB a procédé à la cession des lots de créances bancaires à sa filiale STRC.

L'enveloppe totale des créances radiées et cédées sont à hauteur de 370 740 millions de dinars dont 102 852 millions de dinars au titre des intérêts de retard.

5.4- Cotisation au Fonds de garantie de dépôt

En application de l'article 149 et suivants de la loi n°2016-48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et aux établissements financiers ainsi que les dispositions du décret n° 2017-268 du 1er février 2017 relatif à la fixation des règles d'intervention, d'organisation

et de fonctionnement dudit fonds, la STB est dans l'obligation d'adhérer au fonds de garantie de dépôt moyennant une cotisation annuelle de 0,3% de l'encours de ses dépôts. La cotisation relative à l'année 2022 est de 24 813 mdt.

NOTE 6 - NOTES RELATIVES AUX POSTES DU BILAN CONSOLIDÉ (Les chiffres sont exprimés en mDT : milliers de Dinars Tunisiens)

6.1 - Caisse, et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT

Les avoirs en caisse et auprès de la BCT, CCP et TGT ont totalisé 176 168 mDT au 31/12/2022 contre 533 470 mDT au 31/12/2021, soit une diminution de 357 302 mDT.

Les différentes rubriques composant ce poste se présentent comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|-------------------|----------------|----------------|------------------|----------------|
| CAISSE | 76 315 | 78 527 | (2 212) | (2,8%) |
| Caisse en Dinars | 66 779 | 68 873 | (2 094) | (3,0%) |
| Caisse en devise | 9 536 | 9 654 | (118) | (1,2%) |
| BCT | 98 167 | 453 916 | (355 749) | (3) |
| BCT en Dinars | (4 654) | 7 156 | (11 810) | (165,0%) |
| BCT en devise | 102 821 | 396 760 | (293 939) | (74,1%) |
| Facilité de dépôt | - | 50 000 | (50 000) | (100,0%) |
| CCP | 1 057 | 398 | 659 | 165,6% |
| TGT | 629 | 629 | - | - |
| Total | 176 168 | 533 470 | (357 302) | (67,0%) |

6.2 - Créances sur les établissements bancaires et financiers

Les créances sur les établissements bancaires et financiers ont totalisé 446 328 mDT au 31/12/2022 contre 571 959 mDT au 31/12/2021.

Les différentes rubriques composant ce poste se détaillent comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|-------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|------------------|----------------|
| Créances sur les établissements bancaires | 75 947 | 43 623 | 32 324 | 74,1% |
| Comptes courants des banques résidentes | 827 | 564 | 263 | 46,6% |
| Comptes courants des banques non résidentes | 75 119 | 43 058 | 32 061 | 74,5% |
| Comptes débiteurs des correspondants en dinars convertibles | 1 | 1 | - | - |
| Prêts aux établissements financiers | 299 032 | 423 044 | (124 012) | (29,3%) |
| Prêts sur le marché monétaire en Dinars | 71 849 | 322 000 | (250 151) | (77,7%) |
| Prêts hors marché en Dinars | - | - | - | - |
| Prêts sur le marché monétaire en Devises | 227 183 | 101 044 | 126 139 | 124,8% |
| Provisions sur prêts interbancaires | (1 849) | (1 616) | (233) | (14,4%) |
| Créances et prêts aux organismes financiers spécialisés | 73 175 | 106 804 | (33 629) | (31,5%) |
| Créances et prêts aux organismes financiers spécialisés (leasing) | 44 402 | 50 582 | (6 180) | (12,2%) |
| Créances sur les organismes financiers spécialisés (TUNIS RE) | 28 773 | 56 222 | (27 449) | (48,8%) |
| Créances rattachés | 23 | 104 | (81) | (77,9%) |
| Créances rattachées sur prêts interbancaires en dinars | - | 86 | (86) | (100,0%) |
| Créances rattachées sur prêts interbancaires en devises | 23 | 18 | 5 | 27,8% |
| Total | 446 328 | 571 959 | (125 631) | (22,0%) |

Les créances par exigibilité au refinancement de la BCT se présentent comme suit :

| Description | 2022 | 2021 | Variation | % |
|----------------------------------------------------------------|----------------|----------------|------------------|----------------|
| Créances sur les établissements bancaires et financiers | | | | |
| Eligibles au refinancement de la BCT (*) | 7 000 | 9 000 | (2 000) | (22,2%) |
| Non éligibles aux refinancements de la BCT (*) | 439 305 | 562 855 | (123 550) | (22,0%) |
| Total | 446 305 | 571 855 | (125 550) | (22,0%) |

* données 2021 retraitées pour les besoins de comparabilité

Ventilation des créances sur les établissements bancaires et financiers (hors créances rattachées) selon qu'elles soient matérialisées ou non par des titres du marché interbancaire

| Description | 2022 | 2021 | Variation | % |
|----------------------------------------------------------------|----------------|----------------|------------------|----------------|
| Créances sur les établissements bancaires et financiers | | | - | - |
| Matérialisés par des titres du marché interbancaire | | | - | - |
| Non matérialisés par des titres du marché interbancaire | 446 305 | 571 855 | (123 550) | (22,0%) |
| Total | 446 305 | 571 855 | (125 550) | (22,0%) |

La ventilation des créances sur les établissements bancaires et financiers (hors créances rattachées) selon la durée résiduelle au 31/12/2022 se détaille comme suit :

| Libellé | < 3 mois | 3 mois à 1 an | 1 an à 5 ans | > 5 ans | Total |
|------------------------------------------------------------------|----------------|---------------|--------------|---------|----------------|
| Créances sur les établissements bancaires | 75 947 | - | - | - | 75 947 |
| comptes courants des banques résidentes | 827 | - | - | - | 827 |
| comptes courants des banques non résidentes | 75 119 | - | - | - | 75 119 |
| comptes débiteurs des correspondants en dinars convertibles | 1 | - | - | - | 1 |
| Prêts aux établissements bancaires | 289 101 | 9 931 | - | - | 299 032 |
| Prêts sur le marché monétaire en dinars | 71 849 | - | - | - | 71 849 |
| Prêts hors marché monétaire en dinars | - | - | - | - | - |
| Prêts sur le marché monétaire en devises | 217 252 | 9 931 | - | - | 227 183 |
| Provisions sur prêts interbancaires | (1 849) | - | - | - | (1 849) |
| Prêts aux organismes financiers spécialisés (leasing) | 44 402 | - | - | - | 44 402 |
| Créances sur organismes financiers spécialisés (Tunis Ré) | 28 773 | - | - | - | 28 773 |
| Créances rattachés | 23 | - | - | - | 23 |
| Total | 438 246 | 9 931 | - | - | 446 328 |

6.3 - Créances sur la clientèle

L'évolution comparée des engagements nets entre 2022 et 2021 se présente comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|------------------|----------------|
| Comptes courants débiteurs | 1 037 195 | 993 367 | 43 828 | 4,4% |
| Crédits sur ressources spéciales | 153 281 | 112 269 | 41 012 | 36,5% |
| Les créances prises en charge par l'État | 9 440 | 13 711 | (4 271) | (31,2%) |
| Bonification prise en charge par l'État | 4 230 | 4 230 | - | - |
| Comptes courants associés | 88 608 | 88 608 | - | - |
| Autres concours à la clientèle | 11 131 660 | 10 170 783 | 960 877 | 9,4% |
| Créances à abandonner | 4 298 | 3 562 | 736 | 20,7% |
| Créances rattachées | 78 525 | 94 119 | (15 594) | (16,6%) |
| Créances bancaires détenues par la STRC | 1 083 852 | 1 036 835 | 47 017 | 4,5% |
| Autres crédits sur ressources spéciales | 39 516 | 36 585 | 2 931 | 8,0% |
| Total brut | 13 630 605 | 12 554 068 | 1 076 537 | 8,6% |
| Provisions | (2 209 483) | (2 152 544) | (56 939) | (2,6%) |
| Provisions sur comptes courants | (144 889) | (150 255) | 5 366 | 3,6% |
| Provisions sur ressources spéciales | (36 577) | (34 441) | (2 136) | (6,2%) |
| Provisions sur autres concours à la clientèle | (744 744) | (770 537) | 25 793 | 3,3% |
| Provisions sur comptes courants associés | (45 552) | (45 552) | - | - |
| Provisions sur créances à abandonner | (455) | (455) | - | - |
| Provisions collectives | (176 948) | (138 723) | (38 225) | (27,6%) |
| Provisions sur créances bancaires détenues par la STRC | (1 060 318) | (1 012 581) | (47 737) | (4,7%) |
| Agios réservés | (526 290) | (646 249) | 119 959 | 18,6% |
| Agios réservés sur comptes courants | (39 828) | (47 461) | 7 633 | 16,1% |
| Agios réservés sur autres concours à la clientèle | (434 664) | (547 322) | 112 658 | 20,6% |
| Agios réservés sur comptes courants associés | (34 579) | (34 579) | - | - |
| Agios réservés sur créances à abandonner | (3 843) | (3 107) | (736) | (23,7%) |
| Agios réservés sur créances rattachées | (13 376) | (13 780) | 404 | 2,9% |
| Agios réservés sur créances bancaires détenues par la STRC | - | - | - | - |
| Produits perçus d'avance | (52 521) | (37 174) | (15 347) | (41,3%) |
| Total Net en Mdt | 10 842 311 | 9 718 101 | 1 124 210 | 11,6% |

La structure de l'encours net des créances sur la clientèle au 31/12/2022 est la suivante :

| Libellé | Encours Bruts | Provisions Individuelles | Provisions additionnelles | Agios Réservés | Pdt perçus d'avance | Encours Net |
|-------------------------------|-------------------|--------------------------|---------------------------|------------------|---------------------|-------------------|
| C/C Débiteurs | 1 037 195 | (110 436) | (34 453) | (39 828) | | 852 478 |
| C/ Ressources spéciales | 192 797 | (32 937) | (3 640) | - | | 156 220 |
| Comptes courants associés | 88 608 | (32 152) | (13 400) | (34 579) | | 8 477 |
| Autres conc. à la clientèle | 11 145 330 | (472 097) | (272 647) | (434 664) | (52 521) | 9 913 401 |
| Créances à abandonner | 4 298 | (455) | - | (3 843) | | - |
| Créances détenues par la STRC | 1 083 852 | (1 060 318) | | | | 23 534 |
| Créances rattachées | 78 525 | | | (13 376) | | 65 149 |
| Total | 13 630 605 | (1 708 395) | (324 140) | (526 290) | (52 521) | 11 019 259 |
| Provisions collectives | | (176 948) | | | | (176 948) |
| Encours net | 13 630 605 | (1 885 343) | (324 140) | (526 290) | (52 521) | 10 842 311 |

L'encours brut des créances sur la clientèle hors impayés et créances rattachées est ventilé selon la durée résiduelle comme suit :

| Libellé | < 3 mois | 3 mois à 1 an | 1 an à 5 ans | > 5 ans | Encours Brut |
|------------------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|
| Comptes courants débiteurs | 1 037 195 | - | - | - | 1 037 195 |
| Crédits sur ressources spéciales | 3 264 | 13 337 | 83 534 | 53 146 | 153 281 |
| Les créances prises en charge par l'État | 9 440 | - | - | - | 9 440 |
| Bonification prise en charge par l'État | 4 230 | - | - | - | 4 230 |
| Comptes courants associés | 88 608 | - | - | - | 88 608 |
| Autres concours à la clientèle | 3 938 950 | 2 250 789 | 3 581 655 | 1 360 266 | 11 131 660 |
| Créances bancaires détenues par la STRC | 1 083 852 | - | - | - | 1 083 852 |
| Total au 31 décembre 2022 | 6 165 539 | 2 264 126 | 3 665 189 | 1 413 412 | 13 508 266 |

L'évolution des créances douteuses et leurs provisions se détaille ainsi :

| Libellé | 2021 | Dotations | Reprises | Reclass | 2022 |
|--------------------------------------------------------|--------------------|------------------|----------------|-----------------|--------------------|
| Provisions sur comptes courants | (150 255) | (36 269) | 39 787 | 1 848 | (144 889) |
| Provisions sur ressources spéciales | (34 441) | (7 147) | 7 636 | (2 625) | (36 577) |
| Provisions sur autres concours à la clientèle | (770 536) | (166 055) | 191 164 | 683 | (744 744) |
| Provisions sur comptes courants associés | (45 552) | - | - | - | (45 552) |
| Provisions sur créances à abandonner | (455) | - | - | - | (455) |
| Provisions collectives | (138 723) | (38 226) | - | - | (176 948) |
| Provisions sur créances bancaires détenues par la STRC | (1 012 581) | (2 254) | 2 504 | (47 987) | (1 060 318) |
| Total | (2 152 543) | (249 951) | 241 091 | (48 081) | (2 209 483) |

6.3.1 - Garanties

Les garanties retenues par la Banque pour la détermination des provisions sur les engagements sont arrêtées dans certains cas en l'absence d'un inventaire des documents juridiques les justifiant (certificats de propriété, attestation AFT, AFI...).

6.3.2 - Provisions additionnelles

En application des dispositions de la circulaire BCT n°2013-21 du 30 décembre 2013, la STB a constitué une reprise sur provisions additionnelles de l'ordre de 76 486 mille dinars au titre de l'exercice 2022, sur les engagements ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans.

Le solde des provisions additionnelles s'élève au 31 décembre 2022 à 324 140 mille dinars

6.3.3 - Provisions collectives

En application de la circulaire aux banques n° 2023-02 du 24 Février 2022 portant sur Division, couverture des risques et suivi des engagements, la Banque a constitué par prélèvement sur les résultats de l'exercice 2022, des provisions à caractère générale

dites «Provisions Collectives» en vue de couvrir les risques latents sur les engagements courants (classe 0) et ceux nécessitant un suivi particulier (classe 1) au sens de l'article 8 de la Circulaire BCT 91-24 du 17 décembre 1991.

La provision collective a été estimée fin 2022 à 176 948 millions de dinars.

6.3.4 - Créances consolidées et prises en charge par l'État sans intérêts

Les créances prises en charges par l'État sont les créances de certaines entreprises publiques prises en charge par l'État dans le cadre de la loi de finances pour l'année 1999 et dont l'encours totalise la somme de 9 440 mille dinars. Ces créances ont été consolidées sur une période de 20 à 25 ans, sans intérêts et avec la garantie de l'État.

6.4 - Portefeuille titre commercial

Le solde de ce poste s'élève 932 034 mDT au 31/12/2022 contre 652 252 mDT au 31/12/2021. Le portefeuille-titres commercial est composé de titres à revenus fixes émis par l'État et de titres à revenus variables.

| Libellé | 2021 | Acquisition/ Dotation | Cession/ Liquidation/ Reprise | Reclassement | 2022 |
|-----------------------------------------------------------|----------------|--------------------------|-------------------------------------|----------------|----------------|
| I- Titres de placement | 648 145 | 163 838 | (109 949) | (9 399) | 692 636 |
| Actions (Placement) | 23 176 | 458 | (3 938) | - | 19 696 |
| BTA (Placement) | 630 055 | 100 292 | (39 528) | - | 690 819 |
| Obligations (Placement) | 8 | 75 | 27 | (111) | - |
| Billets de trésorerie et certificats de dépôt (Placement) | 5 595 | 63 989 | (61 191) | (3 277) | 5 116 |
| Parts dans les OPCVM (Placement) | 15 690 | (281) | (3 470) | 708 | 12 647 |
| Autres titres de placement | 241 | (695) | (27) | (4 789) | (5 270) |
| Créances rattachées aux BTA (Placement) (*) | 22 261 | - | (1 220) | - | 21 041 |
| Créances rattachées aux autres titres de placement | - | - | - | - | - |
| Primes / décotes sur BTA (Placement) | (44 074) | - | (602) | - | (44 676) |
| Provisions sur titres de placement | (4 807) | - | - | (1 930) | (6 737) |
| II- Titres de transactions | 4 107 | 244 814 | (9 523) | - | 239 398 |
| 2.1 Titres de transaction à revenu fixe | 4 107 | 244 814 | (9 523) | - | 239 398 |
| Bons de trésor à court terme (Transaction) | 4 408 | 244 814 | (4 408) | - | 244 814 |
| Créances et dettes rattachées | (301) | - | (5 115) | - | (5 416) |
| Total net | 652 252 | 408 652 | (119 472) | (9 399) | 932 034 |

* Données au 31/12/2021 retraitées pour les besoins de la comparabilité.

6.5 - Portefeuille titre d'investissement

La valeur du portefeuille titres d'investissement s'élève à 1 286 757 mDT au 31/12/2022 contre 1 121 828 mDT au 31/12/2021 et se détaille comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|--------------------------------------------------------|------------------|------------------|-----------------|----------------|
| BTA d'investissement | 798 100 | 798 100 | - | - |
| Décote/primes sur BTA d'investissement | (12 596) | (17 468) | 4 872 | 27,9% |
| Provisions / Bons de trésor (investissement) | - | - | - | - |
| Dettes rattachées aux BTA (Investissement) | - | - | - | - |
| Créances rattachées | 25 527 | 25 527 | - | - |
| Total BTA d'investissement | 811 031 | 806 159 | 4 872 | 0,6% |
| Emprunts obligataires | 20 227 | 111 577 | (91 350) | (81,9%) |
| Emprunt national | 278 750 | 700 | 278 050 | 39721,4% |
| Provisions Emprunts obligataires | (3 650) | (3 650) | - | - |
| Créances rattachées | 13 772 | 6 753 | 7 019 | 103,9% |
| Créances rattachées / Emprunt national | - | - | - | - |
| Total autres titres d'investissement | 309 099 | 115 380 | 193 719 | 167,9% |
| Parts dans les FCP | 49 146 | 49 146 | - | - |
| Provisions sur parts dans les FCP | - | (996) | 996 | 100,0% |
| Total FCP | 49 146 | 48 150 | 996 | 2,1% |
| Titres de participations | 198 913 | 230 714 | (31 801) | (13,8%) |
| Participations en rétrocession | 120 938 | 121 294 | (356) | (0,3%) |
| Sociétés en liquidation | 30 | 30 | - | - |
| Provisions titres de participation | (131 860) | (131 719) | (141) | (0,1%) |
| Provisions sur participations en rétrocession | (70 931) | (68 571) | (2 360) | (3,4%) |
| Créances et dettes rattachées | (332) | (332) | - | - |
| Créances rattachées aux participations en rétrocession | 723 | 723 | - | - |
| Total Titres de participation | 117 481 | 152 139 | (34 658) | (22,8%) |
| Total général | 1 286 757 | 1 121 828 | 164 929 | 14,7% |

Les mouvements par catégorie de titres classés dans le portefeuille d'investissement sont retracés dans le tableau suivant :

| Description | 2021 | Souscription | Cession / remboursement / restitution | Reclassement | 2022 |
|--------------------------------|------------------|----------------|---------------------------------------------|----------------|------------------|
| BTA d'investissement | 798 100 | 4 464 | (4 464) | - | 798 100 |
| Emprunts obligataires | 111 577 | 1 877 | (16 790) | (76 437) | 20 227 |
| Emprunt national | 700 | 203 050 | - | 75 000 | 278 750 |
| Parts dans les FCP | 49 146 | - | - | - | 49 146 |
| Titres de participations | 230 714 | 2 596 | (35 245) | 848 | 198 913 |
| Participations en rétrocession | 121 294 | 2 310 | (1 839) | (827) | 120 938 |
| Sociétés en liquidation | 30 | - | - | - | 30 |
| Total en mDT | 1 311 561 | 214 297 | (58 338) | (1 416) | 1 466 104 |

6.6 - Titres mis en équivalence

Les participations du Groupe dans les sociétés mises en équivalence concernent les sociétés suivantes :

| Société | Participation du Groupe 2022 | Participation du Groupe 2021 | Var % | Valeur d'équivalence 2022 | Valeur d'équivalence 2021 | Variation | % |
|-----------------|------------------------------|------------------------------|--------|---------------------------|---------------------------|---------------|--------------|
| SICAV INVEST | 75,7% | 75,9% | (0,1%) | 935 | 896 | 39 | 4,4% |
| SICAV AVENIR | 97,5% | 97,5% | [0,0%] | 1 117 | 1 115 | 2 | 0,2% |
| TFB | 50,0% | 49,5% | 0,5% | 35 660 | 20 641 | 15 019 | 72,8% |
| STCV | 27,1% | 27,1% | 0,0% | 1 581 | 1 696 | (115) | (6,8%) |
| SONIBANK | 25,0% | 25,0% | 0,0% | 60 207 | 47 418 | 12 789 | 27,0% |
| SCIMB | 20,0% | 20,0% | 0,0% | 1 327 | 1 249 | 78 | 6,2% |
| ELFEJJA | 20,0% | 20,0% | 0,0% | 13 944 | 13 758 | 186 | 1,4% |
| SICAV EPARGNANT | 7,5% | 8,7% | (1,2%) | 15 985 | 18 968 | (2 983) | (15,7%) |
| SICAV OBLIG | 2,4% | 1,6% | 0,9% | 4 146 | 2 412 | 1 734 | 71,9% |
| Total | | | | 134 902 | 108 153 | 26 749 | 24,7% |

6.7 - Valeurs immobilisées

Les valeurs immobilisées nettes s'élèvent à 153 201 mDT au 31/12/2022. Les mouvements enregistrés au cours de l'exercice 2022 se détaillent comme suit :

| Libellé | Valeur Brute 2021 | Acquisition/ Cession 2022 | Valeur Brute 2022 | Amort. 2021 | Dotation / Prov. 2022 | Transf. | Amort 2022 | Valeur Nette 2022 |
|--------------------------------------|-------------------|---------------------------|-------------------|------------------|-----------------------|--------------|------------------|-------------------|
| Immobilisations Incorporelles | 35 944 | 3 910 | 39 854 | (29 624) | (3 794) | - | (33 418) | 6 436 |
| Logiciel informatique | 35 867 | 3 910 | 39 777 | (29 604) | (3 794) | - | (33 398) | 6 379 |
| Droit au bail | 57 | - | 57 | - | - | - | - | 57 |
| Autres immob. incorporelles | 20 | - | 20 | (20) | - | - | (20) | - |
| Immobilisations Corporelles | 344 174 | 17 348 | 361 522 | (206 771) | (11 346) | 3 360 | (214 757) | 146 765 |
| Terrains | 39 768 | - | 39 768 | - | - | - | - | 39 768 |
| Constructions | 88 695 | - | 88 695 | (50 074) | (1 899) | - | (51 973) | 36 722 |
| Mobilier de bureaux | 8 976 | 1 524 | 10 500 | (6 969) | (619) | - | (7 588) | 2 912 |
| Matériel de transport | 4 717 | 106 | 4 823 | (2 487) | (709) | - | (3 196) | 1 627 |
| Matériel informatique | 50 492 | 4 131 | 54 623 | (49 609) | (2 495) | 106 | (51 998) | 2 625 |
| Matériel de communication | 2 071 | 3 | 2 074 | (1 319) | (22) | - | (1 341) | 733 |
| Matériel de bureaux | 18 569 | 581 | 19 150 | (17 672) | (543) | 10 | (18 205) | 945 |
| Matériel de sécurité | 6 077 | 1 450 | 7 527 | (3 636) | (436) | - | (4 072) | 3 455 |
| Matériel de climatisation | 6 088 | 7 | 6 095 | (5 506) | (135) | - | (5 641) | 454 |
| Agencem. amén. Et instal. | 65 535 | 9 638 | 75 173 | (45 875) | (4 164) | 8 | (50 031) | 25 142 |
| Mob- bureau hors expl | 33 | - | 33 | (31) | - | - | (31) | 2 |
| Mat-outil hors exploit | 403 | - | 403 | (359) | (12) | - | (371) | 32 |
| Matériel et outil. Touristiques | 14 141 | - | 14 141 | (12 994) | (312) | - | (13 306) | 835 |
| Immeubles hors exploit | 28 229 | (185) | 28 044 | (10 229) | - | 3 236 | (6 993) | 21 051 |
| Constructions en cours | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Imm. En attente affectation | 659 | 398 | 1 057 | - | - | - | - | 1 057 |
| Autres immob. Corporelles | 9 721 | (305) | 9 416 | (11) | - | - | (11) | 9 405 |
| TOTAL | 380 117 | 21 258 | 401 376 | (236 395) | (15 140) | 3 360 | (248 175) | 153 201 |

6.8 - Autres actifs

Au 31/12/2022, les autres postes d'actif totalisent 792 103 mDT contre 733 460 mDT au 31/12/2021 et se détaillent comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|--------------------------------------------------------|----------------|----------------|---------------|-------------|
| Prêts et avances au personnel | 186 802 | 171 182 | 15 620 | 9,1% |
| Frais médicaux à récupérer | 3 147 | 3 147 | - | - |
| État, impôt et taxes | 8 852 | 8 808 | 44 | 0,5% |
| Avance sur impôt sur les sociétés | 82 488 | 74 987 | 7 501 | 10,0% |
| Stocks divers | 26 019 | 16 187 | 9 832 | 60,7% |
| Différence de change à la charge de l'état | 178 | 39 | 139 | 356,4% |
| Siège, succursales et agences Actif | 10 946 | 31 921 | (20 975) | (65,7%) |
| Comptes de régularisation active | 123 423 | 158 394 | (34 971) | (22,1%) |
| Valeurs présentées à la compensation | 81 997 | 60 663 | 21 334 | 35,2% |
| Effets financiers en recette | 107 | 107 | - | - |
| Débits à régulariser | 761 | 812 | (51) | (6,3%) |
| Charges payées d'avance | 766 | 1 203 | (437) | (36,3%) |
| Produits à recevoir | (498) | (595) | 97 | 16,3% |
| Créances cédées | 2 081 | 2 361 | (280) | (11,9%) |
| Différence PF encaissement exigible après encaissement | 19 034 | 18 099 | 935 | 5,2% |
| Autres comptes d'actif | 190 071 | 133 155 | 56 916 | 42,7% |
| Débiteurs divers | 14 777 | 15 810 | (1 033) | (6,5%) |
| Stocks de travaux immobiliers terminés | 28 544 | 27 713 | 831 | 3,0% |
| Clients et comptes rattachés | 5 303 | 4 761 | 542 | 11,4% |
| Impôts exigibles - Actif | 10 811 | 7 300 | 3 511 | 48,1% |
| Provisions comptes d'État, impôt et taxes | (115) | (115) | - | - |
| Provisions sur autres comptes d'actif | (2 596) | (1 779) | (817) | (45,9%) |
| Provisions sur clients et comptes rattachés | (795) | (700) | (95) | (13,6%) |
| TOTAL | 792 103 | 733 460 | 58 643 | 8,0% |

6.9 - Banque central et CCP

Au 31/12/2022 ce poste totalise 1 517 934 mDT contre 1 461 625 mDT au 31/12/2021. Ce poste se détaille comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|-------------------------------|------------------|------------------|---------------|-------------|
| Appel d'offre | 1 131 000 | 1 427 000 | (296 000) | (20,7%) |
| Facilité de prêt | 420 000 | - | 420 000 | - |
| Utilisations auprès de la BCT | (34 744) | 33 278 | (68 022) | (204,4%) |
| Dettes rattachées | 1 678 | 1 347 | 331 | 24,6% |
| TOTAL | 1 517 934 | 1 461 625 | 56 309 | 3,9% |

6.10 - Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers

Au 31/12/2022 ce poste totalise 535 650 mDT contre 546 276 mDT au 31/12/2021. Sa répartition par nature d'établissement bancaire et financier est la suivante :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|---------------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|-----------------|----------------|
| Comptes à vue des établissements financiers | 113 637 | 72 951 | 40 686 | 55,8% |
| Banques de dépôts | 29 | 16 | 13 | 81,3% |
| Banques non résidentes | 113 608 | 72 935 | 40 673 | 55,8% |
| Emprunts auprès des établissements financiers | 420 409 | 471 293 | (50 884) | (10,8%) |
| Emprunts en dinars | 168 800 | 210 126 | (41 326) | (19,7%) |
| Emprunts en devises | 251 609 | 261 167 | (9 558) | (3,7%) |
| Avoir en compte des établissements financiers et dettes rattachées | 1 604 | 2 032 | (428) | (21,1%) |
| Total | 535 650 | 546 276 | (10 626) | (1,9%) |

- Décomposition par critère de matérialisation par des titres du marché interbancaire

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|------------------------------------------------|----------------|----------------|-----------------|---------------|
| Dépôts et avoirs des établissements bancaires | 113 637 | 72 951 | 40 686 | 55,8% |
| Emprunts auprès des établissements financiers | 420 409 | 471 293 | (50 884) | (10,8%) |
| Dépôts et avoirs des établissements financiers | 1 604 | 2 032 | (428) | (21,1%) |
| Total | 535 650 | 546 276 | (10 626) | (1,9%) |

- Décomposition par critère de matérialisation par des titres du marché interbancaire

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|-----------------------------------------------------------------|----------------|----------------|-----------------|---------------|
| Dettes matérialisées par des titres du marché interbancaire | - | - | - | - |
| Dettes non matérialisées par des titres du marché interbancaire | 535 650 | 546 276 | (10 626) | (1,9%) |
| Total | 535 650 | 546 276 | (10 626) | (1,9%) |

La ventilation des dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers (hors dettes rattachées) selon la durée résiduelle au 31/12/2022 se détaille comme suit :

| Description | ≤ 3 mois | entre 3 mois et 1 an | entre 1 an et 5 ans | > 5 ans | Total |
|------------------------------------------------------|----------------|----------------------|---------------------|---------|----------------|
| Comptes à vue des établissements financiers | 113 637 | - | - | - | 113 637 |
| Banques de dépôts | 29 | - | - | - | 29 |
| Banques non résidentes | 113 608 | - | - | - | 113 608 |
| Emprunts auprès des établissements financiers | 325 906 | 94 503 | - | - | 420 409 |
| Emprunts en dinars | 168 800 | - | - | - | 168 800 |
| Emprunts en devises | 157 106 | 94 503 | - | - | 251 609 |
| Avoir en compte des établissements financiers | 1 604 | - | - | - | 1 604 |
| Total | 441 147 | 94 503 | - | - | 535 650 |

6.11 - Dépôts et avoirs de la clientèle

Le solde de ce poste s'élève à 9 794 435 mDT au 31/12/2022 contre 8 982 913 mDT au 31/12/2021. Les dépôts se détaillent comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|-----------------------------------|------------------|------------------|----------------|-------------|
| Dépôts à vue | 2 622 038 | 2 586 224 | 35 814 | 1,4% |
| Dépôts épargne | 3 870 738 | 3 585 870 | 284 868 | 7,9% |
| Compte à terme | 740 345 | 581 453 | 158 892 | 27,3% |
| Comptes en dinars convertibles | 124 272 | 108 603 | 15 669 | 14,4% |
| Dépôts en devises | 781 666 | 841 117 | (59 451) | (7,1%) |
| Placements en devises | 264 322 | 266 122 | (1 800) | (0,7%) |
| Bons de caisse | 686 193 | 586 999 | 99 194 | 16,9% |
| Autres sommes dues à la clientèle | 276 382 | 184 331 | 92 051 | 49,9% |
| Dettes rattachées | (8 521) | (12 306) | 3 785 | 30,8% |
| Certificats de dépôts | 437 000 | 254 500 | 182 500 | 71,7% |
| Total | 9 794 435 | 8 982 913 | 811 522 | 9,0% |

La ventilation des dépôts et avoirs de la clientèle hors dettes rattachées selon la durée résiduelle hors dettes rattachées se détaille comme suit :

| Libellé | Inf à 3 mois | de 3 mois à 1 an | de 1 an à 5 ans | Sup à 5 ans | Encours brut |
|------------------------------------------|------------------|------------------|-----------------|-------------|------------------|
| Dépôts à vue | 3 647 877 | 144 421 | - | - | 3 792 298 |
| Dépôts à vue dinars | 2 622 038 | - | - | - | 2 622 038 |
| Comptes en dinars convertibles | 124 272 | - | - | - | 124 272 |
| Comptes en devises | 781 666 | - | - | - | 781 666 |
| Placement en devises | 119 901 | 144 421 | - | - | 264 322 |
| Dépôts épargne | 3 870 738 | - | - | - | 3 870 738 |
| Comptes spéciaux d'épargne | 3 827 530 | - | - | - | 3 827 530 |
| Autres comptes d'épargne | 43 208 | - | - | - | 43 208 |
| Dépôts à terme | 910 738 | 746 283 | 206 517 | - | 1 863 538 |
| Compte à terme | 347 856 | 305 115 | 87 374 | - | 740 345 |
| Bons de caisse | 226 382 | 340 668 | 119 143 | - | 686 193 |
| Certificats de dépôts | 336 500 | 100 500 | - | - | 437 000 |
| Autres sommes dues à la clientèle | 276 382 | - | - | - | 276 382 |
| Total | 8 705 735 | 890 704 | 206 517 | - | 9 802 956 |

6.12 - Emprunts et ressources spéciales

Le solde de ce poste totalise 610 055 mDT au 31/12/2022 contre 480 350 mDT au 31/12/2021 et se répartit comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|----------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Emprunts obligataires & privés | 299 737 | 243 635 | 56 102 | 23,0% |
| Ressources spéciales | 275 289 | 220 564 | 54 725 | 24,8% |
| Ressources budgétaires | 88 629 | 78 404 | 10 225 | 13,0% |
| Ressources extérieures | 186 660 | 142 160 | 44 500 | 31,3% |
| Intérêts sur emprunts obligataires | 40 797 | 21 145 | 19 652 | 92,9% |
| Intérêts à payer sur ressources extérieures | 2 390 | 1 908 | 482 | 25,3% |
| Dettes rattachées | 388 | 388 | - | - |
| Écart de conversion sur emprunt | (8 546) | (7 290) | (1 256) | (17,2%) |
| Total | 610 055 | 480 350 | 129 705 | 27,0% |

(a) Emprunts obligataires & privés

La ventilation des emprunts obligataires et privés selon la durée résiduelle au 31/12/2022 se détaille comme suit :

| Description | ≤ 3 mois | [3 mois-1 an] | [1 an-5 ans] | > 5 ans | Total |
|---------------------------------|----------|---------------|--------------|---------|---------|
| Emprunts obligataires et privés | 3 622 | 9 963 | 133 712 | 152 440 | 299 737 |

La ventilation des emprunts obligataires et privés en emprunt long terme et court terme se détaille au 31/12/2022 comme suit :

| Description | Solde 2021 | Nouveaux emprunts | Remboursements | Reclassements | Solde 2022 |
|---------------------|----------------|-------------------|-----------------|---------------|----------------|
| Emprunt long terme | 206 472 | 90 202 | (6 065) | (24 337) | 266 272 |
| Emprunt court terme | 37 163 | 9 128 | (37 163) | 24 337 | 33 465 |
| Total | 243 635 | 99 330 | (43 228) | - | 299 737 |

(b) Ressources spéciales

La ventilation des ressources spéciales selon la durée résiduelle se détaille au 31/12/2022 comme suit :

| Description | ≤ 3 mois | [3 mois-1 an] | [1 an-5 ans] | > 5 ans | Total |
|----------------------|----------|---------------|--------------|---------|---------|
| Ressources spéciales | 1 695 | 19 055 | 114 182 | 140 357 | 275 289 |

La ventilation des ressources spéciales en ressources long terme et court terme se détaille au 31/12/2022 comme suit :

| Description | Solde 2021 | Nouveaux emprunts | Remboursements | Reclassements | Réévaluation | Solde 2022 |
|---------------------------------------------|----------------|-------------------|-----------------|----------------|--------------|----------------|
| Ressources long terme | 204 072 | 66 134 | - | (15 666) | - | 254 539 |
| Ressources court terme | 16 492 | - | (12 664) | 16 922 | - | 20 750 |
| Total ressources avant couverture | 220 564 | 66 134 | (12 664) | 1 256 | - | 275 289 |
| Couverture sur Ressources en devises | (7 290) | - | - | (1 256) | - | (8 546) |
| Total ressources | 213 274 | 66 134 | (12 664) | - | - | 266 744 |

6.13 - Autres Passifs

Ce poste totalise 901 894 mDT au 31/12/2022 contre 798 515 mDT au 31/12/2021 :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|--------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|--------------|
| Provisions pour passifs et charges (1) | 298 549 | 292 880 | 5 669 | 1,9% |
| État, impôts, taxes et dettes sociales (2) | 50 523 | 42 084 | 8 439 | 20,1% |
| Effets financiers non échus (3) | 41 787 | 21 964 | 19 823 | 90,3% |
| Agios réservés pris en charge par l'État | - | 2 519 | (2 519) | (100,0%) |
| Charges à payer | 64 681 | 64 088 | 593 | 0,9% |
| Créditeurs divers | 21 491 | 32 693 | (11 202) | (34,3%) |
| Suspens à régulariser | 5 915 | 5 915 | - | - |
| Siège, succursales et agences | 1 082 | 3 974 | (2 892) | (72,8%) |
| Comptes de régularisation-Passif | 89 738 | 51 514 | 38 224 | 74,2% |
| Valeurs télé-compensées en instance de règlement | 178 437 | 154 690 | 23 747 | 15,4% |
| Écart de conversion | 21 733 | 2 123 | 19 610 | 923,7% |
| Autres crédits | 276 | 276 | - | - |
| Crédits à régulariser | 2 728 | 2 043 | 685 | 33,5% |
| Intérêts à recouvrer sur ressources spéciales | 13 716 | 13 716 | - | - |
| Fournisseurs d'immobilisations | 1 | 1 | - | - |
| Produits constatés d'avance | 16 507 | 16 467 | 40 | 0,2% |
| Etat, IS à payer (*) | 86 399 | 85 040 | 1 359 | 1,6% |
| Fournisseurs divers | 4 702 | 3 720 | 982 | 26,4% |
| Dividendes à payer | 3 065 | 2 245 | 820 | 36,5% |
| Autres crédits au personnel intérêts et frais | 338 | 338 | - | - |
| Autres crédits intérêts et frais | 226 | 225 | 1 | 0,4% |
| Total en mDT | 901 894 | 798 515 | 103 379 | 12,9% |

(*) Données au 31/12/2021 retraitées pour les besoins de comparabilité

(1) Les provisions pour passifs et charges constituées par le Groupe au terme de l'exercice 2022 s'élèvent à 298 549 mDT contre 292 880 mDT au terme de l'exercice précédent. Les provisions constituées couvrent les risques sur les éléments du hors bilan et des risques divers, et se détaillent comme suit :

| Libellé | Provisions 2021 | Dotation | Reprise | Réaffectation et correction | Provisions 2022 |
|--------------------------------|-----------------|---------------|-----------------|-----------------------------|-----------------|
| Prov sur E/S | 65 127 | 10 346 | (18 349) | 1 585 | 58 709 |
| Prov pour départ à la retraite | 71 276 | 2 785 | (4 142) | 15 | 69 934 |
| Prov pour risques divers | 156 477 | 21 405 | (8 013) | 37 | 169 906 |
| Total | 292 880 | 34 536 | (30 504) | 1 637 | 298 549 |

(2) Cette rubrique se détaille comme suit :

| Rubrique | 2022 | 2021 | Variation | % |
|------------------------------------|---------------|---------------|--------------|--------------|
| TVA | 4 344 | 4 596 | (252) | (5,5%) |
| Retenues à la source | 26 454 | 18 136 | 8 318 | 45,9% |
| Fonds de péréquation de change | 10 857 | 11 975 | (1 118) | (9,3%) |
| Contribution sociale de solidarité | 117 | 105 | 12 | 11,4% |
| Autres | 8 751 | 7 272 | 1 479 | 20,3% |
| Total | 50 523 | 42 084 | 8 439 | 20,1% |

(3) Cette rubrique se détaille comme suit :

| Rubrique | 2022 | 2021 | Variation | % |
|------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|--------------|
| Effets financiers moyen terme non échus | 1 583 | 1 432 | 151 | 10,5% |
| Effets financiers sur intérêts moyen terme non échus | 4 467 | 4 531 | (64) | (1,4%) |
| Effets financiers non échus reçus de la compensation | 547 | 547 | - | - |
| Effets à l'encaissement non échus envoyés à la télé-compensation | 79 | 3 683 | (3 604) | (97,9%) |
| Effets à l'escompte non échus envoyés au recouvrement | 35 111 | 11 771 | 23 340 | 198,3% |
| Total | 41 787 | 21 964 | 19 823 | 90,3% |

6.14 - intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires se répartissent par entité comme suit :

| Rubrique | Réserves | | Résultat | | Total Intérêts Minoritaires | | | |
|-----------------|---------------|--------------|--------------|--------------|-----------------------------|---------------|------------|-------------|
| | Entités | 2022 | 2021 | 2022 | 2021 | 2022 | 2021 | Variation |
| STB | (31) | 25 | 12 | 19 | (19) | 44 | (63) | (143,2%) |
| STB INVEST | 2 923 | 2 898 | 119 | 84 | 3 042 | 2 982 | 60 | 2,0% |
| STB MANAGER | (2) | 2 | (3) | (4) | (5) | (2) | (3) | (150,0%) |
| STB FINANCE | 357 | 302 | 85 | 54 | 442 | 356 | 86 | 24,2% |
| STB SICAR | 194 | 188 | 1 | 1 | 195 | 189 | 6 | 3,2% |
| IMM. AVENUE | (75) | (64) | 2 | (11) | (73) | (75) | 2 | 2,7% |
| STRC | 25 | 14 | 15 | 14 | 40 | 28 | 12 | 42,9% |
| GEVE | 4 360 | 1 066 | 273 | 3 754 | 4 633 | 4 820 | (187) | (3,9%) |
| EDDKHILA | 1 184 | 1 632 | 28 | (448) | 1 212 | 1 184 | 28 | 2,4% |
| ACTIVHOTELS | (1) | (2) | - | 1 | (1) | (1) | - | - |
| SICAV INVEST | (1) | 20 | 1 | (1) | - | 19 | (19) | (100,0%) |
| SICAV AVENIR | - | - | - | - | - | - | - | - |
| SICAV OBLIG | (16) | 1 | 11 | 6 | (5) | 7 | (12) | (171,4%) |
| SICAV EPARGNANT | (147) | (35) | 16 | 21 | (131) | (14) | (117) | (835,7%) |
| TFB | (6) | (6) | (1) | (1) | (7) | (7) | - | - |
| STBMG | (4) | (6) | 7 | 1 | 3 | (5) | 8 | 160,0% |
| MGERT | 2 022 | 1 660 | 480 | 359 | 2 502 | 2 019 | 483 | 23,9% |
| STCV | - | - | - | - | - | - | - | - |
| SONIBANK | 5 | 5 | 1 | 1 | 6 | 6 | - | - |
| SCIMB | - | - | - | - | - | - | - | - |
| ELFEJJA | 1 | 1 | - | - | 1 | 1 | - | - |
| STBSG | (2) | (5) | (2) | 5 | (4) | - | (4) | - |
| Total | 10 786 | 7 696 | 1 045 | 3 855 | 11 831 | 11 551 | 280 | 2,4% |

(*) Données retraitées au 31/12/2021 pour les besoins de comparabilité

6.15 - Capitaux propres

A la date de clôture, le capital social s'élève à 776 875 mDT. Il est composé de 155.375.000 actions d'une valeur nominale de 5 DT libéré en totalité. Les mouvements sur les capitaux propres de la banque se détaillent comme suit :

| Libellé | Capital Social | Réserves consolidé | Réserves consolidées retraitées | Réserves de conversion | Actions propres | Résultat consolidé | Solde 2022 |
|-------------------------------------------------------------------|----------------|--------------------|---------------------------------|------------------------|-----------------|--------------------|------------------|
| Solde au 31/12/2021 | 776 875 | 372 691 | 363 971 | 6 258 | (5 508) | 125 738 | 1 267 334 |
| Affectation résultat | | 128 525 | 125 738 | - | - | (125 738) | - |
| Augmentation du capital | | - | - | - | - | - | - |
| Distribution de dividendes | | - | - | - | - | - | - |
| Ecart de conversion | | - | - | 1 425 | - | - | 1 425 |
| Résultat consolidé | | - | - | - | - | 99 384 | 99 384 |
| Reclassements | | (67) | (67) | - | - | - | (67) |
| Changement de méthodes et correction d'erreurs[*] | | (12 632) | (12 632) | - | - | - | (12 632) |
| Autres variations (Fonds social, subventions, actions propres...) | | (10 718) | 789 | - | - | - | 789 |
| Solde au 31/12/2022 | 776 875 | 477 799 | 477 799 | 7 683 | (5 508) | 99 384 | 1 356 233 |

[*] Le changement de méthodes et correction d'erreur comporte 11 506 md relatif aux modifications comptables constatées au niveau des états financiers de la société mère et 1 126 md issus du changement des capitaux propres d'ouverture de quelques sociétés et ce suite à la prise en charge de la version définitive des états financiers au 31/12/2022, reçus après l'arrêté des états financiers du groupe au 31/12/2022.

6.15.1 - Dotation de l'État

En vertu de la loi n°2012-17 du 17 septembre 2012, la STB a constaté parmi ses capitaux propres une dotation de l'État d'un montant de 117 millions de Dinars assortie d'une éventualité de restitution en cas de rétablissement de l'équilibre financier de la banque.

6.15.2 - Bénéfice par action

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|--------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|----------------|----------------|
| Bénéfice net de l'exercice avant modifications comptables (en mDT) | 99 384 | 128 525 | (29 141) | (22,7%) |
| Nombre d'actions ordinaires | 155 375 000 | 155 375 000 | - | - |
| Nombre d'actions propres (y compris les actions STB détenues par les filiales) | 992 773 | 1 006 499 | (13 726) | (1,4%) |
| % par rapport aux actions émises | 0,64% | 0,65% | (0) | (1,4%) |
| Nombre d'actions ordinaires en circulation début de période | 154 382 227 | 154 368 501 | 13 726 | 0,0% |
| Nombre d'actions ordinaires en circulation fin de période | 154 382 227 | 154 368 501 | 13 726 | 0,0% |
| Nombre d'actions moyen pondéré | 154 382 227 | 154 368 501 | 13 726 | 0,0% |
| Bénéfices revenant aux actions propres | 635 | 833 | (198) | (23,7%) |
| Bénéfice par action de valeur nominale de DT | 0,644 | 0,833 | (0,189) | (22,7%) |

6.15.3 - Réserves consolidées

Les réserves consolidées correspondent aux résultats accumulés par le groupe dans les entités incluses dans le périmètre depuis la prise de contrôle jusqu'à la date de clôture de l'exercice précédant celui objet de la publication.

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|-----------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|--------------|
| Contribution de la mère consolidante | 489 537 | 375 636 | 113 901 | 30,3% |
| + Part du groupe, dans la prime d'émission | 115 860 | 115 857 | 3 | 0,0% |
| + Part du groupe, dans la dotation de l'Etat | 116 983 | 116 981 | 3 | 0,0% |
| + Part du groupe, dans les autres réserves | 256 694 | 142 798 | 113 896 | 79,8% |
| Contribution des filiales relevant du secteur bancaire | (3 828) | (1 038) | (2 790) | (268,8%) |
| Contribution des filiales relevant du secteur des services financiers | (900) | (1 178) | 278 | 23,6% |
| Contribution des filiales relevant du secteur des autres services | 672 | (3 191) | 3 863 | 121,1% |
| Total | 485 482 | 370 229 | 115 253 | 31,1% |

Les réserves consolidées sont réparties par société du groupe de la manière suivante :

| Entité | Réserves consolidés | Réserves de conversion | 2022 | Réserves consolidés | Réserves de conversion | 2021 | Variation | % |
|-----------------|---------------------|------------------------|----------------|---------------------|------------------------|----------------|----------------|--------------|
| STB | 489 482 | 56 | 489 538 | 375 425 | 211 | 375 636 | 113 902 | 30,3% |
| STB INVEST | 16 823 | - | 16 823 | 16 364 | - | 16 364 | 459 | 2,8% |
| STB MANAGER | (5) | - | (5) | 800 | - | 800 | (805) | (100,6%) |
| STB FINANCE | 2 330 | - | 2 330 | 1 162 | - | 1 162 | 1 168 | 100,5% |
| STB SICAR | 5 925 | 1 | 5 926 | 5 562 | 1 | 5 563 | 363 | 6,5% |
| IMM. AVENUE | (6 225) | - | (6 225) | (4 965) | - | (4 965) | (1 260) | (25,4%) |
| STRC | (36 040) | - | (36 040) | (39 494) | - | (39 494) | 3 454 | 8,7% |
| GEVE | 2 360 | - | 2 360 | (936) | - | (936) | 3 296 | 352,1% |
| EDDKHILA | (1 204) | - | (1 204) | (273) | - | (273) | (931) | (341,0%) |
| ACTIVHOTELS | (1 404) | - | (1 404) | (2 929) | - | (2 929) | 1 525 | 52,1% |
| SICAV INVEST | (40) | - | (40) | 355 | - | 355 | (395) | (111,3%) |
| SICAV AVENIR | (14) | - | (14) | 9 | - | 9 | (23) | (255,6%) |
| SICAV OBLIG | (83) | - | (83) | (161) | - | (161) | 78 | 48,4% |
| SICAV EPARGNANT | 10 203 | - | 10 203 | 14 226 | - | 14 226 | (4 023) | (28,3%) |
| TFB | (44 704) | 3 179 | (41 525) | (38 369) | 2 568 | (35 801) | (5 724) | (16,0%) |
| STBMG | (147) | - | (147) | (174) | - | (174) | 27 | 15,5% |
| MGERT | 2 017 | - | 2 017 | 1 646 | - | 1 646 | 371 | 22,5% |
| STCV | 950 | - | 950 | 1 033 | - | 1 033 | (83) | (8,0%) |
| SONIBANK | 33 250 | 4 447 | 37 697 | 31 284 | 3 478 | 34 762 | 2 935 | 8,4% |
| SCIMB | (420) | - | (420) | (455) | - | (455) | 35 | 7,7% |
| ELFEJJA | 4 797 | - | 4 797 | 4 014 | - | 4 014 | 783 | 19,5% |
| STBSG | (52) | - | (52) | (153) | - | (153) | 101 | 66,0% |
| Total | 477 799 | 7 683 | 485 482 | 363 971 | 6 258 | 370 229 | 115 253 | 31,1% |

6.15.4 - Résultat consolidé

L'exercice clos le 31 décembre 2022 s'est soldé par un résultat consolidé positif de 99 384 mDT contre un résultat de même nature de 125 738 mDT au 31 décembre 2021. La contribution au résultat consolidé de la mère et de ses filiales peut être détaillée comparativement comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|----------------------------------------------------------------------|---------------|----------------|-----------------|----------------|
| Contribution de la mère consolidante | 87 732 | 113 221 | (25 489) | (22,5%) |
| Contribution des entités relevant du secteur bancaire | (1 326) | (1 693) | 367 | 21,7% |
| Contribution des entités relevant du secteur des services financiers | 10 359 | 8 269 | 2 090 | 25,3% |
| Contribution des entités relevant du secteur des autres services | 2 619 | 5 941 | (3 322) | (55,9%) |
| Total | 99 384 | 125 738 | (26 354) | (21,0%) |

Le résultat consolidé est réparti par société du groupe de la manière suivante :

| Rubrique | 2022 | 2021 | Variation | % |
|-----------------|---------------|----------------|-----------------|----------------|
| STB | 87 732 | 113 221 | (25 489) | (22,5%) |
| STB INVEST | 2 120 | 1 510 | 610 | 40,4% |
| SOFELAN | - | - | - | - |
| STB MANAGER | (463) | (687) | 224 | 32,6% |
| STB FINANCE | 1 831 | 1 163 | 668 | 57,4% |
| STB SICAR | 83 | 36 | 47 | 130,6% |
| IMM. AVENUE | 265 | (1 259) | 1 524 | 121,0% |
| STRC | 5 499 | 4 919 | 580 | 11,8% |
| GEVE | 271 | 3 754 | (3 483) | (92,8%) |
| EDDKHILA | 59 | (932) | 991 | 106,3% |
| ACTIVHOTELS | (367) | 1 526 | (1 893) | (124,0%) |
| SICAV INVEST | 30 | (37) | 67 | 181,1% |
| SICAV AVENIR | 39 | 12 | 27 | 225,0% |
| SICAV OBLIG | 260 | 154 | 106 | 68,8% |
| SICAV EPARGNANT | 960 | 1 198 | (238) | (19,9%) |
| TFB | (6 240) | (6 154) | (86) | (1,4%) |
| STBMG | 244 | 17 | 227 | 1335,3% |
| MGERT | 479 | 358 | 121 | 33,8% |
| STCV | 516 | 549 | (33) | (6,0%) |
| SONIBANK | 4 913 | 4 461 | 452 | 10,1% |
| SCIMB | 78 | 35 | 43 | 122,9% |
| ELFEJJA | 1 146 | 1 743 | (597) | (34,3%) |
| STBSG | (71) | 151 | (222) | (147,0%) |
| Total | 99 384 | 125 738 | (26 354) | (21,0%) |

NOTE 7 - NOTES RELATIVES A L'ÉTAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN CONSOLIDÉ

(Les chiffres sont exprimés en mDT : milliers de Dinars Tunisiens)

7.1 - Passifs éventuels

Le poste passif éventuel composé des rubriques «Cautions, avals et autres garanties données» et «crédits documentaires» se détaille au 31 décembre 2022 des éléments suivants :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|----------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|----------------|--------------|
| Cautions et avals d'ordre de la clientèle | 1 095 262 | 1 027 143 | 68 119 | 6,6% |
| Autres garanties irrévocables, inconditionnelles d'ordre des banques | 398 665 | 434 151 | (35 486) | (8,2%) |
| Total cautions, avals et autres garanties données | 1 493 927 | 1 461 294 | 32 633 | 2,2% |
| Crédits documentaires et acceptations import | 497 345 | 424 259 | 73 086 | 17,2% |
| Crédits documentaires et acceptations export | 116 372 | 64 433 | 51 939 | 80,6% |
| Total crédits documentaires | 613 717 | 488 692 | 125 025 | 25,6% |
| Total passifs éventuels | 2 107 644 | 1 949 986 | 157 658 | 8,1% |

7.2 - Engagements donnés

Le poste «Engagements donnés» s'élève au 31 décembre 2022 à 157 328 mDT contre 115 691 mDT au 31 décembre 2021.

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|----------------------------|----------------|----------------|---------------|--------------|
| Engagements de financement | 157 302 | 115 590 | 41 712 | 36,1% |
| Engagements sur titres | 26 | 101 | (75) | (74,3%) |
| Total | 157 328 | 115 691 | 41 637 | 36,0% |

7.3 - Garanties reçues

Le solde du poste «Garanties reçues» s'élève au 31 décembre 2022 à 3 059 631 mDT contre 2 208 276 mDT au 31 décembre 2021 :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|----------------|--------------|
| Contre garanties reçus des Banques installées à l'étranger | 398 665 | 434 152 | (35 487) | (8,2%) |
| Garanties reçues des Banques et des établissements financiers installés en Tunisie | 42 881 | 412 | 42 469 | 10308,0% |
| Garanties reçues de l'État et des organismes d'assurance | 1 918 721 | 1 177 962 | 740 759 | 62,9% |
| Garanties reçues de la clientèle | 699 364 | 595 750 | 103 614 | 17,4% |
| Total | 3 059 631 | 2 208 276 | 851 355 | 38,6% |

- Il s'agit pour cette rubrique des chiffres extracomptables communiqués par les différentes directions de la banque.
- Les contre-garanties reçues des banques sont présentées en passifs éventuels et en garanties reçues des banques.
- Les garanties réelles reçues auprès de la clientèle en couverture des concours octroyés ne sont pas prises.

NOTE 8 - NOTES RELATIVES A L'ÉTAT DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(Les chiffres sont exprimés en mDT : milliers de Dinars Tunisiens)

8.1 - Intérêts et revenus assimilés

Les intérêts et revenus assimilés s'élèvent au 31 Décembre 2022 à 950 975 mDT contre à 827 974 mDT au 31 Décembre 2021 et s'analysent comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|------------------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Intérêts sur créances sur les établissements bancaires et financiers | 11 811 | 18 772 | (6 961) | (37,1%) |
| Intérêt sur prêts sur le marché monétaire dinars | 5 047 | 8 365 | (3 318) | (39,7%) |
| Intérêt sur prêts sur le marché monétaire devises | 6 878 | 10 407 | (3 529) | (33,9%) |
| Intérêts sur autres avoirs auprès des établissements bancaires et financiers | (114) | - | (114) | - |
| Intérêts sur créances sur la clientèle | 905 332 | 784 632 | 120 700 | 15,4% |
| Intérêts en agios sur comptes débiteurs | 99 656 | 98 319 | 1 337 | 1,4% |
| Intérêts sur crédit à la clientèle | 805 676 | 686 314 | 119 362 | 17,4% |
| Reprise d'intérêts réservés sur créances | - | (1) | 1 | 100,0% |
| Revenus assimilés | 33 832 | 24 570 | 9 262 | 37,7% |
| Total | 950 975 | 827 974 | 123 001 | 14,9% |

8.2 - Commissions (en produits)

Le montant des commissions s'élève au 31 Décembre 2022 à 142 622 mDT contre 137 014 mDT au 31 Décembre 2021 et s'analyse comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|-----------------------------------------------|----------------|----------------|--------------|-------------|
| Chèques, effets, virements et tenue de compte | 62 592 | 63 976 | (1 384) | (2,2%) |
| Opérations sur titres | 7 241 | 3 996 | 3 245 | 81,2% |
| Opérations de change | 9 109 | 10 087 | (978) | (9,7%) |
| Opérations de commerce extérieur | 7 771 | 5 652 | 2 119 | 37,5% |
| Coffre-fort | 57 | 42 | 15 | 35,7% |
| Études | 20 856 | 21 606 | (750) | (3,5%) |
| Autres | 34 997 | 31 655 | 3 342 | 10,6% |
| Total | 142 623 | 137 014 | 5 609 | 4,1% |

8.3 - Gains sur portefeuille titre commercial et opérations financières

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|--------------------------------------------------------------------|----------------|---------------|---------------|---------------|
| Gains nets sur titres de transaction | 6 229 | 1 211 | 5 018 | 414,4% |
| Intérêts nets sur bons de trésor | 6 144 | 1 171 | 4 973 | 424,7% |
| Plus-value latente sur bons du trésor | - | - | - | - |
| Dividendes et revenus assimilés des titres de transaction | 76 | 37 | 39 | 105,4% |
| Plus-values sur cession de titres de transaction | 9 | 3 | 6 | 200,0% |
| Gains (pertes) nets sur titres de placement | 53 816 | 46 258 | 7 558 | 16,3% |
| Dividendes et revenus assimilés des titres de placement (*) | 46 299 | 38 122 | 8 177 | 21,4% |
| Pertes sur titres de placement | 6 228 | 9 103 | (2 875) | (31,6%) |
| Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement | (288) | (1 519) | 1 231 | 81,0% |
| Reprises de provisions pour dépréciation des titres de placement | 1 577 | 552 | 1 025 | 185,7% |
| Gains nets sur opérations de change | 56 246 | 42 004 | 14 242 | 33,9% |
| Résultat sur opérations de change | 53 612 | 42 004 | 11 608 | 27,6% |
| Commissions sur change manuel | 2 634 | - | 2 634 | - |
| Total | 116 291 | 89 473 | 26 818 | 30,0% |

(*) Données au 31/12/2021 retraitées pour les besoins de comparabilité.

8.4 - Revenus sur portefeuille titres d'investissement

Les revenus sur portefeuille titre d'investissement s'élevèrent au 31 décembre 2022 à 76 319 mDT contre 65 442 mDT au 31 décembre 2021 et s'analysent comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|-----------------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|--------------|
| Intérêts et revenus assimilés sur titres d'investissement | 169 | 115 | 54 | 47,0% |
| Intérêts et revenus assimilés sur BTA investissement (*) | 55 941 | 54 935 | 1 006 | 1,8% |
| Dividendes et revenus assimilés /titres de participations | 3 966 | 3 731 | 235 | 6,3% |
| Revenus des fonds gérés | - | - | - | - |
| Revenus des titres de participation en rétrocession | 1 281 | 1 329 | (48) | (3,6%) |
| Produits de cession de titres (conso.) | - | - | - | - |
| Intérêts et revenus assimilés des obligations | 14 962 | 5 332 | 9 630 | 180,6% |
| Total en mDT | 76 319 | 65 442 | 10 877 | 16,6% |

(*) Données au 31/12/2021 retraitées pour les besoins de comparabilité.

8.5 - Intérêts encourus et charges assimilées

Les intérêts encourus et charges assimilées s'élevèrent au 31 décembre 2022 à 580 943 mDT contre 464 569 mDT au 31 décembre 2021 et se détaillent comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|----------------------------------------------|------------------|------------------|------------------|----------------|
| Opérations avec les établissements bancaires | (113 409) | (81 781) | (31 628) | (38,7%) |
| Opérations avec la clientèle | (426 333) | (353 500) | (72 833) | (20,6%) |
| Emprunts et ressources spéciales | (41 044) | (29 022) | (12 022) | (41,4%) |
| Autres intérêts et charges | (157) | (266) | 109 | 41,0% |
| Total | (580 943) | (464 569) | (116 374) | (25,0%) |

8.6 – Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|-----------------|-----------------|
| Dotations aux provisions sur engagements clientèle | (187 785) | (92 825) | (94 960) | (102,3%) |
| Dotations aux provisions pour créances douteuses | (172 779) | (141 497) | (31 282) | (22,1%) |
| Dotations aux provisions sur comptes courants associés | 48 | 131 | (83) | (63,4%) |
| Dotations aux provisions additionnelles | (50 695) | (35 865) | (14 830) | (41,3%) |
| Dotations aux provisions collectives | (38 225) | (6 901) | (31 324) | (453,9%) |
| Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs d'exploitation des filiales non financières | (50) | (10) | (40) | (400,0%) |
| Reprises sur provisions pour créances douteuses | 131 256 | 100 849 | 30 407 | 30,2% |
| Reprises sur provisions additionnelles | 128 128 | 85 395 | 42 733 | 50,0% |
| Créances cédées à STRC ou radiées | (266 073) | (154 630) | (111 443) | (72,1%) |
| Créances passées par pertes | (9 127) | (15 448) | 6 321 | 40,9% |
| Reprise agios réservés sur créances cédées, radiées ou abandonnées | 90 208 | 75 756 | 14 452 | 19,1% |
| Autres dotations | (609) | (651) | 42 | 6,5% |
| Autres reprises | 133 | 46 | 87 | 189,1% |
| Dotations aux provisions pour risques et charges | (16 645) | (30 806) | 14 161 | 46,0% |
| Dotations aux provisions pour risques et charges | (23 852) | (36 400) | 12 548 | 34,5% |
| Dotations aux provisions liées à l'assainissement social | (237) | (445) | 208 | 46,7% |
| Indemnités et pensions liées à l'assainissement social | (4 600) | (7 602) | 3 002 | 39,5% |
| Reprises de provisions pour risques et charges | 7 979 | 8 168 | (189) | (2,3%) |
| Reprises de provisions pour départ à la retraite et assainissement social | 4 065 | 5 473 | (1 408) | (25,7%) |
| TOTAL | (204 430) | (123 631) | (80 799) | (65,4%) |

8.7 - Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement

Au 31 Décembre 2022, le solde de ce poste se détaille comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|-------------------------------------------------------------------------------|------------|----------------|--------------|---------------|
| Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de participation | (2 850) | (3 396) | 546 | 16,1% |
| Dotations aux provisions pour dépréciation des autres titres d'investissement | - | - | - | - |
| Dotations aux provisions pour dépréciation des titres en rétrocession | (817) | (1 443) | 626 | 43,4% |
| Dotations aux provisions pour fonds gérés | - | - | - | - |
| Plus-values ou moins-values de cession des autres titres d'investissement | (730) | (478) | (252) | (52,7%) |
| Plus-values ou moins-values de cession des titres de participation | 5 207 | 279 | 4 928 | 1766,3% |
| Plus-values ou moins-values de cession des titres en rétrocession | - | - | - | - |
| Pertes sur fonds SICAR | (10) | - | (10) | - |
| Reprises sur provisions pour dépréciation du portefeuille d'investissement | 565 | 1 998 | (1 433) | (71,7%) |
| Reprises sur provisions pour dépréciation des titres en rétrocession | 840 | 332 | 508 | 153,0% |
| Gains/Pertes sur titres de participations | (1 644) | - | (1 644) | - |
| Total | 561 | (2 708) | 3 269 | 120,7% |

8.8 - Autres produits d'exploitation

La rubrique autres produits d'exploitation a atteint au 31/12/2022 un total de 27 535 mDT contre 37 834 mDT au 31/12/2021, détaillés comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|-------------------------------------------------------|---------------|---------------|-----------------|----------------|
| Revenus des immeubles | 11 971 | 20 128 | (8 157) | (40,5%) |
| Intérêts sur crédits au personnel | 7 052 | 7 701 | (649) | (8,4%) |
| Variation des stocks d'encours et de travaux terminés | 730 | 4 739 | (4 009) | (84,6%) |
| Autres produits accessoires | 359 | 403 | (44) | (10,9%) |
| Autres produits : Prestations de services | 7 423 | 4 863 | 2 560 | 52,6% |
| Total | 27 535 | 37 834 | (10 299) | (27,2%) |

8.9 - Frais personnel

Les frais de personnel ont atteint au 31 Décembre 2022 un total de 221 682 mDT contre 204 664 mDT au 31 Décembre 2021 retraité, détaillés comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 Publié | Variation | % |
|-----------------------------------|------------------|------------------|-----------------|---------------|
| Rémunération du personnel | (165 287) | (148 513) | (16 774) | (11,3%) |
| Charges sociales | (50 886) | (51 290) | 404 | 0,8% |
| Variation des congés à payer | (376) | (475) | 99 | 20,8% |
| Autres charges liées au personnel | (5 133) | (4 386) | (747) | (17,0%) |
| Total | (221 682) | (204 664) | (17 018) | (8,3%) |

8.10 - Charges générales d'exploitation

Les charges générales d'exploitation ont atteint au 31 Décembre 2022 un total de 100 900 mDT contre 94 399 mDT au 31 Décembre 2021, détaillées comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|--------------------------------------------------|------------------|-----------------|----------------|---------------|
| Loyer | (5 516) | (4 947) | (569) | (11,5%) |
| Entretiens et réparations confiés à des tiers | (5 663) | (5 831) | 168 | 2,9% |
| Travaux et façons exécutés par des tiers | (7 288) | (6 598) | (690) | (10,5%) |
| Cotisation d'adhésion Fond de garantie de dépôts | (24 813) | (23 052) | (1 761) | (7,6%) |
| Primes d'assurance | (2 060) | (1 770) | (290) | (16,4%) |
| Autres | (14 644) | (11 760) | (2 884) | (24,5%) |
| Impôts et taxes | (5 672) | (5 246) | (426) | (8,1%) |
| Fournitures faites à l'entreprise | (3 061) | (2 525) | (536) | (21,2%) |
| Rémunération d'intermédiaire et honoraire | (3 036) | (2 277) | (759) | (33,3%) |
| Transport et déplacement | (373) | (263) | (110) | (41,8%) |
| Jetons de présence | (304) | (345) | 41 | 11,9% |
| Contribution sociale de solidarité | (338) | (145) | (193) | (133,1%) |
| Variation stocks de terrains à bâtir | - | - | - | - |
| Var. autres stocks | (1 141) | (5 826) | 4 685 | 80,4% |
| Frais divers de gestion | (26 260) | (23 535) | (2 725) | (11,6%) |
| Autres comptes d'ajustement | (731) | (279) | (452) | (162,0%) |
| Total | (100 900) | (94 399) | (6 501) | (6,9%) |

8.11- Solde en gain / perte provenant des autres éléments ordinaires

Le solde en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires est de 20 186 mDT au 31/12/2022 à contre (1 292) mDT au 31/12/2021 et se détaille comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|--------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|---------------|----------------|
| Gains provenant des autres éléments ordinaires | 36 632 | 15 953 | 20 679 | 129,6% |
| Plus/ Moins-value de cession | 192 | 1 009 | (817) | (81,0%) |
| Subvention TFP | 1 587 | 1 386 | 201 | 14,5% |
| Autres gains (1) | 34 853 | 13 558 | 21 295 | 157,1% |
| Pertes provenant des autres éléments ordinaires | (16 446) | (17 245) | 799 | 4,6% |
| Total | 20 186 | (1 292) | 21 478 | 1662,4% |

(1) Ce solde englobe principalement :

- Des récupérations sur des créances radiées pour un montant de 26.064 mDT
- De l'annulation des amortissements cumulés sur les immeubles hors exploitations pour un montant de 3.225 mDT

(2) Ce solde englobe principalement :

- Du paiement des charges sociales sur une affaire contentieuse avec la CNSS pour un montant de 5.750 mDT
- D'un montant de RAS réclamé par l'administration fiscale qui s'élève à 5.009 mDT.

8.12 - Impôt sur les sociétés

La charge d'impôt sur les bénéfices s'élève au 31 Décembre 2022 à 96 995 mdt contre 96 540 mdt au 31 Décembre 2021.

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|-------------------------|-----------------|-----------------|--------------|---------------|
| Impôts sur les sociétés | (95 604) | (93 858) | (1 746) | (1,9%) |
| Impôts différés | (1 391) | (2 682) | 1 291 | 48,1% |
| Total | (96 995) | (96 540) | (455) | (0,5%) |

NOTE 9 - NOTES RELATIVES A L'ÉTAT DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

(Les chiffres sont exprimés en mDT : milliers de Dinars Tunisiens)

9.1 - Flux de trésorerie nette affectée aux activités d'exploitation

Les activités d'exploitation ont dégagé, au cours de l'exercice 2022, un flux de trésorerie net négatif de 207 955 mDT.

Les principales variations se détaillent comme suit :

- Les produits d'exploitation encaissés ont enregistré un excédent de 639 294 mDT par rapport aux charges d'exploitation décaissées.
- Les crédits et les remboursements sur crédits effectués par la clientèle ont dégagé un flux net négatif de 1 295 614 mDT.
- Les dépôts et retraits de la clientèle ont dégagé un flux net positif de 807 737 mDT.
- Les acquisitions/ cessions des titres de placement ont dégagé un flux net négatif de 44 001 mDT.

- Les sommes versées au personnel et aux créiteurs divers ont atteint 193 803 mDT.
- Les autres flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation se sont soldés par un encaissement net de 41 056 mDT.

9.2 - Flux de trésorerie net affecté aux activités d'investissement

Les activités d'investissement ont dégagé au cours de l'exercice 2022, un flux net négatif de 148 373 mDT.

9.3 - Flux de trésorerie net affecté aux activités de financement

Les activités de financement ont dégagé, au cours de l'exercice 2022, un flux de trésorerie net positif de 109 888mDT.

9.4 - Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités de la banque ont atteint au 31 Décembre 2022, un solde de 1 223 499 mDT contre 977 043 mDT au 31 Décembre 2021, détaillées comme suit :

| Libellé | 2022 | 2021 | Variation | % |
|----------------------------------------|--------------------|------------------|------------------|----------------|
| Caisse, CCP et reprise de liquidité | 78 001 | 79 553 | (1 552) | (2,0%) |
| Facilité de dépôt | - | 50 000 | (50 000) | (100,0%) |
| BCT | (1 419 767) | (1 057 709) | (362 058) | (34,2%) |
| Banques et organismes spécialisés | (54) | (5 871) | 5 817 | 99,1% |
| Prêts emprunts sur le marché monétaire | (121 077) | (47 123) | (73 954) | (156,9%) |
| Titres de transactions | 239 398 | 4 107 | 235 291 | 5729,0% |
| Total | (1 223 499) | (977 043) | (246 456) | (25,2%) |

NOTE 10 - NOTES RELATIVES AUX OPÉRATIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

10.1 - Conventions et opérations nouvellement réalisées

- En date du 29 Novembre 2022, les actionnaires de la TFB "Tunisian Foreign Bank" se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire et ils approuvent à l'unanimité l'augmentation du capital de la banque
- Les actionnaires ont voté pour une augmentation de capital de 13 000 009,56 Euros, pour passer d'un montant de 26 912 255,04 Euros à 39 912 264,60 Euros.
- La STB a souscrit à cette augmentation pour un montant de 20 830 mD pour atteindre une part de 49,997% du capital de la TFB.
- En date du 09/03/2022, Les actionnaires de SONIBANK se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire et ils approuvent à l'unanimité l'augmentation du capital de la banque.
- La STB souscrit à titre irréductible à cette augmentation de capital pour un montant de 9 404,2 mD conservant ainsi sa part de 25% du capital de la SONIBANK
- La STB a signé en 2022 un prêt syndiqué faveur l'Etat Tunisien pour un montant de 15 Millions d'Euros sur 4 ans (du 02-06-2022 au 02-06-2026).

L'encours de ce prêt au 30/12/2022 est 15 Millions d'Euros soit l'équivalent de 49,210 millions de dinars.

L'encours des prêts syndiqués est 71,666 Millions d'Euros soit l'équivalent de 235,116 millions de dinars.

- En vertu des décisions du Ministre des Finances, la STB a bénéficié d'une enveloppe de garanties accordées par l'État, principal actionnaire, pour la

couverture des engagements de certaines sociétés publiques. Ces garanties sont à hauteur de 1 161 millions de dinars.

- L'encours des dépôts à terme souscrits, courant l'exercice 2022, par les entreprises associées de la STB totalise, au 31 Décembre 2022, un montant de 33,200 millions de dinars, réparti comme suit :

| Relation | bon de caisse | Certificat de Dépôt | Dépôt à terme | Total général |
|-----------------------------|---------------|---------------------|------------------|-------------------|
| SICAV AVENIR | | | 200 000 | 200 000 |
| SICAV L'EPARGNE OBLIGATAIRE | | 11 000 000 | 4 000 000 | 15 000 000 |
| STE SICAV L'EPARGNANT | | 14 000 000 | 4 000 000 | 18 000 000 |
| Total en dinars | | 25 000 000 | 8 200 000 | 33 200 000 |

- Les comptes de dépôts à vue (créditeurs) ouverts par entreprises associées accusent au 31/12/2022, les soldes suivants (en mille de dinars) :

| SOCIETE | MONTANT |
|----------------------------------------|-------------------|
| TUNISIAN FOREIGN BANK | 1 183,181 |
| STE TNNE DE CONTROLE VERITAS | 1 797,088 |
| S. CIVILE IMMOBIL LA MAISON DUBANQUIER | 2,154 |
| POLE DE COMPET MONASTIR EL FEJJA | 352,612 |
| L'INVESTISSEUR STE SICAV | 71,358 |
| STE SICAV L'EPARGNANT | 22 244,196 |
| SICAV AVENIR | 30,329 |
| TOTAL | 25 680,918 |

- Courant l'exercice 2022, la STB Moyens Généraux a procédé à des opérations de souscriptions et de rachats des actions SICAV l'épargne obligataire du groupe STB. L'encours de ces placements ainsi que les résultats issus de ces opérations se détaillent au 31/12/2022 comme suit :

| Souscription | Rachat | Encours | Produit net |
|-----------------------------|-----------|-----------|----------------|
| SICAV L'EPARGNE OBLIGATAIRE | 3 698 580 | 3 707 932 | - 9 352 |
| Total en dinars | | | - 9 352 |

- Courant l'année 2022, les entreprises associées et les administrateurs de la STB ont souscrits à l'emprunt obligataire subordonné STB 2021-1 émis par la STB pour un montant global de 100 000 millions de dinars. Le montant souscrit, à hauteur de 7 925 200 de dinars, se détaille comme suit :

| Société | Catégorie | Montant |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-------------|------------------|
| SICAV EPARGNANT | Catégorie D | 1 725 200 |
| SICAV EPA OBLG | Catégorie D | 4 200 000 |
| Total obligations souscrites par les filiales et les entreprises associées | | 5 925 200 |
| MAE | Catégorie B | 2 000 000 |
| Total obligations souscrites par les administrateurs | | 2 000 000 |
| Total général en dinars | | 7 925 200 |

10.2 – Opérations réalisées relatives à des conventions antérieures

- En vertu de la loi n°2012-17 du 21 septembre 2012, la STB a constaté, au cours de l'exercice 2011, parmi ses capitaux propres une dotation de l'État d'un montant de 117 millions de dinars assortie d'une éventualité de restitution en cas de rétablissement de l'équilibre financier de la banque.

Au cours de l'exercice 2022 et en vertu des décisions du Ministre des Finances, la STB a bénéficié d'une enveloppe de garanties accordées par l'État, principal actionnaire, pour la couverture des engagements de certaines entreprises publiques. Au 31/12/2022, ces garanties sont à hauteur de 379,515 millions de dinars.

- La STB a signé en 2022 une convention de financement en Devises avec l'État Tunisien, son principal actionnaire, pour un montant de 15 millions d'Euros et ce dans le cadre du prêt syndiqué octroyé par les banques tunisiennes à l'État pour un montant global de 81.5 millions d'Euros et 25 millions d'USD.

L'encours de ce prêt au 31 Décembre 2022 est de 15 millions d'Euros soit l'équivalent de 49, 210 millions de dinars.

- Les concours accordés par la STB à l'État Tunisien, son principal actionnaire, via les ministères sont à hauteur de 171,949 millions de dinars (hors prêts syndiqués).

- Un prêt-interbancaire faveur Tunisian Foreign Bank Tunis (TFB) d'un montant de 5 millions d'Euros soit L'équivalent de 16,133 millions de dinars est échu en 2022 (remboursement le 15-12-2022).

- La STB a souscrit le 18 octobre 2016 à l'emprunt obligataire subordonné privé émis par la TFB, entreprise appartenant au groupe STB, pour un montant global de 16 millions Euros soit l'équivalent de 39,560 millions de Dinars garanti par l'État en vertu de la décision du Ministre des Finances en date du 17 octobre 2016.

- La STB a procédé en date du 26 mai 2017, 07 avril 2018 et 01 décembre 2020 à la conversion de l'emprunt ci-dessus cité en capital de ladite société respectivement pour 6 millions d'Euros ,3 millions d'Euros, 2,289 millions d'Euros soit l'équivalent de 27 913 millions de dinars.

- L'encours de l'emprunt au 31/12/2022 s'élève à 2,134 millions d'Euros soit l'équivalent de 5,277 millions de dinars.

- Antérieurement à l'exercice 2022, les administrateurs et les entreprises associées de la STB ont souscrit aux différents emprunts obligataires émis par la STB.

- L'encours au 31/12/2022 des montants souscrits se détaille comme suit :

| Relation | Montant souscrit | Encours au 31/12/2022 |
|-------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-----------------------|
| SICAV L'EPARGNANT | 12 260 100 | 4 817 100 |
| SICAV L'EPARGNE OBLIGATAIRE | 3 180 000 | 2 551 200 |
| SICAV L'INVESTISSEUR | 50 000 | 104 283 |
| SICAV L'AVENIR | 30 000 | 30 000 |
| Total obligations souscrites par les filiales et entreprises associées | 15 520 100 | 7 502 583 |
| STAR | 52 000 000 | 18 875 000 |
| MAE | 3 000 000 | 3 000 000 |
| Total obligations souscrites par les administrateurs | 55 000 000 | 21 875 000 |
| Total général en Dinars | 70 520 100 | 29 377 583 |

- En vertu des conventions conclues avec la SICAV L'Épargnant, la SICAV Investisseur, la SICAV Avenir et la SICAV l'épargne obligataire, la STB assure la fonction de dépositaire et/ou de distributeur de titres et de fonds pour ces SICAV.

En rémunération des prestations fournies à ce titre, la banque perçoit les commissions suivantes :

- 0,15% du montant de l'actif net de la SICAV l'épargnant calculé quotidiennement. La commission relative au 31/12/2022 s'élève en TTC à 343 577 DT.
- 0,2% du montant de l'actif net de la SICAV l'investisseur calculé quotidiennement. La commission relative au 31/12/2022 s'élève à en TTC 2420 DT.
- 1 190 DT commission fixe versée annuellement par la SICAV Avenir en TTC.
- 0,15% du montant de l'actif net de la SICAV l'épargne obligataire calculé quotidiennement. La commission au 31/12/2022 s'élève en TTC à 266 512 DT.

- Le montant des dividendes (en Dinars) reçues des parties liées au 31/12/2022 se détaillent comme suit :

| Relation | Montant |
|-------------------------------------------------------|---------------|
| SICAV AVENIR | 23 977,684 |
| SICAV L'EPARGNANT | 2 667,500 |
| SONIBANK | 1 341 856,261 |
| SICAV L'INVESTISSEUR | 9 611,016 |
| STC VERITAS | 633 165,000 |
| SOCIETE DU POLE DE COMPETITIVITE DE MONASTIR EL FEJJA | 960 000,000 |

- Antérieurement à l'exercice 2022, la STB a conclu avec l'État Tunisien des conventions de gestion de plusieurs fonds budgétaires (destinés à financer soit des subventions non remboursables, soit des dotations, soit des crédits) en contrepartie de la perception de commissions.

L'encours de ces fonds budgétaires s'élève au 31/12/2022 à 88,629 millions de dinars contre 78,404 millions de dinars au 31/12/2021.

- Les concours bancaires accordés par la STB aux sociétés, parties liées, à ses administrateurs et à ses dirigeants totalisent, au 31/12/2022, un montant de 28,496 millions de dinars, répartis comme suit :

| Relation | Débit en compte | Autres engagements | Total engagements |
|------------------------------|-----------------|--------------------|-------------------|
| BEL LASSOUED MOHAMED TAHAR | 0 | 643 | 643 |
| STAR | 0 | 2 184 190 | 2 184 190 |
| Total administrateurs | 0 | 2 184 833 | 2 184 833 |
| Secrétaire général | | 74 034 | 74 034 |
| Directeur général | | 16 181 | 16 181 |
| Total dirigeant | 0 | 90 215 | 90 215 |
| Total | 0 | 2 275 048 | 2 275 048 |

- En tant qu'administrateur au sein du conseil d'administration de SICAV L'EPARGNE Obligataire, la STB MANAGER a perçu de cette dernière un jeton de présence de 1.250 dinars (montant brut).
- Antérieurement à l'exercice 2022, le conseil d'administration du SICAV L'EPARGNANT a décidé de réviser la commission de gestion confiée à la STB Finance. Cette dernière est chargée des choix de placement et de la gestion administrative et comptable de la société moyennant une rémunération TTC de 0,412% l'an, calculé sur la base de l'actif net.

Le montant de cette rémunération s'élève à 944 mille dinars en 2022.

- La société «SICAV L'INVESTISSEUR» a confié la gestion à la société «STB MANAGER» moyennant une rémunération de 0,5% HT de l'actif net (anciennement fixée à 0,8% T.T.C) calculée quotidiennement au nouveau taux, à partir du 01/01/2019. Cette mise à jour tient compte de la décision du conseil d'administration de la société réuni le 07 Juin 2018 qui prévoit, par ailleurs, la prise en charge par la SICAV de tous les frais liés à sa gestion à compter de la même date susmentionnée.

Par ailleurs, le conseil d'administration de la «SICAV L'INVESTISSEUR» réuni le 07 juin 2018 a décidé le changement du gestionnaire pour confier cette dernière à la société «STB FINANCE». La SICAV a reçu l'agrément y afférent, du Conseil de Marché Financier, en date du 31/10/2019, et l'a soumis à l'assemblée générale extraordinaire réunie en date du 22/01/2020 pour la mise à jour des statuts.

- La nouvelle convention de gestion avec la STB Finance a été conclue le 07/07/2020. Toutefois, la date de son entrée en vigueur est le 16/07/2020 selon un communiqué publié par la SICAV au B.O du CMF en date du 10/07/2020. Les conditions de rémunération du gestionnaire sont restées inchangées

La charge de gestion constatée par la société au titre de l'exercice 2022, s'élève à 7 198 dinars.

- La SICAV EPARGNE OBLIGATAIRE a conclu une convention de gestion avec STB Finance en contrepartie d'une rémunération de 0,50% TTC. Cette rémunération est annuelle est décomptée quotidiennement sur la base de l'actif net de la SICAV.

Au titre de l'exercice 2022, le montant de cette rémunération s'élève à 888 371 DT.

10.3 – Obligations et engagements de la STB envers les dirigeants

• L'EX-Directeur Général a été nommé par décision du Conseil d'Administration réuni le 22 mars 2021. Les éléments de rémunération sont les mêmes éléments tels que fixés par le comité de rémunération de la banque et approuvés par le conseil d'administration de la STB réuni en date du 30 mai 2016. Les éléments de rémunération se composent comme suit :

- Un élément fixe qui consiste en un salaire net mensuel fixé à 16 mille dinars,
- Et un élément annuel variable qui ne dépasse pas 50% du montant de l'élément fixe soit 96 mille dinars et qui sera calculé sur la base du taux de réalisation des objectifs fixés par le conseil d'administration ainsi que des indicateurs financiers.

Les avantages en nature sont une voiture de fonction avec un quota de 500 litres de carburant par mois, la prise en charge des frais de communication

téléphonique avec un plafond de 250 dinars par mois ainsi que le remboursement de tous les frais engagés dans le cadre de l'exercice de son activité sur présentation des factures y afférentes.

• Les éléments de rémunération du Directeur Général Adjoint et du Secrétaire Général tels que révisés par le comité de nomination et de rémunération de la banque, ont été approuvés par les conseils d'administration de la STB réunis en dates du 16 novembre 2016 et du 16 septembre 2020. Les éléments de rémunération ont été révisés comme suit :

- Un élément fixe qui consiste en un salaire brut mensuel fixé à 4,767 mille dinars soit un salaire net de 2,670 mille dinars
- Une indemnité de fonction complémentaire de 2000 dinars ;
- Une indemnité de consommation courante de 400 dinars ;
- Une indemnité de logement de 500 dinars ;

• Et un élément annuel variable qui ne dépasse pas 25% du montant de l'élément fixe et qui sera calculé sur la base du taux de réalisation des objectifs fixés par le conseil d'administration ainsi que des indicateurs financiers.

Les avantages en nature sont une voiture de fonction avec un quota de 400 litres de carburant par mois ainsi que le remboursement des frais téléphoniques.

• Le montant des jetons de présence revenant aux administrateurs de la STB a été fixé par décision de l'Assemblée Générale Ordinaire réunie le 29 avril 2021 à 4000 dinars en net par séance pour le président du conseil d'administration et à 2000 dinars en net par séance pour les membres du conseil d'administration.

• Le montant des jetons de présence revenant aux administrateurs membres du comité permanent d'audit et du comité des risques a été fixé par décision de l'Assemblée Générale Ordinaire réunie le 29 avril 2021 à 2000 dinars en net et par séance pour le président du comité d'audit et le président du comité des risques et à 1000 dinars en net et par séance pour les présidents et les membres des autres comités. Les présidents et membres de plus d'un comité seront rémunérés sur la base de leurs présences dans un seul comité de leur choix.

Les obligations et engagements de la STB envers ses dirigeants, tels qu'ils ressortent des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2022, se présentent comme suit (en DT) :

| Nature de la rémunération | DG | | DGA et SG | | Administrateurs | |
|--------------------------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|----------------------|
| | Charges de l'exercice | Passif au 31/12/2022 | Charges de l'exercice | Passif au 31/12/2022 | Charges de l'exercice | Passif au 31/12/2022 |
| Avantages à court terme | 328 856 | | 365 069 | | 305 000 | 208 265 |
| Avantages postérieurs à l'emploi (*) | - | - | 30 753 | 245 833 | - | - |
| TOTAL | 328 856 | | 395 822 | 245 833 | 305 000 | 208 265 |

* Les avantages postérieurs à l'emploi sont fixés par référence aux termes de la convention collective nationale du personnel des banques et des établissements financiers.



ÉTAT DE RESULTAT CONSOLIDÉ PAR PÔLE DE L'EXERCICE 2022

Période allant du 1^{ER} Janvier
au 31 Décembre 2022

(Unité : en Mille DT)

| | 2022 | Bancaire | Financier | Autres | |
|-----------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|---------------|--------------|
| Produits d'exploitation bancaire | | | | | |
| PR1 | Intérêts et revenus assimilés | 950 975 | 950 021 | 939 | 15 |
| PR2 | Commissions (en produits) | 142 623 | 134 214 | 8 409 | - |
| PR3 | Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières | 116 291 | 113 937 | 1 662 | 692 |
| PR4 | Revenus du portefeuille d'investissement | 76 319 | 74 454 | 1 864 | 1 |
| | Total produits d'exploitation bancaire | 1 286 208 | 1 272 626 | 12 874 | 708 |
| Charges d'exploitation bancaire | | | | | |
| CH1 | Intérêts encourus et charges assimilées | (580 943) | (580 539) | (23) | (381) |
| CH2 | Commissions encourues | (7 773) | (7 712) | (60) | (1) |
| CH3 | Pertes sur portefeuille-titres commercial et opérations financières | - | - | - | - |
| | Total charges d'exploitation bancaire | (588 716) | (588 251) | (83) | (382) |
| | Produit Net Bancaire | 697 492 | 684 375 | 12 791 | 326 |
| PR5-CH4 | Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif | (204 431) | (216 259) | 12 532 | (704) |
| PR6-CH5 | Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement | 561 | 3 811 | (3 368) | 118 |
| PR7 | Autres produits d'exploitation | 27 535 | 7 968 | 759 | 18 808 |
| CH6 | Frais de personnel | (221 682) | (194 968) | (9 065) | (17 649) |
| CH7 | Charges générales d'exploitation | (100 900) | (100 724) | (2 828) | 2 652 |
| CH8 | Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations | (15 140) | (13 279) | (252) | (1 609) |
| | Résultat d'exploitation | 183 435 | 170 924 | 10 569 | 1 942 |
| PR11 | Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence | 1 733 | (1 326) | 1 319 | 1 740 |
| PR8-CH9 | Solde en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires | 20 186 | 19 959 | 102 | 125 |
| CH11 | Impôt sur les bénéfices | (96 995) | (95 210) | (1 385) | (400) |
| | Résultat des activités ordinaires | 108 359 | 94 347 | 10 605 | 3 407 |
| PR9-CH10 | Solde en gain/perte provenant des autres éléments extraordinaires | (7 932) | (7 931) | (1) | - |
| | Résultat net de l'exercice | 100 427 | 86 416 | 10 604 | 3 407 |
| PR9-CH10 | Intérêts minoritaires dans le résultat | 1 045 | 12 | 246 | 787 |
| | Résultat Net consolidé de l'exercice | 99 382 | 86 404 | 10 358 | 2 620 |
| | Effet des modifications comptables | (11 506) | (11 506) | | |
| | Résultat après modification comptable | 87 876 | 74 898 | 10 358 | 2 620 |

ÉTAT DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ PAR PÔLE DE L'EXERCICE 2021

Période allant du 1^{ER} Janvier
au 31 Décembre 2021

(Unité : en Mille DT)

| | 2021 | Bancaire | Financier | Autres | |
|-----------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|--------------|----------------|
| Produits d'exploitation bancaire | | | | | |
| PR1 | Intérêts et revenus assimilés | 827 974 | 827 537 | 409 | 28 |
| PR2 | Commissions (en produits) | 137 014 | 132 188 | 4 826 | - |
| PR3 | Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières | 89 473 | 91 642 | 409 | (2 578) |
| PR4 | Revenus du portefeuille d'investissement | 65 442 | 66 091 | 1 409 | (2 058) |
| | Total produits d'exploitation bancaire * | 1 119 903 | 1 117 458 | 7 053 | (4 608) |
| Charges d'exploitation bancaire | | | | | |
| CH1 | Intérêts encourus et charges assimilées | (464 569) | (463 913) | (2) | (654) |
| CH2 | Commissions encourues | (4 887) | (4 840) | (44) | (3) |
| CH3 | Pertes sur portefeuille-titres commercial et opérations financières | - | - | - | - |
| | Total charges d'exploitation bancaire | (469 456) | (468 753) | (46) | (657) |
| | Produit Net Bancaire | 650 447 | 648 705 | 7 007 | (5 265) |
| PR5-CH4 | Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif | (123 631) | (137 307) | 13 883 | (207) |
| PR6-CH5 | Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement | (2 708) | (2 540) | (171) | 3 |
| PR7 | Autres produits d'exploitation | 37 834 | 9 391 | 635 | 27 808 |
| CH6 | Frais de personnel | (204 664) | (179 724) | (8 308) | (16 632) |
| CH7 | Charges générales d'exploitation | (94 399) | (75 101) | (5 983) | (13 315) |
| CH8 | Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations | (15 705) | (13 843) | (239) | (1 623) |
| | Résultat d'exploitation | 247 174 | 249 581 | 6 824 | (9 231) |
| PR11 | Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence | 1 988 | (1 694) | 1 354 | 2 328 |
| PR8-CH9 | Solde en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires | (1 292) | (3 523) | 198 | 2 033 |
| CH11 | Impôt sur les bénéficiaires | (96 540) | (93 758) | (2 727) | (55) |
| | Résultat des activités ordinaires | 151 330 | 150 606 | 5 649 | (4 925) |
| PR9-CH10 | Solde en gain/perte provenant des autres éléments extraordinaires | (21 736) | (21 736) | - | - |
| | Résultat net de l'exercice | 129 594 | 128 870 | 5 649 | (4 925) |
| PR9-CH10 | Intérêts minoritaires dans le résultat | 3 855 | (19) | (175) | 4 049 |
| | Résultat Net consolidé de l'exercice | 125 739 | 128 889 | 5 824 | (8 974) |
| | Effet des modifications comptables | (8 720) | (8 720) | | |
| | Résultat après modification comptable * | 117 019 | 120 169 | 5 824 | (8 974) |

(*) Données au 31/12/2021 retraitées pour les besoins de comparabilité

INDICATEURS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 2022

Période allant du 1^{ER} Janvier
au 31 Décembre 2022

(Unité : en Mille DT)

| | 2022 | Bancaire | Financier | Autres |
|-----------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-----------------|-----------------|
| 1- Produits d'exploitation bancaire | 1 286 208 | 1 272 626 | 12 874 | 708 |
| a- Intérêts | 950 975 | 950 021 | 939 | 15 |
| b- Commissions en produits | 142 623 | 134 214 | 8 409 | - |
| c- Revenus du portefeuille titres-commercial | 116 291 | 113 937 | 1 662 | 692 |
| d- Revenus du portefeuille d'investissement | 76 319 | 74 454 | 1 864 | 1 |
| 2- Charges d'exploitation bancaire | (588 716) | (588 251) | (83) | (382) |
| a- Intérêts encourus | (580 943) | (580 539) | (23) | (381) |
| b- Commissions encourues | (7 773) | (7 712) | (60) | (1) |
| 3- Produit net bancaire | 697 492 | 684 375 | 12 957 | 1 090 |
| 4- Autres produits d'exploitation | 27 535 | 7 968 | 759 | 18 808 |
| 5- Charges opératoires, dont : | (337 723) | (308 971) | (12 145) | (16 607) |
| a- Frais du personnel | (221 682) | (194 968) | (9 065) | (17 649) |
| b- Charges Générales d'exploitation | (100 901) | (100 724) | (2 828) | 2 651 |
| c- Dotations aux amortissements | (15 140) | (13 279) | (252) | (1 609) |
| 6- Structure du portefeuille | 2 353 693 | 2 274 438 | 61 595 | 17 660 |
| a- Portefeuille titres-commercial | 932 034 | 920 204 | 12 341 | (511) |
| b- Portefeuille d'investissement | 1 421 659 | 1 354 234 | 49 254 | 18 171 |
| 7- Encours des crédits apparaissant au bilan | 10 842 311 | 10 818 777 | 23 534 | - |
| 8- Encours des dépôts, dont : | 9 794 435 | 9 794 435 | - | - |
| a- Dépôts à vue | 3 792 298 | 3 792 298 | - | - |
| b- Dépôts d'épargne | 3 870 738 | 3 870 738 | - | - |
| 9- Emprunts et ressources spéciales | 610 055 | 610 055 | - | - |
| 10- Capitaux Propres (hors résultat de l'exercice) | 1 256 849 | 1 257 076 | (900) | 673 |

INDICATEURS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 2021

Période allant du 1^{ER} Janvier
au 31 Décembre 2021

(Unité : en Mille DT)

| | 2021 | Bancaire | Financier | Autres |
|---------------------------------------------------------------|------------------|------------------|-----------------|-----------------|
| 1- Produits d'exploitation bancaire | 1 119 903 | 1 117 458 | 7 053 | (4 608) |
| a- Intérêts | 827 974 | 827 537 | 409 | 28 |
| b- Commissions en produits | 137 014 | 132 188 | 4 826 | - |
| c- Revenus du portefeuille titres-commercial (*) | 89 473 | 91 642 | 409 | (2 578) |
| d- Revenus du portefeuille d'investissement (*) | 65 442 | 66 091 | 1 409 | (2 058) |
| 2- Charges d'exploitation bancaire | (469 456) | (468 753) | (46) | (657) |
| a- Intérêts encourus | (464 569) | (463 913) | (2) | (654) |
| b- Commissions encourues | (4 887) | (4 840) | (44) | (3) |
| 3- Produit net bancaire | 650 447 | 648 705 | 7 099 | (3 951) |
| 4- Autres produits d'exploitation | 37 834 | 9 391 | 635 | 27 808 |
| 5- Charges opératoires, dont : | (314 770) | (283 204) | (11 735) | (19 831) |
| a- Frais du personnel | (204 664) | (179 724) | (8 308) | (16 632) |
| b- Charges Générales d'exploitation | (94 401) | (89 637) | (3 188) | (1 576) |
| c- Dotations aux amortissements | (15 705) | (13 843) | (239) | (1 623) |
| 6- Structure du portefeuille | 1 882 233 | 1 783 381 | 75 504 | 23 348 |
| a- Portefeuille titres-commercial (*) | 652 252 | 630 326 | 16 701 | 5 225 |
| b- Portefeuille d'investissement | 1 229 981 | 1 153 055 | 58 803 | 18 123 |
| 7- Encours des crédits apparaissant au bilan | 9 718 101 | 9 693 847 | 24 255 | (1) |
| 8- Encours des dépôts, dont : | 8 982 913 | 8 982 913 | - | - |
| a- Dépôts à vue | 3 802 066 | 3 802 066 | - | - |
| b- Dépôts d'épargne | 3 585 871 | 3 585 871 | - | - |
| 9- Emprunts et ressources spéciales | 480 350 | 480 350 | - | - |
| 10- Capitaux Propres (hors résultat de l'exercice) (*) | 1 141 597 | 1 154 685 | (1 177) | (11 911) |

(*) Donées au 31/12/2021 retraitées pour les besoins de comparabilité

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES DU GROUPE STB

EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2022

1. Opinion avec réserves

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints du Groupe de la SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE -STB, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2022, l'état des engagements hors bilan, l'état de résultat, et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

A notre avis, sous réserve des incidences des questions décrites dans la section «fondement de l'opinion avec réserves», les états financiers consolidés, ci joints, présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du Groupe de la SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE -STB au 31 décembre 2022, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

2. Fondement de l'opinion avec réserves

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités des commissaires aux comptes pour l'audit des états financiers consolidés» du présent rapport. Nous sommes indépendants du Groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

2.1 Nos travaux d'audit des états financiers de la STB (société mère) ont été limités par les insuffisances du système d'information de la banque qui impactent les procédures et processus de traitement et de présentation de l'information financière. Ces défaillances se rapportent particulièrement, à la justification et la réconciliation des flux et des opérations et à l'arrêté du tableau des engagements

2.2 Les rubriques «Caisse, et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT», «Créances sur les établissements bancaires et financiers», «Banque Centrale et CCP» et «Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers» des états financiers de la société mère STB comportent des comptes qui présentent des suspens anciens non apurés se rapportant principalement aux comptes BCT Dinars, BCT Devises et correspondants devises.

De même, certains comptes au niveau des rubriques «Autres actifs» et «Autres passifs» présentent des soldes figés et des suspens se rapportant principalement aux comptes inter-sièges (en dinars et en devises).

La banque a engagé un travail de justification et d'apurement des opérations restées en suspens qu'elle a confié à des cabinets d'expertise comptable externes. Cette action étant en cours à la clôture de l'exercice 2022, l'impact éventuel sur les éléments des états financiers ne peut pas être cerné.

2.3 Les créances bancaires cédées par la STB (société mère) à sa filiale, la Société Tunisienne de Recouvrement des Créances (STRC) avant 2017, ne font pas l'objet de retraitement pour les ramener à leur juste valeur par la reconstitution de l'encours brut, à base consolidée, ainsi que leur couverture sous forme de provisions et d'agios réservés après avoir éliminé les résultats de cession interne.

Ainsi, les actifs de la STRC comportent des créances acquises depuis plus de 4 ans pour 104 millions de dinars provisionnées à hauteur de 77 millions de

dinars et qui ne font pas l'objet d'une politique de décote.

Les corrections à apporter à la juste valeur de ces créances, et conséquemment, les provisions complémentaires à constituer risquent d'impacter la situation financière et la performance du groupe.

2.4 Les travaux de consolidation ont été effectués en l'absence des rapports des commissaires aux comptes de sept sociétés sur un périmètre composé de 22.

Ainsi, nous ne sommes pas en mesure d'estimer l'effet des ajustements que les travaux des commissaires aux comptes pourraient, le cas échéant, mettre en évidence.

2.5 Ainsi qu'il a été mentionné au niveau de la note 3.11.2 «traitement des impôts différés», l'impôt différé est constaté uniquement au titre des éliminations des opérations intra-groupe. Les actifs et passifs d'impôt éventuels sur les autres différences temporaires découlant des états financiers individuels des sociétés retenues dans le périmètre de consolidation ne sont pas constatés au niveau des états financiers du Groupe.

3. Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé que les questions décrites ci-après constituent les questions clés de l'audit qui doivent être communiquées dans notre rapport :

3.1 Classification des créances et estimation des provisions

Question clé d'audit

Le Groupe procède à la classification, l'évaluation des engagements et la comptabilisation des provisions y afférentes dès lors qu'elle estime que les critères définis par la circulaire BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991, telle que modifiée par les circulaires subséquentes sont remplis.

Compte tenu de l'exposition du Groupe de la STB au risque de crédit dont l'estimation obéit à des critères quantitatifs et qualitatifs nécessitant un niveau de jugement élevé, nous avons considéré la classification des créances, l'évaluation des provisions y afférentes et le calcul des intérêts et agios réservés comme un point clé dans notre audit.

Procédures d'audit mises en œuvre

Nous avons, à partir des entretiens avec la direction et de l'examen des procédures de contrôle mises en place par le Groupe STB, pris connaissance de la méthode d'évaluation du risque de contrepartie et la constatation des provisions nécessaires compte tenu des garanties obtenues. La méthode de classification des engagements du Groupe repose principalement sur l'antériorité de la créance.

Nous avons ainsi appliqué la démarche d'audit suivante :

- Le rapprochement de la situation des engagements de la clientèle aux données comptables ;
- L'appréciation de la méthodologie retenue par le Groupe en matière de classification des créances par rapport aux règles édictées par la Banque Centrale de Tunisie ;
- L'appréciation de la fiabilité du système de couverture des risques et de réservation des produits ;
- La vérification de la prise en compte de certains critères qualitatifs issus des opérations réalisées et du comportement de la relation durant l'exercice 2022 ;
- L'examen des garanties retenues pour le calcul des provisions et l'appréciation de leurs valeurs, eu égard aux règles édictées et aux méthodes adoptées ;
- La vérification du calcul arithmétique du montant des provisions requises sur les créances de la clientèle à base individuelle, collective et additionnelle, en application de la réglementation en vigueur ;
- La vérification que les ajustements proposés ont été pris en compte par le Groupe.

3.2 Comptabilisation des intérêts et des commissions

Question clé d'audit

Les intérêts sur les engagements et commissions portés au niveau du résultat de l'exercice 2022 s'élèvent à 1 094 millions de dinars.

Nous avons estimé que la prise en compte des intérêts et des commissions en résultat constitue un point clé d'audit en raison de l'importance de cette rubrique et des limites inhérentes au système d'information du Groupe.

Procédures d'audit mises en œuvre

Dans le cadre de notre audit des comptes, nos travaux ont porté plus particulièrement sur les éléments suivants :

- Un examen des politiques, des processus et des contrôles mis en place par le Groupe en vue de la reconnaissance et la comptabilisation des revenus ;
- L'évaluation de l'environnement informatique compte tenu de la génération et de la prise en compte automatique des revenus en comptabilité ;
- La vérification du respect de la norme comptable NCT 24 relative aux « engagements et revenus y afférents dans les établissements bancaires » en matière de prise en compte des revenus et de séparation des exercices comptables ;
- La réalisation de procédés analytiques sur l'évolution des intérêts et des commissions ;
- La vérification de la fiabilité des méthodes de réservation des intérêts ;
- La vérification du caractère approprié des informations fournies dans les notes aux états financiers.

3.3 Prise en compte et présentation des Bons de Trésor Assimilables – BTA

Question clé d'audit

La présentation des BTA en portefeuille d'investissement ou en portefeuille commercial découle de la politique retenue par la STB (société mère).

Au 31 décembre 2022, la valeur du portefeuille BTA de la STB (société mère) s'élève à 1 432 millions

de dinars. L'application de la politique adoptée par la STB aboutit à la présentation d'un portefeuille BTA de 646 millions de dinars en Portefeuille titres Commercial (AC4) et de 786 millions de dinars en Portefeuille titres d'investissement (AC5).

En raison du caractère significatif des encours de BTA et du recours aux hypothèses et aux intentions de la gouvernance du Groupe quant à l'affectation de ces titres, nous estimons que la prise en compte du portefeuille et sa valorisation constitue un point clé de l'audit.

Procédures d'audit mises en œuvre

Nous avons apprécié le dispositif de contrôle mis en place par la STB concernant l'évaluation et la comptabilisation de son portefeuille. Nos travaux ont porté plus particulièrement sur les éléments suivants :

- La conformité aux dispositions de la norme comptable n°25 relative au portefeuille titre dans les établissements bancaires ;
- L'appréciation de la politique de liquidité de la Banque et sa corroboration avec l'historique de détention et de placement des BTA ;
- L'appréciation des critères de classement du portefeuille et la fiabilité des modèles d'évaluation appliqués ;
- La vérification des informations fournies au niveau des notes aux états financiers.

3.4 Périmètre de Consolidation

Question clé d'audit

Le périmètre de consolidation du Groupe STB est composé de 22 sociétés dont 13 sociétés intégrées globalement et 9 sociétés consolidées par mise en équivalence. Par ailleurs, 42 sociétés ont été exclues du périmètre de consolidation pour divers motifs.

Nous avons estimé que l'audit du périmètre de consolidation constitue un point clé de l'audit en raison de l'importance du nombre de sociétés exclues.

Procédures d'audit mises en œuvre

Dans le cadre de notre audit du périmètre de consolidation du Groupe STB, nos travaux ont porté plus particulièrement sur les éléments suivants :

- La vérification du respect des normes comptables tunisiennes n°35 à 37 relatives aux états financiers consolidés en matière de détermination du périmètre de consolidation ;
- La vérification de la méthode de détermination du pourcentage de contrôle exercé par le Groupe sur chaque entité ;
- L'appréciation de la nature du contrôle exercé compte tenu de plusieurs règles édictées par les normes comptables dont notamment le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entité, le pouvoir de réunir la majorité des droits de vote dans les réunions du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent... ;
- L'examen du bien-fondé des motifs d'exclusion de certaines sociétés du périmètre de consolidation du Groupe ;
- La vérification du caractère approprié des informations fournies dans les notes aux états financiers.

4 Paragraphes d'observation

Sans remettre en cause notre opinion ci-haut exprimée, nous estimons utile d'attirer votre attention sur les points suivants :

1. Les capitaux propres du Groupe comportent une dotation de l'État d'un montant de 117 millions de dinars constituée en vertu de la loi n°2012-17 du 21 septembre 2012 et assortie d'une éventualité de restitution en cas de rétablissement de l'équilibre financier de la banque.
2. Les actifs du Groupe comportent 9 millions de dinars au titre de créances prises en charge par l'État, sur une période de 25 ans et sans intérêts, et ce dans le cadre de la loi de finances pour l'année 1999.

5 Rapport de gestion

La responsabilité du rapport de gestion incombe au Conseil d'Administration. Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations

données sur les comptes du Groupe dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration par référence aux données figurant dans les états financiers consolidés. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

6 Responsabilité de la Direction et du Conseil d'Administration dans la préparation et la présentation des états financiers

Le Conseil d'Administration et la Direction sont responsables de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers consolidés conformément au système comptable des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est au Conseil d'Administration et à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Groupe STB à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration et la Direction ont l'intention de proposer de liquider le Groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe au Conseil d'Administration de surveiller le processus d'information financière du Groupe.

7 Responsabilité des Co-commissaires aux comptes pour l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et

de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe ;

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Groupe à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Tunis, le 10 avril 2023

Les Co-commissaires aux comptes

Groupement CFA-CBC

Fathi Saidi



Groupement CSL- CNH

Samir Labidi





